



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

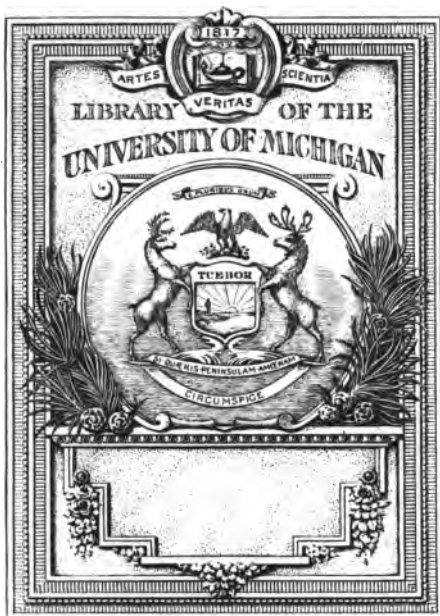
À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

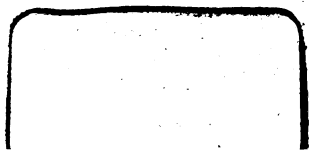
Bb. 43.

LIBRAIRIE
RAYMOND CLAVREUIL
37 RUE S. ANDRÉ DES ARTS
PARIS VI

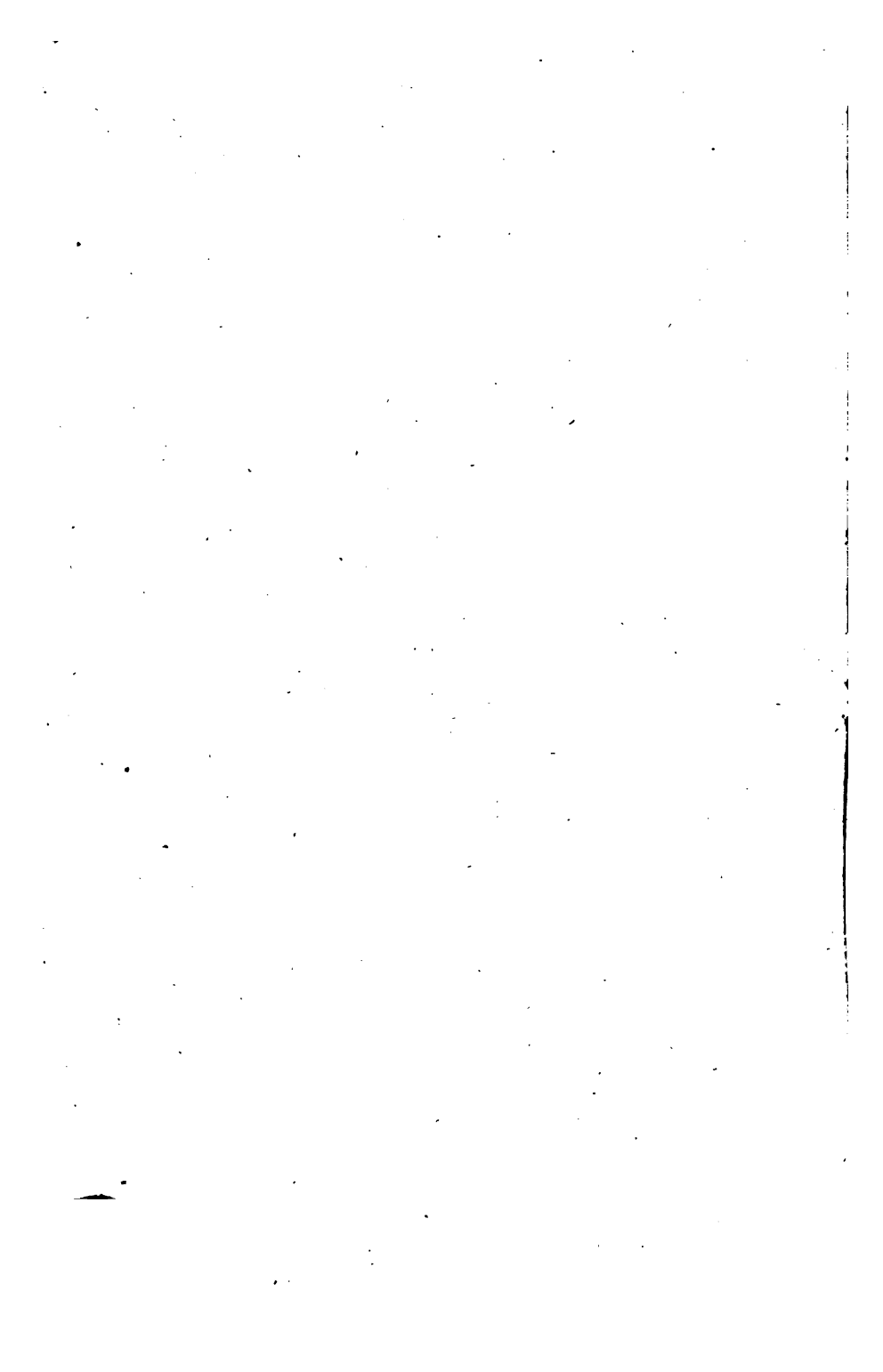
50 F



RWA
JUN 1866



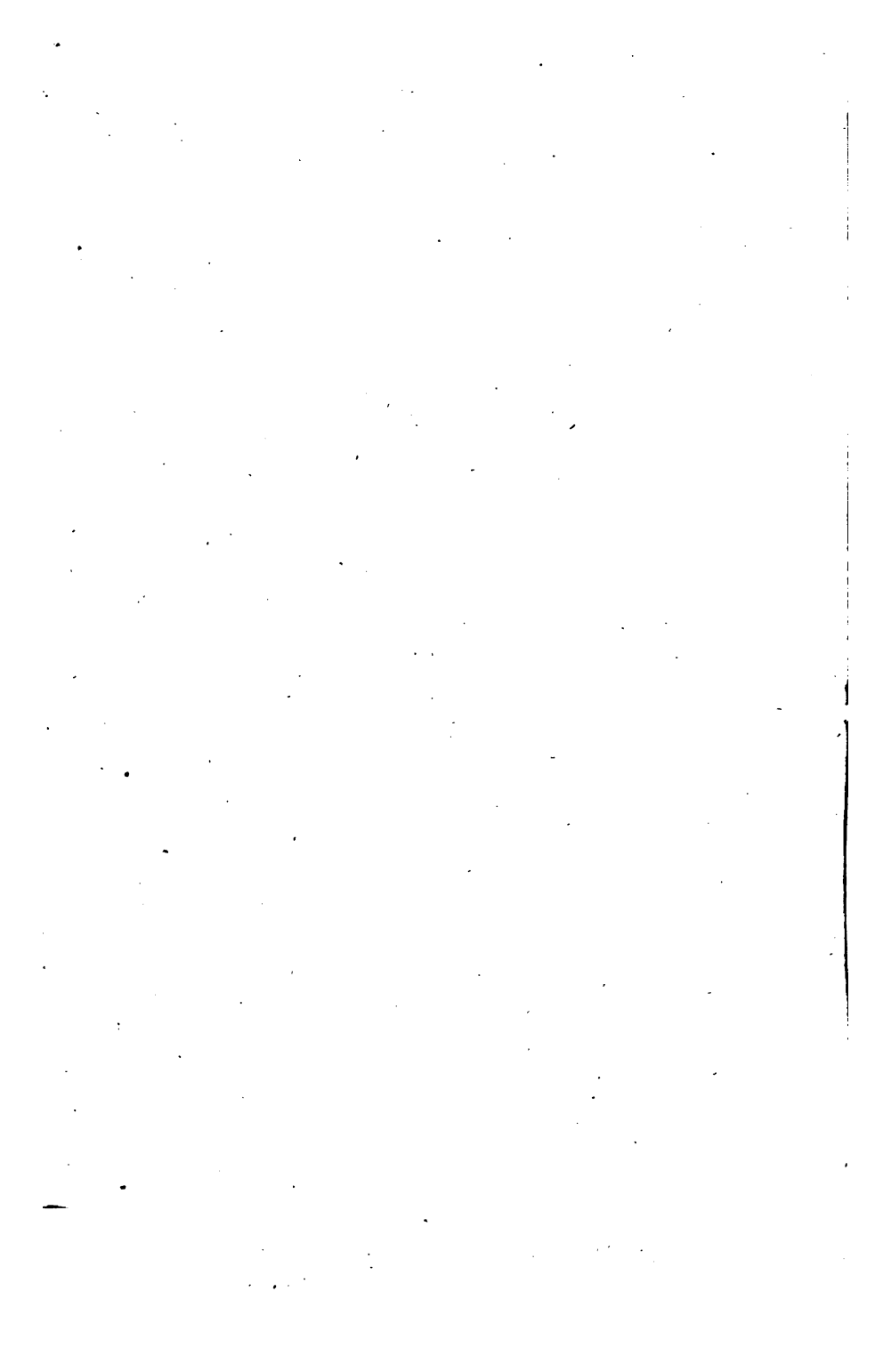




PROCÈS

DE LA

SOUSCRIPTION NATIONALE.



PROCÈS

DE LA

SOUSCRIPTION NATIONALE.

211-111



Bidant, René: 1820-1821,
PROCÈS

DE

LA SOUSCRIPTION NATIONALE,

JUGÉ

PAR LA COUR D'ASSISES DE PARIS,

LE 1^{er} JUILLET 1820;

AVEC les RÉQUISITOIRES OFFICIELS du ministère public, les
PLAIDOIRIES entières de Messieurs les Avocats, la RÉPLIQUE
de M^e Dupin, et tous les autres documens historiques et
authentiques sur cette affaire;

RECUEILLIS PAR DEUX MEMBRES DU BARREAU DE PARIS.



La Bienfaisance et la Justice se sont
embrassées.



PARIS.

BAUDOUIN FRÈRES, IMPRIMEURS-LIBRAIRES,

RUE DE VAUGIRARD, n^o 36.

DELAUNAY, AU PALAIS-ROYAL.

~~~~~  
1820.

Z  
657  
B50

# TABLE. •

## FAITS ET PROCÉDURE.

|                                                                                                                                                                                                                          |            |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| Texte de la loi du 26 mars, SUR LA LIBERTÉ INDIVIDUELLE.                                                                                                                                                                 | 3          |
| Article publié le 30 mars, par <i>le Constitutionnel</i> , <i>le Censeur européen</i> , <i>l'Indépendant</i> , <i>la Renommée</i> et <i>le Courrier</i> ; intitulé : SOUSCRIPTION NATIONALE EN FAVEUR DES CITOYENS, etc. | 5          |
| Passage d'un article de <i>la Bibliothèque historique</i> , ayant pour titre DU DESPOTISME MINISTÉRIEL.                                                                                                                  | 8          |
| Écrit publié dans la capitale, intitulé : SOUSCRIPTION POUR LE SOULAGEMENT DES PERSONNES DÉTENUES, etc.                                                                                                                  | 9          |
| Interrogatoires de MM. <i>Pajol</i> , <i>Etienne</i> , <i>Mérilhou</i> , <i>Gévaudan</i> , <i>Odillon-Barrot</i> , <i>Bidault</i> , signataires de l'écrit ci-dessus.                                                    | 12         |
| Réquisitoire de M. le procureur-général, du 21 avril.                                                                                                                                                                    | 19         |
| Ordonnance rendue par la Chambre du conseil du tribunal de première instance, le 29 avril.                                                                                                                               | <i>Id.</i> |
| Réquisitoire de M. le procureur-général (3 mai), appuyant l'opposition de M. le procureur du Roi à l'ordonnance ci-dessus.                                                                                               | 22         |
| Arrêt de la Cour royale (5 mai), sur ce réquisitoire.                                                                                                                                                                    | 23         |
| Lettre de MM. <i>Lafayette</i> , <i>Chauvelin</i> , <i>Manuel</i> , etc., à M. le procureur-général (18 avril).                                                                                                          | 29         |
| Réponse de M. le procureur-général (18 avril).                                                                                                                                                                           | <i>Id.</i> |
| Réponse de M. le garde-des-sceaux, à MM. <i>Lafayette</i> , <i>Chauvelin</i> , <i>Manuel</i> , etc. (17 mai).                                                                                                            | 30         |
| Lettre de trente-six députés à MM. <i>Lafayette</i> , <i>Chauvelin</i> , <i>Manuel</i> , etc. (18 mai).                                                                                                                  | 32         |



|                                                                                              |    |
|----------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Requête de MM. <i>Lafayette, Manuel, Chauvelin, etc.</i> ,<br>adressée à la Cour royale.     | 34 |
| Noms des trente-quatre jurés, dont la liste fut notifiée<br>aux quinze prévenus, le 29 mars. | 36 |

### QUESTION PRÉJUDICIELLE.

#### AUDIENCE DU 29 MAI.

|                                                              |    |
|--------------------------------------------------------------|----|
| Conclusions et plaidoyer de M <sup>e</sup> <i>Darrieux</i> . | 41 |
| Réponse de M. l'avocat-général.                              | 51 |
| Plaidoyer de M <sup>e</sup> <i>Tripier</i> .                 | 52 |
| de M <sup>e</sup> <i>Dupin</i> .                             | 53 |
| M <sup>e</sup> <i>Odillon-Barrot</i> demande la parole.      | 57 |
| Arrêt de la Cour.                                            | 59 |

#### AUDIENCE DU 30 MAI.

|                                                                                |            |
|--------------------------------------------------------------------------------|------------|
| M. le procureur-général requiert qu'il soit passé outre<br>au jugement.        | 62         |
| Arrêt de la Cour.                                                              | <i>Id.</i> |
| Noms des signataires de consultations délibérées à Paris,<br>Nanci, Lyon, etc. | 70         |
| Nouvelle liste de jurés, signifiée aux prévenus, le<br>28 juin.                | 72         |

### DÉBATS ET PLAIDOIRIES.

#### AUDIENCE DU 29 JUIN.

|                                                           |     |
|-----------------------------------------------------------|-----|
| Composition du jury.                                      | 75  |
| Interrogatoire des prévenus.                              | 76  |
| Audition des témoins.                                     | 81  |
| Discours de M. l'avocat-général.                          | 86  |
| Plaidoyer de M. <i>Jay</i> , avocat de M. <i>Bidaud</i> . | 137 |

## SUITE DES PLAIDOIRIES.

## AUDIENCE DU 30 JUIN.

|                                                                                  |     |
|----------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Plaidoyer de M <sup>e</sup> <i>Rumilly</i> , avocat de M. <i>Comte</i> .         | 160 |
| de M <sup>e</sup> <i>Coffinières</i> , avocat de M. <i>Bert</i> .                | 191 |
| de M. <i>Devaux</i> (membre de la Chambre des députés), pour M. <i>Gaubert</i> . | 217 |
| de M <sup>e</sup> <i>Blanchet</i> , avocat de M. <i>Foulon</i> .                 | 240 |
| de M <sup>e</sup> <i>Mocquart</i> , avocat de M. <i>Gossuin</i> .                | 253 |
| M. <i>Gossuin</i> demande la parole.                                             | 274 |
| Plaidoyer de M <sup>e</sup> <i>Persil</i> , avocat de M. <i>Etienne</i> .        | 277 |

## SUITE DES PLAIDOIRIES.

*Arrêt définitif.*AUDIENCE DU 1<sup>er</sup> JUILLET.

|                                                                                                             |     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Plaidoyer de M <sup>e</sup> <i>Tripier</i> , avocat de M. <i>Gévaudan</i> .                                 | 290 |
| de M <sup>e</sup> <i>Darrieux</i> , avocat de M <sup>e</sup> <i>Odillon-Barrot</i> .                        | 300 |
| de M <sup>e</sup> <i>Legoux</i> , avocat de M. le général <i>Pajol</i> .                                    | 307 |
| Réplique de M. l'avocat-général.                                                                            | 316 |
| Réplique de M <sup>e</sup> <i>Dupin</i> , avocat de M <sup>e</sup> <i>Mérilhou</i> , à M. l'avocat-général. | 345 |
| Arrêt de la Cour.                                                                                           | 386 |

---

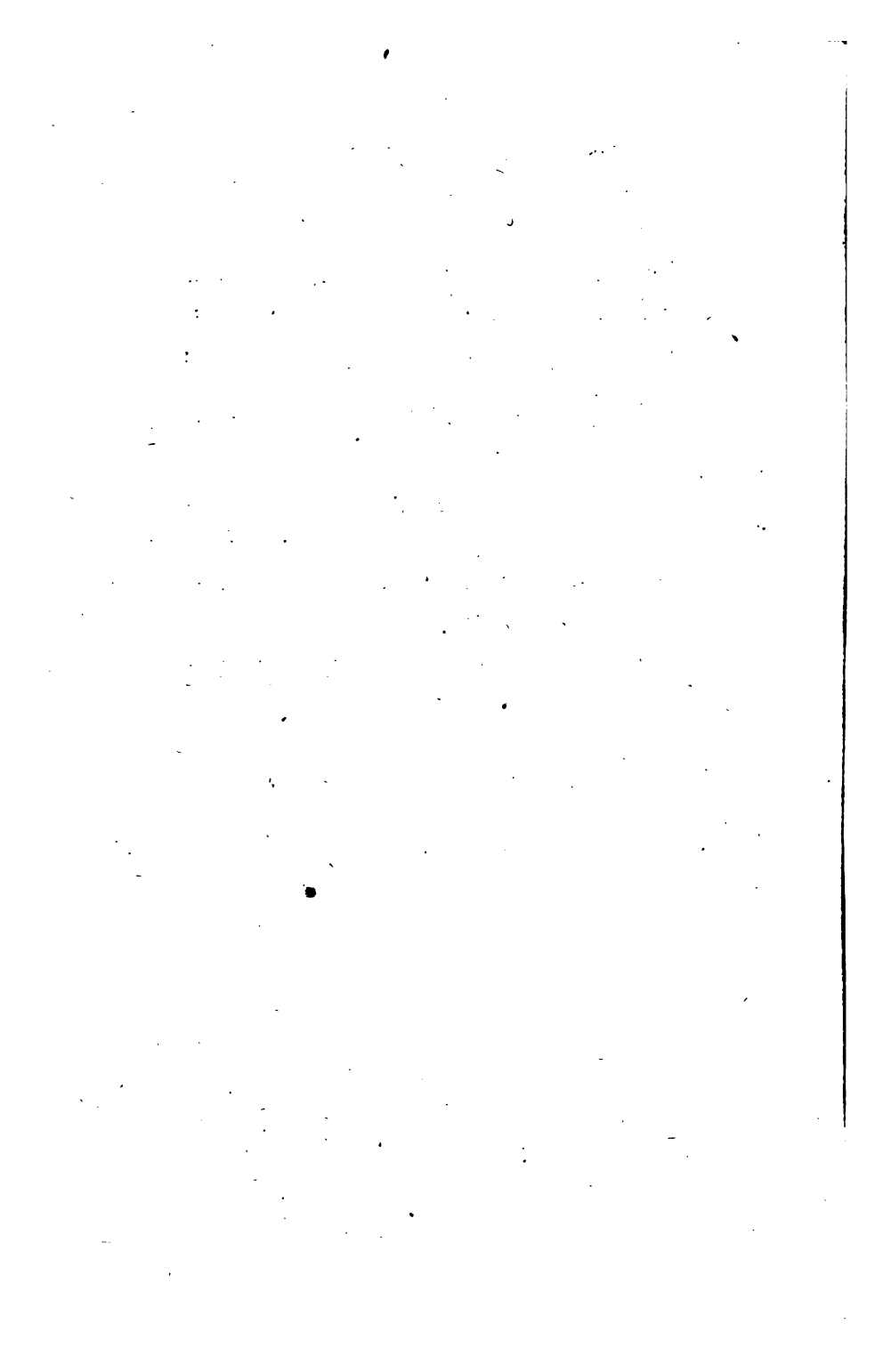


---

LES journaux n'ont pu faire connaître que très-imparfaitement les détails du procès de la *Souscription nationale*, qui a été jugé par la Cour d'assises de Paris, le 1<sup>er</sup> juillet 1820. La célébrité attachée aux noms de plusieurs des personnes qui ont figuré dans cette affaire déjà importante par elle-même, l'habileté avec laquelle diverses questions de la liberté de la presse ont été traitées, et l'éloquence des plaidoyers qui ont été prononcés et improvisés, nous ont fait penser qu'une relation complète du procès pourrait intéresser le public.

Des affaires de même nature sont encore à juger dans plusieurs départemens. Notre relation ne sera pas inutile aux officiers du ministère public qui ont à soutenir les accusations, et aux avocats qui ont à défendre les prévenus.

---



# PROCÈS

DE

## LA SOUSCRIPTION NATIONALE.

---

### FAITS ET PROCÉDURE.

---

**L**E 26 mars 1820, la loi suivante, qui avait été adoptée par la Chambre des députés et la Chambre des pairs, a été promulguée :

Art. 1<sup>er</sup>. Tout individu prévenu de complots ou de machinations contre la personne du Roi, la sûreté de l'État et les personnes de la famille royale, pourra, sans qu'il y ait nécessité de le traduire devant les tribunaux, être arrêté et détenu en vertu d'un ordre délibéré dans le conseil des ministres, et signé de trois ministres au moins, et dont il lui sera laissé copie.

2. Tout prévenu, arrêté en exécution du précédent article, sera directement conduit dans la maison d'arrêt du tribunal de l'arrondissement de sa résidence, ou de l'arrondissement dans lequel il aura donné lieu à ladite prévention.

Le geolier ou gardien de la maison d'arrêt remettra, dans les vingt-quatre heures, une copie de l'ordre d'arrestation au procureur du Roi, qui, soit par lui-même, soit par l'un de ses substituts, entendra immédiatement le détenu, l'interrogera, tant sur les faits qui seront à sa connaissance, que sur les documens transmis par le ministère, dressera procès-verbal des dires et des réponses du détenu, recevra de lui tous mémoires, réclamations et autres pièces, et enverra le

tout, sans délai, par l'intermédiaire du procureur-général, au ministre de la justice, pour en être fait rapport au conseil du Roi qui statuera.

3. Ce rapport, la décision du conseil, soit pour le renvoi du prévenu devant les juges compétens, soit pour sa mise en liberté, en lui donnant connaissance par écrit des causes de son arrestation, devront avoir lieu dans les trois mois au plus tard qui suivront l'envoi fait des pièces ci-dessus au ministre de la justice par le procureur-général.

4. Si la présente n'est pas renouvelée dans la prochaine session des Chambres, elle cessera de plein droit d'avoir son effet.

5. La présente loi ne déroge en rien aux dispositions du droit commun, relatives à la forme des arrestations et au temps pendant lequel elles peuvent être faites.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des pairs et par celle des députés, et sanctionnée par nous cejourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État; voulons, en conséquence, qu'elle soit gardée et observée dans tout notre royaume, terres et pays de notre obéissance.

SI DONNONS EN MANDEMENT à nos cours et tribunaux, préfets, corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous nos sujets, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera : car tel est notre plaisir; et afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre scel.

Donné à Paris, au château des Tuileries, le vingt-sixième jour du mois de mars de l'an de grâce 1820, et de notre règne le vingt-cinquième.

*Signé* LOUIS.

Par le Roi,

*Le ministre secrétaire-d'Etat au département de  
l'intérieur,*

*Signé* SIMÉON.

Le même jour, 26 mars, le *Courrier français* a annoncé qu'il se formait à Nantes une Société d'assurance mutuelle qui garantirait des secours et des indemnités à ceux qui seraient atteints par la loi contre la liberté individuelle.

Le 30, il a été publié par le *Constitutionnel*, le *Censeur européen*, l'*Indépendant*, la *Renommée* et le *Courrier*, un article ainsi conçu :

*Souscription nationale, en faveur des citoyens qui seront victimes de la mesure d'exception sur la liberté individuelle.*

« L'arbitraire, revêtu de la forme de loi, ne prescrit point contre les lois éternelles que Dieu a gravées dans tous les cœurs. Les droits les plus légitimes, les plus sacrés, les plus inhérens à la nature; les droits qui ont précédé toutes les sociétés, qui président à leur existence, et qui ne peuvent jamais être ni abolis ni suspendus, sont ceux de la justice et de l'humanité.

« L'humanité et la justice sont évidemment méconnues dans les dispositions d'une mesure qui livre la liberté, la fortune, l'honneur, la réputation, la santé, la raison, et même la vie des citoyens à la merci de la politique, de la haine, de la vengeance, de la corruption, de la bassesse, de l'intérêt, de la peur, de tous les caprices, de toutes les passions de quelques individus principaux, et d'une foule d'agens et de fauteurs de l'arbitraire.

« La discussion la plus solennelle a consacré les vérités que nous venons d'exposer. Les dépositaires de l'autorité sont venus leur donner une nouvelle force, en refusant,

« 1°. De faire mention, sur l'ordre en vertu duquel on arrête un suspect, du délit dont on le soupçonne;



» 2°. De lui faire connaître à lui-même les causes de son arrestation ;

» 3°. De lui donner un conseil pour l'aider dans sa défense, ni personne qui l'assiste, alors même qu'il ne saurait ni lire ni écrire ;

» 4°. Des'engager à lui procurer une nourriture supportable ;

» 5°. De permettre à aucun parent ou ami du suspect de s'enfermer avec lui pour le préserver du désespoir ou de la démence, suite trop fréquente du secret ;

» 6°. De prévenir sa famille de son arrestation, si elle a lieu hors de son domicile ; de sa mort, s'il mourait en prison ;

» 7°. D'encourir aucune responsabilité pour une arrestation dénuée de fondement ;

» 8°. De publier aucune liste de suspects arrêtés ; de rendre compte aux Chambres des arrestations ;

» 9°. De s'expliquer sur la faculté qu'aura le ministère d'arrêter de nouveau un suspect deux heures après son élargissement, et de perpétuer ainsi sa détention ;

» 10°. De laisser les journaux ouverts aux réclamations, bien que ces journaux le soient aux injures, aux calomnies et aux dénonciations.

» Ce déplorable régime sur la liberté individuelle, combiné avec l'irresponsabilité des ministres et la responsabilité illusoire de leurs agens, avec l'extinction de toute publicité, les restrictions qui menacent le droit de pétition, la censure qui atteint la tribune nationale elle-même, la ruine imminente du droit d'élection, les violations multipliées de la Charte révèle un système complet d'arbitraire qui laisse la nation sans aucune garantie, et place chaque individu hors de la protection de la loi fondamentale de l'État.

» Lorsque le pouvoir, institué pour protéger, abjure malheureusement cette noble fonction, l'humanité ordonne à tous les membres d'un État libre de se réunir pour porter appui et consolation à l'opprimé.

» En conséquence, le projet de la présente souscription a été conçu pour offrir à chaque Français un moyen de venir au secours de ses compatriotes victimes de l'arbitraire, et d'être lui-même secouru par chacun d'eux. Tous sont donc également invités à prendre part à cette sorte d'assurance mutuelle qui est dans le caractère national et dans les vrais principes de la liberté.

» Il y aura à Paris un conseil central d'administration, chargé de suivre auprès du ministère les réclamations des Français frappés par les mesures d'exception.

» Ce comité fera toutes les démarches nécessaires pour adoucir les rigueurs du régime exceptionnel envers les citoyens, et leur procurer, ainsi qu'à leurs familles, les secours de toute nature que leur situation réclamera, et qu'il sera possible de leur donner.

» Le comité sera composé de MM. Lafitte, Casimir Périer, Lafayette, d'Argenson, Kératry, députés, Joly (de Saint-Quentin), manufacturier; Gévaudan, administrateur des messageries; Odillon-Barrot, avocat à la cour de cassation; Pajol, lieutenant-général; Étienne, homme de lettres; Mérilhou, avocat à la cour royale, etc., etc.

» Il entretiendra une correspondance active et suivie dans tous les départemens de la France, à l'effet d'obtenir tous les renseignemens nécessaires pour atteindre d'une manière prompte et efficace le but que se proposent les souscripteurs.

» Le comité recevra le produit des sommes versées à Paris et dans les départemens.

» Il en disposera selon les besoins et d'après l'avis d'un conseil particulier établi à Paris et dans chacun des départemens, et dont les membres seront choisis parmi les souscripteurs.

» Toutes les fois qu'il y aura lieu, le comité publiera un compte rendu de sa gestion, avec indication de l'emploi des fonds.

« Les députés qui se réunissent chez M. Lafitte ont nommé aujourd'hui, à l'unanimité, les cinq commissaires qui font partie du conseil. On souscrit au bureau de toutes les feuilles constitutionnelles. Demain on fera connaître les nouveaux bureaux de souscription qui seront ouverts. »

*L'Aristarque*, qui ne paraissait que le soir, a répété cet article.

Il a été également répété, par les *Lettres nor-mandes* et par la *Bibliothèque historique*. Ce dernier recueil contenait en outre un article ayant pour titre *Du Despotisme ministériel*, où se trouvait le passage suivant :

« Le gouvernement a demandé l'arbitraire, il n'a obtenu que l'absurde : pour le fond et pour la forme, tout est absurde dans le régime sous lequel nous entrons ; c'est ce qui arrive ordinairement ; toutes les fois que l'on veut faire violence à la nature des choses. Le gouvernement a demandé l'arbitraire, disons-nous ; l'arbitraire lui a été accordé : cependant il n'en jouit pas, car il a perdu en même temps la force indispensable pour l'exercer. Il est dissous, il n'est plus gouvernement que de nom. Les hommes qui le composent sous le titre de ministres ou d'agens du ministère, peuvent faire du mal ; mais ils le peuvent à la manière des chefs de bande, sans cesse à la veille de subir, justement et avec ignominie, le sort des victimes innocentes qui tombent sous leurs coups. Leur puissance n'est plus que celle du pistolet dont parle le *Contrat Social*. Quant à leur autorité, elle s'est évanouie avec les institutions sur lesquelles elle reposait, attendu que l'arbitraire, même législativement proclamé, ne saurait être une loi : aucun corps délibérant ou autre n'ayant le pouvoir de concilier ce qui est contradictoire, de rendre identiques deux choses qui s'excluent,

aucune décision humaine ne pouvant abroger l'éternelle raison.

« Nous vivons donc sous l'absence des lois, en vertu d'une solennelle déclaration de la majorité de nos législateurs. En d'autres termes, nous vivons sous la tyrannie; et avoir mis publiquement en délibération la tyrannie, est une nouveauté dont il faut se féliciter, car aucun tyran ne se fût avisé d'un tel expédient. »

Un autre écrit a ensuite été publié dans la capitale. Il était conçu en ces termes :

*Souscription pour le soulagement des personnes détenues en vertu de la loi du 26 mars 1820.* Paris, de l'imprimerie de Baudouin frères, rue de Vaugirard, n° 36. (1820.)

« Une loi d'exception a mis la personne de tous les Français à la discrétion de trois ministres. Il est impossible que, pour l'application de cette loi, et surtout dans les départemens, ces ministres ne s'en reposent sur des subalternes. Les citoyens sont donc inévitablement exposés aux effets des haines particulières, du zèle excessif et peu éclairé, et de dénominations méconçues ou précipitées. Ces inconvéniens sont inséparables de toute législation arbitraire.

« Cette loi, en armant les ministres d'un pouvoir immense et de rigueurs inconnues dans notre droit public, a créé une classe nouvelle d'infortunés, d'autant plus dignes d'intérêt qu'ils peuvent être victimes d'inimitiés puissantes, et qu'aucune ressource légale n'assure pour eux, dans un avenir même ébigné, la manifestation de leur innocence.

« Personne, disait Maléherbes au nom de la cour des aides, personne n'est assez grand pour échapper à la vengeance d'un ministre, ou assez petit pour se dérober à l'inimitié d'un commis.

« La discussion de la Chambre des députés a constaté que le système des emprisonnemens, qu'on veut introduire,

Par les ordres de M. Portalis, sous-secrétaire-d'État au ministère de la justice, des poursuites ont été faites, à la requête de M. Jacquinot de Pampeune, procureur du Roi près le tribunal de première instance du département de la Seine,

1°. Contre MM. Bidault, éditeur responsable du *Constitutionnel*; Comte et Dunoyer, éditeurs responsables du *Censeur européen*; Gaubert, du *Courrier français*; Légracieux, de la *Renommée*; Bert, de l'*Indépendant*; Voidet, de l'*Aristarque français*; Foulon, des *Lettres normandes*; Gossuin, de la *Bibliothèque historique*;

2°. Contre MM. Gévaudan, Étienne, Odillon-Barrot, Mérilhou; le général Pajol et Joly (de Saint-Quentin);

3°. Et contre M. Alexandre Baudouin, imprimeur.

Des mandats de comparution ont été délivrés contre eux tous, et ils ont été interrogés par M. le juge d'instruction Grandet.

Voici les demandes qui leur ont été adressées, et les réponses qu'ils y ont faites.

M. LE LIEUTENANT-GÉNÉRAL COMTE PAJOL.

*Demande.* Êtes-vous l'auteur de l'article inséré dans le *Constitutionnel* du 30 mars; intitulé: *Souscription nationale en faveur des citoyens qui seront victimes de la mesure d'exception sur la liberté individuelle?*

*Reponse.* Je n'ai eu connaissance de cet article que par les journaux. Certains journaux, et notamment la *Gazette de France*, ayant dénaturé nos intentions, et m'ayant particulièrement nommé, nous avons cru devoir faire connaître quelles étaient nos véritables intentions. Nous avons rédigé, signé et publié l'écrit que vous me présentez, intitulé : *Souscription pour le soulagement des personnes détenues en vertu de la loi du 26 mars 1820*. Nous n'avons cru en cela que faire un acte de bienfaisance, venir au secours de l'humanité souffrante. Nous n'avons cru ni contrevenir à aucune loi, ni provoquer à désobéir aux volontés du Gouvernement.

Lecture faite, a persisté, etc. Signé PAJOL ; GRANDET, juge d'instruction ; DEBOSTE, greffier.

M. ÉTIENNE.

D. Etes-vous l'un des auteurs de l'article inséré dans le *Constitutionnel* du 30 mars dernier, intitulé : *Souscription nationale en faveur des citoyens qui seront victimes de la mesure d'exception sur la liberté individuelle*, et de l'écrit intitulé : *Souscription pour le soulagement des personnes détenues en vertu de la loi du 26 mars 1820*?

R. Je ne suis pas l'auteur de l'article inséré dans le *Constitutionnel* ; mais je reconnais avoir pris part à la brochure intitulée : *Souscription pour le soulagement des personnes détenues*. Ainsi que tous les autres signataires de cet écrit, j'ai voulu, par un exposé sincère de nos intentions, répondre aux insinuations calomnieuses qui avaient été insérées dans plusieurs journaux, et même dans le *Moniteur*, sur le but d'une souscription qu'on semblait vouloir faire regarder comme une association inconstitutionnelle et même séditieuse, tandis qu'elle n'était que l'accomplissement d'un acte de bienfaisance. Je ne connais rien dans les lois qui puisse empêcher les citoyens de venir au secours du malheur. Signé ÉTIENNE, etc.

M. MÉRILHOU.

D. Êtes-vous, Monsieur, l'un des auteurs de l'article inséré dans le *Constitutionnel* du 30 mars dernier, et intitulé : *Souscription nationale en faveur des citoyens qui seront victimes de la mesure d'exception sur la liberté individuelle*, et commençant par ces mots : *L'arbitraire revêtu de la forme de la loi* ?

R. Non, Monsieur; je n'en ai eu connaissance que par les journaux, et je l'ai toujours regardé comme un article de journal.

D. Reconnaissez-vous l'écrit que je vous représente, intitulé : *Souscription pour le soulagement des personnes détenues en vertu de la loi du 26 mars 1820* ?

R. Oui, je le reconnais : je n'en suis pas le seul auteur; mais je suis l'un des auteurs.

D. Vous êtes inculpé d'avoir, en publiant cet écrit, attaqué formellement le pouvoir constitutionnel du Roi et des Chambres, et d'avoir provoqué à la désobéissance aux lois.

R. La manière dont vous envisagez l'écrit en question est tout-à-fait contraire à l'intention que je crois qu'on a voulu manifester. Nous n'avons pas voulu nous opposer à l'exécution de la loi, mais soulager les personnes qui souffriraient par suite de cette exécution. Nous avons voulu assurer des secours à leurs familles, et amener la manifestation légale de leur innocence devant les tribunaux. C'est une œuvre de bienfaisance que je n'ai pas crue d'une autre nature que le soulagement qu'on donne à des condamnés, à des accusés, à des incendiés, et à d'autres classes de malheureux. En mon particulier, j'ai cru remplir le devoir commun de l'humanité, qui est de soulager l'infortune, et le devoir spécial de mon ministère, qui m'oblige par serment à soutenir la faiblesse et à éclairer l'ignorance.

J'étais d'autant plus éloigné de supposer de la criminalité

dans une pareille démarche, que la plupart des personnes avec lesquelles je me trouve appelé à y concourir, étant revêtues des plus hautes fonctions de l'État, devaient être plus éloignées que personne de toutes intentions contraires aux lois du pays. Lecture faite, etc.      Signé MÉRILHOU.

GÉVAUDAN.

D. Êtes-vous auteur de l'article inséré dans le *Constitutionnel* du 30 mars, intitulé : *Souscription nationale en faveur des citoyens qui seront victimes de la mesure d'exception sur la liberté individuelle*, et de l'écrit que je vous représente, intitulé : *Souscription pour le soulagement des personnes détenues en vertu de la loi du 26 mars 1820* ?

R. Je n'ai connu l'article que par les journaux ; quant à l'écrit, je l'ai signé, parce que je n'y ai vu qu'un acte de bienfaisance. Lecture faite, etc.      Signé GÉVAUDAN.

ODILLON-BARROT.

D. Êtes-vous l'un des auteurs de l'article inséré dans le *Constitutionnel* du 30 mars dernier, intitulé : *Souscription nationale en faveur des citoyens qui seront victimes de la mesure d'exception sur la liberté individuelle*, et commençant par ces mots : *L'arbitraire revêtu de la loi* ; et de l'écrit que je vous représente, intitulé : *Souscription pour le soulagement des personnes détenues en vertu de la loi du 26 mars 1820* ?

R. Je ne suis pas auteur de l'article inséré dans le *Constitutionnel*, mais j'avoue l'écrit.

D. Vous êtes inculpé d'avoir, en publiant cet écrit, attaqué formellement le pouvoir constitutionnel du Roi et des Chambres, et d'avoir provoqué à la désobéissance aux lois.

R. Le fait de la souscription a pour objet de venir au secours des citoyens qui seront frappés par les lois d'exception, et qui paraîtront dignes de ces secours ; le fait est en



lui-même honorable, et ne présente rien dont un bon citoyen ne puisse se glorifier, non-seulement aux yeux de ses concitoyens, mais aux yeux des agens même du pouvoir.

Quant au fait de la publication de l'écrit que vous me représentez, il a été également provoqué par les intentions les plus honorables. Voici ce qui a eu lieu ; et dans une pareille occasion, nous ne pouvons avoir qu'un très-grand avantage à faire connaître toute la vérité sans aucune espèce de réticence.

Je ne sais quels sont les citoyens à qui la pensée d'adoucir les rigueurs de la loi est d'abord venue. Je ne sais si c'est Paris qui en a eu l'initiative ; je crois même qu'elle s'est manifestée en même temps dans plusieurs villes de province : cela n'est pas étonnant ; il était naturel qu'un sentiment noble, généreux et vraiment libéral, se manifestât simultanément dans plusieurs villes de la France. Mais ce qui prouve que, même à Paris, ce projet de souscription n'avait aucun caractère de complot, c'est que j'ai moi-même appris par le *Constitutionnel* que je faisais partie du comité que les premiers souscripteurs réunis avaient chargé de l'application de leurs secours. Cependant quelques journaux avaient cherché à dénaturer les intentions des souscripteurs ; ils faisaient considérer cette souscription comme une association politique, ayant pour objet d'affaiblir le respect qui est dû aux lois ; l'on y parlait d'organisation départementale : c'est précisément pour détruire ces imputations, d'autant plus graves qu'insérées dans des journaux semi-officiels, elles ne pouvaient être sans réfutation de notre part, que nous avons tous résolu de déposer dans un écrit public la véritable destination de la souscription, afin de ne laisser aucune espèce de nuage sur notre véritable but, qui est un but de pure bienfaisance. J'avoue que j'ai été l'un des premiers à provoquer cette manifestation publique de nos sentimens, parce que, autant il est dans

mon caractère, dans ma nature et dans l'idée que je me fais de mes devoirs comme avocat, de ne laisser aucune oppression, aucun malheur non mérité, sans secours, et sans appui, autant je veux me montrer éloigné de tout ce qui ressemble à un complot ou à une attaque politique.

Lecture faite.

Signé ODILLON BARROT.

BIDAULT, éditeur du *Constitutionnel*.

D. Êtes-vous auteur de l'article inséré dans le *Constitutionnel* le 30 mars, intitulé : *Souscription nationale en faveur des citoyens qui seront victimes de la mesure d'exception sur la liberté individuelle* ?

R. Non, Monsieur.

D. Quel en est l'auteur ?

R. Cette souscription a été envoyée au bureau du *Constitutionnel* par cinquante députés environ, MM. Lafitte, Benjamin-Constant et autres.

D. Avez-vous l'original de cet article ?

R. Il doit être au bureau ; je le rechercherai, et si je le trouve, je le représenterai.

L'interrogatoire a été suspendu en cet instant, et le sieur Bidault est sorti pour aller chercher la pièce à lui demandée.

Et ledit jour, à midi et demi, s'est de nouveau représenté le sieur Bidault, lequel nous a dit : Je ne puis vous faire la représentation de l'original de l'article intitulé : *Souscription nationale* ; je l'ai cherché inutilement dans le bureau. Tous les derniers ou premiers jours de chaque mois, nous brûlons toutes les pièces que nous avons reçues ; et la pièce originale de l'article dont vous me parlez a été brûlée comme les autres.

D. Vous êtes inculpé d'avoir, dans l'ensemble de cet article, dans tous et dans chacun de ses passages, attaqué formellement l'autorité constitutionnelle du Roi et des Cham-

bres, d'avoir provoqué à la désobéissance aux lois, délit prévu par les art. 4 et 6 de la loi du 17 mai 1819.

R. Je ne crois pas m'être mis du tout dans le cas de ces articles-là pour avoir désobéi aux art. 4 et 6 de la loi.

D. N'est-ce pas provoquer à désobéir à une loi que de publier que cette loi méconnaît l'humanité et la justice, dont les droits ne peuvent jamais être abolis ni suspendus?

R. Je ne crois pas que ces Messieurs aient eu en vue dans cette souscription d'attaquer cette chose-là, parce que ces personnes-là connaissent les lois : ce sont des députés ; ils doivent connaître leurs devoirs.

Lecture, etc.

Signé BIDAULT.

MM. les éditeurs responsables des autres journaux ont déclaré que l'article sur la *souscription nationale* leur avait été envoyé en épreuves de l'imprimerie du *Constitutionnel* ; qu'ils avaient d'autant moins hésité à le publier, qu'ils n'y avaient vu qu'un acte de bienfaisance, et que d'ailleurs les noms honorables qui figuraient dans cet article avaient été pour eux une garantie suffisante qu'il ne renfermait rien qui pût être contraire aux lois ou à l'ordre public.

Quant à M. Alexandre Baudouin, il a répondu que le manuscrit qu'il avait imprimé avec la date du 31 mars, lui avait été remis par MM. les députés ; et que la simple lecture de la pièce lui ayant appris qu'il s'agissait d'une œuvre de bienfaisance, il s'était empressé de prêter son ministère.

Le 21 avril, M. le procureur a fait un réquisitoire ainsi conçu :

« Attendu qu'il n'est pas suffisamment justifié qu'en imprimant l'écrit intitulé *Souscription*, le sieur Baudouin ait agi sciemment, ainsi qu'il est dit à l'art. 60 du Code pénal, qui définit la complicité; qu'ainsi, il y a lieu de lui appliquer les dispositions de l'art. 24 de la loi du 17 mai 1819.

» Attendu que les autres inculpés n'ont détruit par leurs réponses aucune des charges résultant contre eux de la publication des écrits ci-dessus désignés.

» Nous requérons que rapport soit fait à la Chambre du Conseil par M. le juge d'instruction; que les éditeurs responsables des journaux, *le Constitutionnel*, *la Renommée*, *l'Indépendant*, *le Courrier*, *l'Aristarque*, *le Censeur*, *la Bibliothèque historique* et les *Lettres normandes*, soient renvoyés à la Cour royale, comme prévenus des deux délits ci-dessus désignés et résultant de la publication de l'article inséré le 30 mars dans divers journaux, sous le titre de *Souscription nationale en faveur des citoyens qui seront victimes*, etc.

» Que les sieurs Odillon-Barrot, Gévaudan, Mérilhou, Étienne, Pajol et Joly (de Saint-Quentin) soient également renvoyés devant la Cour royale comme prévenus des mêmes délits résultant de la publication du deuxième écrit intitulé: *Souscription pour le soulagement*, etc.

» Et qu'il soit déclaré n'y avoir lieu à suivre contre l'imprimeur Baudouin.

» Fait au parquet, ce 21 avril 1820, le procureur du roi.  
*Signé JACQUINOT PAMPELUNE.* »

Sur ce réquisitoire, est intervenue l'ordonnance suivante, rendue par la Chambre du conseil du tribunal de première instance.

« Ouï le rapport de M. Grandet, juge d'instruction, duquel il résulte que le 30 mars dernier, les journaux intitulés: *Le Constitutionnel*, *le Censeur européen*, *le Courrier*

*français, l'Indépendant, la Renommée, l'Aristarque français*, publièrent un article intitulé : *Souscription nationale en faveur des citoyens qui seront victimes de la mesure d'exception sur la liberté individuelle*, commençant par ces mots : *L'arbitraire revêtu de la forme de la loi*, etc.

» Ce même article a été inséré depuis dans le premier cahier du quatorzième volume de l'écrit périodique ayant pour titre : *Bibliothèque historique* ; et dans le tome dixième, page 237, de l'écrit périodique connu sous le nom de *Lettres normandes*.

» Le 31 mars dernier, un écrit fut imprimé et publié chez Baudouin, imprimeur, ayant pour titre : *Souscription pour le soulagement des personnes détenues en vertu de la loi du 26 mars 1820*.

» Cet écrit et l'article sus-énoncé furent poursuivis par le ministère public, comme contenant une attaque formelle contre le pouvoir constitutionnel du Roi et des Chambres, et une provocation à la désobéissance aux lois.

» Les auteurs de l'article inséré dans les journaux sont restés inconnus.

» Les éditeurs responsables des journaux qui l'ont publié sont : Le sieur Bidault pour *le Constitutionnel* ; les sieurs Comte et Dunoyer, pour *le Censeur européen* ; Gaubert, pour *le Courrier français* ; Legracieux, pour *la Renommée* ; Bert, pour *l'Indépendant* ; Voïdet, pour *l'Aristarque français* ; Gossuin, pour *la Bibliothèque historique*, et Foulon, pour les *Lettres normandes*.

» Les sieurs Gévaudan, Étienne, Odillon-Barrot, Mérilhou et le comte Pajol se sont reconnus auteurs et signataires de l'écrit imprimé chez Baudouin. Il ont déclaré n'avoir, en le publiant, voulu que concourir à un acte de bienfaisance ; cet écrit est également signé par le sieur Joly (de Saint-Quentin) ;

» Attendu que l'écrit imprimé chez Baudouin ne présente

pas les caractères qui constituent l'un des délits prévus par la loi du 17 mai 1819; que les auteurs de cet écrit, dont on ne peut rechercher les intentions autre part que dans le texte de l'écrit même, prévoient qu'il pourrait exister des abus dans l'exécution de la loi du 26 mars dernier, et désirent y remédier, mais n'attaquent cependant pas formellement cette loi en elle-même, et ne provoquent pas à lui désobéir;

» Attendu que l'article sus-énoncé, publié dans plusieurs des journaux du 30 mars dernier, contient dans son ensemble, dans tous et dans chacun des alinéas qui le composent, et plus particulièrement dans les deux premiers, une attaque formelle, par l'un des moyens énoncés en l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 17 mai 1819, contre le pouvoir constitutionnel du Roi et des Chambres, et une provocation, par l'un des mêmes moyens, à la désobéissance aux lois; délits prévus par les art. 2 et 4, 3 et 6 de la même loi;

» Attendu que le même cahier du quatorzième volume de la *Bibliothèque historique* contient, pag. 40, un article intitulé : *Despotisme ministériel*, commençant par ces mots : *Le Gouvernement a demandé l'arbitraire*, etc.;

» Que les deux premiers alinéas de cet article constituent le délit d'attaque formelle contre le pouvoir constitutionnel du Roi et des Chambres, et de provocation à la désobéissance aux lois, délits prévus par les articles 1, 2 et 4, 3 et 6 de la loi du 17 mai 1819;

» Que l'auteur de cet article est inconnu;

» Attendu que les auteurs des articles sus-énoncés étant inconnus, il y a lieu de poursuivre les éditeurs responsables;

» Vu les articles 4 et 6 de la loi du 17 mai dernier, les articles 9 et 10 de la loi du 26 mai, et l'article 2 de la loi du 9 juin suivant :

» Déclarons qu'il n'y a pas lieu à poursuivre contre les

sieurs Baudouin, imprimeur, Gévaudan, Étienne, Odillon-Barrot, Mérilhou, Joly et Pajol ; renvoyons devant la Cour royale les sieurs Comte, Dunoyer, Bidault, Gaubert, Legracieux, Bert, Voidet, Gossuin et Foulon.

» Fait et jugé en la chambre du conseil, le 29 avril 1820. »

M. le procureur du Roi a formé opposition à cette ordonnance, en ce qu'elle n'avait pas déclaré qu'il y avait lieu à suivre contre tous les inculpés.

Cette opposition a été appuyée d'un réquisitoire de M. le procureur-général Bellart, conçu en ces termes :

« Attendu que cet article (celui qui a été inséré dans les journaux) contient, dans son ensemble et dans tous les alinéas qui le composent, et plus particulièrement dans le paragraphe commençant par ceux-ci, *la discussion*, et finissant par ce mot, *l'arbitraire*; dans le deuxième, commençant par celui-ci, *l'humanité*; une attaque formelle, par l'un des moyens énoncés en l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 17 mai 1819, contre le pouvoir constitutionnel du Roi et des Chambres, et une provocation, par l'un des mêmes moyens, à la désobéissance aux lois, délits prévus par les articles 2, 3, 4 et 6 de la même loi.

» Attendu que le même cahier du quatorzième volume de la *Bibliothèque historique* contient, p. 40, un article intitulé *Despotisme ministériel*, commençant par ces mots : *le Gouvernement a demandé l'arbitraire*; que les deux premiers alinéas de cet article constituent les délits d'attaque formelle contre le pouvoir constitutionnel du Roi et des Chambres, et de provocation à la désobéissance aux lois, délits prévus par les articles 1, 2, 3, 4 et 6 de la loi du 17 mai 1819.

» En ce qui concerne Odillon-Barrot, Joly (de St.-Quentin), Gévaudan, Mérilhou, Etienne et Pajol ;

» Attendu que le 31 mars dernier, un écrit imprimé chez Baudouin fut publié, sous le titre de *Souscription pour le soulagement des personnes détenues en vertu de la loi du 26 mars 1820*; que les individus qui viennent d'être désignés se sont reconnus auteurs et signataires de cet écrit ;

» Attendu que l'ensemble de cet écrit, et spécialement les deux premiers paragraphes de la page 3, commençant par ces mots, *une loi*, et par ceux-ci, *cette loi*; le paragraphe de la page 4, commençant par ces mots, *la discussion*; celui de la même page, commençant par ces mots, *chez une nation*; le premier paragraphe de la page 5, et tout le surplus dudit écrit, constituent les délits d'attaque formelle contre l'autorité constitutionnelle du Roi et des Chambres et de provocation à la désobéissance aux lois, prévus par les articles 2, 3, 4 et 6 de la loi du 17 mai 1819, nous requérons que les susnommés soient renvoyés devant la Cour d'assises.

» Fait au Parquet, ce 3 mai 1820. *Signé* BELLART. »

Sur ce réquisitoire, arrêt de la Cour royale, ainsi conçu :

« La Chambre des mises en accusation, réunie à celle des appels de police correctionnelle, sur la demande de M. le procureur-général, et conformément à l'art. 3 du décret du 6 juillet 1810,

» M. le procureur-général est entré, et a fait le rapport du procès instruit contre :

» Bidault, éditeur responsable du *Constitutionnel*;

» Comte et Dunoyer, éditeurs responsables du *Censeur*;

» Legracieux, éditeur responsable de la *Renommée* ;



- » Gaubert, éditeur responsable du *Courrier français*;
- » Voidet, éditeur responsable de l'*Aristarque français*;
- » Foulon, éditeur responsable des *Lettres normandes*;
- » Gossuin, éditeur responsable de la *Bibliothèque historique*;

- » Baudouin, imprimeur; Odillon-Barrot, Joly (de Saint-Quentin), Gévaudan, Mérilhou, Étienne et Pajol.

» Le greffier a donné lecture des pièces du procès, qui ont été laissées sur le bureau.

» M. le procureur du Roi a déposé sur le bureau la réquisition écrite et signée, tendant à ce qu'il plaise à la Cour, en faisant droit sur l'opposition du procureur du Roi, annuler l'ordonnance de la chambre du conseil du tribunal de première instance de la Seine, en ce qui concerne Odillon-Barrot, Joly (de Saint-Quentin), Gévaudan, Mérilhou, Étienne et Pajol; déclarer qu'il n'y a lieu à suivre à l'égard d'Alexandre Baudouin, et renvoyer Bidault, Comte, Dunoyer, Bert, Legracieux, Gaubert, Voidet, Foulon, Gossuin, Odillon-Barrot, Joly (de Saint-Quentin), Gévaudan, Mérilhou, Étienne et le comte Pajol, devant la Cour d'assises, pour y être jugés conformément à la loi.

- » Le procureur-général s'est retiré ainsi que le greffier.

- » Il résulte des pièces du procès les faits suivants :

- » Sur le réquisitoire du procureur du Roi, une instruction a eu lieu au tribunal de première instance du département de la Seine, contre :

- » 1°. Comte et Dunoyer, éditeurs responsables du journal ayant pour titre *le Censeur européen*;

- » 2°. Legracieux, éditeur responsable du journal ayant pour titre *la Renommée*;

- » 3°. Gaubert, éditeur responsable du journal ayant pour titre *le Courrier français*;

- » 4°. Bidault, éditeur responsable du journal ayant pour titre *le Constitutionnel*;

» 5°. Bert, éditeur responsable du journal ayant pour titre *l'Indépendant* ;

» 6°. Voidet, éditeur responsable du journal ayant pour titre *l'Aristarque français* ;

» 7°. Foulon, éditeur responsable de l'écrit périodique ayant pour titre *Lettres normandes* ;

» 8°. Et Gossuin, éditeur responsable de l'écrit périodique ayant pour titre *Bibliothèque historique* ;

» A raison d'un article inséré dans les numéros 90 du *Censeur*, 258 de *la Renommée*, 284 du *Courrier français*, 90 du *Constitutionnel*, 325 de *l'Indépendant*, 107 de *l'Aristarque* ; tom. x, lettre 6, des *Lettres normandes*, et le xiv<sup>e</sup> volume, 1<sup>er</sup> cahier de la *Bibliothèque historique* ; ledit article ayant pour titre : *Souscription nationale en faveur des citoyens qui seront victimes de la mesure d'exception sur la liberté individuelle*, ayant paru le même jour, et identiquement dans les mêmes termes dans les six journaux, et à une époque rapprochée dans les deux autres écrits périodiques.

» Néanmoins, le *Censeur* et les *Lettres normandes* offrent dans le titre ci-dessus la variante du mot *seraient* au lieu du mot *seront*.

» Et encore à raison d'un autre article inséré dans le même cahier de la *Bibliothèque historique*, ayant pour titre : *Despotisme ministériel*.

» 2°. Contre Gévaudan, Étienne, Odillon-Barrot, Mérilhou, Joly et le comte Pajol, signataires, entre autres personnes, d'un imprimé en date du 31 mars ; ledit écrit proposant la même souscription, mais avec des expressions différentes, le lendemain même où elle avait été annoncée dans les journaux sus-énoncés, et désignant comme mandataires des souscripteurs la plupart des mêmes personnes indiquées par les journaux, et signataires en même temps de l'écrit du 31 mars ;

» Et contre Baudouin , imprimeur de cet écrit.

» Les éditeurs responsables des écrits périodiques , ci-dessus désignés , n'ont pas fait connaître les auteurs des articles qui sont l'objet de la poursuite.

» Gévaudan , Étienne , Odillon-Barrot , Mérilhou , Joly et le comte Pajol ont reconnu qu'ils étaient signataires de l'écrit du 31 mars 1820.

» Baudouin a avoué que l'écrit avait été imprimé chez lui ; il en a fait connaître les auteurs , et a dit avoir rempli toutes les obligations qui lui étaient imposées par la loi.

» Par ordonnance en date du 25 avril 1820 , les premiers juges ont déclaré qu'il n'y avait lieu à suivre contre Gévaudan , Étienne , Odillon-Barrot , Mérilhou , Joly et le comte Pajol , et Baudouin.

» Et ils ont prévenu Comte , Dunoyer , Legracieux , Gaubert , Bidault , Bert , Voidet , Gossuin et Foulon des délits d'attaque formelle contre l'autorité constitutionnelle du Roi et des Chambres , et de provocation à la désobéissance aux lois , délits prévus par les art. 1 , 2 , 3 , 4 et 6 de la loi du 17 mai 1819 , 2 et 10 de la loi du 9 juin de la même année.

» Le 26 avril 1820 , le procureur du Roi a formé opposition à cette ordonnance.

» La cour , après en avoir délibéré , statuant sur l'opposition du ministère public ;

» Attendu que , des pièces de l'instruction résulte prévention suffisante , 1° contre François-Charles-Louis Comte , Barthélemy-Charles-Pierre-Joseph Dunoyer , Casimir-Urbain Legracieux , Antoine-Lazare-Étienne Gaubert , Remy-François Bidault , Pierre-Nicolas Bert , Jean-Louis Voidet , Esprit-Michel Foulon , César-Eugène Gossuin ; d'avoir , en mars et avril , 1820 , en insérant dans les numéros 90 du *Censeur* , 258 de la *Renommée* , 284 du *Courrier français* , 90 du *Constitutionnel* , 325 de l'*Indépendant* , 107 de l'*Aristarque* , dans le tome 10 , lettre 6 , des *Lettres normandes* , et dans le 14<sup>e</sup>

volume, premier cahier de la *Bibliothèque historique*, lesdits numéros vendus et distribués, un article dont la teneur suit :

*Souscription nationale en faveur des citoyens qui seront ou qui seraient victimes de la mesure d'exception sur la liberté individuelle, etc.*

» Commis : 1°. Le délit d'attaque formelle contre l'autorité constitutionnelle du Roi et des Chambres ; 2° le délit de provocation à la désobéissance aux lois ;

» Délits prévus par les art. 1, 2, 3, 4 et 6 de la loi du 17 mai 1819, et 10 de la loi du 9 juin de la même année.

» Et contre Antoine Gévaudan, Charles-Guillaume Etienne, Camille-Hyacinthe Odillon-Barrot, Joseph Mérilhou, Joly et le comte Pajol, de s'être rendus complices des deux délits ci-dessus, en donnant sciemment aux auteurs de ces délits des instructions pour les commettre, délits prévus par les art. 59 et 60 du Code pénal, 1, 2, 3, 4 et 6 de la loi du 17 mai 1819, 8 et 10 de la loi du 9 juin de la même année.

» 2°. Contre César-Eugène Gossuin, d'avoir, à la même époque, inséré à la page 40 du 14<sup>e</sup> volume, 1<sup>er</sup> cahier de la *Bibliothèque historique*, vendu et distribué un article ayant pour titre : *Despotisme ministériel*, et notamment le passage suivant, etc.

» Et commis ainsi : 1°. Le délit d'attaque formelle contre l'autorité constitutionnelle du Roi et des Chambres ; 2° le délit de provocation à la désobéissance aux lois ;

» Délits prévus par les articles 1, 2, 3, 4 et 6 de la loi du 17 mai 1819, 8 et 10 de la loi du 9 juin de la même année.

» 3°. Contre Gévaudan, Etienne, Odillon-Barrot, Mérilhou, Joly et le comte Pajol, d'avoir, le 31 mars 1820, dans un imprimé distribué, et dont la teneur suit :

» *Souscription pour le soulagement des personnes détenues en vertu de la loi du 26 mars 1820, etc.*

» Commis : 1° Le délit d'attaque formelle contre l'autorité constitutionnelle du Roi et des Chambres ; 2° le délit de provocation à la désobéissance aux lois ;

» Délits connexes et prévus par les art. 1, 2, 3, 4 et 6 de la loi du 17 mai 1819.

» Renvoie lesdits Comte, Dunoyer, Legracieux, Gaubert, Bidault, Bert, Voidet, Foulon, Gossuin, Gévaudan, Étienne, Odillon-Barrot, Mérilhou, Joly et le comte Pajol devant la cour d'assises du département de la Seine, pour y être jugés à la plus prochaine session, conformément aux dispositions de l'art. 13 de la loi du 26 mai 1819.

» Et attendu qu'il ne résulte pas de l'instruction prévention suffisante contre Alexandre Baudouin, de s'être rendu complice des deux délits d'attaque et de provocation ci-dessus énoncés, en imprimant avec connaissance l'écrit du 31 mars précédemment désigné :

» Déclare n'y avoir lieu à suivre contre lui.

» Réserve au ministère public toutes poursuites contre tous autres signataires de l'imprimé du 31 mars, conformément à la loi.

» Ordonne que le présent arrêt sera exécuté à la diligence du procureur-général.

» Fait au Palais de Justice, à Paris, le 5 mai 1820, en la chambre du conseil, où siégeaient MM. de Merville et Dupaty, présidents ; MM. Plaisant Duchateau, *Pavyot Saint-Aubin*, *De Berny*, Sannegon, de Laveau, *Dameuve*, *Mallartie*, *Defrasans*, *Moreau de la Vigerie*, *Villedieu de Torcy*, *Dehaussy*, MM. Silvestre jeune et Godart de Belbeuf, conseillers-auditeurs ayant voix délibérative, tous composant la chambre d'accusation, et qui ont signé. »

Dès le 18 avril, MM. Lafayette, Chauvelin, Manuel, Dupont (de l'Eure), Lafitte, d'Argenson, Kératry, Casimir Périer et Benjamin Constant

avaient adressé, à M. le procureur-général Bellart, la lettre suivante :

« Monsieur le procureur-général,

« Nous apprenons que des interrogatoires ont été commencés contre plusieurs citoyens signataires avec nous du prospectus d'une souscription pour le soulagement des personnes qui pourraient être détenues en vertu de la loi du 26 mars dernier, ou de leurs familles. Convaincus qu'aucun délit n'existe dans un acte d'humanité qui, loin de provoquer la désobéissance à la loi, suppose au contraire son exécution, nous le sommes également que, si vous étiez dans une opinion contraire, vous ne pourriez, sans prévarication, négliger les formes prescrites par la Charte pour demander à la Chambre, qui jugerait la demande, l'autorisation de nous mettre en cause. Cette prévarication serait évidente, puisque, s'il n'y a pas de délit, vous poursuivez des innocens, et que, s'il y a délit, ce qui est inadmissible, vous vous arrosez le droit de manquer à des formes voulues par notre acte constitutionnel, pour ne poursuivre ce délit que partiellement. Nous avons dû, M. le procureur-général, vous adresser cette réclamation pour servir comme de droit aux citoyens que vous poursuivez. Nous vous prions d'adresser à l'un de nous votre réponse, et nous avons l'honneur de vous saluer.

» Paris, le 18 avril 1820. » ( *Suivent les signatures.* )

M. le procureur-général avait répondu en ces termes :

*Parquet de la Cour royale de Paris.*

Paris 19 avril.

« J'ai reçu, Messieurs, la lettre que vous me faites l'honneur de m'écrire sous la date d'hier. Les devoirs des magis-

trattassent réglés par les lois. C'est à elles seules et aux tribunaux qu'ils rendent compte de leur conduite. Voilà leurs arbitres. Je serai toujours prêt à répondre aux questions que ceux-là m'adresseront. Mais je vous prie d'approuver que je ne reconnaisse pas d'autre autorité, et surtout celle que vous vous attribueriez sur le ministère public, et que je ne saurais même comment définir. J'ai l'honneur de vous saluer.

» *Le procureur-général de Sa Majesté près la cour royale de Paris.*  
*Signé BELLART.* »

A MM. *le marquis de Lafayette, le marquis de Chauvelin, le marquis d'Argenson, Manuel, Dupont (de l'Eure), Lafitte, Kératry, Casimir-Périer et Benjamin-Constant.*

Ces honorables députés écrivirent à M. le garde-des-sceaux, pour demander que la procédure fût régularisée à leur égard, et qu'ils fussent compris dans les poursuites.

M. le garde-des-sceaux leur fit la réponse suivante :

Paris, 17 mai 1820.

» Messieurs,

» J'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire, et par laquelle vous vous plaignez de la marche qu'a suivie M. le procureur-général du Roi près la Cour royale de Paris, dans l'affaire relative à la publication d'un *projet de souscription prétendue nationale.*

» Il vous semble que c'est à tort que tous les signataires du projet de souscription n'ont pas été dénoncés aux tribunaux, et vous demandez que la Chambre des députés soit mise à portée d'examiner s'il y a lieu ou non de poursuivre ceux de ses membres qui ont signé le projet de souscription.

» Les lois du royaume, Messieurs, chargent le ministère public de la recherche et de la poursuite de tous les délits

dont la connaissance appartient aux tribunaux de police correctionnelle ou aux Cours d'assises : l'attention des officiers qui le composent peut être éveillée, leur vigilance peut être éveillée par le ministre de la justice ; mais ces magistrats dirigent sous leur responsabilité ces recherches et ces poursuites. Ils défont aux tribunaux le résultat de leurs opérations ; les juges décident seuls quelle suite il convient de donner aux informations qui leur sont soumises. Le juge d'instruction, la chambre du conseil, la chambre des mises en accusation peuvent successivement ordonner la recherche et la poursuite de toutes les personnes qui seront impliquées dans les faits inculpés, et la jonction des délits connexes ; s'ils ne le font pas, il est probable, il est judiciairement vrai que le ministère public a bien agi, et régulièrement dirigé son action.

» Dans l'affaire qui est l'occasion de votre lettre, Messieurs, la marche légale a été suivie ; les juges ont eu sous les yeux les pièces qui constituent le corps du délit ; ils n'ont point ordonné des poursuites ou des informations nouvelles. Sans doute ils ont jugé que la mise en accusation de tous les signataires du projet de souscription n'était point nécessaire. En cet état, il ne peut être adressé aucun reproche au ministère public ; l'arrêt de la Cour le justifie pleinement. Si elle avait pensé que l'intérêt de la justice voulait que les membres de la Chambre des députés qui peuvent avoir signé le projet de souscription fussent poursuivis, elle n'aurait pas manqué d'ordonner au procureur-général de faire à ce sujet les diligences nécessaires.

» Telles sont, Messieurs, les seules explications qu'il soit en mon pouvoir de vous donner. Comme c'est à présent aux jurés et à la Cour d'assises qu'il appartient de juger du mérite de l'accusation et de la culpabilité de l'action dénoncée, je dois m'abstenir d'apprécier l'un et l'autre.

» J'ai l'honneur, etc.

» Signé PORTALIS. »



invoquèrent l'autorité de la Cour royale par une requête dont voici la teneur :

*A MM. les premier président, présidents et conseillers composant la Cour royale de Paris, siégeant en chambres assemblées.*

« Les soussignés, membres de la Chambre des députés, ont l'honneur d'exposer à la Cour qu'ayant été chargés, par un grand nombre de leurs collègues, de faire la répartition des fonds provenant d'une souscription de bienfaisance, ils ont cru, ainsi que les autres personnes honorées du même soin, qu'il était convenable de consigner dans un écrit public l'exposé de leurs intentions.

» La publication de cet écrit est devenue le motif ou le prétexte d'une poursuite criminelle; et, dans ce moment, une partie des signataires sont traduits pour ce fait devant la Cour d'assises du département de la Seine.

» La composition et la publication de cet écrit sont des faits indivisibles, dont la criminalité ou l'innocence est la même pour tous les signataires, sans distinction de personnes.

» Les soussignés ont cru de leur devoir de repousser le privilège d'impunité que le silence du ministère public paraissait créer en leur faveur.

» En conséquence, par une lettre du 18 avril dernier, ils ont informé M. le procureur-général qu'ils étaient signataires de l'écrit incriminé; qu'ils s'en reconnaissaient les auteurs; et l'ont invité à prendre les mesures légales pour les mettre en cause, s'il y a délit, et éviter ainsi de se constituer lui-même en état de prévarication.

» Par une lettre du même jour, M. le procureur-général a fait connaître son refus, en s'abstenant de motiver une aussi étrange conduite.

» Les soussignés ont appelé, sur ce système, l'attention du gouvernement; et, par une lettre du 7 mai, le sous-secrétaire-d'État au département de la justice leur a fait connaître qu'il croyait devoir s'abstenir d'influencer la détermination du procureur-général, et que ce droit n'appartient qu'aux tribunaux.

» Les soussignés, persévérant dans la pensée que cette acception de personnes est contraire aux devoirs du ministère public, dont l'inertie ne pourrait être excusée que par l'impossibilité d'obtenir les moyens de poursuivre régulièrement une partie des prévenus.

» Le dernier moyen légitime qui reste encore pour faire cesser cet abus, c'est d'avertir la Cour royale, qui exerce, en chambres assemblées, le droit de diriger l'action publique et de contraindre le procureur-général à remplir ses devoirs.

» En conséquence, et aux termes de l'article 11 de la loi du 20 avril 1810, les soussignés supplient la Cour, en chambres assemblées, de leur donner acte de leurs précédentes déclarations; ce faisant, de mander le procureur-général, pour lui enjoindre de poursuivre, à raison des faits dénoncés, contre toutes personnes, sans distinction de qualités; en conséquence, de se retirer par devers les autorités compétentes, pour obtenir toutes autorisations préalables requises par les lois de l'État, vis-à-vis de qui de droit; comme aussi de certifier la Cour de ses diligences sous la huitaine, et ferez justice.

» Signés, Lafitte, d'Argenson, Keratry, Manuel, Chauvelin, Casimir Périer, Lafayette, Benjamin-Constant, Dupont (de l'Eure).

» Certifié conforme, Coche, avoué.

Il ne fut rien statué sur cette requête.

Les quinze citoyens mis en prévention par l'arrêt

du 5 mai, furent cités à comparaître devant la Cour d'assises, le 30 du même mois. La veille ou leur notifia une liste de trente-quatre jurés, qui devaient concourir à former le jury de jugement.

Cette liste comprenait MM. Renard (Axel-Augustin-François), rédacteur au ministère des affaires étrangères, rue Hillerin-Bertin, n. 7; Bourdereau (Jean), propriétaire, électeur, rue d'Enfer, n. 20; Brossin de Saint-Didier (Anne-Louis), référendaire à la cour des Comptes, rue de Provence, n. 54; Cahier (Jean-Charles), orfèvre, électeur, quai des Orfèvres, n. 58; Cauthion (Claude), avoué de 1<sup>re</sup> instance, rue de l'Arbre-Sec, n. 48; Cretté (François-Dominique), propriétaire, électeur, rue des Jeuneurs, n. 10; Dabo (Maurice), instituteur, électeur, rue des Fossés-Saint-Jacques, n. 16; Deberaud de Courville (Charles-Marie), chef à l'administration des contributions indirectes, rue d'Anjou, au Marais, n. 8; Debray (François-Marie-Eugène), membre du Conseil des arts et manufactures, électeur, rue de la Chaussée-d'Antin, n. 50; Debrehan (Louis), propriétaire, électeur, boulevard de la Madeleine, n. 4; Deliége (Charles-Marie), avocat aux Conseils, rue des Poulies, n. 24; Desambucy (Joseph-Antoine-François), propriétaire, électeur, rue Montmartre, n. 137; Desprades (Gabriel-Pierre-Michel), membre de la commission des contributions directes, rue Neuve-des-Petits-

Champs; n. 47; Dinet (Charles-Louis), professeur à la faculté des sciences, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, n. 28; Dubut (Louis-Céleste-Antoine-Henriette), chef de bureau au ministère de l'intérieur, électeur, hôtel du ministère; Fleurot (Jean-Louis-Charles), propriétaire, électeur, rue et île Saint-Louis, n. 69; Godard (Claude-Félix), avocat, électeur, place Dauphine, n. 24; Gouin (Louis), sous-chef à l'administration des postes, rue Montorgueil, n. 43; Langlade (Jean-Baptiste-Jacques), directeur d'un bureau de poste, rue Duphot, n. 34; Larsonnier (Laurent), trésorier de la Chambre des pairs, au palais du Luxembourg; Landy jeune (François), sous-chef au ministère de la justice, rue de Surène, n. 4; Leconte (Pierre-François), jouaillier, patenté de 2<sup>e</sup> classe, rue du Coq-Saint-Honoré, n. 9; Legrand de Vaux (Jacques-Valery), propriétaire, électeur, rue Neuve-St.-Gilles, n. 15; Legras (Louis-Charles), payeur au trésor royal, rue Porte-Foin, n. 19; Lerebours, (Ambroise-Vincent-Hippolyte), inspecteur des postes, électeur, rue de Condé, n. 28; Lherbette (Charles), notaire royal, rue Saint-Merry, n. 25; Massienne (Joseph), négociant, électeur, rue de la Verrerie, n. 87; Moufle (Nicolas-François), propriétaire, adjoint au maire du 8<sup>e</sup> arrondissement, rue du Chemin-Vert, n. 31; Petit Dautrive (Pierre-Louis-Stanislas), avocat à la Cour royale, rue Saint-Ger-

main-l'Auxerrois, n. 80, maintenant passage des Petits-Pères, n. 9; Pineau de Viennais (Marie-Antoine), propriétaire, électeur, rue de Vaugirard, n. 15; Pinondel de Champarmois (Jean-Marie), propriétaire, électeur, rue du Temple, n. 94; Quatremère de Quincy (Antoine-Chrysostôme), membre de l'Académie royale des inscriptions et belles-lettres, rue de Condé n. 4; Taillandier (René), avoué de 1<sup>re</sup> instance, rue du Dragon, n. 30; Tressy (Jacques-Charles), sous-chef au ministère des finances, cour des Fontaines, n. 7.

---

---

## COUR D'ASSISES DE PARIS.

---

### QUESTION PRÉJUDICIELLE.

AUDIENCE DU 29 MAI.

Dès les neuf heures , la salle d'audience était remplie d'un nombreux et brillant auditoire.

MM. les prévenus arrivent successivement. Toutes les personnes qui les connaissent tiennent à honneur de les saluer et de leur prendre la main.

La Cour entre en séance à dix heures un quart.

*M. Moreau , président* : « Je recommande le plus grand silence. Huissier , faites l'appel de MM. les prévenus. »

L'huissier appelle MM. Comte et Dunoyer , éditeurs du *Censeur européen* ; Bidault , ex-éditeur du *Constitutionnel* ; Legracieux , éditeur de la *Renommée* ; Gaubert , éditeur du *Courrier français* ; Bert , éditeur de l'*Indépendant* ; Voidet , éditeur de l'*Aristarque français* ; Foulon , éditeur des *Lettres normandes* ; Gossuin , éditeur de la *Bibliothèque historique* ; Gévaudan , administrateur des messageries ; Etienne , homme de lettres ; Odillon-Barrot , avocat aux conseils du roi et à la cour de cassation ; Mérilhou , avocat à la Cour royale ; Joly ( de Saint-Quentin ) , manufacturier , et comte Pajol , officier-général en retraite.

Tous répondent à l'appel, excepté MM. Gossuin et Joly ( de Saint-Quentin ).

M. l'avocat-général de Broë requiert qu'il soit procédé par défaut contre les deux absents.

Le greffier, par l'ordre de M. le président, donne lecture de l'arrêt de mise en prévention.

Après la lecture de cet arrêt, MM. Gossuin et Joly ( de Saint-Quentin ) sont appelés de nouveau. M. Gossuin se présente ; M. Joly continue d'être absent.

M. de Broë conclut à ce que M. Joly soit déclaré coupable des délits qui lui sont imputés, et à ce qu'il lui soit fait application de la loi pénale.

Après une demi-heure de délibération, la Cour considère que M. Joly n'a pas même été interrogé sur les faits qui lui sont imputés. Elle ordonne que la procédure sera mise en état, à l'égard de ce prévenu.

On passe ensuite au procès des prévenus présents.

Les prévenus ont été ensuite appelés dans la chambre du conseil pour y exercer le droit de récusation que la loi leur accorde. Tous ont déclaré qu'ils n'avaient aucune récusation à exercer. Ils ont pensé que ceux de MM. les jurés sur lesquels pourraient tomber les récusations, ne leur offraient pas moins de garanties que ceux qui seraient nécessairement appelés à prononcer sur la prévention.

Les prévenus et les jurés entrent dans la salle d'audience, et prennent place.

M. le président lit la formule du serment qui doit être prêté par les jurés.

*M. Darrieux, avocat aux Conseils du Roi et à la*

Cour de cassation, défenseur de M. Odillon-Barrot, son confrère : « La Cour sait que nous avons des moyens judiciaires à proposer. »

*M. le président* : « Ils ne peuvent être proposés qu'après la lecture de l'arrêt de mise en prévention. »

Les jurés prêtent le serment requis.

Le greffier donne de nouveau lecture de l'arrêt de mise en prévention.

Immédiatement après, M. Darrioux prend les conclusions suivantes :

« Il plaira à la Cour ,

» Attendu que les faits qualifiés délits, dont les sus-nommés sont prévenus, sont non-seulement connexes, mais identiques avec celui pour lequel il a été fait des réserves par l'arrêt de renvoi contre diverses autres personnes ;

» Attendu qu'il est de principe qu'en matière correctionnelle et criminelle les procédures doivent être instruites et jugées indivisiblement contre les auteurs et complices d'un délit ;

» Que ce principe est consacré, notamment par les articles 226 et 227 du Code d'instruction criminelle ;

» Qu'en fait, l'écrit du 31 mars a été signé par quinze individus, que six seulement ont été renvoyés devant la Cour d'assises, et que la procédure n'est pas en état, à l'égard des autres, malgré leur déclaration, le fait constant de leur signature et leur réquisition formelle d'être poursuivis conjointement ;

» Attendu que leur présence est indispensable, tant dans l'intérêt de la justice que dans celui de tous les prévenus actuels :



» Surseoir aux débats jusqu'à ce que l'instruction ait été complétée, à l'égard de toutes les parties.

» Ce 29 mai 1820. »

( *Suivent les signatures des prévenus, et celle de M. Coche, leur avoué.* )

M. Darrieux s'exprime ensuite en ces termes :

« Avant de justifier l'exception préjudicielle, je dois m'expliquer, et prévenir toute méprise sur les motifs qui déterminent les prévenus à la proposer.

Tout homme de bonne foi ( et nous n'essaierons de désarmer ni la malveillance ni la passion ), tout homme de bien et de bonne foi les absoudra du flétrissant soupçon d'avoir voulu, par cet incident, éluder un jugement qu'ils redouteraient dans le trouble de leur conscience, ou par une défiance injurieuse pour les magistrats auxquels leur sort est commis.

Nous-mêmes, Messieurs, qu'il nous soit permis de le dire, nous qui venons les défendre avec le zèle et l'intérêt de l'amitié, nous ne serions pas leurs organes, s'ils n'avaient cédé, dans cette circonstance, à des considérations plus nobles et d'un ordre plus élevé.

Mais *accusés*, puisque enfin c'est la condition sous laquelle ils paraissent dans cette enceinte; *accusés*, ils n'oublient pas qu'ils sont Français et citoyens.

Ils ont vu, dans la procédure dont ils sont l'objet, une innovation étrange, une dérogation au droit commun, trop dangereuse par ses conséquences pour qu'ils consentent à la sanctionner par leur silence;

Et c'est moins dans le soin de leur défense personnelle que dans l'intérêt général, qu'il faut chercher les véritables motifs de leur détermination. »

Après avoir exposé l'état de la procédure, M. Darrieux entre en discussion, et continue en ces termes :

« Il est , Messieurs , des propositions qui se démontrent par leur seule énonciation ;

Telle est celle-ci :

Là où la même action , commune à *plusieurs* , est imputée à crime ou délit , la condition de tous doit être égale : la justice et l'humanité seraient révoltées d'une acception de personnes , d'un privilège en matière criminelle.

Il n'est donné à aucun peuple d'avoir une législation parfaite. Mais aussi , parmi les nations civilisées , il n'en est point d'assez dégradée pour méconnaître cette vérité morale , cet axiôme d'éternelle raison ; il n'en est point qui ne l'ait ou explicitement ou virtuellement consacrée par ses lois fondamentales , et , grâce au ciel , nous occupons encore un rang assez élevé dans l'échelle de la civilisation pour ne pas mériter ce reproche.

D'après nos lois , la poursuite des crimes et délits n'est pas seulement un droit , mais un devoir du ministère public. Ce ne serait pas un moindre reproche à lui faire , de laisser impunie une offense à la société , que de troubler le repos des gens de bien par des poursuites inconsidérées , en rêvant le crime où il n'existe pas.

Mais si la paix publique est le but comme la limite de ce pouvoir terrible dont la société arme le magistrat , nous le demandons : ce pouvoir s'étend-il jusqu'à introduire des distinctions , scinder un *fait* ; y voir pour les uns matière à poursuite , pour les autres un acte indifférent , lorsque ce *fait* , sa *moralité* et leurs auteurs sont

indivisibles et ne forment, si je puis m'exprimer ainsi, qu'une *unité mathématique* ?

Que sera-ce si le *privilege* créé pour les uns est un *dommage* pour les autres ?

Rappelons que l'accusation est qualifiée de provocation à la désobéissance aux lois et d'attaque formelle contre l'autorité constitutionnelle du Roi et des Chambres ;

Que, pour la justifier, on présente nos chiens :

D'abord, comme complices des rédacteurs de l'écrit du 30 mars ;

Ensuite, comme auteurs et signataires de l'avis publié sous la date du lendemain 31 mars.

Sans parler encore de cette complicité, qui me fournira plus tard un argument nouveau à l'appui de l'incident préjudiciel, je ne considère ici que le chef de prévention qui leur est personnel et direct, celui puisé *dans l'écrit du 31 mars*.

Certes, on en conviendra j'espère, le délit n'est ni dans la souscription, ni dans la publicité qu'on lui a donnée, considérées en elles-mêmes et d'une manière abstraite ; on ne désobéit pas aux lois, on n'attaque pas l'autorité constitutionnelle du Roi et des Chambres, en ouvrant publiquement une souscription pour le soulagement des détenus ou de leurs familles.

Le délit, s'il en existe, sera dans l'intention plus ou moins manifestée par la forme de l'écrit qui décèlera un but coupable qu'on veut atteindre à l'aide d'une œuvre de bienfaisance.

En un mot, le délit sera, non dans le *fait matériel*, mais dans sa *moralité*.

Or, cette *moralité* n'est pas chose absolue, mais con-

jecturale et *relative*. Elle ne devient vérité de jugement que par une appréciation d'éléments divers que la conscience de MM. les jurés doit puiser dans l'instruction et les débats.

Ainsi le nombre, la qualité des prévenus, leurs antécédens, leur existence actuelle dans la société, leurs rapports mutuels, l'influence que certains d'entre eux ont pu exercer sur les autres par leur caractère ou leur éminence politique ; enfin, et peut-être plus que tout cela encore, le débat oral, cette épreuve presque toujours décisive pour le crime ou l'innocence : voilà quels sont en cette matière, à charge ou à décharge, les éléments nécessaires de la conviction de MM. les jurés.

Que feriez-vous, Messieurs, en divisant l'accusation, en formant deux classes d'individus que la même destinée confond ; en isolant quelques prévenus de ceux qui seraient leurs complices nécessaires ?

Vous priveriez ceux que le ministère public a, par exception, voués à la poursuite ; vous les priveriez d'une portion notable de leurs moyens de défense naturelle et légale.

Je sais que lorsque quelques-uns des auteurs du fait incriminé se sont soustraits à l'action de la justice, la poursuite contre ceux qu'elle a saisis n'en doit pas être ralentie : c'est une exception justifiée par la nécessité. Rien de semblable ici ; les co-signataires de l'écrit n'ont pas fui à la nouvelle des recherches dont l'écrit était l'objet.

Mais ce serait dans nos fastes judiciaires le premier exemple d'un choix discrétionnaire entre des individus tous auteurs du même fait, tous, au même titre, inno-

cens ou coupables, *tous présens*, et que le ministère public, selon son bon plaisir, chargerait ou absoudrait du poids de l'accusation.

Il est, dans cette affaire, une circonstance particulière, et qui fera mieux ressortir encore l'odieux et l'illégalité de ce système.

L'arrêt, après avoir déclaré la prévention contre les éditeurs responsables des journaux, pour l'insertion de l'écrit du 30 mars, atteint encore nos cliens comme complices de ce délit.

Ainsi donc, nous sommes devant vous, et pour justifier notre fait personnel, l'écrit du 31 mars; et pour nous défendre d'une prétendue complicité dans le fait d'autrui, l'écrit de la veille, 30 mars.

Nous n'anticipons pas sur la discussion au fond; il est à croire que le ministère public cherchera à établir cette prétendue complicité autrement que par de vagues allégations.

Mais, en attendant que ces preuves nous apparaissent, retenez, Messieurs, cette réponse faite par Bidault dans l'instruction écrite :

« L'article du 30 mars a été envoyé au bureau du » *Constitutionnel* par environ cinquante députés : MM. La-  
» fite, Benjamin-Constant et autres. »

Il est encore à remarquer que tous les autres journaux déclarent que l'article leur a été transmis par le *Constitutionnel*.

Si donc l'assertion de Bidault se vérifie, nous sommes à la source : les auteurs de l'écrit, les coupables, si l'on veut, sont connus.

Le chef de la complicité tombe, à moins qu'on ne

suppose que nous, citoyens privés, avons fourni des instructions, non plus aux journalistes, mais à cinquante députés.

L'accusation contre les journalistes eux-mêmes est, sinon détruite, au moins bien affaiblie; le bon sens de Bidault vous l'a dit :

« Je ne crois pas, etc., que ces Messieurs-là aient » eu en vue, dans cette souscription, d'attaquer cette » chose-là, parce que ces personnes-là connaissent les » lois; ce sont des députés, ils doivent connaître leurs de- » voirs.... »

Ce qui importe donc essentiellement à tous les prévenus, c'est que la déclaration de Bidault ne reste pas dans les termes d'une simple allégation.

Qu'on le mette donc en présence de ceux qu'il a signalés à la justice comme auteurs du prétendu délit; que Messieurs les députés paraissent au milieu de nous, ou pour démentir Bidault, ou pour reconnaître l'écrit comme leur ouvrage, et le venger des attaques du ministère public.

Mais placer Bidault sous le glaive de la loi, le livrer immédiatement aux débats; lui, ses adhérens et leurs prétendus complices, alors qu'on couvrirait d'une sorte d'égide, ou plutôt qu'on refuserait le périlleux honneur de l'épreuve à ceux qui ne demandent qu'à la subir; à ceux qui d'un mot éclairciront tout, termineront tout, ou du moins changeront toute la face de l'affaire en assumant à eux seuls et le fait matériel et sa moralité....

Voilà, Messieurs, ce à quoi résistent invinciblement ma raison, la vôtre : conception bizarre, inhumaine, et

cens ou coupables, tous présents  
blic, selon son bon plaisir,  
poids de l'accusation.

Il est, dans cette affaire  
et qui fera mieux ressortir  
ce système.

L'arrêt, après avoir  
éditeurs responsables  
l'écrit du 30 mars  
plices de ce décret.

Ainsi donc

fier notre  
nous défend

d'autrui

Nous sommes bien informés, déjà avant l'arrêt qui  
à croire qu'ils prévenus devant vous, ils avaient eux-mêmes  
prévenus contre cette humiliante exception.

Depuis, les choses ont bien changé. L'arrêt atteint les  
uns sans absoudre les autres : il ne fait qu'établir entre  
tous un ordre chronologique, une sorte de préséance.  
Sur quinze signataires de l'écrit, six, les citoyens de  
condition privée, sont mis aujourd'hui en jugement.  
Les neuf autres, membres de la Chambre des députés, sont  
placés sous une réserve formelle, qui les avertit que plus  
ou moins prochainement ils seront accusés à leur tour.

Et on peut se demander laquelle des conditions, de la  
leur ou de celle de nos clients, est la meilleure.

Et en effet, de deux choses l'une :

Ou ceux qui les précèdent sur ces bancs seraient con-  
damnés, et la condamnation les atteindrait eux-mêmes,

sanction dans le Code

de la devant

oser au mi

es à des

voir

et

son silence

contre lesquels il n'agit

ars, l'objection ne pourrait nous

leur noble caractère nous assure

ent pas de l'impunité à un si haut prix.

du moins moraliser  
de se défendre ;

Où bien nos cli

M. les dépu

la réserve

ou m

sieurs,

abir cette préve

nente, cette sorte d'interu

able, ce me semble, avec le caractère p  
revêtus.

Ils ont présenté à la Cour, chambres assemblées, le  
requête dont voici la teneur :

(M<sup>e</sup> Darrieux donne lecture de cette requête.)

Vous jugerez, Messieurs, si cette circonstance seule,  
et indépendamment de la demande que nous en faisons,  
nous-mêmes, ne suffit pas pour motiver le sursis à l'ou-  
verture des débats.

Mais alors même que leur démarche n'aurait aucune  
influence sur votre délibération, les droits de nos cliens  
seraient entiers, et vous auriez à les apprécier.

J'ai dit, et je crois avoir prouvé qu'ils étaient fondés  
à se plaindre qu'on eût soustrait à une instruction com-  
munée et simultanée quelques-uns des signataires de l'é-  
crit du 31 mars.

J'ajoute maintenant que la réserve sous laquelle on a  
placé MM. les députés est un grief de plus pour les si-  
gnataires constitués en prévention.

Si le ministère public s'était interdit sans retour toute

ns l'ordre légal ;  
trices de l'innocence au-  
le impatience par le  
un grand acte de  
votre arrêt, quel  
e respect. »

nd à peu



action contre eux, si leur immunité eût été pleine et définitive, ils seraient étrangers aux poursuites, et, par une fiction légale, étrangers même au délit, s'il en existe.

Dans ce cas, nous les aurions appelés aux débats, non plus comme consorts, mais comme témoins; et certes, l'appui moral de ces hommes sur qui une partie de la France s'est reposée du soin de stipuler ses plus grands intérêts, aurait été de quelque valeur dans la délibération de Messieurs les jurés.

Eh bien, Messieurs; ce grand avantage, la réserve insérée dans l'arrêt nous l'enlève. Elle les marque au front du stigmate de la complicité : ils ne peuvent plus rien pour nous, plus rien pour eux-mêmes. Leur témoignage est sans valeur, parce qu'ils serviraient leur cause en parlant dans la nôtre.

Messieurs, est-ce au temps où nous vivons, et temporairement au grand spectacle que nous donnons à l'univers, en fondant les garanties de nos droits politiques et civils, qu'on violerait à notre égard le plus sacré de tous, celui de la pleine défense en matière criminelle?

Non, Messieurs; et il vous est réservé de prévenir les conséquences graves de l'erreur que nous relevons dans l'instruction de ce procès.

Si le temps a manqué au ministère public pour remplir les formalités qui doivent précéder la mise en jugement de MM. les députés, l'ajournement aux prochaines assises lui permettra de satisfaire à ce préalable.

Rien n'est d'ailleurs en péril; alors, comme aujourd'hui, les prévenus viendront subir l'épreuve à laquelle on les a soumis.

Mais nous serons rentrés dans l'ordre légal ;  
Les règles, les formes protectrices de l'innocence auront été observées.

Et au jour attendu avec une égale impatience par le public et par les parties ; au jour où un grand acte de justice terminera ce mémorable procès, votre arrêt, quel qu'il soit, commandera les hommages et le respect. »

M. De Broë, avocat-général, répond à peu près en ces termes :

« On reconnaît, dit-il, dans le ministère public, le droit de diriger des poursuites dans l'intérêt de la société ; mais est-il obligé de poursuivre telle ou telle personne, et surtout doit-il compte à celles qu'il poursuit ?

Non, Messieurs, il n'existe dans le Code aucune disposition semblable : ce n'est que dans le cas où une injonction lui est faite par le ministre de la justice, aux termes de l'article 274 du Code d'instruction criminelle, que l'action du ministère public est forcée.

On invoque l'intérêt de ceux qui figurent au procès comme prévenus : s'il était vrai que cet intérêt fût réel dans la cause, les individus contre lesquels les poursuites sont dirigées pourraient tirer, de l'absence des autres co-signataires de l'écrit inculpé, toutes les inductions qu'ils croiraient utiles à leur défense : mais ce n'est pas un motif pour contraindre le ministère public à exercer son action contre des personnes à l'égard desquelles il a cru devoir se borner à de simples réserves.

Rien n'empêchera les prévenus d'appeler comme témoins les députés qu'ils veulent signaler comme leurs

complices; et les réserves faites à leur égard dans l'arrêt de renvoi ne s'y opposent en aucune manière.

D'ailleurs, toute équivoque est impossible sur l'objet de la prévention; elle se compose d'un fait matériel, la rédaction et la publication d'un écrit signalé comme coupable; et chacun des prévenus peut se justifier, s'il est possible, de sa participation à ce fait, sans qu'il soit nécessaire d'appeler d'autres parties. Nous requérons donc qu'il soit passé outre aux débats. »

*M<sup>e</sup> Tripier* : « Messieurs, s'il était vrai que la loi n'eût pas prévu le cas qui nous occupe, et si vous n'étiez revêtus que d'une sorte de pouvoir discrétionnaire, l'intérêt du prévenu et celui de la société toute entière vous imposeraient le devoir d'admettre le sursis qui vous est demandé.

Peut-être le ministère public a-t-il usé de son droit, en bornant la prévention aux personnes qu'il a voulu désigner, à l'exclusion des autres; mais là son droit s'est accompli. Votre juridiction souveraine commence au moment où il s'agit de décider s'il doit être passé outre aux débats; et ici, quand vous êtes convaincus que la présence des membres de la Chambre des députés est indispensable pour fixer la prévention sur ses véritables bases, votre amour pour la justice et la vérité vous prescrit, je ne crains pas de le dire, le devoir d'ordonner un sursis aux débats.

Ainsi, la prévention tombera de plein droit, quoi qu'en ait dit le ministère public, à l'égard des éditeurs des journaux, si MM. Lafitte, Benjamin-Constant, d'Argenson et les autres membres de la Chambre viennent déclarer qu'ils ont eux-mêmes remis l'article du

30 mars à l'éditeur du *Constitutionnel*, qui l'a communiqué sur-le-champ aux rédacteurs des autres journaux.

Quant aux signataires de l'écrit du 31 mars, on les accuse d'abord de complicité dans la publication de l'article consigné la veille dans divers journaux ; mais cette prévention de complicité tombe, si les auteurs de l'article, ou ceux qui veulent en assumer sur eux toute la responsabilité, se présentent devant la justice.

Relativement au chef particulier de prévention, qu'on rattache à l'écrit du 31 mars, il n'est pas d'un moindre intérêt, pour ceux qu'on a mis en prévention, comme signataires de cet écrit, de voir figurer à côté d'eux les membres honorables de la Chambre des députés, qui sont les véritables créateurs de l'établissement, dont l'existence a été annoncée au public par le *prospectus* du 31 mars, d'autant que les qualités personnelles de ces prétendus complices suffiraient pour faire repousser la prévention qu'on veut faire planer sur nos clients. »

En terminant, M<sup>e</sup> Tripiér se livre à une discussion de droit approfondie, pour justifier les conclusions prises par M<sup>e</sup> Darrieux.

M. l'avocat-général se borne à déclarer qu'il persiste dans ses conclusions.

M<sup>e</sup> Dupin: « Messieurs, croyez qu'il en coûte beaucoup aux prévenus de se voir obligés d'employer préjudiciellement des moyens de forme qui retarderont le jugement du procès, et qui auront pour effet d'éloigner l'époque d'un acquittement sur lequel leur innocence leur donne droit de compter, et dont l'honorable composition du jury actuel

*leur offre un gage si rassurant ! ... Mais, c'est à ceux qui souffrent pour les principes, à les défendre. Je ne reproduirai pas les argumens qui viennent de vous être présentés avec tant de force et de solidité, par les deux habiles confrères qui m'ont précédé; mais on nie l'évidence, il faut donc la prouver; on se méprend sur le sens de la loi, il importe de le fixer. »*

Ici, M<sup>e</sup> Dupin pose comme une règle fondamentale, en fait de jurisprudence criminelle, que l'indivisibilité du délit entraîne celle de la procédure, et que tous les prévenus d'un même délit doivent être jugés simultanément. A l'appui de son opinion, il cite l'ouvrage de M. Legraverend sur la Législation criminelle, et le commentaire de M. Carnot qui, en sa qualité de membre de la Cour suprême, de cette Cour qui a pour devise *la loi*, est par là même un de ses plus sûrs interprètes.

Il prouve, par les articles 226 et 227 du Code d'instruction criminelle, que lorsqu'il s'agit de délits *connexes*, il doit être statué à l'égard de tous les prévenus par un seul et même arrêt. Or ici, dit-il, il y a plus que connexité; il y a *identité*. Il s'agit effectivement du fait unique d'une souscription établie par plusieurs individus dans les mêmes circonstances; et ce fait, délit ou non, est prouvé avec une égale certitude pour les uns, comme pour les autres; il l'est pour tous également, ou ne l'est pour aucun. Le fait étant indivisible, les auteurs de ce fait étaient inséparables. Pourquoi ont-ils donc été traités d'une manière si différente?

On objecte le pouvoir en quelque façon discrétionnaire du ministère public : il poursuit à son gré les délits et les

personnes que bon lui semble, selon qu'il le juge conforme à l'intérêt de la société. Il ne doit compte de ses motifs à personne.

« Sans doute, dit M<sup>e</sup> Dupin, il ne doit pas compte à de simples particuliers, mais il se doit compte à lui-même et à la loi. Or, sa conscience lui dit qu'un magistrat ne doit pas faire acception de personne; et la loi lui dit qu'il doit également poursuivre tous les délits et tous les délinquans.

D'ailleurs, les choses ne sont plus dans cet état natif, où M. le procureur-général peut délibérer avec lui-même s'il poursuivra ou non. Il a cru voir un délit dans un acte de pure bienfaisance; il l'a poursuivi: un arrêt a renvoyé une partie des signataires devant la Cour d'assises, et réservé des poursuites contre les autres. Ces réserves ne permettent plus au ministère public de laisser ceux qui en sont l'objet dans une position équivoque et mixte, inconnue dans nos lois, et où ils ne peuvent ni se faire juger, ni se faire absoudre. »

M<sup>e</sup> Dupin fait sentir l'inconvénient de cette position pour les députés et le noble pair, qui restent forcément et indéfiniment sous le coup de cette prévention morale; et l'inconvénient non moins grave qui en résulte pour les prévenus qui sont privés du secours de leur adhésion et de leurs explications. Ici, il s'en réfère à la plaidoirie de M<sup>e</sup> Tripier.

Il s'abandonne ensuite aux réflexions suivantes: « D'où vient donc, dit-il, cette différence avec laquelle on a traité des hommes dont la conduite a été absolument la même; des hommes tellement liés dans l'accomplissement de ce fait, que la même pièce dont on s'appuie contre les uns,

dont on chercherait vainement la sanction dans le Code d'un peuple civilisé.

Je prévois une objection : je me hâte de la devancer.

On dira que nul n'a le droit d'imposer au ministère public l'obligation d'étendre les poursuites à des individus que, dans sa sagesse, il a cru ne pas devoir comprendre dans l'accusation, parce qu'à lui seul appartient l'exercice libre et spontané de l'action publique ;

Qu'on le peut d'autant moins que son silence ou son inertie est un droit acquis à ceux contre lesquels il n'agit point.

Mais d'abord, Messieurs, l'objection ne pourrait nous venir que d'eux, et leur noble caractère nous assure qu'ils ne voudraient pas de l'impunité à un si haut prix.

Si nous sommes bien informés, déjà avant l'arrêt qui renvoie les prévenus devant vous, ils avaient eux-mêmes réclamé contre cette humiliante exception.

Depuis, les choses ont bien changé. L'arrêt atteint les uns sans absoudre les autres : il ne fait qu'établir entre tous un ordre chronologique, une sorte de préséance. Sur quinze signataires de l'écrit, six, les citoyens de condition privée, sont mis aujourd'hui en jugement. Les neuf autres, membres de la Chambre des députés, sont placés sous une réserve formelle, qui les avertit que plus ou moins prochainement ils seront accusés à leur tour.

Et on peut se demander laquelle des conditions, de la leur ou de celle de nos chiens, est la meilleure.

Et en effet, de deux choses l'une :

... Ou ceux qui les précèdent sur ces bancs seraient condamnés, et la condamnation les atteindrait eux-mêmes,

du moins moralement, sans qu'ils eussent en la faculté de se défendre ;

Ou bien nos clients seraient renvoyés de l'accusation, et MM. les députés n'en resteraient pas moins sous le lien de la réserve; l'ajournement prendrait fin au moment plus ou moins opportun pour la reprise de la poursuite.

Aussi, Messieurs, apprenons-nous qu'ils ne consentent point à subir cette prévention douteuse, mais toujours imminente, cette sorte d'interdit moral, peu compatible, ce me semble, avec le caractère public dont ils sont revêtus.

Ils ont présenté à la Cour, chambres assemblées, une requête dont voici la teneur :

( M<sup>e</sup> Darrieux donne lecture de cette requête. )

Vous jugerez, Messieurs, si cette circonstance seule, et indépendamment de la demande que nous en faisons nous-mêmes, ne suffit pas pour motiver le sursis à l'ouverture des débats.

Mais alors même que leur démarche n'aurait aucune influence sur votre délibération, les droits de nos clients seraient entiers, et vous auriez à les apprécier.

J'ai dit, et je crois avoir prouvé qu'ils étaient fondés à se plaindre qu'on eût soustrait à une instruction commune et simultanée quelques-uns des signataires de l'écrit du 31 mars.

J'ajoute maintenant que la réserve sous laquelle on a placé MM. les députés est un grief de plus pour les signataires constitués en prévention.

Si le ministère public s'était interdit sans retour toute



minés à élever devant vous ce moyen préjudiciel que nos honorables amis et conseils viennent de vous présenter avec un si rare talent.

La Charte couvre les députés d'une garantie constitutionnelle ; cette garantie n'existe pas seulement dans l'intérêt des individus qui en sont l'objet ; elle existe surtout dans l'intérêt de la société. Nous avons donc tous intérêt et qualité pour la défendre. Elle consiste à faire dépendre toute poursuite dirigée contre les députés, du consentement de leur Chambre. Or, que deviendrait cette garantie, que deviendrait le libre arbitre, le pouvoir facultatif de la Chambre de permettre ou de ne pas permettre la poursuite, si l'on se présentait à elle avec un arrêt de Cour d'assises qui jugerait coupable le fait dont ses membres seraient accusés ? Pourrait-elle user de son droit constitutionnel, lorsqu'elle serait placée dans l'alternative, ou de casser moralement la décision déjà portée par MM. les jurés, ou d'envoyer en accusation ses membres sans avoir la conviction qu'ils sont coupables, et même avec la conviction contraire ?

Ce n'est pas tout : parmi les signataires de l'acte incriminé, se trouve un nom que nous sommes accoutumés à trouver attaché à tous les actes de courage et de patriotisme. Le noble pair que vous avez déjà tous nommé n'est justiciable que de ses pairs ; et la loi prévoyante qui n'a pas voulu que le scandale d'un conflit entre la haute juridiction des pairs et celle des jurés pût jamais s'élever, a ordonné que lorsque dans une accusation dirigée contre un pair, plusieurs simples citoyens se trouveraient impliqués, le pair attirât à sa juridiction ses co-accusés. Ne tromperiez-vous pas cette prévoyance de la loi ? Ne

vous exposeriez-vous pas à produire le scandale qu'elle a voulu éviter, en faisant porter contre nous, dès à présent, une décision qui pourrait se trouver contradictoire avec celle que la haute Chambre aura elle-même à porter ?

Telles sont, Messieurs, les considérations que j'avais à vous présenter ; en vous les soumettant, je n'ai pas seulement exercé un droit, j'ai rempli un devoir. »

Le ministère public n'ayant pas demandé la réplique, et les défenseurs des autres prévenus n'ayant pas cru devoir prendre la parole sur cet incident, la Cour ordonne qu'il en sera délibéré à la chambre du conseil.

Après deux heures de délibération, la Cour prononce l'arrêt suivant :

« La Cour, statuant sur le sursis, considérant que l'obligation de statuer sur les délits connexes par un seul et même arrêt, n'est imposée qu'aux chambres d'accusation, par l'article 226 du Code d'instruction criminelle ; considérant que, dans l'état où l'affaire se présente, la Cour d'assises n'a point à examiner quelles sont l'étendue ou les bornes des fonctions attribuées au procureur-général pour la poursuite des délits dont il s'agit ; que la chambre des mises en accusation, en ordonnant le renvoi à la plus prochaine session des assises des prévenus dénommés dans l'arrêt par elle rendu le 5 de ce mois, et en réservant seulement au procureur-général le droit de poursuivre tous autres signataires de l'écrit dont il s'agit, a souverainement fixé la compétence de la Cour d'assises, et décidé que les prévenus dénommés dans son arrêt, pouvaient et devaient être jugés séparément ; qu'ainsi, la Cour d'assises ne pourrait, sans excéder sa compétence et sans porter atteinte aux dispositions de

l'arrêt de la chambre de mise en accusation, surseoir aux débats jusqu'après le résultat d'une instruction qu'il n'est pas au pouvoir de la Cour d'ordonner.

» Sans s'arrêter ni avoir égard au sursis demandé, ordonne qu'il sera passé outre aux débats. »

*M. Tripier* : « Les prévenus pourront se pourvoir contre l'arrêt que la Cour vient de rendre. Ils viennent de sortir de la salle d'audience, et ne prendront aucune part aux débats. »

*M. le président* : « La cause est continuée à demain. »

Immédiatement après l'audience, les prévenus se sont effectivement pourvus en cassation.

#### AUDIENCE DU 30 MAI.

##### *Arrêt par défaut.*

L'huissier fait l'appel des prévenus.

Aucun d'eux n'est présent.

MM. Bidault et Foulon, détenus en vertu de jugemens rendus contre eux pour contravention aux lois sur la police de la presse, ont été amenés, dès le matin, au bureau des huissiers ; mais ils ont refusé de monter à l'audience, et ont protesté contre tout jugement, déclarant qu'ils regardaient leur pourvoi comme suspensif.

*M. l'avocat-général* : « Messieurs, la Cour se trouve placée dans une position tout-à-fait nouvelle par l'étrange procédé qu'ont suivi des hommes qui se disent les amis de la liberté, par des hommes qui établissent des sous-

criptions en faveur des personnes qui seraient détenues par suite de l'exécution d'une loi. Lorsque la loi exige la plus grande activité dans la poursuite des délits de la presse, et que vous y consacrez des momens qui appartiennent toujours aux prisonniers, vous voyez ces hommes échapper tout-à-coup à la juste action de la loi et s'évader en quelque sorte de la cause, pendant que les malheureux qui auraient pu être jugés hier et aujourd'hui, languissent encore dans les fers (1).

Dans une telle situation, le ministère public doit-il rester inactif? Non, Messieurs. Devez-vous juger contradictoirement, devez-vous juger par défaut? Voilà toute la question. Au premier abord, on pourrait croire que les prévenus ayant comparu hier et ayant accepté le jury qui avait été tiré au sort, la cause peut être poursuivie comme contradictoire; mais le Code criminel ne déclare les débats commencés qu'à l'instant où le premier témoin a été entendu; ainsi les débats ne peuvent être considérés comme ouverts. Nous requérons en conséquence que la Cour statue par défaut, même à l'égard des sieurs Bidault et Foulon que nous pouvons bien

---

(1) Si, à l'audience du 29 mai, MM. les prévenus ont demandé la mise en cause de MM. les députés signataires de l'écrit daté du 31 mars, c'est parce qu'ils n'ont pas voulu courir le danger de voir rendre contre eux une décision définitive qui aurait indirectement condamné ces députés sans qu'ils fussent entendus. S'ils ne se sont pas présentés à l'audience du 30 mai, c'est parce qu'ils ont craint de nuire, par leur comparution volontaire, au pourvoi qu'ils avaient formé contre l'arrêt qui avait rejeté leur moyen préjudiciel.

forcer physiquement à comparaître , mais que nous ne pouvons contraindre moralement à se défendre.

Dira-t-on que le pourvoi en cassation déposé hier par les prévenus, est suspensif? Ce serait une erreur. L'article 416 du Code d'instruction criminelle est ainsi conçu :

« Le recours en cassation contre les arrêts préparatoires d'instruction, ou contre les jugemens en dernier ressort de cette qualité , ne sera ouvert qu'après l'arrêt, ou le jugement définitif. »

En conséquence , nous requérons qu'il soit passé outre au jugement , par la Cour et sans assistance de jurés. »

La Cour ordonne que , vu l'absence des prévenus , il sera statué sur le fond , sans assistance ni intervention de jurés , conformément à l'art. 17 de la loi du 26 mai 1819.

Le greffier donne de nouveau lecture de l'arrêt de renvoi en date du 5 mai.

M. l'avocat-général requiert que les peines prononcées par la loi soient appliquées aux prévenus.

Après plus de deux heures de délibération , la Cour rend l'arrêt suivant :

Vu l'arrêt rendu le cinq mai mil huit cent vingt par la Cour royale de Paris , chambre des mises en accusation réunie à celle des appels de police correctionnelle , sur la demande du procureur-général , et conformément à l'art. 3 du décret du 6 juillet 1810 , contre les ci-après nommés :

1°. Rémy-François Bidault , âgé de cinquante-six ans ,

natif de Puiseau , département du Loiret , éditeur responsable du journal dit *le Constitutionnel* , demeurant à Paris , rue Mouffetard , n° 100 ;

2°. François-Charles-Louis Comte , âgé de trente-huit ans , avocat et l'un des éditeurs responsables du journal intitulé *le Censeur européen* , demeurant à Paris , rue d'Enghien , n° 16 ;

3°. Barthélemy-Charles-Pierre-Joseph Dunoyer , âgé de trente-trois ans , avocat , homme de lettres , l'un des éditeurs responsables du journal *le Censeur européen* , demeurant rue d'Enghien , n° 16 ;

4°. Pierre-Nicolas Bert , âgé de trente-deux ans , homme de lettres , éditeur responsable du journal *l'Indépendant* , demeurant rue Sainte-Hyacinthe-Saint-Honoré , n° 6 ;

5°. Casimir-Urbain Legracieux , âgé de vingt-neuf ans , éditeur responsable du journal intitulé *la Renommée* , natif de Valence , département de la Drôme , demeurant à Paris , rue Tiquetonne , n° 14 ;

6°. Antoine-Lazare-Étienne Gaubert , âgé de trente-huit ans , éditeur responsable du *Courrier français* , demeurant à Paris , place du Palais de Justice , n° 5 ;

7°. Jean-Louis Voidet , âgé de cinquante ans , éditeur responsable de *l'Aristarque* , demeurant à Paris , rue du Dragon , n° 10 ;

8°. Esprit-Michel Foulon , âgé de vingt-cinq ans , libraire , éditeur responsable des *Lettres normandes* , natif de Paris , demeurant rue des Francs-Bourgeois-Saint-Michel , n° 3 ;

9°. César-Eugène Gossuin , âgé de trente-deux ans , natif d'Avesnes , département du Nord , homme de lettres ,

éditeur responsable de la *Bibliothèque historique*, demeurant à Paris, rue Neuve-des-Petits-Champs, n° 83;

10°. Camille-Hyacinthe Odillon-Barrot, âgé de vingt-huit ans, natif de Villefort, département de la Lozère, avocat aux conseils du Roi et à la Cour de cassation, demeurant à Paris, rue du Paon-St.-André, n° 8;

11°. Antoine Gévaudan, âgé de soixante-onze ans, natif de Cotte, département de l'Hérault, propriétaire à Paris, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 21;

12°. Joseph Mérilhou, âgé de trente-un ans, natif de Montignac, département de la Dordogne, avocat à la Cour royale de Paris, demeurant rue des Moulins, n° 15;

13°. Charles-Guillaume Étienne, âgé de quarante-deux ans, natif de Chamouni, département de la Haute-Marne, homme de lettres, demeurant à Paris, rue de Grammont, n° 11;

14°. Pierre Pajol, âgé de quarante-sept ans, natif de Besançon, département du Doubs, lieutenant-général des armées du Roi, grand-officier de la Légion d'honneur, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, demeurant à Paris, rue du Mont-Blanc, n° 52;

Prévenus, 1° d'avoir commis le délit d'attaque formelle contre l'autorité constitutionnelle du Roi et des Chambres;

2°. D'avoir commis le délit de provocation à la désobéissance aux lois; Et les renvoie devant la Cour d'assises du département de la Seine, pour y être jugés à la plus prochaine session, conformément aux dispositions de l'article 13 de la loi du 26 mai 1819;

Le procès-verbal de signification du susdit arrêt, fait le huit de ce mois auxdits prévenus susnommés, à leur domicile;

L'ordonnance rendue le dix présent mois, par M. le président de la Cour d'assises, portant indication au lundi vingt-neuf du présent, pour l'ouverture des débats du procès instruit contre les susnommés;

Le procès-verbal de signification de ladite ordonnance, en date du 17 de ce mois;

L'arrêt rendu cejourd'hui, portant que, vu l'absence des prévenus à la séance de ce jour, malgré la notification faite à chacun d'eux de s'y trouver; et que la procédure étant irrégulière, il sera statué sur le fond, sans assistance ni intervention de jurés, conformément à l'article 17 de la loi du 26 mai 1819.

Où la lecture faite par le greffier, de l'arrêt de renvoi à la Cour d'assises;

Où M. Debroë, substitut pour le procureur-général, en ses conclusions motivées, tendantes à ce que, attendu que les prévenus sont coupables des délits prévus par les articles 1, 2, 3, 4 et 6 de la loi du 17 mai 1819, il leur soit fait application des peines portées par lesdits articles;

La Cour, après en avoir délibéré, faisant droit sur les conclusions du ministère public, donne défaut contre Bidault, Comte, Dunoyer, Bert, Legracieux, Voidet, Gaubert, Foulon, Gossuin, Odillon-Barrot, Gévaudan, Mérilhon, Étienne et le comte Pajol, non comparans.

Et statuant au fond, en conformité de l'article 17 de la loi du 26 mai 1819;

Considérant que, dans l'état actuel du procès, la Cour n'a d'autres élémens, pour établir sa conviction, que les écrits qui servent de fondement à la prévention, et que l'absence des prévenus la met hors d'état d'apprécier les



moyens justificatifs ou atténuans que des débats contradictoires pourraient établir en faveur d'aucun d'eux.

Vu les articles 1, 2, 3, 4 et 6 de la loi du 17 mai 1819, ainsi conçus, savoir :

L'article 1<sup>er</sup>. « Quiconque, soit par des discours, des » cris ou menaces proférés dans les lieux ou réunions » publics, soit par des écrits, des imprimés, des dessins, » des gravures, des peintures ou emblèmes vendus ou » distribués, mis en vente ou exposés dans des lieux ou » réunions publics, soit par des placards ou affiches » exposés aux regards du public, aura provoqué l'auteur » ou les auteurs de toute action qualifiée crime ou délit, » à la commettre, sera réputé complice et puni comme tel.

L'article 2. « Quiconque aura, par l'un des moyens » énoncés en l'article 1<sup>er</sup>, provoqué à commettre un ou » plusieurs crimes, sans que ladite provocation ait été » suivie d'aucun effet, sera puni d'un emprisonnement » qui ne pourra être de moins de trois mois, ni excéder » cinq années, et d'une amende qui ne pourra être au- » dessous de cinquante francs, ni excéder six mille » francs.

L'article 3. « Quiconque aura, par l'un des mêmes » moyens, provoqué à commettre un ou plusieurs délits, » sans que ladite provocation ait été suivie d'aucun effet, » sera puni d'un emprisonnement de trois jours à deux » années, et d'une amende de trente francs à quatre » mille francs, ou de l'une de ces deux peines seulement, » selon les circonstances, sauf les cas dans lesquels la loi » prononcerait une peine moins grave contre l'auteur » même du délit, laquelle sera alors appliquée aux pro- » vocateurs.

L'article 4. « Sera réputée provocation au crime et  
» punie des peines portées par l'article 2 : toute attaque  
» formelle par l'un des moyens énoncés par l'article 1<sup>er</sup>,  
» soit contre l'inviolabilité de la personne du Roi, soit  
» contre l'ordre de successibilité au trône, soit contre  
» l'autorité constitutionnelle du Roi et des Chambres.

L'article 6. « La provocation par l'un des mêmes  
» moyens, à la désobéissance aux lois, sera également  
» punie des peines portées en l'article 3. »

Vu aussi les articles 2, 10 et 11 de la loi du 9 juin  
1819, ainsi conçus, savoir :

L'article 2. « La responsabilité des auteurs ou éditeurs  
» indiqués dans la déclaration, s'étendra à tous les articles  
» insérés dans le journal ou écrit périodique, sans pré-  
» judice de la solidarité des auteurs ou rédacteurs d'édits  
» articles. »

L'article 10. « En cas de condamnation, les mêmes  
» peines leur seront appliquées : toutefois, les amendes  
» pourront être élevées au double, et, en cas de récidive,  
» portées au quadruple, sans préjudice des peines de la  
» récidive prononcées par le Code pénal. »

L'article 11. « Les éditeurs du journal ou écrit péri-  
» dique seront tenus d'insérer, dans l'une des feuilles ou  
» des livraisons qui paraîtront dans le mois du jugement  
» ou de l'arrêt intervenu contre eux, extrait contenant  
» les motifs et le dispositif dudit jugement ou arrêt. »

Vu aussi l'article 59 du Code pénal, ainsi conçu :

« Les complices d'un crime ou d'un délit seront punis  
» de la même peine que les auteurs mêmes de ce crime  
» ou de ce délit, sauf les cas où la loi en aurait disposé  
» autrement. »

Condamne Remy-François Bidault, François-Charles-Louis Comte, Barthélemy-Charles-Pierre-Joseph Dunoyer, Pierre-Nicolas Bert, Casimir-Urbain Legracieux, Antoine-Lazarre-Etienne Gaubert, Jean-Louis Voidet, Esprit-Michel Foulon et César-Eugène Gossuin, chacun à la peine de cinq années d'emprisonnement dans une maison de correction, et chacun aussi en l'amende de douze mille francs, payable par corps.

Condamne pareillement Antoine Gévaudan, Camille-Hyacinthe Odillon-Barrot, Joseph Mérilhou, Charles-Guillaume Etienne et Pierre Pajol, chacun à la peine de cinq années d'emprisonnement dans une maison de correction, et chacun aussi en l'amende de six mille francs, payable par corps.

Ordonne, en conformité de l'article 26 de la loi du 26 mai 1819, la suppression des exemplaires saisis des écrits dont il s'agit, et de ceux qui pourront l'être ultérieurement.

Ordonne pareillement que, conformément à l'article 11 de la loi du 9 juin 1819, les éditeurs des journaux ou écrits périodiques dans lesquels les écrits dont il s'agit ont été publiés, seront tenus d'insérer, dans l'une des feuilles ou des livraisons desdits journaux ou écrits périodiques qui paraîtront dans le mois, l'extrait contenant les motifs et le dispositif du présent arrêt.

Condamne lesdits Bidault, Comte, Dunoyer, Bert, Legracieux, Gaubert, Voidet, Foulon, Gossuin, Odillon-Barrot, Gévaudan, Mérilhou, Etienne et Pajol, solidairement et par corps envers l'Etat, aux frais du procès, liquidés à la somme de cent cinquante-trois fr. quatre-vingt-cinq cent.

Ordonne l'impression et affiche du présent arrêt, au nombre de cinq cents exemplaires, aux frais des condamnés.

Ordonné enfin que le présent arrêt sera exécuté à la diligence du procureur-général.

Fait et prononcé au Palais de Justice, à Paris, le 30 mai 1820, en l'audience publique de la Cour, où siégeaient M. Moreau, président, MM. Brière, Silvestre de Chanteloup, Debonnaire et Moncloux de la Villeneuve, conseillers, qui ont signé le présent arrêt avec le greffier. »

Le lendemain, cet arrêt a été signifié aux 14 condamnés. Ils y ont formé opposition, en déclarant qu'ils se réservaient tous leurs droits pour raison du pourvoi qu'ils avaient formé contre l'arrêt qui avait rejeté leur exception préjudicielle.

M. le président des assises a fixé la cause au 29 juin.

Quelques jours avant l'ouverture des débats, il a été publié des consultations délibérées à Paris, à Nancy, à Lyon, à Villefranche, à Trévoux, à Montbrison, à Grenoble, à Vienne, à Bourges et à Rennes.

Ces consultations établissaient que l'accusation, dirigée contre MM. Pajol, Étienne, Mérillon, Odillon-Barrot et Gévaudan, n'était pas fondée, soit qu'on la considérât relativement à leur prétendue complicité dans la composition et la publication de l'article inséré dans les journaux du 30 mars,

soit qu'on l'envisageât sous le rapport de l'écrit daté du 31 mars.

La consultation de Paris était signée de Messieurs Mauguin, Colmet d'Aage, Mercier, Lamy, Gautier de Biauzat, Parquin, Gobert, Chignard, Pirault des Chaumes, de Quévauvilliers, Martin d'Anzay, Touchard de Grandmaison, Fouet de Conflans, Glandaz, Boiteux, de Cruzy, Rigal, Armet, Mollot, Berville, Lavau, Barthe, Macarel, Alban-Trouillebert, Dupin *jeune*, Millelot, H. Quesnault, avocats à la Cour royale;

De MM. Lassis, Buchot, Joffroy, Scribe, Nyalles, Nicod, Cessac, Isambert et Tournouer, avocats aux Conseils du roi et à la Cour de cassation ;

Et de MM. Tripier, Darrieux, Dupin, Persil, Legoux, Devaux, *membre de la Chambre des députés*, Coffinières, Jay, Mocquart, Rumilly, Blanchet, Boudousquié et Desquiron, avocats plaidans.

Celle de Nancy portait les signatures de MM. Fabvier, Moreau, Bresson, Antoine et Châtillon.

Celle de Lyon avait pour signataires MM. Jurie, Charpentier, Duplan, Baudrier, Ségaud, Puthod, Moret, Berger, Bonnet, Gros, Dumoulin, Favrot, Feuillet, Lombard-Quincieux, Leclerc, Girardet, Desvignes, Vergne Girardet, Valois fils, Rostan, Lavie fils, Moret fils, Favre, Robert, Niboyer,

Bernard , Smith , Boyer-Fonfrède , Cholat , Bertholon , Allard , Camille-Garin .

Les signataires de celle de Villefranche étaient MM. Denis , Saurez , Boirou , Chanal , Thiers et Lombard-Quincieux fils .

Les signataires de celle de Trévoux , MM. Caillet et Pété ; et ceux de celle de Montbrison , MM. Portier-Chautemerle , Barge , Gaillard , Delachaise-Duclos et Portier *jeune* .

Celle de Grenoble était signée par MM. Perretton , *bâtonnier de l'ordre* ; Duport-Lavillette père , *membre du Conseil* ; Planel , *professeur-doyen de l'école de droit , membre du Conseil de discipline* ; Pal père , *professeur à l'école , membre du Conseil* ; Michal père , *membre du Conseil* ; Fluchaire , *membre du Conseil* ; Pal fils aîné , Duport-Lavillette fils , Ferrand , Sappey , Duchesne , Boyer , Réal , Chastaing , Denantes , Chavaud , Gueynard , Ducros , Gabourd , Crépu père , Perrin , Viard , Charansol , Mallien , Bernard fils , Mazerat , Benoit , Michal fils , Crépu fils , Laurent .

Celle de Vienne , par MM. Almiéras-Latour , Trémeau , Blanchet , Roujat , Delorme et Pérouse .

Celle de Bourges , par MM. Mater , Deseglise , Mayet-Génétry , V. Tourangin , J. Fraraton , Chénon , Thiot-Varennnes , Lescot de la Millandrie , de la Varenne-Dubouclay , Turquet , Pierre de Chamrobert .

Et celle de Rennes, par MM. L. Fenigan, fils ;  
 Toullier, *professeur de l'école de droit, et ancien  
 bâtonnier de l'ordre* ; Jumelais, *bâtonnier* ; Carré,  
 L-M. Coatpont, Morel, Gaillard de Kerbertin,  
 Bernard.

Le 28 juin, une nouvelle liste de jurés a été si-  
 gnifiée aux 14 prévenus. Elle comprenait les noms  
 de MM. Agasse (Henry), notaire royal, place  
 Dauphine, n. 23 ; Arnault (Pierre), propriétaire,  
 électeur, rue Coquillière, n. 12 ; Bazin (Jacques-  
 Edme), avoué de 1<sup>re</sup> instance, rue Vivienne, n. 7 ;  
 Beuzelin (Narcisse), propriétaire, électeur, à Passy ;  
 Blenne (Anne-Philippe), bijoutier, électeur, rue  
 Saint-Honoré n. 285 ; Boulard père (Antoine-  
 Marie-Henry), notaire honoraire, électeur, rue  
 des Petits-Augustins, n. 21 ; Buquet (Étienne-  
 Janvier), banquier, électeur, rue d'Anjou, au Ma-  
 rais, n. 8 ; Callagham (Luc), négociant, électeur,  
 rue Neuve-des-Mathurins, n. 26 ; Constant (Tous-  
 saint), négociant, électeur, rue de Richelieu, n. 47 ;  
 Debray de Valfresne (Alexandre-Joseph), référé-  
 rendaire à la chancellerie, rue Louis-le-Grand,  
 n. 6 ; Delafrenay (Trudon), caissier particulier de  
 la Banque de France, rue Neuve-Saint-Eustache,  
 n. 29 ; Delhomel (Charles-César), avoué de 1<sup>re</sup> ins-  
 tance, rue Bétizy, n. 20 ; Dosseur (Jacques-  
 Henry), homme de loi, électeur, rue du Bac, n. 43 ;  
 Duponcel (Alexandre-Théophile-François), libraire,

électeur, quai de la Grève, n. 20; Dussart (Bonaventure-Joseph), commissaire-priseur, rue Neuve-Saint-Étienne, n. 17; Eglée (Nicolas-Prudent), tapissier, électeur, boulevard des Italiens, n. 2; Faivre (Jean-Baptiste-Philippe), propriétaire, électeur, rue Martel, n. 5; Flacon-Rochelle (Joseph-Henry), avocat aux Conseils, rue Sainte-Anne, n. 67; Froment (Gaspard-Nicolas), propriétaire, électeur, rue du Helder, n. 21; Gallocher de la Galisserie (Martin-Pierre), chef de division à la direction générale des ponts-et-chaussées, place Dauphine, n. 24; Labbé (Charles-François), ancien négociant, électeur, rue Croix-des-Petits-Champs, n. 25; Langlacé (Florence-Nicolas), notaire royal, rue Saint-Honoré, n. 281; Lapeyrière (Jean-Joseph-Pierre-Augustin), receveur-général du département de la Seine, rue Neuve-du-Luxembourg, n. 18; Ledoux (Louis-Thomas-Romain), propriétaire, rue Saint-André-des-Arts, n. 48; Lefort (Guillaume), marchand drapier, électeur, rue de Valois, n. 8; Lescot (Jean-Louis), pharmacien, électeur, rue de Grammont, n. 14; Louveau (Pierre), notaire royal, rue Saint-Martin, n. 119; Louvrier (Claude-Benoit-Ignace), caissier-général de l'administration des salines de l'Est, rue d'Hannovre, n. 21; Martin (Pierre-Jean), pharmacien de 2<sup>e</sup> classe, électeur, rue des Deux-Ponts, n. 11; Maury (Joseph-Ferdinand), agent d'affaires, élec-



teur, rue Cassette, n. 13; Nau (Louis-Denis), propriétaire, électeur, rue des Blancs-Manteaux, n. 44; Petit de Gatines (Jean-François), avoué à la Cour royale, rue du Four-Saint-Germain, n. 17; Puget père (Pierre-Vincent), négociant, électeur, rue Neuve-Saint-Denis, n. 9; Récamier (Claude-Anselme), médecin, électeur, rue Sainte-Anne, n. 16; Rouquairolle (Augustin-Casimir), chef au ministère des finances, rue de Castiglione, n. 4; Vauvilliers (Généviève-Jean-Victor), secrétaire-général du ministère de la marine, rue d'Anjou-Saint-Honoré, n. 34.

---

---

## DÉBATS ET PLAIDOIRIES.

---

AUDIENCE DU 29 JUIN.

A 9 heures, la salle est remplie d'avocats, de députés, d'officiers généraux, d'hommes de lettres et de dames élégamment vêtues.

Les 14 prévenus arrivent successivement. Ils reçoivent les salutations empressées d'un grand nombre de personnes.

A 10 heures et demie, ils ont été appelés dans la Chambre du Conseil, pour être témoins du tirage des jurés au sort, et pour exercer leur droit de récusation. Ils ont épuisé ce droit, en faisant douze récusations. M. l'avocat-général de Broë a également usé du sien dans toute son étendue ; mais il n'a exercé que dix récusations, la Cour ayant désiré que deux jurés supplémentaires assistassent aux débats. Le jury s'est trouvé composé de MM. Constant-Toussaint, Martin, Dussart, Blenne, Duponcel, Boulard père, Lescot, Callaghan, Petit de Gatines, Buquet, Puget père, Delafrenay-Trédon ; jurés supplémentaires, MM. Langlacé et Lapeyrière.

La Cour , les jurés et les prévenus , étant rentrés dans la salle d'audience , et chacun ayant pris place , M. le président Moreau fait aux prévenus les questions d'usage sur leurs noms , prénoms , etc.

Les jurés prêtent serment.

Le greffier donne lecture de l'arrêt de mise en prévention.

M. le président procède ensuite à l'interrogatoire des prévenus.

*Demande* : « M. Bidault , vous étiez responsable du *Constitutionnel* ?

*Réponse* : Oui , M. le président.

*D.* Vous avez fait insérer , dans le numéro du 30 mars de cette feuille , un article ayant pour titre *Souscription nationale* ?

*R.* Oui , monsieur.

*D.* Êtes-vous l'auteur de cet article ?

*R.* Non , monsieur. Il m'a été envoyé par cinquante députés.

*D.* Était-il signé ?

*R.* Il portait les signatures de MM. Kératry , Manuel , Lafitte et autres.

*D.* C'est sur la foi de ces signatures que vous avez publié l'article ?

*R.* Oui , monsieur. J'ai pris en outre , la précaution d'envoyer M. Baudouin (Hippolyte) chez M. Lafitte , pour avoir la certitude que l'article était bien de ces messieurs.

*D.* Vous ne pouviez pas en douter , si , comme vous le dites , il portait leurs signatures ?

*R.* Je voulais savoir si les signatures étaient vraies.

*D.* Vous avez sans doute gardé le manuscrit qui portait ces signatures.

*R.* A la fin de chaque mois , on brûle tous les manuscrits qui ont servi à la composition du journal.

*D.* Ayant été déjà plusieurs fois dans le cas de paraître en justice, comment n'avez-vous pas pris le parti de garder les minutes, au lieu de les brûler?

*R.* C'est l'usage de les brûler, et je n'ai pas vu la nécessité de les garder.

*D.* Vous avez envoyé à d'autres journaux une épreuve de l'article?

*R.* Ce n'est pas moi qui ai envoyé les épreuves; elles ont été envoyées en mon absence.

*Un juré :* Était-ce à une époque déterminée, que l'on brûlait les manuscrits?

*R.* C'était le premier, ou le dernier jour du mois.

*M. le président :* Ainsi, le premier jour du mois, on brûlait, par exemple, la minute de l'article qui avait été inséré la veille?

*R.* C'était l'usage.

*D. M. Comte,* savez-vous qui a rédigé l'article du 30 mars, qui a aussi été inséré dans votre journal, *le Censeur européen*?

*R. Non, M. le président.* Je savais que, dans la Chambre des députés, il avait été arrêté entre plusieurs membres, qu'une souscription serait ouverte. N'étant pas au bureau de mon journal, lorsque l'épreuve du *Constitutionnel* y a été apportée, mais ne doutant pas que l'article ne fût l'ouvrage des députés, je n'ai pas fait difficulté, lorsque je suis revenu au bureau, d'insérer l'article dans mon journal.

D. M. Dunoyer, avez-vous quelques observations à faire?

R. J'ai à en faire de toutes particulières. *Le Censeur* avait deux éditeurs responsables, M. Comte et moi ; mais nous étions responsables alternativement , et non point simultanément. Tour à tour, chacun de nous signait seul l'exemplaire envoyé à la Préfecture de police. Celui qui signait pouvait seul être responsable, parce que seul il avait composé la feuille. Or , le numéro qui contient l'article sur la *Souscription nationale* n'a point été signé par moi.

M. le président : Vos explications seront appréciées , j'en suis sûr, par MM. les jurés et par le ministère public. »

M. le président continue l'interrogatoire.

D. « M. Bert, quelles précautions avez-vous prises, pour mettre votre responsabilité à couvert , en publiant, dans *l'Indépendant*, l'article du 30 mars ? »

R. Au moment où une épreuve de l'article me fut apportée du bureau du *Constitutionnel*, j'étais occupé à rédiger la séance de la Chambre des députés. Je voulus d'abord rejeter l'article , ne croyant même pas qu'il resterait dans ma feuille l'espace nécessaire pour le contenir. On insista , en disant que MM. les députés désiraient une prompte publication ; je cédai. La lecture de l'article ne m'y avait rien fait apercevoir qui fût reprehensible ; et j'étais d'ailleurs persuadé que les rédacteurs du *Constitutionnel* l'avaient bien examiné. »

Répondant aux questions de M. le président, M. Legracious, éditeur de *la Renommée*, déclare que l'article lui a été envoyé par le *Constitutionnel* ; qu'il n'a vu , pour but de cet article, qu'une œuvre de bienfaisance, et qu'il n'a pas hésité à le publier.

M. Gaubert, éditeur du *Courrier français*, répond que l'article a été inséré dans sa feuille sans sa participation et par les ordres de M. Kératry, propriétaire du journal.

M. Voidet, éditeur de l'*Aristarque français*, dit que son journal paraissait le soir, et qu'on y mit tout naturellement l'article qui avait été publié le matin par d'autres journaux ; que d'ailleurs il était malade, et que ce n'est pas lui qui a fait l'insertion.

M. Foulon, éditeur des *Lettres normandes*, fait remarquer qu'à l'époque où il a répété dans son journal l'article dont il s'agit, cet article était déjà, depuis plusieurs jours, dans d'autres journaux ; qu'il n'avait donné lieu à aucune réclamation ; qu'il contenait des noms honorables, et qu'il n'était relatif qu'à un acte de bienfaisance.

M. Gossuin, éditeur de la *Bibliothèque historique*, donne les mêmes explications. Interrogé sur l'article particulier, ayant pour titre : *Du despotisme ministériel*, il ne fait pas connaître le nom de l'auteur de cet article ; il se borne à dire qu'il est responsable.

M. le président interroge ensuite les signataires de l'écrit daté du 31 mars.

D. « M. Gévaudan, êtes-vous l'auteur de cet écrit ?

R. J'y ai coopéré et je l'ai signé.

D. Où a-t-il été rédigé ?

R. Chez un de mes amis.

D. Tous ceux qui ont coopéré à sa rédaction l'ont-ils signé ?

R. Je le pense.

D. M. Étienne, assistiez-vous à la réunion où l'écrit a été rédigé ?

R. C'est la première réunion de souscripteurs à laquelle j'aie assisté.

D. Quel jour l'écrit a-t-il été signé ?

R. Je crois que c'est le 31 mars, puisqu'il porte cette date.

D. Je vais vous faire connaître le but de ma question. L'écrit est daté du 31 mars ; mais plusieurs personnes ont prétendu qu'elles ne l'avaient signé que parce que leurs intentions avaient été dénaturées dans la *Gazette de France*. Or, la *Gazette* n'a parlé de la souscription que le 1<sup>er</sup> avril ; comment aurait-on pu, le 31 mars, faire un écrit pour répondre à la *Gazette* du 1<sup>er</sup> avril ?

R. Je n'ai pas dit que je fusse sûr que l'écrit avait été fait le 31 mars.

D. M. Odillon-Barrot, n'avez-vous pas dit que l'écrit daté du 31 mars n'avait été publié que pour répondre aux imputations de quelques journaux ?

R. Voici les faits. J'ai appris, le 30 mars, par le *Constitutionnel*, que je faisais partie du comité de la souscription. Le surlendemain, parurent dans les journaux d'une certaine couleur, et même dans le *Moniteur*, divers articles qui dénaturaient le but de cette souscription. Je sentis, et les autres membres du comité sentirent avec moi la nécessité de déposer, dans un écrit, l'expression publique de nos véritables intentions, et de maintenir à la souscription son caractère de pur acte de bienfaisance. Il est dès-lors impossible que cet écrit ait été fait avant le 2 ou le 3 avril.

D. Vous aviez vu votre nom figurer au bas de l'article du *Constitutionnel* ; vous auriez pu désavouer cet article.

*R.* Je n'étais pas présenté comme signataire de l'article ; j'étais seulement désigné comme faisant partie du comité. Je ne pouvais désavouer officieusement un article qui ne m'était point attribué, sans le condamner ; et comme je ne le condamnerais même pas aujourd'hui, j'étais bien éloigné alors de vouloir le faire.

*D. M.* Mérilhou, avez-vous quelques explications à ajouter ?

*R.* Je puis en donner sur la véritable date de l'écrit. Il est certain qu'il n'a été rédigé et signé que le 3 avril. S'il a été daté du 31 mars, c'est parce que nous espérions qu'en lui donnant une date antérieure à l'installation de la censure, nous obtiendrions plus facilement son insertion dans les journaux. »

*M.* Pajol déclare qu'il n'a pas d'autres explications à donner.

On passe à l'audition des témoins.

*M.* Alexandre Baudouin, unique témoin à charge, dépose qu'il a imprimé l'écrit daté du 31 mars ; que cet écrit lui avait été envoyé par plusieurs députés, et que *M.* Kératry en avait corrigé l'épreuve.

Le témoin ajoute qu'il a fait, le 5 avril, à la police, la déclaration de vouloir imprimer cet écrit ; et que, le lendemain, il y a déposé les cinq exemplaires ; qu'il aurait cependant pu se dispenser de remplir ces formalités, attendu qu'on s'en affranchit lorsqu'il s'agit d'écrits publiés par des députés, pour conserver leur dignité.

*M.* Noël, premier témoin à décharge, est introduit.

*M. le président.* « Quels sont vos nom, état et profession ? »

*Le témoin.* Je me nomme Noël ; je vis de mon bien ;



je fais profession d'être honnête homme : mes occupations sont celles d'un ami des arts et des lettres.

D. Dites à MM. les jurés ce que vous savez par rapport à l'affaire.

R. La loi relative à la liberté individuelle, adoptée par la Chambre des pairs le 25 mars dernier, fut publiée dès le lendemain, avec la sanction royale. Ce même jour 26, un journal (*le Courrier français*) annonça le premier qu'il s'était formé à Nantes, entre les jeunes gens de cette ville, une sorte d'assurance mutuelle pour garantir des secours et des indemnités aux citoyens qui pourraient être atteints par cette loi. *Le Constitutionnel* répéta le 27 cette nouvelle, et parla d'une souscription volontaire qui allait également s'ouvrir à Paris, à la tête de laquelle devaient figurer plusieurs honorables membres de la Chambre des députés. Chargé de vérifier le fait pour *le Constitutionnel*, auquel je suis attaché, je me rendis le 28 à la Chambre, où j'appris qu'en effet un grand nombre de députés s'étaient réunis pour participer à cet acte de bienfaisance. Il me fut remis, de leur part, un paquet cacheté, pour *le Constitutionnel*, que je portai de suite au bureau du journal. Je sus alors que ce paquet contenait un écrit relatif à la souscription ; il était revêtu de la signature de plus de cinquante députés, dont j'ai vu les noms. Dans la journée du 29, un article en forme de prospectus fut envoyé au même journal, j'ignore par qui ; mais je suis convaincu qu'il avait l'attache et l'assentiment des députés signataires de l'écrit de la veille. C'est celui qui a paru dans *le Constitutionnel* du 30 mars. Peu de jours après, un nouveau prospectus de souscription, mieux réfléchi et plus régulier, selon moi, que le pre-

mier, fut publié sous la date du 31 mars. Ce sont là les deux pièces sur lesquelles repose l'accusation. Je ne sais rien de plus.

*M. Mérilhou* : L'écrit que le témoin a porté au *Constitutionnel*, contenait-il des signatures autres que celles des députés ?

*Le témoin* : Aucune autre.

*M. Hippolyte Baudouin* : Le 29 mars au soir, je suis allé chez M. Lafitte pour savoir si l'article qui avait été apporté au *Constitutionnel* était réellement agréé par MM. les députés. On me fit attendre quelques momens. Plusieurs députés étaient dans un salon. On fit un changement de rédaction à l'article. M. Kératry le signa, et on me le rendit pour qu'il fût publié, en me recommandant d'en envoyer une épreuve aux autres journaux.

*M. Bogue de Faye*, député : Je répondrai aux questions qui me seront faites.

*M. Mérilhou* : L'honorable témoin s'est-il trouvé chez M. Lafitte, lorsqu'il y a été question de la souscription, et y a-t-il vu l'un des prévenus ici présents ?

*Le témoin* : Je n'y ai vu que des députés.

*M. Comte* : Sait-il que l'on ne fut pas d'accord sur la rédaction de l'article à publier dans les journaux, et que l'on donna des signatures en blanc à un tiers, en le chargeant de cette rédaction ?

*Le témoin* : La question n'est pas sérieuse ; des députés n'agissent pas si légèrement.

*M. Comte* : La question est très-sérieuse. Je tiens de l'un de MM. les députés que les choses se sont passées comme ma question le suppose.

*Le témoin* : Je l'ignore.

*M. Étienne* : Le témoin, comme député, n'a-t-il pas adhéré à l'écrit du 31 mars, lorsqu'il a su que cet écrit était l'objet des poursuites du ministère public ?

*M. le président* : Je ne crois pas qu'il soit convenable qu'une pareille question soit faite au témoin. Je ne m'oppose cependant pas à ce qu'il y réponde de lui-même, s'il le juge à propos.

*M. Tripier* : Le témoin n'a-t-il pas connaissance que, le 29 mars, dans une réunion chez M. Lafitte, on désigna des commissaires pour la souscription ?

*R.* J'en ai parfaitement connaissance.

*M. Jobez, député* : Lorsque la loi contre la liberté individuelle fut adoptée, il fut question, entre un assez grand nombre de députés, d'ouvrir une souscription pour en adoucir les effets. Nous nous rendîmes chez M. Lafitte, où nous avions l'habitude de nous réunir. Nous nommâmes des commissaires que nous prîmes parmi nous, et qui devaient s'adjoindre d'autres personnes.

*M. Laisné de Villevêque, député* : Nous étions réunis chez M. Lafitte; nous apprîmes qu'il était question, à Nantes, d'ouvrir une souscription. Il s'agissait d'un acte de bienfaisance : nous ne devions pas rester en arrière. Nous nommâmes, par acclamation, des commissaires.

*M. Kérutry, député* : Plein de confiance dans la sagesse de la Cour et dans celle de MM. les jurés, je déclare que je suis prêt à donner toutes les explications qui pourront m'être demandées. Mais, dans la position où je me trouve, mon nom, qui figure dans un des écrits inculpés, ayant été prononcé plusieurs fois dans cette enceinte; me voyant, en quelque sorte, mis en jugement, sans que la Chambre des députés, à laquelle j'appartiens,

ait été consultée; je dois déclarer, dans l'intérêt de cette Chambre, que je proteste contre l'illégalité de la procédure.....

*M. le président* : Renfermez-vous dans le rôle de témoin. Je vous déclare que, chargé par la loi de la faire exécuter, rien au monde ne pourra m'en empêcher.

*M. Kératry* : Je voulais seulement dire que, pour l'honneur de la Chambre à laquelle j'appartiens, j'aurais dû paraître ici comme accusé. Maintenant je vais parler comme témoin. La loi contre la liberté individuelle était rendue ; nous la trouvions au moins rigoureuse. Pour en adoucir l'exécution, et non pour préparer des moyens de lui résister, nous résolûmes de faire une souscription. J'eus l'honneur d'être nommé commissaire ; maintenant, je me ferais encore gloire de donner ma signature.

*M. Odillon-Barrot* : Je ne connais pas encore mon origine dans cette affaire. Il m'importerait cependant de la connaître ; et c'est ce que j'attends du résultat des débats. Je voudrais apprendre, de l'honorable témoin, comment et par qui j'ai été nommé commissaire.

*M. Kératry* : J'ai été nommé par des députés, mes pairs. Je présume qu'il en a été de même pour les commissaires non députés, et qu'ils ont été nommés par les premiers souscripteurs.

*M. Odillon-Barrot* : Par ces questions, je me propose surtout de bien faire ressortir cette circonstance qui est à la décharge de tous, savoir : que l'on n'a pas même pris le consentement de ceux qu'on a choisis pour membres du comité, preuve évidente que l'intention était pure, et qu'on ne se doutait même pas que l'autorité pût en prendre ombrage.

*M. Kératry* : Je prie M. le président de me donner acte de la déclaration que j'ai faite en commençant.

*M. le président* : La Cour ne peut pas donner acte à un témoin des déclarations qu'il fait. »

Tous les témoins étant entendus, M. l'avocat-général a la parole.

« Messieurs, dit-il, à l'ouverture de la session actuelle des deux Chambres législatives, l'auguste voix du monarque signalait à la France une inquiétude vague, mais réelle, dont chacun de nous remarquait autour de soi les symptômes alarmans et trop certains. Déjà mesurant les dangers que l'avenir semblait annoncer, la sollicitude royale réclamait le concours des Chambres, pour conjurer le nouvel orage dont les signes funestes étaient apparus sur l'horizon.

Hélas ! pourquoi faut-il que l'expression de cette noble sollicitude semble avoir été aussi la voix d'un sinistre pressentiment ! Deux mois s'étaient écoulés à peine, et déjà le fils de saint Louis, l'espoir de la patrie, était tombé sous le fer d'un lâche assassin.

Et quel motif guidait la sombre et lâche fureur de ce bras patricide ? Le meurtrier l'a déclaré, il avait soif du sang des Bourbons ; il en voulait anéantir la race ; et s'il frappa dans sa racine la royale tige, il l'a dit, c'était pour l'éteindre à jamais.

Il disait encore ( pourquoi faut-il le répéter ? ) il disait que son crime ne manquerait pas d'admirateurs. Il osait même invoquer l'auguste nom de la patrie...

Étrange profanation, sans doute, détestable sacrilège, auquel la douleur et la consternation publique répondirent si bien !

Mais, au milieu de l'affliction générale, de trop justes craintes pouvaient être conçues ; la haine de la légitimité pouvait armer de nouveaux Louvels ; l'esprit de révolte et d'anarchie semblait vouloir dévorer les destinées de la France, et le poignard menaçait les derniers débris de la monarchie.

Dans de si graves circonstances, le gouvernement du Roi pensa que la force des lois ordinaires pourrait se trouver insuffisante contre les dangers nouveaux qu'il dut prévoir. Responsable envers la société de sa conservation, il crut, pour la sauver, avoir besoin d'un pouvoir extraordinaire et temporaire.

Présentée aux deux Chambres, et solennellement discutée, la loi du 26 mars fut adoptée, sanctionnée et promulguée.

Elle porte que tout individu prévenu de complot ou de machinations contre la personne du Roi, la sûreté de l'État et les personnes de la famille royale, pourra, sans qu'il y ait nécessité de le traduire devant les tribunaux, être arrêté et détenu en vertu d'un ordre délibéré dans le conseil des ministres, et signé de trois ministres au moins.

Elle porte, en outre, que, dans les trois mois au plus tard, le rapport sera fait au Conseil du Roi, et qu'après cette époque, le prévenu sera nécessairement, ou renvoyé devant les juges compétens, ou mis en liberté, en lui donnant connaissance, par écrit, des causes de son arrestation.

Cette loi était à peine inscrite au Bulletin des lois, que

déjà , et quatre jours seulement après sa promulgation , parut un écrit en forme d'annonce , ayant pour titre :

« *Souscription nationale en faveur des citoyens qui se-  
ront victimes de la mesure d'exception sur la liberté  
individuelle.* »

Cette pièce , dont vous avez entendu déjà la lecture , fut insérée le même jour dans six journaux différens , le *Constitutionnel* , la *Renommée* , le *Censeur* , l'*Indépendant* , l'*Aristarque* et le *Courrier*.

Sans parler encore du contexte de cet écrit , nous devons vous faire remarquer , dès à présent , qu'il désigne comme membres d'un Conseil central d'administration ou Comité devant être établi à Paris , MM. *Eafitte* , *Casimir Périer* , *Lafayette* , *d'Argenson* , *Kératry* , députés ; *Joly ( de Saint-Quentin )* , manufacturier , *Gévaudan* , administrateur des messageries , *Odillon-Barrot* , avocat à la Cour de cassation , *Pajol* , lieutenant-général , *Étienne* , homme de lettres , *Mérilhou* , avocat à la Cour royale.

Deux jours après cette publication , deux recueils périodiques , la *Bibliothèque historique* et les *Lettres normandes* , publièrent de nouveau le même écrit.

Pour l'exactitude des faits , nous devons vous faire observer que les noms des membres du Comité ne sont pas répétés dans les *Lettres normandes* et dans le *Censeur européen*. On y lit seulement cette énonciation : « Le Comité sera composé de deux pairs , quatre députés , trois négocians et trois avocats. »

A l'insertion de l'écrit dont nous venons de parler , fut joint , dans la *Bibliothèque historique* , un article parti-

culier intitulé : *Despotisme ministériel*, et dont il vous a aussi été donné connaissance. Cet article est également relatif à la loi du 26 mars.

Enfin , à la même époque , parut un écrit portant , en apparence du moins , la date du 31 mars , c'est-à-dire , du lendemain même de la publication de la *Souscription dite nationale*. Cet écrit est intitulé : « *Souscription pour le soulagement des personnes détenues en vertu de la loi du 26 mars 1820.* »

Sans vous entretenir encore du contexte de cet écrit , nous devons également vous faire observer , dès ce moment , qu'il est signé précisément par les mêmes personnes qui , dans le premier écrit , sont nominativement indiquées comme composant le Comité central , et qui , dans le second écrit , se qualifient de *Mandataires des premiers souscripteurs*. Les signatures des trois autres députés paraissent jointes aux noms des premiers.

Les expressions de ces différens écrits , la nature de l'association qu'ils annonçaient , tout prouvait bien évidemment la fin qu'on s'était proposée , et ce ne fut que la crainte de la punition légale qui put porter les signataires et les publicateurs de ces écrits à désavouer un but qu'alors , sans doute , ils regardaient comme glorieux , celui de paralyser la loi du 26 mars.

Ce but , pourtant , est inconstitutionnel , et les moyens pris pour l'atteindre sont illégaux. Les écrits dont nous venons de vous parler ont donc dû exciter l'attention du ministère public.

Des plaintes ont été portées par lui contre les rédacteurs responsables des journaux et des recueils périodiques que nous avons eu l'honneur de vous indiquer , aussi bien que



contre les signataires du dernier écrit dont nous avons également parlé. Parmi ceux-ci, toutefois, il en est à l'égard desquels le ministère public, par des motifs de convenance dont il ne doit compte à personne, et qui reposent bien plus sur des considérations d'intérêt public que sur des ménagemens pour les personnes, a différé ses poursuites, ainsi qu'il en a le droit.

A la suite de ces plaintes, les personnes inculpées ont été entendues par l'un de MM. les juges d'instruction.

Les interrogatoires des rédacteurs responsables des journaux n'ont pas fait connaître l'auteur ou les auteurs de l'écrit par eux publié, et intitulé : *Souscription nationale*. Il est résulté seulement de ces interrogatoires, que cet écrit, imprimé d'abord dans le *Constitutionnel*, a été aussitôt envoyé le même jour, 29 mars au soir, à tous les autres journaux que nous avons déjà nommés, avec invitation d'insérer sur-le-champ cet article.

L'un de ces rédacteurs (celui de l'*Indépendant*) paraît avoir senti, dès l'origine, le danger de cette insertion ; car il a déclaré n'avoir pas voulu l'opérer sur la simple copie manuscrite qui lui avait été apportée d'abord, et avoir attendu qu'on lui remit une épreuve imprimée du *Constitutionnel*.

Un autre (celui de l'*Aristarque*) a désavoué en quelque sorte cet article, en disant que ne partageant pas les opinions de ses associés dans la propriété de ce journal fondé par lui, il leur en avait abandonné la rédaction, et n'avait pas participé à l'insertion de cet article, dont il n'avait eu connaissance que le lendemain.

Quant à l'écrit du 31 mars, tous les signataires entendus dans l'instruction, à l'exception de M. Joly (de Saint-

Quentin), alors absent, ont reconnu en être les auteurs ou les coopérateurs. Mais ils ont prétendu n'avoir pas participé à la rédaction de l'écrit inséré dans les journaux du 30 mars.

Du reste, plus ou moins explicitement développé, le système général de défense a été que la souscription annoncée ne constituait qu'un acte bienfaisance et d'humanité non contraire aux lois.

L'instruction terminée, une ordonnance fut rendue par la chambre du conseil de première instance du département de la Seine, qui, reconnaissant les traces du délit dans la publication de l'écrit intitulé *Souscription nationale*, a renvoyé devant la Cour royale, chambre des mises en accusation, à raison de la publication de la première pièce, les rédacteurs responsables des six journaux et des deux recueils périodiques déjà cités, et, en outre, mais particulièrement, le rédacteur responsable de la *Bibliothèque historique*, à raison de l'article inséré dans ce recueil.

La chambre du conseil ne pensa pas qu'il y eût lieu à suivre contre les signataires de l'écrit du 31 mars; mais, une opposition en cette partie fut aussitôt formée par M. le procureur du Roi.

L'affaire portée devant la Cour royale, sa gravité, l'intérêt de la vérité, comme celui des prévenus eux-mêmes, rendaient convenable l'exécution de la mesure établie par le décret de juillet 1810. La chambre des appels de police correctionnelle se réunit à la chambre d'accusation pour examiner l'affaire. Les deux chambres assemblées confirmèrent la décision des premiers juges, quant à la disposition de leur ordonnance qui met en prévention,

à raison de l'écrit publié le 30 mars, les rédacteurs responsables des journaux et recueils périodiques; mais, rectifiant cette ordonnance quant à la disposition qui déclare qu'il y a lieu à suivre contre les signataires de l'écrit du 31 mars, elles ordonnèrent également leur renvoi devant la *Cour d'assises*.

L'affaire portée à la seconde session de mai, les prévenus firent plaider des moyens préjudiciels qui furent rejetés par la Cour. Mais aussitôt, sur le motif d'un pourvoi en cassation contre l'arrêt de la Cour, ils se retirèrent refusant de se défendre au fond. Le pourvoi n'étant pas suspensif, la Cour dut procéder comme en cas de non comparution des prévenus. Le corps du délit reconnu constant dans ce premier examen, la Cour, en l'absence des prévenus, se trouvait dans l'impossibilité de graduer, à l'égard de chacun d'eux, la peine d'après les motifs particuliers d'atténuation que la défense seule pouvait faire connaître; elle les condamna par défaut, chacun en ce qui les concerne, à la même peine d'emprisonnement et d'amende.

Le sieur Joly de (Saint-Quentin), seul, ne s'était pas présenté devant la Cour, même pour les moyens préjudiciels proposés par ses co-prévenus. Il avait annoncé, par une lettre, n'avoir jamais signé l'écrit du 31 mars, quoiqu'on eût placé son nom sur cet écrit. La Cour ordonna que le sieur Joly (de Saint-Quentin) serait entendu par un conseiller-commissaire qu'elle désigna. Cet interrogatoire eut lieu le 20 de ce mois. Le sieur Joly (de Saint-Quentin) y déclara qu'ayant consenti originairement à joindre son nom à un écrit relatif à la *Souscription*, il n'avait jamais signé ni vu aucun manuscrit, et qu'on avait abusé

de sa confiance (c'est son expression), en le présentant comme signataire de l'écrit du 31 mars.

Tous les prévenus, condamnés par l'arrêt par défaut, formèrent opposition contre cet arrêt, qui dès-lors tomba de plein droit. L'affaire se présente donc aujourd'hui toute entière devant vous, MM. les jurés, sans que vous ayez toutefois à vous occuper du sieur Joly (de Saint-Quentin), à l'égard duquel, vu son absence, les délais de la loi ne sont pas accomplis.

Avant d'examiner la prévention au fond, et telle que la présente l'arrêt qui a renvoyé les prévenus devant vous, nous devons vous soumettre quelques observations sur les points de fait qui ont été l'objet des débats qui viennent d'avoir lieu, et vous prémunir contre les conséquences que l'on s'efforcera sans doute d'en tirer.

On a cherché à établir que l'écrit qui a paru dans les journaux du 30 mars avait été composé par des députés.

Qu'il ait été rédigé par des députés, par les rédacteurs de ces journaux ou par d'autres personnes, c'est un point que nous ne voulons ni reconnaître, ni contester, parce que nous n'y attachons aucune importance. En rappelant les principes particuliers aux rédacteurs responsables de journaux, nous établirons facilement que la solution de cette question de fait ne mènerait réellement à rien qui pût favoriser soit l'attaque, soit la défense.

Vous savez, Messieurs, quelle puissance les journaux peuvent exercer sur l'opinion publique, quelles rapides communications ils établissent, et combien ils pourraient être dangereux entre les mains d'hommes mal intentionnés. Ils ont dû être, et ils ont été soumis à une législation spéciale.

De droit commun, le fait matériel ne suffit pas pour constituer un délit, et pour que son auteur en soit responsable devant la loi pénale. Il faut que le fait ait été accompagné d'une mauvaise intention.

Si, en établissant des rédacteurs responsables pour tous les journaux, on fût resté dans les termes du droit commun, la responsabilité du rédacteur aurait toujours été illusoire; car, toujours il aurait été facile d'établir que le rédacteur n'avait pas eu de mauvaises intentions, et que même il n'avait pas compris et n'avait pas pu comprendre le sens de l'article publié dans sa feuille. La société n'aurait pu avoir satisfaction, qu'en s'adressant à l'auteur véritable de l'article; mais comment l'aurait-on découvert?

La loi a dû prévenir ces abus dangereux. Elle a établi en principe que tout individu qui se porterait volontairement rédacteur responsable d'un journal, serait légalement présumé avoir pris connaissance de tous les articles publiés par ce journal, et les avoir suffisamment compris; qu'en conséquence, il serait responsable de tous, sans préjudice néanmoins de la complicité des auteurs. Ce principe est expressément consigné dans l'article 2 de la loi du 9 juin 1819. Ainsi, peu importe que l'écrit qui a été publié dans divers journaux le 30 mars, ait ou n'ait pas été rédigé par des députés; les rédacteurs qui l'ont inséré dans leurs feuilles n'en sont pas moins responsables.

Peu importe aussi que quelques-uns de ces rédacteurs aient fait imprimer l'article que sur des épreuves fournies par le *Constitutionnel*, et que les autres se soient bornés

à le répéter lorsque déjà, depuis plusieurs jours, il était public. Ils l'ont inséré dans leurs journaux respectifs ; donc ils doivent en répondre : tout se réduit à ces mots.

Peu importe enfin que le sieur Voidet ait été malade et que le sieur Gaubert n'ait pas été présent, au moment de l'insertion faite dans leurs journaux. Ils ont signé la feuille qui publiait l'article, et ils l'ont signée volontairement ; il n'en faut pas davantage.

Nous ne rechercherons pas non plus, messieurs les jurés, quelle est la véritable date de l'écrit signé par MM. Gévaudan, Etienne, Mérilhou, Odillon-Barrot et Pajol. Qu'ils l'aient signé plus tôt ou plus tard, il n'acquiert ou ne perd aucun caractère de criminalité.

Nous devons toutefois vous déclarer, dès ce moment, que les explications qui ont été données par M. Dunoyer nous ont paru satisfaisantes. Il nous paraît exact de dire, qu'il n'a point été rédacteur responsable du *Censeur européen*, relativement à la feuille de ce journal qui contenait l'article inculpé, et qui n'a été signée que par M. Comte. Nous déclarons donc, sur-le-champ, nous désister de toutes poursuites en ce qui concerne M. Dunoyer.

Maintenant que nous avons apprécié les débats, et que nous avons prouvé que les nuances de fait qui vous ont été expliquées ne sauraient être d'aucune importance, nous allons examiner la prévention en elle-même.

La lecture que vous venez d'entendre de l'arrêt rendu par les deux chambres assemblées, vous a fait connaître sous quels rapports différens figurent ici les prévenus.

Les rédacteurs responsables des journaux et recueils périodiques sont inculpés à raison, de l'écrit du 30 mars,

comme auteurs principaux de sa publication, et par conséquent des délits qui en résultent.

Les signataires de l'écrit du 31 mars, comme ayant fourni les moyens d'en opérer la publication, c'est-à-dire comme complices des délits qui en résultent.

Les mêmes signataires sont inculpés, en outre, à raison de l'écrit du 31 mars, comme auteurs principaux de la publication de cet écrit et des délits qui en résultent.

Enfin, le rédacteur responsable de la *Bibliothèque historique* ( compris, comme nous venons de le voir, dans l'inculpation relative à l'écrit du 30 mars ) est en outre inculpé, mais seul et personnellement, à raison de l'article par lui publié, et intitulé *Despotisme ministériel*.

Vous avez également remarqué, Messieurs, que les chefs de prévention légale, résultant de l'arrêt de la Cour, et s'appliquant à tous les prévenus sous les différents rapports qui leur sont propres, sont au nombre de deux :

1°. Attaque formelle contre l'autorité constitutionnelle du Roi et des Chambres ;

2°. Provocation à la désobéissance aux lois.

C'est sur ces deux chefs que va se concentrer notre discussion. Nous les examinerons chacun séparément ; mais, pour plus de clarté, nous devons vous indiquer dès à présent la division que nous suivrons dans cet examen.

La publication faite par les écrits du 30 et du 31 mars, est susceptible d'être envisagée sous deux rapports : d'abord, *dans sa substance*, c'est-à-dire, dans la nature même et les effets de la souscription annoncée ; et en second lieu, *dans le détail accessoire des termes de chaque écrit*.

Il est constant au procès, il est reconnu par tous les prévenus, que la souscription annoncée par l'un et l'autre des deux écrits, est absolument la même dans ce qui constitue son essence.

Toutes les fois donc qu'il s'agira de déterminer les caractères constitutifs de la publication faite par les écrits des 30 et 31 mars, en envisageant cette publication dans sa substance, c'est-à-dire, dans la nature même et les effets de la souscription annoncée, nous confondrons dans nos raisonnemens l'un et l'autre de ces écrits, et nous les ferons marcher absolument sur la même ligne. Toutes les fois, au contraire, que laissant de côté la souscription en elle-même, nous nous occuperons du détail accessoire des termes, nous distinguerons soigneusement les deux écrits, et nous n'imputerons à chacun d'eux que la culpabilité qui peut lui être propre sous ce rapport.

Maintenant, Messieurs, passons à l'examen du premier chef, l'attaque contre l'autorité constitutionnelle du Roi et des Chambres, et considérons ce premier chef, d'abord, quant aux principes généraux qui s'y rattachent, et ensuite, par application, à chacun des écrits inculpés.

L'autorité constitutionnelle du Roi et des Chambres se compose de tous les droits qui appartiennent au Monarque et aux Chambres d'après la Charte.

Le premier de ces droits, sans doute, celui dont tous les autres sont la conséquence et la fin, est de créer les lois qui doivent régir le pays. Ce droit, par la nature même du gouvernement représentatif, est nécessairement illimité, et sans autres bornes que la volonté des trois



ment pour elles, mais encore pour leurs familles, des secours de toute nature dans cette souscription, dont l'organisation s'étend de Paris dans tous les départemens de la France ! Cette souscription est une sorte d'*assurance mutuelle* ( c'est l'expression littérale de l'un des deux écrits, et c'est le sens et le résultat de l'autre ). Tous les individus, quels qu'ils soient, envers lesquels la loi du 26 mars sera exécutée, sont à l'avance proclamés *des victimes de l'arbitraire, ou des infortunés* dignes du plus vif intérêt ( c'est encore l'expression ).

Nous vous le demandons, Messieurs : une semblable souscription, qu'on ouvre quatre jours après la promulgation de la loi, et que, par un nouvel abus d'un mot dont on a déjà tant de fois abusé, l'on décore, dans l'un des deux écrits, du titre de *nationale* ; cette souscription n'est-elle pas une véritable protestation contre la loi du 26 mars ? n'est-elle pas un véritable manifeste lancé contre l'œuvre qui sort des mains du législateur ? n'est-elle pas un appel interjeté, devant la multitude, contre la suprême décision que le législateur vient de rendre ?

Quel est le but et quels sont les effets nécessaires d'une semblable souscription ? De rendre odieuses les trois branches de la représentation nationale qui viennent de porter la loi, et de les dénoncer au peuple comme trahissant ses intérêts ; de soulever l'indignation publique contre le Roi et les deux Chambres ; de les offrir au courroux général comme coupables de félonie, et comme forgeant des chaînes, non contre les perturbateurs, mais contre la nation elle-même.

Nous vous le demandons, Messieurs, n'est-ce pas là

une attaque formelle, la plus forte, la plus insultante et la plus dangereuse peut-être de toutes, contre l'autorité constitutionnelle du Roi et des Chambres?

Que si l'on venait offrir, pour justification de cet appel au peuple l'opinion que l'on a de l'inopportunité de la loi, nous répondrions que remettre en question devant le peuple ce qui vient d'être décidé par les trois branches de la représentation nationale, c'est précisément méconnaître et attaquer leur suprême autorité; c'est attribuer au peuple un droit supérieur à celui des pouvoirs constitutionnels; c'est détruire toute la constitution : nous répondrions, qu'élever à côté de la puissance constitutionnelle, qui commande au nom de l'intérêt général, une autre puissance arbitraire et fantastique, qui combat dans l'intérêt de ses passions, c'est compromettre l'édifice politique tout entier; c'est exposer la tranquillité publique; c'est attaquer dans leurs bases les pouvoirs constitutionnels, c'est-à-dire l'ordre social lui-même.

Mais, comme il n'est guères de choses dans ce monde qu'on ne puisse colorer de quelque apparence à l'aide de laquelle on cherche à déguiser la vérité, on se réfugie dans un système de défense, qui n'est autre chose qu'un démenti formel donné à l'évidence et au cri même de la conscience.

Cette souscription, dit-on, n'est qu'une association de bienfaisance; elle n'a eu pour but que de distribuer, par un pur motif d'humanité, des secours aux personnes qui seront atteintes par la loi d'exception : elle doit être assimilée aux sociétés pour l'amélioration des prisons, ou pour le soulagement des condamnés.

Eh bien ! Messieurs, nous vous le déclarons avec franchise, s'il en est un seul d'entre vous qui, sur la lecture

des écrits qui vous sont dénoncés, se soit formé cette idée de l'association qu'ils annoncent, nous abandonnons dès ce moment nos poursuites, et sur-le-champ nous prenons nous-mêmes la défense des prévenus. Mais, comme il s'agit ici d'une cause de conscience, et que la voix de la conscience est la même chez tous les hommes que l'intérêt ou les passions n'aveuglent pas, nous croyons ne pas nous tromper en jugeant de vos impressions par les nôtres.

Sans doute, rien n'est plus légitime et à la fois plus digne d'intérêt que les associations de bienfaisance, lors même qu'elles ont pour objet des hommes qui ont mérité les rigueurs de la loi. Ce ne serait pas surtout le ministère public qu'on verrait attaquer de si honorables institutions, lorsqu'il se fait un devoir si doux de les encourager par son exemple et de les soutenir par sa protection. Et qui ne se souvient encore avec attendrissement de ces traits admirables de bienfaisance qui dans tous les temps ont honoré, dans la magistrature, des noms devenus à jamais célèbres par leurs vertus autant que par leurs talens ? Mais ne nous payons pas par des mots ; ne mentons pas à notre conscience : appelons humanité ce qui est humanité, et esprit de parti ce qui est esprit de parti ; honorons et encourageons l'un, démasquons et réprimons l'autre.

Les sociétés pour le soulagement des condamnés sont établies en faveur des hommes condamnés en vertu de toutes les lois, sans distinction entre telle ou telle loi.

Elles n'ont pas été formées tout exprès, et comme *ab irato*, quatre jours après la loi qui punit tel délit, et avant même qu'il existât des condamnations pour ce délit.

Aucun des membres de ces sociétés n'avait d'avance

signalé son opposition à telle loi pénale, et n'a ensuite fondé et publié tout-à-coup une société exclusivement relative au genre de délit prévu par cette loi.

Ces sociétés ne sont pas des *contrats d'assurance mutuelle*, dans lesquels puissent intervenir d'avance les hommes qui recevront ensuite les secours : on n'a pas vu ces sociétés ouvrir des souscriptions, par lesquelles l'homme qui méditerait un crime pourrait venir d'avance acheter, moyennant une somme, la protection de la société pour le temps où il sera condamné.

Aucun prospectus de ces sociétés n'a signalé les condamnés comme des victimes, les jugemens comme des injustices, et les lois pénales comme des violations des droits naturels.

Que l'on cesse donc de placer sur la même ligne ce que le besoin de la défense peut seul vouloir assimiler.

Faudrait-il citer des exemples pour achever de détruire ces équivoques ? Ils ne manqueraient pas. Contentons-nous de celui-ci.

Un projet de loi paraît ; il porte prohibition des marchandises anglaises. Des négocians, qui spéculent sur ce genre de marchandises, présentent une pétition aux Chambres contre ce projet de loi ; ils réclament la liberté du commerce, et prétendent que le système prohibitif est préjudiciable à la France. Le projet de loi leur paraît injuste : leur pétition seule est raisonnable à leurs yeux. La loi passe cependant : elle porte des peines sévères contre quiconque introduira des marchandises anglaises. Quatre jours après, les mêmes négocians, réunis à quelques autres, ouvrent, publient et signent une souscription. Ils déclarent la loi injuste et contraire aux droits

naturels de l'homme, comme à l'intérêt véritable du pays ; ils invitent tous les Français à souscrire, et promettent à toute personne qui sera atteinte par la loi nouvelle, et condamnée pour faits de contrebande, les secours de toute nature que sa situation exigera, et même des secours pour sa famille. — Quel est le but de cette souscription ? est-ce la bienfaisance ? qui oserait le soutenir ? N'est-il pas évident qu'une semblable souscription n'aurait d'autre but que de paralyser la loi prohibitive des marchandises anglaises ? N'est-il pas évident qu'elle formerait une attaque contre l'autorité législative qui viendrait de porter cette loi ?

La vérité ainsi rétablie, Messieurs, nous concluons comme nous le faisons tout-à-l'heure, que la souscription qui vous est déferée est une véritable protestation contre l'œuvre sortant des mains du législateur ; un procès fait à la loi, par appel devant le peuple, et qu'une semblable souscription constitue, par cela même, une des plus graves attaques possibles contre l'autorité constitutionnelle du Roi et des Chambres.

Elle constitue encore, sous un autre rapport, une attaque contre l'autorité constitutionnelle du Roi, mais du Roi seul ; elle paralyse, en effet, l'exécution de la loi. Mais, dira-t-on, la souscription n'empêchera pas de mettre en prison les personnes auxquelles on voudra appliquer la loi ; elle suppose même l'exécution de la loi puisqu'elle suppose des *victimes*.

Autre équivoque ; autre subtilité.

Sans doute, la possibilité physique d'appliquer la loi subsistera ; mais la possibilité morale subsistera-t-elle ? subsistera-t-elle au moins dans son entier ? Non certes,

car la souscription qui aura dénoncé la loi à la France , comme odieuse et tyrannique ; la souscription qui aura appelé tous les Français à une assurance mutuelle de leurs personnes ; la souscription qui aura institué à côté du pouvoir public ordinaire, signalé comme oppresseur, un autre pouvoir annoncé comme protecteur, se composant d'un conseil général d'administration à Paris, et d'un conseil particulier dans chaque département ; une semblable souscription aura semé partout, contre l'autorité, mille terreurs exagérées, et aura fait tomber des mains du pouvoir exécutif l'arme que, dans sa suprême puissance, le législateur avait cru nécessaire de lui confier pour le salut du pays.

Sans doute encore, les moyens préventifs établis par la loi subsisteront matériellement, et les portes des prisons pourront encore s'ouvrir et se fermer ; mais quelle sera l'influence morale, l'utilité politique d'un emprisonnement qu'on aura su transformer en persécution, et par conséquent en triomphe ; d'un emprisonnement par le moyen duquel chacun, indistinctement, sera sûr d'acquérir de puissans protecteurs et des secours de toute nature pour soi, et même pour sa famille ?

Soyons sincères, et reconnaissons qu'une souscription semblable paralyse absolument la loi, qu'elle l'annule, et (si nous pouvons nous servir de cette expression) qu'elle la tue.

Reconnaissons enfin que ces résultats, qui seraient encore évidens, lors même qu'il s'agirait de lois ordinaires, le sont bien plus encore lorsqu'il s'agit d'une loi qui tient aux matières politiques, et qu'environnent dès-lors toutes les passions ; mais surtout, peut-être, lors-

qu'il s'agit d'une loi exceptionnelle, qui, par sa nature, est toujours si peu favorable, et contre l'exécution de laquelle, par cela même, il est bien plus facile de soulever l'opinion publique.

Vous ne doutez pas plus que nous, Messieurs, que tel a été effectivement le but de la souscription publiée. On avait combattu la loi proposée soit dans des articles quotidiens, soit autrement : on a voulu gagner devant le peuple le procès qu'on avait perdu devant les trois branches de la représentation nationale. On a voulu désarmer le Gouvernement d'un pouvoir que le Gouvernement avait obtenu, malgré l'opposition qu'on avait manifestée. On n'avait pas pu faire rejeter la loi ; on a voulu du moins la rendre impuissante.

Mais, en agissant ainsi, on a agi inconstitutionnellement. La loi, une fois portée, devient la règle de tous : dès ce moment elle appartient à l'État, et elle doit être respectée, dans son principe comme dans son exécution, par ceux-là même qui ne l'ont pas approuvée, ou qui l'ont combattue, lorsqu'elle était en délibération.

Sans doute, la loi, lors même qu'elle est portée, peut être encore l'objet des critiques, et l'on peut légitimement en demander l'amélioration, ou même l'abrogation ; mais il n'est pour cela que trois moyens constitutionnels : la voie de la *presse*, ou de *pétition* aux Chambres, si l'on est simple citoyen ; et la voie de *proposition* ; suivant les formes établies par la Charte, si l'on est pair de France ou député. Hors de ces moyens, tout est illégal et inconstitutionnel. Organiser la destruction de la loi, quand la loi est admise et promulguée, c'est organiser l'anarchie. Paralyser une loi, parce qu'elle contrarie la ligne politi-

que qu'on s'est tracé, c'est donner à ceux qui suivent une ligne politique opposée, le droit d'ancêtre à leur tour l'exécution d'une loi qui contrarierait aussi leurs principes. Et au milieu de cette lutte scandaleuse, que deviendront les lois? Dépouillées de la force qui doit les environner pour qu'elles subsistent, elles mourront toutes en naissant... Avec les lois s'écroulera l'édifice de la constitution elle-même; car si le respect pour les lois est nécessaire sous tous les gouvernemens, ne peut-on pas dire qu'il est l'âme du régime constitutionnel?

Jusqu'ici, Messieurs, nous n'avons envisagé les écrits inculpés que dans la substance même de la publication par eux faite, c'est-à-dire, dans le but et les effets de la souscription, considérée, non comme association d'individus, mais comme *publication et annonce par la voie de la presse*.

Vous n'avez pas oublié que nos réflexions, sous ce rapport, s'appliquent également à l'écrit du 30 mars et à celui du 31 mars, et vous venez de voir que, sous le même rapport, la publication dont il s'agit constitue essentiellement l'attaque formelle contre l'autorité constitutionnelle du Roi et des Chambres.

Maintenant, Messieurs, notre examen va se diviser; car nous passons à l'appréciation des écrits qui vous sont déferés, suivant les détails accessoires des termes dans lesquels ils sont conçus.

Vous voudrez bien ne pas perdre de vue que, sous ce rapport, chaque écrit s'isole des autres, et que, comme nous avons eu l'honneur de vous le dire précédemment, les observations relatives à l'un et à l'autre doivent demeurer étrangères et séparées.



L'écrit du 30 mars porte pour titre : « *Souscription nationale en faveur des citoyens qui seront victimes de la mesure d'exception sur la liberté individuelle.* »

On lit ensuite ces phrases : « *L'arbitraire revêtu des formes de la loi ne prescrit point contre les lois éternelles que Dieu a gravées dans tous les cœurs.* Les droits les plus légitimes, les plus sacrés, les plus inhérens à la nature, les droits qui ont précédé toutes les sociétés, qui président à leur existence, et qui ne peuvent jamais être ni abolis, ni suspendus, sont ceux de la justice et de l'humanité.

« *L'humanité et la justice sont évidemment méconnues, dans les dispositions d'une mesure qui livre la liberté, la fortune, l'honneur, la réputation, la raison et même la vie des citoyens, à la merci de la politique, de la haine, de la vengeance, de la corruption, de la bassesse, de l'intérêt, de la peur, de tous les caprices, de toutes les passions de quelques individus principaux, et d'une foule d'agens et de fauteurs de l'arbitraire.* »

Nous vous le demandons, Messieurs; est-il possible d'attaquer plus ouvertement l'autorité constitutionnelle du Roi et des Chambres, que de dire que *tout individu* envers lequel sera exécutée la loi que le Roi et les Chambres ont rendue quatre jours auparavant, sera nécessairement et sans distinction une *victime* ? Est-ce reconnaître l'autorité constitutionnelle du Roi et des Chambres, que de dire que la loi que le Roi et les Chambres viennent de rendre, n'en est pas une ? qu'elle n'est autre chose que *l'arbitraire revêtu des formes de la loi* ? qu'elle ne prescrit pas contre les lois éternelles que Dieu a gravées dans tous les cœurs, ( c'est-à-dire qu'elle n'est

pas obligatoire) ? que l'humanité et la justice sont évidemment méconnues dans ses dispositions, (c'est-à-dire qu'elle est un monument de la trahison du législateur contre le peuple) ? Est-ce reconnaître l'autorité constitutionnelle des Chambres, que de refuser à la loi du 26 mars le titre même de *loi*, et d'affecter dans tout le cours de l'écrit de ne pas lui donner une seule fois ce nom, et de ne l'appeler qu'une *mesure* ?

Ce n'est pas tout : à la suite des phrases incendiaires que nous avons citées, vient l'énumération, faite avec complaisance et perfidie, de tous les amendemens proposés à la Chambre des députés, et rejetés par elle comme étant incompatibles avec le principe même de la loi, et en détruisant absolument les effets et l'utilité. Cette énumération, faite en termes exagérés, et destinée à faire tomber sur le législateur l'accusation de la plus horrible cruauté, est suivie de cette phrase :

« Lorsque le pouvoir institué pour protéger abjure  
» malheureusement cette noble fonction, l'humanité or-  
» donne à tous les membres d'un État libre, de se réunir pour porter appui et consolation à l'opprimé. »

N'est-ce pas encore attaquer l'autorité constitutionnelle du Roi et des Chambres, que de dire, quatre jours après la promulgation d'une loi, qu'en portant cette loi, le pouvoir législatif a adjuré son devoir et cessé de protéger (c'est-à-dire, qu'il a opprimé et trahi) ?

Si nous passons à l'écrit du 31 mars, nous y trouvons effectivement une rédaction moins violente et beaucoup plus adroite. Vous savez dans quelles circonstances et dans quel but cette pièce a été publiée. On venait d'être averti

par des journaux, des justes reproches dont l'écrit du 30 mars pouvait être l'objet; et cependant, chose étrange! on publie un nouvel écrit dans lequel on reproduit absolument le fond des choses qui résulte du premier écrit! On veut toutefois adoucir les couleurs de ce premier écrit, et couvrir l'illégalité de la publication qu'il présente.

Mais, quel que soit le soin avec lequel ce second écrit paraît avoir été rédigé, quels que soient les efforts qu'on ait faits pour éviter, dans les termes du moins, l'application de la loi, on y retrouve cependant toute la substance du premier. Ainsi, de même que l'écrit du 30 mars qualifiait de *victimes* tous les individus sans exception auxquels la loi du 26 mars pourrait être appliquée, de même l'écrit du 31 mars, parlant de ces individus également sans aucune distinction, dit que la loi du 26 mars *a créé une nouvelle classe d'infortunés*; plus loin, *une classe nouvelle de malheureux*, toujours sans aucune espèce de distinction. De même que l'écrit du 30 mars, envenimant avec perfidie le rejet des amendemens par la Chambre des députés, déverse sur le législateur tout le blâme et tout l'odieux qui se rattache à la cruauté; de même l'écrit du 31 mars, suivant la même tactique, dirige à ce sujet les mêmes accusations contre les trois branches de la représentation nationale, en disant que la loi du 26 mars *a établi des rigueurs inconnues dans notre droit public*. ( On avait oublié sans doute, en écrivant ces mots, ce qui quelques jours auparavant avait été rappelé à la Chambre des députés, que la loi de 1817 sur la liberté individuelle, ne portait, pas plus que celle de

1820, les dispositions proposées dans ces amendemens. )  
C'est enfin au même reproche qu'on revient, avec aussi peu de bonne foi, dans cette phrase :

« La discussion de la Chambre des députés a constaté  
» que le système des emprisonnemens qu'on veut intro-  
» duire, *soumet de simples suspects à des privations que*  
» *nos lois épargnent aux individus accusés régulièrement*  
» *de crimes capitaux, et même à ceux que la justice a*  
» *frappés des condamnations les plus graves.* »

A ces expressions se rattachent, vous le sentez, Messieurs, les observations que nous venons de vous faire sur les termes du premier écrit (celui du 30 mars). Elles sont encore assez présentes à vos esprits pour qu'il nous suffise d'en appeler, à cet égard, à vos souvenirs.

Quoi qu'il en soit, nous devons à l'impartialité de notre ministère et à notre amour pour la vérité, de déclarer que si les délits que nous vous avons signalés ne résultaient des deux écrits des 30 et 31 mars, que, *sous le rapport des termes*, l'écrit du 31 mars (quoique punissable encore sous cet aspect) n'aurait pas atteint l'immense et évidente culpabilité que présente, sous le même rapport, l'écrit du 30 mars.

Maïs vous savez, Messieurs, et la première partie de cette discussion l'a démontré, que ce n'est pas seulement *dans les termes* que réside ici le délit, mais dans la substance même de la publication, telle qu'elle est faite, avec les circonstances, le motif, le but et les résultats qui s'y rattachent. Peu importe donc que la culpabilité, *par les termes accessoires*, soit plus ou moins frappante dans l'un ou l'autre des deux écrits : la culpabilité *par le fond* est absolument la même, puisque c'est toujours la même

souscription , les mêmes circonstances , le même motif , le même but et les mêmes résultats.

C'est pour n'avoir pas saisi cette idée juste , que la chambre du conseil de première instance était tombée dans l'erreur , rectifiée depuis par les deux chambres de la Cour , et avait séparé deux causes , qui offrant , il est vrai , des nuances quant aux mots , se trouvent néanmoins identiques quant aux choses.

Il reste donc bien démontré , qu'à ne considérer qu'en elle-même et dans sa substance , la publication faite par les écrits des 30 et 31 mars , ces écrits présentent une attaque formelle contre l'autorité constitutionnelle du Roi et des Chambres ; secondement , que ces écrits ( et surtout le premier ) , envisagés dans les expressions accessoires qu'ils portent , offrent encore tous les caractères du même délit.

Pour terminer l'examen du premier chef de prévention , à l'égard de tous les prévenus , nous devons vous entretenir sur-le-champ de l'article de la *Bibliothèque historique* , intitulé : *Despotisme ministériel*.

Cet article , publié dans la même livraison de ce recueil , dans laquelle est aussi publiée la souscription dite *nationale* , commence ainsi :

« *Le Gouvernement a demandé l'arbitraire, etc.* »

( M. l'avocat-général lit le passage que nous avons transcrit plus haut. )

Cette première page est celle que l'arrêt de renvoi signale plus particulièrement. Nous nous abstenons de vous lire le reste. Peut-être croirez-vous cependant , pour vous faire une idée plus juste de cet article dans toutes ses parties , devoir en prendre connaissance dans la

chambre de vos délibérations ; nous vous y engageons , Messieurs : si dans la page dont nous nous occupons , on trouve proclamée si ouvertement la révolte contre le législateur et contre la loi promulguée , vous verrez quelle impression le reste produira sur vous. Nous ne vous en dirons pas davantage ; mais veuillez lire , comme quelque chose de curieux.

Revenant à cette page dont nous vous avons donné lecture , vous avez remarqué avec quelle inconcevable et scandaleuse audace on commence par proclamer *le Gouvernement dissous*. Vous avez entendu aussi de quelle série d'injures est accompagnée cette étrange allégation ; certes , vous aurez pensé , Messieurs , que jamais peut-être la perversité , la haine et la déloyauté ne se laissèrent entraîner à un pareil oubli de toutes les convenances et de tous les devoirs. Toutefois , Messieurs , n'ayant à nous occuper ici que de ce qui constitue le premier genre de délit spécifié par l'arrêt de renvoi , nous nous arrêterons , quant à présent , à cette phrase : « *L'arbitraire , même* » *législativement proclamé , ne saurait être une loi ; ja-* » *mais corps délibérant ou autre , n'ayant le pouvoir de* » *concilier ce qui est contradictoire , de rendre identiques* » *deux choses qui s'excluent , aucune décision humaine* » *ne pouvant abroger l'éternelle raison.* »

Qu'en pensez-vous , Messieurs ? faut-il que nous cherchions à démontrer que c'est attaquer l'autorité constitutionnelle du Roi et des Chambres , que de dire *que ce qui est législativement proclamé n'est pas une loi ; qu'aucun corps délibérant n'a eu le pouvoir de porter la loi que*

*cependant nos deux assemblées délibérantes venaient de porter quelques jours auparavant ?* Vraiment, Messieurs, si nous joignons la moindre réflexion à la lecture de pareilles phrases, vous auriez le droit de nous reprocher de faire injure à vos lumières.

Oui, nous le dirons avec tous les prévenus, aussi haut qu'eux-mêmes, et sans doute avec autant de sincérité, le principe de la liberté individuelle forme l'une des bases essentielles, la première même de toute constitution d'un peuple libre. Mais existe-t-il un principe social qui doive et qui puisse subsister indéfiniment au détriment de la société même ? Serait-ce une société organisée, que celle qui porterait en soi le principe de sa destruction, et qui, voyant le mal, n'aurait pas le droit d'y apporter le remède ? Loin de nous sans doute l'idée de préconiser en thèse générale les lois d'exception ; tels ne sont pas, il s'en faut bien, nos sentimens. Gardiens de la loi, nous aimons avant tout le régime naturel des lois : tout ce qui est hors des règles communes nous paraît toujours fâcheux ; peut-être même dirions-nous qu'il est des circonstances et des temps où il est plus regrettable qu'on soit forcé de recourir à des moyens exceptionnels. Mais de quel droit, nous insurgeant contre la suprême décision du législateur, viendrions-nous méconnaître l'autorité de la loi ? On en appelle à l'éternelle raison, où (dans l'écrit du 30 mars) aux *droits qui ont précédé les sociétés !* Mais où en sommes-nous donc ? ne vivons-nous pas en état de société ? et qui fixera les règles de cette *éternelle raison* dont on parle ? Qui me forcera, moi, de reconnaître, comme principe d'*éternelle raison*, ce que mon

voisin voudra nommer ainsi ? Il possède un vaste champ ; et moi , je prétends que *l'éternelle raison* a laissé la terre à la disposition de tous les hommes : je prends la moitié de son champ. Il devient vieux et infirme ; et moi , je prétends que , suivant *l'éternelle raison* , un homme ne doit conserver son champ qu'autant qu'il peut le labourer ; je m'empare de l'autre moitié....

Ah ! Messieurs , déplorons cette inconcevable manie de raisonner sans cesse , sous la civilisation , comme s'il n'y avait pas de civilisation ; de confondre à dessein les ordres de choses les plus différens , de combattre par des principes indéfinis un pouvoir légal et défini , de remettre sans cesse tout en question , la nature et la société ; de tout brouiller , en un mot , afin de tout abattre , Hélas ! ne les avons-nous pas déjà goûtés , les fruits amers de ces absurdes et criminelles doctrines ? Dans d'autres temps aussi , on en appelait à *l'éternelle raison et aux droits qui ont précédé toutes les sociétés*. Qu'est-il arrivé ? La société s'est écroulée , et sur les ruines de l'État sont tombées les têtes qui invoquaient *l'éternelle raison*....

Après avoir ainsi parcouru le premier chef de prévention sous le double rapport des principes du droit et des termes mêmes des écrits inculpés , devons-nous , Messieurs , prévoir un argument qui vous sera proposé peut-être , puisqu'un journal a déjà pris le soin d'en entretenir le public ? Nous serions bien portés à ne pas nous en occuper , et à laisser aux lumières supérieures dont vous avez fait preuve depuis le commencement de cette session , le soin de repousser cette argumentation , à laquelle , au surplus , nous ne pensons pas que les défenseurs éclairés que vous allez entendre attachent plus d'im-



portance qu'elle n'en mérite ; nous ne vous en dirons qu'un mot, voulant écarter de vos esprits jusqu'au moindre nuage.

Vous avez appris sans doute, Messieurs, que les publications faites dans différentes villes de France, pour annoncer la souscription dont nous nous occupons, ont été l'objet de poursuites dont les résultats ont été divers. A Grenoble, à Strasbourg et à Bordeaux, comme à Paris, les Chambres de mise en accusation des Cours royales ont renvoyé devant le jury.

Il en fut autrement à Lyon, où la Chambre des mises en accusation ne pensa pas qu'il y eût lieu à suivre. L'arrêt de cette Cour fut sur-le-champ dénoncé à la Cour de cassation. Cette Cour, sur le motif qu'il ne lui appartenait pas de s'immiscer elle-même dans l'appréciation des écrits, mais que cette appréciation appartenait toute entière à la Chambre des mises en accusation, rejeta le pourvoi formé contre l'arrêt de Lyon. Nous sommes loin de contester, Messieurs, le principe consacré par la Cour de cassation ; car, nous-mêmes, nous aurions jugé comme elle. Mais vous voyez que de cet arrêt ne résulte aucun préjugé, ni pour ni contre les principes que nous venons d'établir, puisque la Cour de cassation a déclaré seulement ne pouvoir pas, suivant les règles de son institution, juger le fond, ni par suite rectifier l'erreur de la Cour de Lyon, si cette Cour s'est trompée lorsqu'elle a jugé le fond, comme elle en avait seule le droit. Il est si vrai que l'arrêt de rejet de la Cour de cassation laisse la question entière, que, par l'effet du principe juste posé par cette Cour, elle rejettera nécessairement de même, et dans le sens absolument inverse, le pourvoi formé par les publi-

cateurs de Grenoble contre l'arrêt qui les renvoie devant le jury, et cela par le même principe qu'il appartient aux Cours royales d'apprécier les écrits dans le fond, et suivant la culpabilité qui leur est imputée, sans que la Cour de cassation puisse elle-même s'immiscer dans cette appréciation, et par suite rectifier les erreurs qui pourraient avoir été commises, dans cette appréciation, par les Cours royales.

Pour terminer sur l'arrêt de Lyon, nous vous dirons que la publication dont il s'agissait, faite après celle de Paris, et lorsque le délit avait, dans la réalité, pris son origine à Paris, ne ressemblait en rien à celle dont nous nous occupons ici, et que le prospectus publié à Lyon, bien différent de ceux publiés ici, est bien loin d'offrir les mêmes signes de culpabilité.

Vous parlera-t-on, Messieurs, de la décision rendue par le jury de Strasbourg, qui a renvoyé le prévenu qui était traduit devant lui? Nous répondrions que cette décision (que nous devons respecter puisqu'elle a été rendue, mais que nous pouvons critiquer toutefois, en ne lui contestant pas ses effets légaux); nous répondrions que cette décision est à nos yeux le résultat d'une erreur véritable; nous répondrions qu'elle paraît s'expliquer par l'idée que les jurés de Strasbourg ont pris en considération que la publication qu'ils jugeaient n'était que l'écho des journaux de Paris. Nous ferions encore d'autres réponses; mais pénétrés de respect pour toute décision judiciaire qui a été rendue, nous ne voulons pas, lorsqu'il nous suffit d'en écarter l'autorité, entrer plus avant dans une critique dont la nécessité ne serait justifiée que par

une insistance qui ne nous sera probablement pas opposée sur ce point.

Mais, Messieurs, une pensée qui domine toutes les argumentations qui seraient puisées dans telles ou telles décisions précédentes, est celle-ci : S'il est vrai, en principe de jurisprudence, que les décisions intervenues ne sont bonnes que pour ceux qui les ont obtenues ; cela est vrai surtout en matière criminelle, où les nuances de position des prévenus sont variées à l'infini ; cela est vrai surtout devant un tribunal de jurés, qui, par la nature même de sa noble institution, ne peut jamais être lié par aucuns antécédens favorables ou contraires.

Après cette courte digression, revenons, Messieurs, à notre discussion.

Nous avons parcouru le premier chef de prévention dans ses rapports avec chacun des trois écrits qui vous sont déferés ; il ne nous reste plus qu'à nous livrer à un examen semblable relativement au second chef.

Il consiste dans la provocation à la désobéissance aux lois.

Si, comme nous l'avons fait tout-à-l'heure à l'égard du premier chef, nous considérons d'abord en elle-même et dans sa substance la publication faite par les écrits du 30 et du 31 mars, il nous sera bien facile de reconnaître qu'elle constitue une véritable provocation à la désobéissance aux lois.

Quel était en effet le but du législateur en portant la loi du 26 mars ? Descendons dans le fond de la question.

Les lois ordinaires ne punissent le crime, que lorsqu'il est consommé, ou lorsqu'il a reçu un commencement

d'exécution équivalent à l'exécution même. Sur ce commencement d'exécution mille difficultés s'élèvent tous les jours dans les tribunaux. La nature des choses et le texte de la loi exigent que le commencement d'exécution, pour être punissable, n'ait été interrompu que par des circonstances fortuites et indépendantes de la volonté de celui qui agissait.

A l'égard des conspirations ou complots, les lois ordinaires n'exigent pas, il est vrai, pour qu'ils soient punissables, qu'ils aient été suivis d'un commencement d'exécution dans l'attentat qu'ils avaient pour but; mais elles veulent, du moins, qu'ils aient été portés jusqu'à la résolution concertée, ou à la proposition formelle d'agir. Sur ce point encore se sont élevées, dans la pratique, les plus graves difficultés, et l'on s'est souvent trouvé fort embarrassé pour préciser justement le point fixe où devait commencer, à cet égard, la culpabilité légale.

Mais, si pour le cas où il y a résolution concertée entre deux ou plusieurs conspirateurs, les lois ordinaires n'exigent pas qu'on attende l'exécution ou le commencement d'exécution de l'attentat, pour avoir le droit de saisir et de livrer aux tribunaux les conspirateurs, il n'en est pas ainsi pour le cas où le dessein criminel ne doit être exécuté que par un seul individu. Il n'y a pas alors de complot; on retombe dans la règle du commencement d'exécution : en sorte que pour pouvoir arrêter et livrer aux tribunaux l'homme qui méditerait le plus grand forfait, il faut attendre ou qu'il ait exécuté son crime, ou qu'il en ait commencé l'exécution; et il faut même que ce commencement d'exécution ait été porté à un point tel que l'exécution eût été complète, si des circonstances

fortuites et indépendantes de la volonté de celui qui agissait, ne fussent venues l'arrêter tout-à-coup.

Rien n'est plus juste en soi, vous le sentez, Messieurs, que ces dispositions générales. On ne peut, en effet, punir le crime, que lorsque le crime existe. L'intention, à elle seule, n'est pas un délit ; le repentir peut la changer et la détruire à tout moment, et elle ne devient punissable, selon les lois humaines, que lorsqu'elle s'est manifestée par des actes qui excluent toute idée de repentir, et font partie de l'exécution même.

Toutefois, Messieurs, vous concevez que, si cet état de choses peut être suffisant pour la tranquillité publique, dans des temps ordinaires où les passions ne sont pas exaltées, et où les crimes politiques ne sont excités par aucun mobile ; ce même état de choses peut aussi paraître peu propre à rassurer, pour des temps où la fermentation de l'esprit de parti peut engendrer à chaque pas des fanatiques.

En présence de l'exécrable attentat de Louvel, le législateur a frémi à l'idée que, pour arrêter l'homme qui méditerait un semblable crime, il faudrait attendre ou qu'il l'eût exécuté, ou qu'il en eût commencé l'exécution. Il a donc cru devoir confier au Gouvernement une arme extraordinaire pour prévenir et arrêter, dès leur naissance, tout complot, toutes entreprises contre la sûreté de l'État, du Roi, et des membres de la famille royale.

Le législateur a pensé aussi que, dans l'intérêt de l'État, comme dans celui même de ses ennemis, il était utile de frapper, par une mesure éclatante, l'esprit des hommes qui seraient assez insensés ou assez coupables pour méditer encore des crimes contre leurs princes et leur patrie. Il

a cru que déconcerter à l'avance leurs funestes projets , en leur inspirant une terreur salutaire , c'était leur éviter à eux-mêmes les peines et la honte du crime.

Qu'a fait, au contraire, la souscription ? Elle a dit à ces hommes : « Ne craignez rien, nous vous protégerons, » nous vous donnerons des secours de toute nature ; » nous en donnerons même à vos familles. Rassurez-vous ; » nous vous offrons d'avance, à la face de toute la France, » la couronne du martyr; nous proclamons *tyrans* ceux » qui vous détiendront ; et vous , vous tous sans excep- » tion, nous vous proclamons *victimes*. Ne craignez pas » qu'un seul de vous échappe à notre tendre intérêt ; dans » quelque prison de France qu'on vous détienne, nous » saurons vous y trouver ; nous établissons à Paris un » conseil-général d'administration qui entretiendra dans » toute la France une correspondance active ; nous éta- » blissons, en outre, un conseil particulier dans chaque » département. »

Nous vous le demandons, Messieurs, le traître, le conspirateur, qui le 26 mars avait frémi de crainte en lisant la loi portée contre lui , qu'a-t-il dû penser quand il a lu , quatre jours après, dans six journaux , dans deux écrits périodiques, et bientôt après dans un autre écrit , l'annonce publique de la souscription dite *nationale* ? N'a-t-il pas repris à l'instant son funeste courage ? ne s'est-il pas dit :

« Poursuivons l'exécution de mes projets ; toutes les » chances sont en ma faveur : si je réussis, tous mes vœux » seront comblés ; si mon bras est arrêté avant qu'il ait » donné à mon nom la célébrité du crime, j'acquerrai

» du moins la gloire d'une apparente persécution ; j'aurai  
 » de puissans protecteurs ; rien ne me manquera ; ma  
 » famille elle-même sera secourue : ne craignons rien. »

Ce n'est pas tout. S'il avait existé un citoyen pauvre et encore craintif, qui eût concentré pendant long-temps sa haine contre le Gouvernement, quelles funestes inspirations n'a pas pu lui donner la souscription du 30 et du 31 mars, quand il a comparé sa misère avec le brillant appui qui lui était promis ? On nourrira ses enfans !... mais il va conspirer, pour leur donner du pain.

Loin de nous, sans doute, Messieurs, l'idée que les publicateurs et signataires de la souscription dont nous nous occupons aient eu directement pour but d'exciter et d'encourager les complots et les conspirations. Nous aimons à ne pas leur faire cette injure ; mais il n'en faut pas moins reconnaître que ce qu'ils ont fait conduit nécessairement à ce résultat, et c'est de ce résultat qu'ils sont comptables envers la société.

Ce qu'ils se sont proposé plus particulièrement, c'est de paralyser la loi du 26 mars, et de rendre son exécution impossible ou illusoire. Mais en agissant ainsi, à quelles funestes conséquences ne se sont-ils pas exposés ? Déjà nous venons d'en apercevoir quelques-unes ; et sans doute elles sont de nature à faire frémir tout ami du bon ordre. Mais il en est d'autres non moins hideuses, devant lesquelles on ne peut que reculer quand on les envisage de sang-froid.

On s'engage à protéger et à soutenir la personne et la famille de tous les individus (sans en excepter un seul) auxquels la loi du 26 mars sera appliquée. On offre même

à chacun de venir acquérir d'avance, par une souscription personnelle, des droits certains à cette nouvelle assurance mutuelle. Quels engagements, grand Dieu !

Ainsi, un homme qui médite un complot, un crime, peut venir, d'avance, acheter sa part dans une protection qu'on lui promet aussi d'avance, et sans savoir si bientôt on ne devra pas rougir d'être forcé de maintenir ce scandaleux contrat !

On va plus loin, on s'engage à protéger même ceux qui ne souscriront pas. La loi du 26 mars est appliquée à un individu : cela suffit, il a droit à la protection du comité ! Mais, qu'arrivera-t-il, si la cause de la détention de cet homme est que, le lendemain même d'un meurtre affreux, traçant lui-même en caractères de sang l'horrible expression de sa rage, il a déclaré porter envie à la gloire du meurtrier, et n'ambitionner que l'honneur de l'imiter ? Ce sera donc là aussi une *victime* ! Ceux qui le détiendront seront des *tyrans* ! On l'environnera donc aussi de cette protection empressée ? Les secours de toute nature abonderont autour de lui ! On en donnera même à sa famille !

Un homme à sinistres projets se glisse furtivement près d'un de nos princes ; il est arrêté porteur d'un poignard. La loi ordinaire ne peut l'atteindre, car il n'y a pas eu de commencement d'exécution. Tout prouve cependant que le temps seul lui a manqué. Le gouvernement croit devoir s'assurer de la personne de ce fanatique. Il est détenu en vertu de la loi du 26 mars ; le voilà donc aussi devenu tout-à-coup une *victime* ! On le protégera, les secours de toute nature lui seront prodigués ! On se chargera même de sa famille !



Les voilà pourtant les résultats inévitables de cette souscription qu'on n'a pas craint de nommer *nationale* ! Les hommes qui méditeront des complots contre l'État, ou des attentats contre le monarque et les princes, y trouveront une prime d'encouragement, un prix perpétuel d'émulation ! La pauvreté même y rencontrera l'appât d'une sorte de spéculation ! Les insensés et trop nombreux amis d'une fausse gloire, les partisans fanatiques des révolutions, y puiseront une nouvelle et redoutable ardeur, en voyant briller à leurs yeux la palme d'un martyr nouveau, dont ils obtendront les honneurs et même le profit, en conspirant contre l'État et contre l'auguste maison qui nous gouverne !

Ah ! répétons-le, Messieurs, on n'a pas pensé, n'en doutons pas, à ces horribles résultats. Eh ! qui pourrait néanmoins essayer de les contester de bonne foi ? Ils sont aussi évidens que la lumière du jour, et le sens le plus grossier en est frappé.

Nous avons cité, il y a quelques instans, l'exemple d'une souscription ouverte immédiatement après une loi prohibitive des marchandises anglaises, en faveur des contrebandiers qui seraient condamnés en vertu de cette loi. Eh bien ! qu'on ose dire que cette souscription n'encouragera pas à faire la contrebande ! Qu'on ose dire qu'elle ne provoquera pas à désobéir à la loi, lorsqu'elle récompensera ce que la loi punit.

Concluons donc que la souscription dont nous nous occupons forme la plus manifeste comme la plus dangereuse provocation à la désobéissance aux diverses lois établies pour réprimer les complots, les machinations contre l'État, et les attentats contre le monarque et les

princes de sa famille , et notamment à la loi du 26 mars.

Le même résultat est encore évident sous un autre rapport.

Publier, en effet, quatre jours après la promulgation d'une loi, une invitation à tous les Français de se réunir et de souscrire au profit des personnes envers lesquelles la loi sera exécutée, n'est-ce pas accueillir la loi par un défi ? n'est-ce pas lui répondre par un acte d'insurrection ? n'est-ce pas proclamer contre elle un manifeste de guerre ?

Soyons de bonne foi, Messieurs ; il n'y a plus de loi, il n'y a plus de gouvernement, si l'on admet qu'à chaque loi nouvelle qui paraîtra et qui ordonnera telle ou telle mesure, il pourra s'élever, à côté de cette loi et en même temps qu'elle, un acte public, par lequel chaque citoyen sera appelé à apporter, en quelque sorte, son *veto* contre la loi. Autoriser ce scandale, c'est autoriser la rebellion ; c'est admettre qu'il peut exister, dans un même pays, deux peuples : l'un, qui reconnaît la puissance de la loi et se soumet à son exécution, l'autre, qui proteste contre la loi et annonce le dessein formel d'en paralyser l'exécution.

Nous n'insistons pas davantage sur ce point ; d'abord, parce qu'il est évident, et ensuite parce qu'il rentre, sous plus d'un rapport, dans les observations que nous avons eu déjà l'honneur de vous soumettre, lorsque, traitant le premier chef de prévention, nous avons établi que la souscription proposée attaquait l'autorité constitutionnelle du Roi, dans le pouvoir exécutif qui en fait partie.

Maintenant, Messieurs, et pour suivre en tous points la

méthode que nous avons adoptée dans la première partie de cette discussion, nous vous prions d'observer que ce que nous venons de dire étant relatif à la publication faite par les écrits du 30 et du 31 mars, quant à sa substance même, s'applique également à l'un et à l'autre de ces deux écrits.

Maintenant, si nous divisons l'examen par rapport à chacun d'eux, et si nous passons aux détails accessoires de leurs expressions mêmes, nous y trouverons encore de nouveaux caractères constitutifs du genre de délit dont nous nous occupons en ce moment.

Et d'abord, dans l'écrit du 30 mars, se représentent les expressions que nous vous avons déjà citées, en vous entretenant du premier chef de prévention, et qui se rattachent aussi au second chef.

N'est-ce pas, en effet, provoquer à désobéir à une loi, que de dire que tous les citoyens envers lesquels cette loi sera exécutée seront des *victimes*? que la loi n'est autre chose que *l'arbitraire revêtu de la forme de la loi*? qu'elle *ne prescrit pas contre les lois éternelles que Dieu a placées dans tous les cœurs*? que *l'humanité et la justice sont évidemment méconnues dans ses dispositions*? qu'en portant cette loi, le pouvoir, institué pour protéger, a *abjuré cette fonction*?

N'est-ce pas encore provoquer à la désobéissance à la loi, que de détailler avec perfidie et en dénaturant la vérité, les prétendues cruautés que cette loi fera éprouver aux personnes qui en seront atteintes?

En agir ainsi, n'est-ce pas dire à l'homme que l'autorité voudrait saisir en vertu de la loi du 26 mars :  
« Résistez, vous en avez le droit, car ceux qui agissent

» contre vous sont des oppresseurs ; ils parlent d'une  
 » loi, mais cette loi n'en est pas une : résistez, car ils  
 » n'ont pas de pouvoir véritable : résistez, car si vous  
 » vous soumettez, vous serez une *victime* : résistez, car  
 » on vous fera endurer des traitemens qui tiennent de  
 » la férocité. »

Quant à l'écrit du 31 mars, ses expressions ( nous le disons encore avec la même impartialité avec laquelle nous vous faisons, sur l'autre chef, une observation semblable ), ses expressions n'offrent pas non plus, jusqu'à la même évidence, les caractères du délit, sous le rapport dont nous nous occupons en ce moment.

Ce caractère se rencontre toutefois plus particulièrement dans ces deux phrases dans lesquelles on dit ( en dénaturant la vérité, ainsi que nous l'avons déjà fait remarquer ) que la loi a établi *des rigueurs inconnues dans notre droit public*, et qu'elle *soumet de simples suspects à des privations que nos lois épargnent aux individus accusés régulièrement de crimes capitaux, et même à ceux que la justice a frappés des condamnations les plus graves.*

A ces phrases, en effet, se rattachent les réflexions que nous avons l'honneur de vous soumettre il n'y a qu'un instant, en vous parlant de celles qui y sont analogues et qui se trouvent dans l'écrit du 30 mars.

Quoi qu'il en soit, nous devons revenir encore, à cet égard, sur l'importante observation que déjà nous avons recommandée à votre attention. Vous n'avez pas perdu de vue que si, dans cet écrit, la culpabilité résulte moins visiblement des *termes* mêmes, elle n'en résulte pas moins du *fond*. Vous vous rappelez que c'est dans la

substance même de la publication faite par cet écrit , dans la souscription en elle-même , telle qu'elle est annoncée et publiée , avec les circonstances , le but et les résultats qui s'y rattachent , que réside principalement le délit. Ce n'est pas , en un mot , à des hommes éclairés comme vous , qu'il a pu échapper qu'ici toute la criminalité est dans le fond des choses , et que , dès-lors , le plus ou le moins d'adresse dans la forme ne saurait détruire le délit.

En terminant sur ce second chef de la prévention , nous devons vous parler encore de l'article particulier de la *Bibliothèque historique*.

Nous en avons déjà cité cette incroyable phrase dans laquelle , en parlant de la loi du 26 mars , on s'exprime ainsi : « *L'arbitraire , même législativement proclamé , ne* » *saurait être une loi ; aucun corps délibérant ou autre* » *n'ayant le pouvoir de concilier ce qui est contradictoire ,* » *de rendre identiques deux choses qui s'excluent ; au-* » *cune décision humaine ne pouvant abroger l'éternelle* » *raison. »*

Vous concevez , Messieurs , sans qu'il soit besoin de vous le dire , que déclarer qu'une loi n'en est pas une , prétendre que les pouvoirs qui l'ont rendue n'en ont pas eu le droit , c'est évidemment provoquer à désobéir à cette loi.

Mais , ce n'est pas tout. Voici d'autres phrases plus étonnantes encore , s'il est possible , que celles que nous venons de vous rappeler. Après avoir posé en principe ce que nous venons de lire , on conclut en ces termes : « *Nous vivons* » *donc sous l'absence des lois* , en vertu d'une solennelle » déclaration de la majorité de nos législateurs. En d'au- » tres termes , nous vivons sous la tyrannie ; et avoir

» *mis publiquement en délibération la tyrannie, est une nouveauté dont il faut se féliciter, car aucun tyran habile ne se fût avisé de cet expédient.* » — Plus haut, parlant du pouvoir donné par la loi du 26 mars aux ministres, on dit : « *Leur puissance n'est plus que celle du pistolet dont parle le Contrat social.* »

Or, nous vous le demandons, Messieurs, peut-on provoquer plus audacieusement à désobéir à une loi, qu'en disant que, sous l'empire de cette loi, on vit *sous l'absence des lois* ; on vit *sous la tyrannie* ? Et que pensez-vous de cette autre expression employée en parlant du pouvoir confié par la loi aux personnes chargées de son exécution : « *Leur puissance n'est plus que celle du pistolet* ? »

Ah ! vraiment, c'en est trop, Messieurs, il y a des choses qui portent avec elles leur démonstration, et nous ne vous ferons pas l'injure de chercher à vous démontrer l'évidence.

Après avoir ainsi parcouru les deux chefs principaux de prévention, en ce qui concerne chacun des écrits qui vous sont déférés, il ne nous reste plus qu'à vous dire un mot sur un dernier chef, qui, sans constituer un genre de délit autre que les deux dont nous venons de parler, se lie, au contraire, aux deux chefs principaux, et n'intéresse que les signataires de l'écrit du 31 mars.

Vous vous rappelez qu'outre cet écrit qui leur est personnel et qui, de leur aveu, a été par eux publié et signé, ils sont encore traduits devant vous comme complices des délits résultant de l'écrit du 30 mars, pour avoir fourni les moyens d'opérer la publication de cet écrit.

C'est ce point sur lequel il nous reste à nous fixer maintenant.

Vous savez, Messieurs, que dans l'écrit du 30 mars, publié le même jour par plusieurs journaux différens, toutes les personnes qui, depuis, ont publié et signé l'écrit du 31 mars, sont nominativement désignées comme membres du conseil-général d'administration de la souscription annoncée par ce premier écrit.

A la considérer isolément, cette circonstance semble bien indiquer que ces personnes ne sont pas étrangères à la rédaction textuelle elle-même de l'écrit du 30 mars. Leurs noms y figurent, en effet, dans des qualités dont chacune d'elles a avoué, depuis, l'équivalent, sous le titre plus modeste de *mandataires des premiers souscripteurs*.

Quoi qu'il en soit, les signataires de l'écrit du 31 mars se renferment dans un système complet de dénégation quant à la rédaction textuelle de l'écrit du 30 mars; ils prétendent qu'elle n'est pas leur ouvrage. Cette dénégation, nous devons le dire, ne se trouve démentie que par des élémens qui nous semblent insuffisans; en sorte que nous ne pensons pas qu'en l'état des choses, on puisse positivement constituer responsables de la rédaction textuelle de l'écrit du 30 mars, les signataires de l'écrit du 31 mars.

Mais, si nous reconnaissons avec sincérité ce point, nous pétions, avec la même sincérité, que (sauf les détails accessoires de la rédaction) la publication de l'écrit du 30 mars, c'est-à-dire l'annonce de la souscription dite *nationale*, doit évidemment leur être attribuée, dans ce sens qu'ils ont fourni les moyens de l'opérer.

Sur ce point, il suffit d'une simple réflexion. Les per-

sonnes qui, depuis, ont publié l'écrit du 31 mars, sont dénommées dans l'écrit du 30 mars en des qualités qu'elles ne déniaient même pas aujourd'hui : cet écrit annonce une mesure que les mêmes personnes annoncent elles-mêmes le lendemain, dans un nouvel écrit justificatif du premier. Donc, l'écrit du 30 mars, quant à l'annonce qu'il contient, se lie nécessairement avec l'écrit du 31 mars; donc, cette annonce avait été faite de l'aveu et du consentement des personnes qui y sont dénommées; donc, si elles ne sont pas responsables de la forme, elles le sont au moins du fond.

Cette conséquence se trouve justifiée par les déclarations mêmes de ces prévenus. Ils disent, en effet, que c'est pour répondre à des journaux qui avaient attaqué la mesure annoncée par l'écrit du 30 mars, qu'ils ont publié l'écrit du 31 mars. Mais, au lieu de désavouer, dans cet écrit, celui du 30 mars, au lieu de se rendre aux avis qui leur étaient donnés sur l'illégalité de la mesure annoncée par ce premier écrit, que font-ils? Ils en publient un second, dans lequel, sauf quelques nuances dans les mots, ils reproduisent absolument le fond des choses résultant du premier écrit! Que résulte-t-il d'une semblable conduite? Bien évidemment, qu'ils acceptent, quant au fond, la responsabilité de la publication faite le 30 mars.

En un mot, s'agit-il des expressions mêmes, du texte littéral de l'écrit du 30 mars? les signataires de l'écrit du 31 n'en sont pas responsables. S'agit-il, au contraire, de l'annonce en elle-même contenue dans cet article? ils en sont responsables. Ils sont, enfin, dans la position d'un homme qui, ayant chargé un journaliste de faire une annonce quelconque, n'aurait pas rédigé lui-même l'article



formant cette annonce. Dans ce cas, évidemment, cet homme ne serait pas responsable des délits que le journaliste aurait pu commettre par les expressions accessoires de son article ; mais il serait responsable des délits résultant de l'annonce en elle-même.

C'est donc sous ce rapport seulement, c'est-à-dire quant à la publication, à l'annonce en elle-même, dans sa substance, dans ce qui la compose, et sauf les détails accessoires qui tiennent seulement aux termes, que les signataires de l'écrit du 31 mars sont en même temps responsables et complices des délits résultant de l'écrit du 30 mars. \*

Vous sentez, Messieurs, que ce genre de complicité ne change en rien leur position, puisqu'il est constant et avoué que la souscription publiée par l'écrit du 31 mars, est, dans tout ce qui la compose, la même que celle publiée par l'écrit du 30 mars.

D'un autre côté, vous sentez également que, considérés quant au fond de la publication, qui est absolument le même dans l'un et dans l'autre, ces deux écrits forment un ensemble indivisible, et se trouvent (sauf les nuances dans la forme) rattachés l'un à l'autre par le but, les circonstances et les résultats, c'est-à-dire par l'illégalité de la mesure qu'ils proposent.

Ainsi, Messieurs, nous avons démontré qu'à ne considérer que dans sa substance la publication faite par les écrits des 30 et 31 mars, cette publication constitue une attaque formelle contre l'autorité constitutionnelle du Roi et des Chambres ;

Nous avons démontré que ces écrits, à les considérer

dans les détails accessoires de leurs termes, présentent encore les caractères du même délit ;

Nous avons établi qu'envisagée de nouveau dans sa substance, la publication faite par les mêmes écrits constitue encore le délit de provocation à la désobéissance aux lois ;

Nous avons établi que, considérés encore dans les détails de leurs termes, ces écrits offrent également les caractères de ce second genre de délit ;

Nous avons démontré que les signataires de l'écrit du 31 mars, s'ils ne peuvent être associés par la complicité à la responsabilité de l'écrit du 30 mars, quant à la rédaction textuelle de cet écrit, en sont du moins responsables, quant au fond, pour avoir fourni les moyens d'en opérer la publication ;

Nous avons démontré, enfin, que l'article de la *Bibliothèque historique*, intitulé *Désotisme ministériel*, présente le double caractère, et de l'attaque formelle contre l'autorité constitutionnelle du Roi et des Chambres, et de provocation à la désobéissance aux lois.

C'est ainsi, Messieurs, que nous avons parcouru les divers chefs de prévention que nous avions à établir devant vous. Nous nous sommes efforcés d'y parvenir avec la simplicité qui doit être toujours la compagne de la vérité, et avec l'impartialité dont nous nous sommes fait la première règle de nos devoirs.

Nous savons jusqu'à quel point l'esprit de parti s'est emparé de cette affaire. Nous connaissons tous les efforts qui vont être opposés au langage sincère et sans détour de la conviction.

S'il existait un homme, indigne sans doute du nom

de Français, dont l'âme fut toujours restée fermée aux douces émotions de la bienfaisance et de l'humanité; s'il existait un homme, ou plutôt un esclave, qui n'eût jamais senti battre son cœur au noble nom de la liberté; c'est ici qu'il devrait venir. Quelles sublimes inspirations ne lui seraient pas communiquées par tant de voix éloquentes! quel être indifférent ne frémit pas d'horreur aux sombres et sanglants tableaux qui vont être tracés des cachots et de l'affreuse tyrannie! quel cœur barbare ne serait pas attendri par tout ce qu'on va dire de touchant sur la sainte bienfaisance, bien volontaire et sacré de tous les hommes! quel être avili ne relèverait pas la tête, en entendant des citoyens et des Français parler d'indépendance et de liberté; noms magiques dont le plus bel éloge peut-être serait de dire qu'ils ont conservé leur puissance malgré l'abus qu'on en a fait!

Oui, Messieurs, nous les entendons déjà ces nobles accents, qui n'ont point toutefois d'application à la cause, que celle que l'art saura leur donner aux dépens de la réalité. Nous les entendons, et nous nous y joignons nous-mêmes avec enthousiasme. Oui, flétrissons et repoussons à jamais la tyrannie, puisque nous avons eu le bonheur de lui échapper. Oui, honorons la liberté, puisque nous sommes assez heureux pour vivre sous un gouvernement constitutionnel. Oui, protégeons et encourageons la bienfaisance, puisqu'elle est l'honneur de la civilisation et le devoir que nous enseignent chaque jour d'augustes exemples. Mais, puisque nous voulons la conserver, cette précieuse liberté, cette liberté qui n'est jamais mieux prouvée que par ceux qui se plaignent si hautement de ne l'avoir pas, sachons en conserver aussi les bases. Res-

pectons les pouvoirs constitutionnels : ils sont notre garantie ; ils sont pour nous la société vivante. Respectons les lois : elles sont notre sauve-garde ; elles sont l'ame de la société. Ah ! n'allons pas nous replonger dans l'abîme dont nous sortons à peine !

Sans doute, l'ami sincère de la liberté a pu voir avec quelques regrets la loi forcée de déroger aux principes ordinaires. Mais, a-t-il dû oublier que cette loi n'est que temporaire ? N'a-t-il pas dû penser aussi que perdre le trône et l'État, c'était perdre en même temps la liberté ? Un sang illustre fumait encore ! que ne pouvait-on pas craindre ? Fallait-il donc attendre que d'autres trépas , nous révélant d'autres vertus , vinssent arracher à la France les derniers rejets de cette race auguste et éminemment française, qui a fixé pour nous le bonheur de l'avenir dans la Charte, comme elle a inscrit la gloire du passé dans l'histoire ?

Et qu'importe, au surplus, les opinions diverses qu'on peut avoir eues sur la nécessité d'une loi ? La loi existe ; chacun y doit obéir.

Disons-le, Messieurs, se déclarer *ami de la liberté*, c'est contracter l'engagement de respecter plus que personne les lois, lors même qu'elles ne sont pas conformes à nos opinions. Mais, s'insurger contre la loi, quand elle ne nous convient pas ; l'attaquer par des voies illégales ; chercher à la paralyser ; en appeler du législateur au peuple ; provoquer les citoyens à la haine des pouvoirs constitutionnels et à la désobéissance aux lois ; ah ! Messieurs, c'est étrangement s'égarer dans l'amour de la liberté ; c'est la compromettre en en abusant ; c'est

la ruiner en y substituant la licence; c'est invoquer le despotisme, successeur nécessaire de la licence.

Ne nous le dissimulons pas, Messieurs, les choses ont bien changé de face depuis un demi-siècle. Dans tous les temps, sans doute, il est noble d'embrasser la cause de la liberté. Mais, n'est-il pas aussi des temps où le véritable courage consiste plutôt à défendre l'empire des lois contre la licence, et l'ordre social contre l'anarchie.

Ce courage, qui ne cherche pas la gloire, mais qui n'engendre pas les remords, la France le trouvera toujours dans ses magistrats. Les partis, quelles que soient leur audace et leur violence, ne les intimideront pas; les écarts seront réprimés, quels que soient les noms qu'on ait la douleur d'y voir rattachés. Au milieu d'un peuple qui naît à une existence libre et toute nouvelle, les organes des lois ne doivent pas oublier que le cercle de leurs devoirs s'agrandit tous les jours, et qu'ils sont le plus ferme et le dernier appui de la société sans cesse attaquée par les passions.

Pour vous, MM. les jurés, associés aujourd'hui aux devoirs de la magistrature, vous y serez fidèles. Vous sentirez que vous avez à décider du sort entier d'une loi toute récente. Vous examinerez si vous voulez en sanctionner la destruction. Vous verrez si vous voulez prendre sur vous la responsabilité de l'avenir, et paralyser entre les mains du Gouvernement une arme que les trois branches de la représentation nationale ont jugé nécessaire de lui confier pour le salut de la patrie. Vous verrez si vous voulez que l'esprit de désordre reçoive à jamais un éclatant encouragement, dont vous connaîtrez bientôt les fruits.

Non, MM. les jurés, vous ne trahirez pas vos sermens. L'éclat des noms ne vous en imposera pas ; vous ne vous laisserez pas séduire aux prestiges de l'art oratoire. C'est la vérité que vous chercherez ; c'est elle que vous devez à vos concitoyens ; c'est elle aussi que vous proclamerez. Nous vivons sous un gouvernement représentatif. Tous nous le voulons ; tous nous l'aimons. Sachons donc en remplir tous les devoirs ; sachons être électeurs ; sachons être jurés ; sachons défendre et conserver nos droits en citoyens courageux.

Vérité, conviction, bonne-foi : voilà toute la cause que vous allez juger. C'est à vos consciences que nous en appelons, et vos consciences nous répondront. »

M. Jay, avocat de M. Bidault : « Messieurs, les éditeurs responsables de plusieurs journaux, et entr'autres l'éditeur du *Constitutionnel*, dont la défense m'est confiée, sont traduits devant vous comme prévenus d'avoir commis, 1° le *délit d'attaque formelle contre l'autorité constitutionnelle du Roi et des Chambres*; 2° le *délit de provocation à la désobéissance aux lois*.

Cette double accusation repose sur la publication d'un article ayant pour titre : *Souscription nationale en faveur des citoyens qui seront ou qui seraient victimes de la mesure d'exception sur la liberté individuelle*.

Plus l'accusation qui pèse sur l'éditeur responsable du *Constitutionnel* offre de gravité, plus il se félicite qu'elle soit soumise à la sagesse du jury, institution nationale et tutélaire, destinée dans les temps orageux à repousser loin des tribunaux l'influence de l'esprit de parti, à s'élever au-dessus des opinions passionnées, à ne servir qu'un seul intérêt, celui de la justice, institution destinée dans tous les temps à protéger l'innocence.

Jamais cause ne fut plus digne de votre attention. Il s'agit de l'existence d'un droit constitutionnel, du droit qui permet à chaque citoyen d'exprimer librement son opinion sur les mesures du gouvernement, et même sur les lois. Il s'agit de la liberté de la presse, suspendue, il est vrai, mais qui n'avait pas encore été frappée à l'époque où le prétendu délit de la souscription a été commis. Il s'agit enfin de décider si les doctrines de l'arbitraire sont sacrées; si l'arbitraire lui-même est inviolable; si l'humanité est un crime. Oui, c'est là la véritable question; car il ne faut pas s'y tromper, et je le prouverai sans effort, l'article qui sert de base à l'accusation, n'a été accueilli par les rédacteurs responsables des divers journaux, que comme un service rendu à l'humanité.

Avant d'entrer en matière, qu'il me soit permis de vous présenter encore une réflexion. Tous les droits constitutionnels se tiennent et se soutiennent réciproquement. C'est en prenant cette vérité pour règle de l'opinion, que les peuples libres conservent leur liberté; que la morale publique corrige le vice des lois, et que les gouvernemens échappent aux désastres des révolutions.

La discussion à laquelle je vais me livrer se divise naturellement en deux parties : 1° je soumettrai à un examen impartial l'article de la souscription en lui-même, et spécialement les passages qui paraissent répréhensibles au ministère public; 2° j'examinerai l'intention dans laquelle ce même article a été publié, et les garanties que présentaient aux éditeurs de journaux les citoyens qui en ont occasionné la publication.

L'accusation est principalement dirigée contre les trois premiers paragraphes de l'article incriminé. C'est là que le ministère public a cherché les preuves des délits *d'attaque formelle contre l'autorité constitutionnelle du Roi et des Chambres, et de provocation à la désobéissance aux lois*. Voyons d'abord

si l'examen de ces passages., dégagé de toute interprétation arbitraire peut justifier une telle accusation.

Vous avez entendu plusieurs fois la lecture de cet article. Les expressions en sont encore présentes à votre mémoire.

L'analyse de cet article se réduit à trois points principaux. On y trouve, 1° une définition générale de l'arbitraire; 2° cette définition, appliquée à la loi provisoire qui suspend l'action des tribunaux en ce qui concerne la liberté individuelle, et les autres garanties de ce droit consacré par la justice avant qu'il ne fût proclamé par la Charte; 3° le résumé de la discussion dont cette même loi a été le sujet dans les deux Chambres; enfin, le projet d'une souscription destinée à secourir les malheureuses victimes du pouvoir arbitraire confié aux ministres.

Si c'est un crime de penser et de dire « que l'arbitraire, revêtu de la forme de la loi, ne prescrit point contre les lois éternelles que Dieu a gravées dans tous les cœurs; » qu'il est des droits légitimes, sacrés, inhérens à la nature humaine; que ces droits, qui ont précédé toutes les sociétés, qui président à leur existence, qui ne peuvent être ni abolis ni suspendus, sont ceux de la justice et de l'humanité; si de telles pensées constituent un crime ou un délit, élargissez cette enceinte, faites comparaître au rang des accusés tous les citoyens qui ont une juste idée des droits des peuples, des devoirs des gouvernemens. La France vous fournira autant de coupables qu'il se trouve dans son sein d'hommes éclairés et vertueux. Ne pensez pas que ces doctrines soient nouvelles; elles ont été professées dans tous les temps par les philosophes les plus illustres, les magistrats les plus dignes de vénération. Lorsque l'orateur romain, remontant aux sources pures de la législation, annonçait à ses concitoyens « qu'il » existe une loi conforme à la nature, éternelle, immuable,



» répandue dans toutes les ames ; qu'il n'est permis de rien  
 » ordonner de contraire à cette loi , ni d'en rien retrancher ;  
 » qu'on ne peut l'abolir ; que ni le sénat ni le peuple n'ont  
 » le pouvoir d'en dispenser ; qu'elle n'a besoin ni d'explica-  
 » tion , ni d'interprète ; qu'elle n'est point autre à Rome ,  
 » autre à Athènes , autre aujourd'hui , autre demain (1). »  
 Lorsque Cicéron nommait cette loi « *la droite raison* , » *resta ratio* , c'est à-dire le sentiment de la justice et de l'humanité , ce grand homme ne croyait pas énoncer des maximes dangereuses , des maximes subversives de l'ordre , et attentatoires aux droits des gouvernemens. En traduisant ses pensées , en répétant , pour ainsi dire , ses propres paroles , les prévenus pouvaient-ils supposer qu'ils commettaient un grave délit , qu'ils se constituaient en état d'hostilité contre les pouvoirs constitutionnels ? qu'ils seraient un jour considérés comme des perturbateurs de l'ordre établi , et traînés devant vous comme prévenus d'avoir invoqué les droits de la justice et ceux de l'humanité ? Certes , j'ai beaucoup de respect pour le ministère public ; mais il me permettra de préférer à son autorité celle du grand orateur , du grand citoyen qui revendiquait ainsi , en présence des triumvirs armés de l'arbitraire , les lois éternelles gravées dans le cœur de l'homme , et qui , après avoir consacré sa vie à la défense des libertés romaines , périt glorieusement victime de la tyrannie.

Mais avons-nous besoin de remonter à ces époques reculées

---

(1) *Est quidem vera lex , naturæ congruens ; diffusa in omnes , constans , sempiterna... huic legi , nec abrogari fas est , neque derogari , in hac aliquid licet ; neque abrogari potest. Nec vero aut per senatum , aut per populum solvi hac lege possumus. Neque est quærendus explanator , aut interpres ejus alius. Nec erit alia lex Romæ , alia Athenis , alia nunc , alia posthac , etc. ( Passage de Cicéron ; conservé par Lactance. )*

où les formes légales n'étaient point associées au despotisme , où l'oppression était sans hypocrisie ? Avons-nous besoin d'interroger l'antiquité pour savoir ce que nous devons penser de l'arbitraire ? Les doctrines que je viens d'exposer ne se retrouvent-elles pas dans les productions des publicistes modernes dont la reconnaissance publique protège la renommée ? Puffendorf , Montesquieu , Vatel , Delolme , que dis-je , tous les écrivains politiques et moralistes n'ont-ils point élevé leurs voix généreuses contre l'arbitraire ? Dans la foule des citations que je pourrais vous offrir , il en est une que je ne puis passer sous silence. La définition des auteurs de l'article paraîtra bien faible auprès de la définition suivante , que je recommande à votre attention :

« Le pouvoir exercé sans règles , sans principes constans , est celui que nous appelons *pouvoir arbitraire*. *En quelques mains qu'il soit placé , les citoyens ne sont pas libres ; ils ne peuvent jouir en sûreté d'aucun de leurs droits ; leur vie même est toujours en péril ; l'innocence peut être confondue facilement avec le crime , et les actions les plus indifférentes peuvent être qualifiées de délits.* »

Messieurs , l'homme qui parlait si audacieusement de l'arbitraire , a laissé des souvenirs honorables dans la mémoire des Français attachés aux opinions libérales , aux principes constitutionnels. Cet homme , c'est M. Mounier , député de Grenoble à l'Assemblée constituante , et auteur d'un excellent ouvrage *sur la nature des gouvernemens*.

Mais pourquoi recourir aux autorités , lorsque la raison la plus commune suffit pour nous éclairer ? Descendez au fond de vos consciences : il n'est aucun de vous , sans doute , qui ne regarde le pouvoir arbitraire comme une calamité publique. Oui , tout serait perdu en France , tout , la liberté , la morale , l'équité naturelle , s'il était défendu d'établir en principe que l'arbitraire est un fléau pour les peuples comme

pour les gouvernemens , qu'il peut corrompre jusqu'aux sources de la justice , et qu'en avilissant l'espèce humaine , il détruit en elle , pour dernier malheur , jusqu'au sentiment de sa propre dégradation.

Eh bien ! Messieurs , l'article qui sert de base à l'accusation n'est que la conséquence des principes généraux dont je viens de parler ; c'est le commentaire de la définition que j'ai empruntée au vertueux publiciste du Dauphiné. Quelques rapprochemens suffiront pour vous convaincre de cette vérité.

« L'humanité et la justice , est-il dit dans l'article dont vous avez entendu la lecture ; l'humanité et la justice sont évidemment méconnues dans les dispositions d'une mesure qui livre la liberté , la fortune , l'honneur , la réputation , la santé , la raison et même la vie des citoyens à la merci de la politique , de la haine , de la vengeance , de l'intérêt , de la peur , de tous les caprices , de toutes les passions de quelques individus principaux , et d'une foule d'agens et de fauteurs de l'arbitraire. »

Voilà certainement le passage le plus fort de l'article. Les auteurs n'ont mis aucun voile sur leur pensée ni sur leur expression. Et toutefois les réflexions de M. Mounier ne leur cèdent point en énergie ; il a jeté hardiment tous les germes des idées dont le développement vient de vous être présenté. Il déclare « qu'en quelques mains que l'arbitraire soit placé , les citoyens ne sont pas libres , qu'ils ne peuvent jouir en sûreté d'aucuns de leurs droits , que leur vie même est tous jours en péril , que l'innocence peut être facilement confondue avec le crime , et que les actions les plus indifférentes peuvent être transformées en délits. » Je vous le demande , Messieurs , n'y a-t-il pas identité de principes , identité de pensées dans ces deux passages ? L'un est-il plus condamnable que l'autre ; ou plutôt , ne sont-ils pas tous les deux l'expression de la vérité ?

Mais, dit-on, le pouvoir qui vous paraît si funeste est accordé par la loi, il est réglé par elle, les Chambres l'ont voté, le Roi lui a donné sa sanction. Dès-lors ce pouvoir cesse d'être arbitraire.

Messieurs, cette objection s'évanouit au plus léger examen. Un ministre lui-même (1) vous l'a dit avec une candeur trop rarement officielle; c'est l'arbitraire, l'arbitraire pur qu'il a sollicité, en promettant d'en faire un bon usage. C'est aussi l'arbitraire, comme les débats vous l'ont appris, c'est l'arbitraire dans toute son intégrité, dont le périlleux dépôt a été confié aux ministres.

L'examen des motifs qui ont pu influencer sur la décision des pouvoirs constitutionnels, n'appartient point à la présente discussion. Il nous suffit de savoir que la mesure qui suspend la liberté des citoyens, est une loi *d'exception*; ce mot seul *d'exception* indique suffisamment son essence, et cette essence est l'arbitraire. Je vais plus loin: je veux bien supposer que les hommes chargés du pouvoir discrétionnaire sont inaccessibles aux passions, aux intérêts personnels, aux influences de parti; j'en ferai, si on l'exige, des Sully, des Colbert ou des Malherbes.

Que résulterait-il de cette hypothèse? Changerait-elle la nature des choses? ne serait-ce pas toujours l'arbitraire qui serait placé entre les mains des ministres? et M. Mounier ne vous dit-il pas que partout où l'arbitraire se trouve, les citoyens ne sont pas libres, que l'innocence même est en péril? Quels que soient donc les hommes placés à la tête du gouvernement, on a pu exprimer, on a pu développer sans crime les mêmes idées; car les principes sont inflexibles; ils ne plient point devant les intérêts, les passions, les caprices du pouvoir; ils sont les mêmes dans tous les temps, dans tous les lieux. Les hommes

---

(1) M. Pasquier.

qui professent ces grands principes d'ordre et de liberté peuvent être en butte aux persécutions. L'autorité peut s'armer contre eux de tous ses foudres ; mais les principes eux-mêmes ne sont point atteints ; ils résistent à toutes les attaques, il survivent à toutes les catastrophes ; la certitude de leur triomphe définitif soutient l'énergie de leurs défenseurs et les console dans l'adversité.

On prétendrait en vain qu'une fois la loi rendue, on ne peut, sans commettre un délit, exprimer son opinion sur cette même loi. Les débats qui ont précédé l'adoption de la loi sur la liberté de la presse, en mai 1819, repoussent cette allégation. Il a été reconnu que les lois comme les actes du gouvernement, pouvaient servir de matière aux discussions ; qu'il était utile de signaler les vices de la législation, aussi bien que les erreurs ou les fautes des agens du pouvoir. M. le garde-des-sceaux l'a proclamé lui-même à cette tribune, dont il fut l'un des ornemens : la critique des lois est un droit acquis à tout citoyen d'un pays libre. Nulle assemblée, nul gouvernement n'a le privilège de l'infailibilité.

Ce droit a-t-il donc été exercé pour la première fois au sujet des nouvelles lois d'exception, celles de toutes qui présentent le plus aux discussions et à la critique ?

Faut-il vous rappeler les attaques dont une loi organique, la dernière loi des élections, a été l'objet ? Que de sophismes, que d'injures, que de déclamations n'a-t-elle pas inspirés ? que n'a-t-on pas écrit pour l'avilir dans l'opinion, pour la rendre méprisable aux citoyens ? qu'était devenu ce respect pour la loi rendue qu'on invoque contre ceux qui redoutent l'arbitraire revêtu de la forme de la loi ? Cependant, les adversaires les plus furieux de la loi d'élections, de la loi de recrutement, qui n'a pas été exposée à moins d'outrages, n'ont point été traduits devant les tribunaux. Leurs attaques n'ont point été transformées en délit. Non, Messieurs, une telle

accusation, était réservée à ceux dont la conscience ne saurait approuver ni les lois d'exception ni le règne de l'arbitraire.

Dans tous les temps, sous tous les régimes, on s'est exprimé librement sur les conséquences du pouvoir absolu. Les remontrances des parlemens contre l'exercice de l'arbitraire furent souvent pleines de sagesse et d'énergie. Je lis dans un de ces discours les paroles suivantes :

« Vos tribunaux, Sire, sont institués pour rendre, en votre  
 » nom, la justice à vos peuples. Nos lois atteignent le coupable ; elles offrent à l'innocence un refuge assuré. Le pouvoir qui les saisit au milieu de leurs familles, sans accusation préalable, sans instruction légale, est un pouvoir abusif, qui ne s'exerce que dans des intérêts privés. C'est une source d'irrégularités et de malheurs que nous dénonçons à votre sagesse, comme organes de la justice et des lois. »

« La plus belle contrée de l'Europe, disait avant la révolution un écrivain distingué, la France notre patrie, cette fille chérie de la nature, nous offre les tristes effets de l'autorité absolue. Quand l'autorité tutélaire est despotique et menaçante, la liberté devient licence, la vérité est un crime, le courage un danger. Les délations nous entourent, et nous eussions perdu la mémoire avec la voix, s'il était aussi-bien au pouvoir de l'homme d'oublier que de se taire. »

Un homme qui a mérité l'amour de ses contemporains et l'admiration de la postérité, le vertueux Mallesherbes, a répondu d'avance aux argumens du ministère public.

« Celui qui critique la loi, observe ce grand magistrat, ne dit pas qu'il faille y désobéir pendant qu'elle existe. Ses remarques ne peuvent porter aucune atteinte à l'autorité du législateur et du magistrat. »

Combien de fois, dans le cours de sa noble carrière, Mallesherbes n'a-t-il pas donné l'exemple de ces utiles censures ;

combien de fois n'a-t-il pas foudroyé le despotisme même légal, et appelé sur ses victimes la pitié publique? L'arbitraire n'a jamais eu d'antagoniste plus persévérant; la liberté individuelle de plus éloquent défenseur.

« Il semble que l'établissement et le maintien de cette liberté aient été le principal emploi de sa vie, le principal but de ses travaux, le plus sacré de ses devoirs. Il la défendit cette liberté avec un zèle égal et constant dans toutes les positions où il se trouva, comme écrivain, comme magistrat, comme citoyen, comme ministre. Il eut la gloire d'avertir les rois de l'injuste usage qu'on faisait de leur puissance; il fut le premier qui osa leur dire qu'il était temps d'en subordonner l'exercice aux saintes lois de la morale et de la justice.

« Quelle éloquence dans ses discours sur ce point! quelle force, quelle fermeté! On ne lui reprochera jamais d'avoir, dans ces circonstances mémorables, atténué l'autorité de ses réclamations par de frivoles ménagemens ou par une condescendance coupable (1).

« Prétendra-t-on, disait-il comme organe de la cour des aides, prétendra-t-on que c'est manquer à la majesté souveraine de supposer qu'un roi peut être trompé par ses ministres, et de prévoir les abus criminels que l'on peut faire de sa confiance?

« Quand les principes du gouvernement sont détruits, les vertus personnelles d'un roi ne peuvent garantir son royaume d'une subversion totale. Il est superflu de rechercher des exemples dans l'histoire, pour rendre sensibles les malheurs qu'entraîne nécessairement le despotisme érigé en loi; oui, Messieurs, telles sont les expressions de Males-

---

(1) *Essai sur la vie, les écrits et les opinions de M. de Malesherbes*. Par M. Boissy d'Anglas, pair de France.

» herbes, le despotisme érigé en loi. Une telle forme de gouvernement ne peut pas exister chez les nations qui ont des mœurs et des lumières. »

Je demande maintenant s'il se trouve, dans l'article sur la souscription, une critique plus fortement prononcée de l'arbitraire érigé en loi, c'est-à-dire, revêtu de la forme de la loi. Ici, Messieurs, une réflexion bien naturelle saisit ma pensée. Quel serait donc le sort de Malesherbes, si aujourd'hui, sous un gouvernement constitutionnel, dans un pays où la liberté est un droit commun, il s'exprimait avec cette franchise, cette chaleur de patriotisme? Eh quoi! le martyr de la fidélité, ce philosophe illustre, ce grand homme à qui nous élevons des statues, pourrait être soupçonné de félonie! il pourrait siéger sur le banc des accusés comme un ennemi de l'ordre, comme un provocateur de sédition!

C'est encore lui qui disait dans ses éloquentes mémoires: « Le tableau des lois les plus rigoureuses, sera mis sous les yeux d'un roi qui veut le bonheur de ses sujets; et si la nécessité qui les a fait introduire n'en permet pas l'abolition, comptez au moins, comptez avec assurance sur tous les soulagemens qu'en doit attendre d'une humanité éclairée. » Messieurs, je vous prie de remarquer ces dernières paroles; la discussion me forcera d'y revenir.

Mais avant de terminer cette première partie, je veux invoquer un témoignage plus récent. Il prouvera, j'espère, qu'on n'attaque point l'autorité constitutionnelle du Roi et des Chambres, qu'on ne provoque point à la désobéissance aux lois, lorsqu'on se permet de considérer comme odieux tout ce qui porte l'empreinte de l'arbitraire. C'est un homme qui parlait; il y a peu de jours, sur le nouveau projet de loi d'élections, dont j'invoque la puissante autorité. « On veut, disait-il, que la liberté individuelle soit assurée par des lois justes, et



» que l'audace de quelques scélérats ne forcè pas sans cesse le  
 » gouvernement à demander à l'arbitraire son *odieux* se-  
 » cours. » L'orateur que je cite faisait allusion aux lois excep-  
 tionnelles. Vous voyez qu'il se trouve parfaitement d'accord  
 sur la nature de l'arbitraire avec l'opinion exprimée par  
 M. Mounier, par M. de Malesherbes et par les auteurs de l'ar-  
 ticle déferé aux tribunaux.

Mais, dira-t-on, quel est cet orateur ultra-libéral, ce tri-  
 bun séditieux qui jette ainsi de la défaveur sur les lois, et qui,  
 par conséquent, attente à l'autorité constitutionnelle du Roi  
 et des Chambres? Cet orateur, Messieurs, n'appartient ni au  
 côté gauche, ni même au centre de la Chambre élective. C'est  
 un homme dont le talent supérieur n'a jamais été en opposi-  
 tion avec le pouvoir. Cet homme, c'est un conseiller d'État, un  
 commissaire du gouvernement, un apologiste de ses mesures,  
 c'est M. le baron Cuvier.

Les faits et les raisonnemens dont je viens de présenter la  
 série, établissent, sans contestation, qu'il est permis à tout  
 citoyen d'énoncer librement son opinion sur des lois rendues,  
 même quand cette opinion ne leur est pas favorable, quel-  
 que énergique, quelque amère qu'en soit l'expression. Répé-  
 tons avec M. Cuvier, sans crainte de blesser les pouvoirs  
 constitutionnels, que l'arbitraire est odieux; répétons avec  
 M. de Malesherbes, au risque de passer pour révolutionnaires,  
 que critiquer les lois, ce n'est point provoquer à la désobéis-  
 sance aux lois. Je rougirais de croire que de pareilles doctrines  
 pussent jamais être réputées criminelles par un jury français.  
 Les pensées, les expressions de l'article incriminé ne four-  
 nissent, vous en avez l'intime conviction, aucun motif rai-  
 sonnable d'accusation, je dirai même de reproche. C'est main-  
 tenant une vérité hors de toute contestation. Ce n'est pas moi  
 qui ai remporté cet avantage sur le ministère public. Il peut

céder sans rien perdre de sa considération à des adversaires tels que ceux qui lui ont été opposés, tels que le prince de l'éloquence antique et le héros de la fidélité moderne.

Mais si la forme de l'article est irréprochable, peut-être le fond en est-il criminel. C'est une autre question sur laquelle je n'arrêterai pas long-temps votre attention, dans la certitude où je suis qu'elle sera plus tard traitée par mes honorables amis avec un talent et une éloquence auxquels j'aurais désespéré d'atteindre.

Vous le savez, Messieurs, le fond de l'article est le projet d'une souscription destinée à secourir les citoyens qui pourraient être victimes de l'arbitraire, et pour accorder quelque soulagement à leurs familles.

On s'est beaucoup récrié sur ce projet; c'était un encouragement à la licence, une prime accordée à la rébellion. Permettez-moi d'exprimer ici toute ma pensée. Je me suis cru transporté à ces temps de douloureuse mémoire où la bienfaisance était proscrite, et la pitié séditieuse. Ce projet, Messieurs, est un hommage rendu au gouvernement; il ne prouve autre chose sinon que la liberté a fait plus de progrès dans nos mœurs que dans nos lois.

Former et publier ce projet de souscription, c'était dire au gouvernement : Nous ne sommes pas indignes des institutions qui nous sont préparées. L'arbitraire vous semble utile et vous le demandez; vous l'avez obtenu. Ce glaive à deux tranchans, qui blesse souvent la main qui le soulève, vous l'avez saisi. Mais quoique vous ayez sollicité l'arbitraire, nous pensons que ce n'est point la tyrannie que vous voulez exercer. Tandis que vous entasserez dans vos prisons les hommes prévenus d'être suspects, nous chercherons à éclairer votre justice, nous irons à la source des délations; le génie de l'humanité veillera autour des cachots et fera luire, dans leurs profondeurs, un rayon d'espoir; et si parmi les prévenus il se trouve un inno-

cent, un seul innocent, vous nous saurez gré de vous l'avoir fait connaître.

Et plût à Dieu qu'une association aussi utile, et je le dis avec assurance, aussi honorable, eût été formée dans ces jours de deuil, que le triomphe des factions a successivement couverts de terreur et d'anarchie! Que de malheurs irréparables eussent été évités! que d'infortunés arrachés, les uns à la misère, au désespoir, les autres à la mort, quelques-uns à la perte de la raison, plus cruelle que la perte de la vie! Que de familles dont les larmes ne sont point encore taries, béniraient le courage qui eût désarmé l'arbitraire! Oui, c'est le passé qui justifie le présent. Après tant de vicissitudes, après tant de révolutions calamiteuses, dans l'extrême irritation des souvenirs, dans le réveil des passions haineuses, quand la calomnie lance au hasard ses flèches empoisonnées, est-il donc surprenant que la société demande des garanties non aux hommes, mais aux lois, qu'elle se réfugie dans l'humanité?

Et quels sont les hommes accusés d'avoir pris l'initiative de la pitié? Vous ne pouvez citer un seul nom qui ne soit honorable, un seul caractère qui n'ait acquis et mérité l'estime publique; des députés dont la vie et les principes sont sans reproche. Des pairs de France qui, dans toutes les crises politiques, n'ont jamais abandonné la route du devoir; des hommes de lettres dont les talens ont été consacrés à la défense de nos libertés; des militaires qui n'ont obtenu le signe de l'honneur qu'au prix de leur sang; dont la gloire se confond avec la gloire nationale: voilà les séditeux que vous avez à juger, voilà les provocateurs d'anarchie, dont le sort est remis entre vos mains.

J'ai dit que l'article de la souscription avait été accueilli par les éditeurs responsables des journaux constitutionnels, uniquement comme un service rendu à l'humanité. Cette vérité sortira lumineuse, incontestable, de la simple narration des

faits. Ces faits seront d'accord avec les recherches judiciaires, avec les divers interrogatoires que vous avez entendus.

Une chose qui paraît ignorée, même du ministère public, c'est que l'idée d'une souscription en faveur des victimes de l'arbitraire n'a pas l'origine qu'on lui suppose. Elle a pris naissance dans la ville principale d'un département éloigné. C'est à Nantes que des citoyens généreux ont conçu la première pensée de cette souscription.

Voici ce qu'on lit dans le *Constitutionnel* du 26 mars :

« Un journal annonce qu'il s'est formé à Nantes une société  
» d'assurance mutuelle qui garantit des secours à ceux qui  
» seraient atteints par la loi contre la liberté individuelle. Les  
» rédacteurs constitutionnels du journal qui donne cette nou-  
» velle ajoutent que tous les discours prononcés dans les deux  
» Chambres, sont moins éloquens qu'une pareille détermi-  
» nation. »

Une telle résolution qui n'était reprouvée par aucune loi (car après les recherches les plus minutieuses dans le code pénal, dans ce code où l'on trouve tant de choses, je n'ai rien trouvé qui proscrivit la miséricorde), une telle résolution obtint d'honorables suffrages. On apprit le 27 mars qu'une détermination du même genre avait été adoptée par un nombre considérable de députés. M. Noël, dont vous avez entendu la déposition, fut chargé de vérifier cette nouvelle ; il se rendit à la Chambre, où il apprit de la bouche même de plusieurs députés qu'ils s'étaient réunis au nombre de cinquante-un dans cette œuvre de bienfaisance. Le 29 mars, l'article qui sert de base à l'accusation fut remis au nom de cinquante députés environ, au rédacteur responsable du *Constitutionnel*. Cette garantie était certes bien suffisante pour dégager sa responsabilité. Toutefois, M. Hippolyte Baudouin, secrétaire de l'administration du journal, vous a déclaré qu'il se rendit le soir même à une assemblée nombreuse de députés réunis

chez M. Lafitte. Ce fut là qu'il acquit la certitude de l'assentiment des honorables membres de la Chambre élective; alors il n'y eut plus d'obstacle : l'article livré à l'impression parut le 30 mars.

Toutes ces précautions pour constater la vérité d'un fait; c'est-à-dire, l'approbation d'un grand nombre de députés, ces précautions, ces démarches, ces garanties demandées et obtenues peuvent-elles laisser le moindre doute sur l'absence complète d'une intention malveillante? Lorsque des législateurs manifestaient ainsi leur opinion; quel éditeur de journal aurait pensé qu'en publiant cette même opinion, il se rendait coupable d'attaque formelle contre l'autorité constitutionnelle du Roi et des Chambres, de provocation à la désobéissance aux lois?

Et, par une bizarrerie dont je m'abstiens de rechercher les motifs, les véritables auteurs de la publication, les députés qui ont conçu, qui ont exécuté le projet de souscription, qui ont employé, pour lui donner la plus grande publicité, l'influence si naturelle qui s'attache à leur position sociale; à des services éminents, à des talens du premier ordre; ces députés qui seraient en effet coupables; s'il était possible d'altérer la nature même des choses, de transformer en crime le devoir le plus sacré, la vertu la plus utile aux hommes; ces députés ne figurent point parmi les prévenus. On enlève ainsi à ces derniers le moyen le plus efficace d'éclairer les débats, de reconnaître les intentions, de porter la lumière dans la conscience des jurés.

Pénétrons encore plus avant dans la question. Figurez-vous l'éditeur du *Constitutionnel* abandonné à ses propres réflexions. Que pouvait-il voir dans l'article qui lui était présenté? rien autre chose sans doute qu'un appel à l'humanité. La publication devait lui en paraître indispensable dans un journal qui porte et qui s'efforce de mériter son titre; dans

un journal connu en France, en Europe, par la pureté des principes, qui n'oppose à ses ennemis qu'une courageuse modération, le respect des lois, la force irrésistible de la raison.

On parle d'attaques contre le pouvoir constitutionnel du Roi et des Chambres. Comment ces délits sont-ils établis et soutenus? c'est par des interprétations subtiles, par des hypothèses du domaine de l'imagination, par une série d'inductions qui attestent l'emploi laborieux d'une longue méditation. Exigerez-vous d'un éditeur de journal la contenance d'esprit nécessaire pour se livrer à une étude si pénible dans un travail forcé, dans l'examen nécessairement rapide des articles que les presses ont à peine le temps de multiplier pour satisfaire, à l'heure déterminée, la curiosité publique? Aussi, Messieurs, la loi a prévu cette situation. Ce n'est point une attaque indirecte, sujette à interprétation, qu'elle a voulu atteindre; c'est une *attaque formelle*; ce sont les termes de la loi; c'est une attaque formelle qui est réputée coupable.

« Sera réputée provocation au crime, dit la loi, et punie des peines portées par l'article 2, toute *attaque formelle*, » par l'un des moyens énoncés en l'article 1<sup>er</sup>, soit contre » l'inviolabilité de la personne du Roi, soit contre l'ordre de » succéssibilité au trône, soit contre l'autorité constitutionnelle du Roi et des Chambres. »

Les débats sur cette loi nous ont appris par quel motif la rédaction « *d'attaque formelle* » avait été adoptée, et toutes les opinions s'accordent sur ce point; c'était pour enlever à l'arbitraire la qualification du délit ou du crime; c'était pour que les agens du pouvoir, les ministres de ses vengeances n'en fissent point un instrument de persécution; c'était pour soustraire la pensée aux tortures de l'interprétation; c'était enfin pour ne laisser aucun nuage sur la conscience des jurés, sur celle des magistrats. Rien de si facile à constater qu'une attaque directe et formelle; rien de si difficile que de saisir la vérité

dans le labyrinthe des inductions... L'esprit s'égare le plus souvent dans ces routes tortueuses, et, partant de données incertaines, n'arrive jamais à cette pleine et entière conviction, sans laquelle une condamnation n'est jamais qu'une injustice.

Une commission spéciale avait injustement condamné à mort le maréchal de Marillac. Le cardinal de Richelieu, quelque satisfait au fond du cœur de cet acte d'iniquité judiciaire, ne put s'empêcher de dire aux commissaires, avec le sourire amer de l'ironie : « *Il faut avouer que nous avez eu des lumières surnaturelles et qui manquent aux autres hommes.* » Eh bien, Messieurs, en exigeant que les publications qualifiées de crime ou de délit, soient, non des attaques présumées, indirectes, mais des attaques formelles, positives, sur lesquelles il soit impossible d'élever le moindre doute; ces sont ces lumières surnaturelles, ou, pour mieux dire, incomposées, dont le législateur a voulu prévenir l'influence et le danger.

Si les auteurs de l'article eussent proposé d'accorder des secours à ceux qui se révolteraient contre l'autorité, à ceux qui refuseraient d'obéir aux lois d'exception, c'est alors qu'il aurait existé une provocation directe, formelle, à la désobéissance aux lois, c'est alors que les éditeurs des journaux seraient inexcusables d'avoir accueilli une telle proposition. Mais une mesure qui suppose, pour son accomplissement, l'exécution même de la loi, un article où l'on ne trouve pas un seul passage, une seule phrase, un seul mot qui invite à désobéir aux lois; une souscription dont le but est clairement indiqué, dont l'objet spécial est d'assister sous les yeux mêmes du pouvoir, de malheureux prisonniers! Ah! sans doute, il eût fallu aux éditeurs des lumières surnaturelles pour découvrir une intention si bien cachée; ils ne sauraient prétendre à une si merveilleuse sagacité.

Supposiez même que l'éditeur du *Constitutionnel* se fût trompé; il pourrait encore vous dire: J'ai commis une erreur et non un délit. Vous ne devez pas, vous ne pouvez pas être

plus sévères que la loi ; vous ne pouvez rien exiger au-delà de ce qu'elle exige. Ces attaques soigneusement masquées , ces provocations indirectes , ont échappé à ma pénétration. Je n'ai été frappé que de l'objet principal de l'article. Je n'ai pas eu assez d'esprit pour découvrir une conspiration dans un secours destiné à l'infortune , pour apercevoir des actes de révolte dans des actes de charité. L'article ne contient aucune attaque formelle , aucune provocation directe. D'après la lettre et l'esprit de la loi , je suis à l'abri de toute responsabilité. Quoi ! des députés se sont nommés ; ils ont sollicité comme une faveur de paraître devant les tribunaux ; c'est moi que vous poursuivez , moi , qui dans tous les cas ne pourrais être considéré que comme un simple instrument ; ils sont libres , et c'est moi dont la liberté est menacée ! Où donc est la justice , où donc est la raison dans ce privilège d'un côté , dans ces poursuites de l'autre.

Peut-on répondre autrement que par des sophismes à de pareils raisonnemens ? Non , Messieurs , la vérité se fait entendre à vos consciences , et dans vos décisions vous ne consultez que la vérité.

En avançant vers le terme de la discussion , je sens que j'ai besoin de toute la latitude que la loi , la coutume , la raison , la justice , l'intérêt des prévenus accordent à leurs défenseurs. Mais je me rassure en pensant à l'indépendance , à l'impartialité des magistrats , à la sagesse , à la modération de M. le procureur du Roi.

Messieurs , si la souscription a eu lieu , si elle a produit les effets qu'on lui attribue , ne cherchez point les coupables sur le lanc des prévenus ; ne les cherchez pas dans la Chambre des députés ou dans celle des pairs ; c'est aux premiers dépositaires du pouvoir que vous devez adresser vos reproches. Cette souscription est la conséquence naturelle , la conséquence forcée des débats auxquels la loi d'exception a donné naissance. Oui ,



Messieurs, s'il y a un délit, ce sont les ministres seuls qu'il faut accuser. La voix de l'humanité a retenti à la tribune nationale; des hommes compatissans ont supplié les ministres de donner aux suspects quelques garanties légales contre des sévérités inconnues à la loi commune, qui sont de nature à compromettre la santé, l'honneur, la vie même de ces malheureux. Les ministres ont gardé le silence; tout a été refusé; tout jusqu'à l'espérance, dernière consolation de l'infortune.

Je ne m'arrêterai point sur ces tristes débats, dont le souvenir est encore présent à votre mémoire; car mon intention est moins d'accuser que de défendre, moins d'irriter les esprits que de faire pénétrer dans les cœurs des sentimens de paix et de justice. Toutefois, il est une circonstance que je ne puis condamner à l'oubli, parce qu'elle honore le barreau de Paris, qui, malgré l'inévitable diversité d'opinions, se réunit toujours dans ce qui est conforme à l'équité et à la morale.

L'un des membres de l'ordre les plus distingués par leur savoir, leurs talens et leurs vertus, M. Lacroix-Frainville, avait conjuré les ministres d'accorder au moins un conseil au citoyen qui pouvait être injustement poursuivi. Cet amendement a été rejeté avec dédain.

Soyons de bonne foi : écartons l'exagération, les préjugés, qui naissent de l'esprit de parti ! Quelle idée devait-on se former de l'exercice d'un pouvoir qui n'admettait aucun allègement au malheur ? Qu'une sorte de terreur ait frappé les citoyens, qu'épouvantés de l'avenir, cette crainte ait grossi les tourmens dont l'innocence était menacée, qui peut-on en accuser, sinon les hommes qui l'ont fait naître ? Qu'un seul mouvement de compassion eût échappé aux défenseurs de l'arbitraire, qu'une seule parole d'humanité fût tombée des lèvres ministérielles, qu'un seul agent du pouvoir eût dit, comme Malesherbes : *« Vous pouvez compter avec assurance sur tous les soulagemens qu'on doit attendre d'une bienfaisance éclairée »*.

ré; • dans ce cas, Messieurs, rien de ce qui est arrivé n'aurait eu lieu : les amis d'une sage liberté eussent gémi de l'avènement inattendu de l'arbitraire; mais ils auraient éprouvé quelque consolation, en pensant que ni le supplice illégal du *secret*, ni la privation d'un conseil, ni l'absence de l'amitié n'aggravaient le sort des détenus.

Et croyez-vous, Messieurs, que la cause qui est portée ne soit pas déjà décidée? Rappellerai-je cet arrêt de la Cour royale de Lyon, qui n'a pas voulu fonder une accusation sur une œuvre de charité? Le jury de Strasbourg n'a-t-il pas acquitté les rédacteurs du *Patriote alsacien*, prévenus du même délit que l'éditeur du *Constitutionnel*? La justice change-t-elle avec les climats; est-elle limitée par les fleuves et les montagnes? Non, Messieurs : ce qui est irrépréhensible sur les bords du Rhin, n'est point un crime sur les bords de la Seine. La justice n'obéit point aux passions des hommes; l'humanité est le premier besoin d'une époque agitée : elle seule peut aplanir les voies à une réconciliation générale; elle seule peut rapprocher les hommes divisés d'opinions ou d'intérêts.

J'ai examiné, dans toutes ses parties, l'article sur le projet de souscription en faveur des citoyens prévenus d'être suspects; et, soit dans la pensée, soit dans l'expression, je n'y ai rien trouvé qui n'ait été depuis long-temps et souvent exprimé avec plus de chaleur et d'énergie. Si la critique de l'arbitraire était un délit, il faudrait condamner la mémoire des écrivains les plus illustres, des magistrats les plus vertueux. J'aurais pu m'en tenir là; la défense était complète surtout devant des hommes éclairés, à qui je n'ai sans doute appris rien de nouveau. Mais j'ai prouvé que, d'après les circonstances qui ont précédé la publication de l'article du 30 mars, les éditeurs responsables des journaux ne pouvaient être soupçonnés de l'intention d'une attaque préméditée et formelle

contre le pouvoir constitutionnel du Roi et des Chambres , et de provocation à la désobéissance aux lois.

Messieurs les jurés , le plus grand avantage d'un gouvernement constitutionnel, c'est que la liberté momentanément exilée des lois trouve un refuge dans les mœurs d'où elle reparait bientôt avec les institutions qui lui conviennent. Chez tous les peuples libres , la sévérité quelquefois nécessaire des lois est adoucie par la commisération due au malheur. Les souscriptions de bienfaisance qui se forment si souvent en Angleterre n'ont pas seulement pour objet le citoyen victime des soupçons de l'autorité , mais même les criminels dont les attentats affligent la société. De pieuses associations du même genre existent parmi nous. Le soulagement qu'on voudrait refuser aux citoyens dont l'innocence doit être présumée jusqu'à ce que leur culpabilité soit légalement établie ; ce soulagement est accordé sans obstacle aux hommes pervers sur lesquels pèsent à la fois la honte et la peine du crime.

C'est dans des causes pareilles que toute prévention , tout préjugé, doivent disparaître devant la conservation de la morale publique. Hélas ! dans ces temps d'inquiétude, d'agitation politique , quelles que soient nos opinions , quelque purs que soient nos sentimens , pouvons-nous affirmer que la calomnie respectera notre repos ; que nous n'aurons jamais besoin des lumières d'un conseil , des sollicitudes de l'amitié , de l'appui des hommes bienfaisans ? Et quel est le juge d'aujourd'hui qui peut répondre que demain il ne sera pas jugé ? Quand les garanties légales sont ajournées à une époque dont le terme est incertain , conservons , dans un intérêt commun , aux honnêtes gens de toutes les opinions , conservons les garanties morales de l'humanité et de la justice. Ne brisons point les liens de la charité ; ils peuvent encore réunir tous les Français.

Les magistrats sont les organes des lois ; vous , messieurs

les jurés, vous êtes les gardiens des mœurs. C'est vous qui, puisant dans vos consciences les motifs de vos décisions, maintenez les principes d'équité naturelle qu'on ne blesse jamais sans mettre la société en péril. Ce que nous réclamons de vous avec confiance, c'est ce sentiment du juste et de l'injuste qui est au fond des cœurs, et dont l'inspiration guide avec certitude les hommes vertueux. Vous ne verrez point des ennemis du trône, des séditeux dans les citoyens réunis par le désir d'exercer des actes de bienfaisance. Vous ne condamnerez point les doctrines que les plus grands hommes, les meilleurs citoyens de tous les âges ont professées et pratiquées. On ne nous ravira point la liberté de compatir au malheur, de secourir de pauvres captifs. A une époque où le soulèvement des passions menace notre avenir, si jamais la justice nous était enlevée, qu'il nous reste au moins l'humanité. »

Après avoir entendu M. Jay, la Cour continue la cause à demain.

---

## SUITE DES PLAIDOIRIES.

---

AUDIENCE DU 30 JUIN.

On continue d'entendre les défenseurs des prévenus.

M. *Rumilly*, avocat de M. Comte, éditeur du *Censeur*. « Messieurs les Jurés, lorsque des citoyens chers à l'armée, au commerce, aux lettres, au barreau, inspirés par des sentimens vraiment français, se réunissaient à des députés et à des pairs de France, pour accorder à leurs concitoyens seulement suspects, loin d'être reconnus coupables, des secours que le Gouvernement lui-même distribue aux plus vils condamnés; lorsque des écrivains estimables, persuadés que le malheur est toujours sacré, proposaient à la bienfaisance publique une nouvelle occasion de se signaler : qui d'entre eux et de nous eût pu penser que cet acte d'humanité, d'abord travesti en acte séditieux, serait bientôt poursuivi comme criminel, et que le glaive de la loi menacerait tous ceux qui auraient conçu ou propagé l'idée d'une souscription pour secourir les détenus en vertu de la nouvelle loi d'exception ?

Ce que nous aurions eu peine à croire, nous le voyons cependant aujourd'hui, comme un de ces événemens extraordinaires auxquels notre siècle était réservé..... Mais déjà, sur divers points de la France, l'impartiale

justice a prononcé ses arrêts ; déjà , elle a proclamé l'innocence des auteurs d'une souscription semblable et des écrivains qui en ont publié le projet dans les mêmes termes ; et , sans rien préjuger sur votre décision , sans vous dire que vous ne la regarderez pas , sans doute , *comme l'effet d'une erreur palpable* , sa voix ne sera pas perdue pour vous , Messieurs les Jurés ; car , sur la justice comme sur l'honneur et la générosité , il n'existe ici que des sentimens unanimes.

Sentimens qui animent aussi les nombreux citoyens qu'un touchant intérêt amenait hier dans cette enceinte , et que ramène aujourd'hui un motif autrement puissant que celui d'une oisive curiosité ! Oui , l'on reconnaît , à cette noble inquiétude , notre nation humaine et généreuse , qui veut prendre aussi sa part au *procès de la bienfaisance*.

Je n'ai pas besoin de vous rappeler que la responsabilité légale résultant de l'article publié dans *le Censeur* du 30 mars , et portant pour titre *Souscription nationale* , ne doit peser que sur M. Comté. Le ministère public lui-même a reconnu que M. Dunoyer devait être désormais considéré comme étranger à l'accusation.

En insérant cet article , M. Comté a eu l'intention de publier un acte de bienfaisance ; et une invitation d'y prendre part ; invitation toujours bien accueillie par des Français. Il appartenait , sans doute , à cet honorable écrivain , dont tous les écrits respirent l'amour le plus pur de l'humanité et de la justice , de contribuer à la propagation d'une idée non moins estimable qu'utile aux malheureux. Et qui aurait pu se refuser à annoncer un acte de bienfaisance , sanctionné par le concours des grandes notabilités d'une nation , par la présence d'un grand

nombre de députés, par l'assentiment de nobles pairs ? Qui aurait pu se refuser à publier ce grand acte d'humanité, dont le but était, non pas de secourir l'assassin, le conspirateur, comme on a osé le supposer, mais bien, comme vous l'a dit hier cet honorable député (1), avec l'accent le plus profond de vérité, d'adoucir les rigueurs d'une loi qui doit frapper des innocens, puisqu'elle frappe des suspects ; de consolider le trône de l'auguste famille des Bourbons, en la faisant aimer ? car l'amour des peuples pour les rois est le plus ferme appui des trônes.

Sans vouloir prétendre que ce fût une garantie légale pour M. Comte que l'assentiment donné par soixante députés à l'article inséré dans les journaux du 30. mars, assentiment donné, soit directement, par leurs signatures apposées au bas de l'article, comme vous l'ont affirmé deux témoins ; soit indirectement, par l'ordre qu'ils auraient donné d'envoyer, de leur part, des épreuves à chaque journal : on reconnaîtra, du moins, que c'était une garantie morale, pour M. Comte, que le caractère respectable qui entourait les auteurs de la souscription ; on reconnaîtra qu'il ne devait pas penser qu'on pût exercer quelque recherche contre lui, sans atteindre les soixante députés qui avaient pris part à l'article, ou qui y avaient adhéré. Toutefois, je n'insisterai pas sur ce point ; il me suffisait, comme il suffit à mon client, de vous présenter les raisons qui l'ont porté à cette publication, et les motifs qui ont dû lui inspirer toute sécurité et toute confiance, en insérant l'article dans *le Censeur*. Ce n'est point une excuse, mais une justification nécessaire de sa con-

---

(1) M. Laisné de Villevesque.

science , de ses intentions et de son opinion , et il vous la devait , comme il se la devait à lui-même.

Il accepte donc la responsabilité qu'on veut étendre jusqu'à lui , en vertu de la loi du 9 juin , pour l'insertion de l'article envoyé par *le Constitutionnel* , de l'ordre exprès des députés , et qu'il a publié sans y faire aucun changement. Je me bornerai à vous indiquer seulement deux légères différences : l'une , dans le titre : Les secours sont présentés comme conditionnels..... *en faveur des citoyens qui SERAIENT victimes* ; l'autre , dans la composition des mandataires des souscripteurs : ils ne sont pas désignés par leurs noms ; les professions où l'on doit les choisir sont seulement désignées ; et c'est un point qui pourra être relevé dans la défense des commissaires de la souscription. *Le comité*, est-il dit dans *le Censeur*, *sera composé de deux pairs , de quatre députés , de trois négocians et de trois avocats*. On ne connaissait pas encore les noms des honorables accusés , mandataires des souscripteurs , ni de ceux d'entre eux que le barreau tout entier réclame avec des vœux plus pressans ; que leurs hautes qualités , leur noble caractère m'ont appris chaque jour à chérir et à estimer , et à qui je dois en ce moment mes souhaits les plus ardens , faible tribut de l'amitié la plus vraie et la plus durable.

L'accusation repose sur deux chefs : attaque formelle contre l'autorité constitutionnelle du Roi et des Chambres ; provocation à la désobéissance aux lois.

Le ministère public a cherché à établir ces deux délits , 1<sup>o</sup> par la substance de la souscription , par les effets de la publication de cette souscription ; 2<sup>o</sup> par les termes des écrits.



Je dois me renfermer dans la défense , et me borner à la justification des termes de l'écrit du 30 mars, inséré dans les journaux. Le fait de la souscription et les effets de la publication seront discutés par les défenseurs des mandataires des souscripteurs, avec l'énergie et la puissance de leurs raisonnemens.

Mais, avant de commencer la justification des termes de l'écrit du 30 mars, et pour vous conduire à l'appréciation de ses expressions par une route certaine, il est nécessaire de ramener à des points fixes et invariables l'accusation, qui s'est égarée dans un dédale de faux principes ; il est indispensable de rétablir les bases posées par le législateur et que sapperait de fond en comble le système du ministère public, subversif de toute la théorie de la liberté de la presse, et d'autant plus dangereux qu'il vous a été présenté avec plus d'art et d'adresse.

M. l'avocat-général s'est attaché à établir, dans l'article du 30 mars, un délit nouveau, et qui n'a pu même être spécifié par la loi ; c'est le délit qui consiste à *paralyser*, à *entraver* le pouvoir exécutif. Le pouvoir exécutif, vous a-t-il dit, est un des attributs de l'autorité constitutionnelle. L'écrit est rédigé de manière à le paralyser ; donc il y a attaque formelle contre l'autorité constitutionnelle du Roi et des Chambres.

Il est facile de sentir d'abord, au premier aperçu, que *paralyser*, *entraver*, n'est pas *attaquer formellement*. Il faudrait une conversion de mots bien extraordinaire pour arriver à un pareil résultat ; et, ici, la subversion des mots serait non moins funeste que celle de principes ; car, avec des mots ainsi détournés de leur acception, on ferait des condamnations.

L'action d'*entraver* est l'action de gêner, d'apporter un obstacle; et, à cette idée, l'action de *paralyser* joint celle d'arrêter secrètement, d'une manière inaperçue. Certes, ce n'est pas là le caractère de l'attaque formelle, de la provocation.

C'est un délit d'*indirect*, si l'on peut l'appeler ainsi, qui existait sous l'empire de la loi de novembre, mais qui a fini avec elle. C'est un de ces délits vagues que l'on voyait alors partout, quoiqu'ils ne fussent nulle part, et auxquels l'incohérence de la loi pouvait seule donner naissance. Alors, la censure des actes ministériels, la critique des lois étaient prohibées sous le prétexte des entraves qui gênaient le pouvoir exécutif. Mais un autre ordre de choses s'est élevé, avec la loi nouvelle sur la liberté de la presse. Alors, les principes ont été posés avec netteté : il faut aujourd'hui que les délits dont on est accusé soient spécifiés par la loi du 17 mai ; et il faut, en développant l'accusation devant les jurés, que le ministère public se renferme dans le cercle tracé par l'arrêt de renvoi dont il ne peut plus s'écarter.

Rétablissons donc le genre des deux délits qui y ont été posés, déterminons leurs caractères ; et l'application de la loi sera facile ; le rapprochement des principes avec les termes de l'écrit, sera immédiat, naturel ; vous ne serez plus obligés de passer à travers une série de fausses conséquences, pour arriver à un faux résultat.

Pour qu'il y ait attaque formelle contre l'autorité constitutionnelle du Roi et des Chambres, il faut deux conditions essentielles, et sans lesquelles le délit ne saurait exister ; il faut que cette autorité constitutionnelle soit attaquée, et qu'elle le soit formellement.

Qu'est-ce que l'autorité constitutionnelle du Roi et des

Chambres ? C'est la collection des droits conférés par la Charte au Roi et aux Chambres : au Roi , le pouvoir exécutif, par exemple ; aux Chambres , le droit de concourir à la formation des lois.

Qu'est-ce qu'une attaque formelle ? C'est l'action de contester ces droits , de provoquer à les renverser , d'exciter à leur désobéir , et cela , d'une manière évidente , palpable , qui frappe tous les yeux.

Ainsi , lorsqu'un écrivain vient , par des expressions claires et précises , contester , par exemple , le droit attaché à la couronne de faire exécuter les lois , il se rendra coupable du délit déterminé par la loi de mai.

Mais si cet écrivain se borne à critiquer les actes qui émanent de l'autorité constitutionnelle du Roi et des Chambres , alors , loin de commettre un délit , il ne fait qu'user d'un droit qui lui est garanti par le législateur , droit inhérent à la nature du gouvernement représentatif , droit précieux et nécessaire qui rétablit la communication entre le prince et les sujets , et qui , portant les doléances du peuple au pied du trône , appelle la sagesse du monarque à user du plus beau de ses droits , à réparer les maux qu'entraînent les mauvaises lois.

Ce sont là des principes élémentaires , en quelque sorte , du gouvernement représentatif , et ces principes ont été proclamés par le ministre chargé de soutenir la discussion de la loi sur la liberté de la presse. Voici comment M. le garde-des-sceaux s'exprimait à la Chambre des députés , en présentant le projet de loi : « Lorsqu'une ac-  
» tion , disait-il , a été déclarée crime ou délit par les lois  
» communes , il ne saurait être permis d'exciter les ci-  
» toyens à la commettre. On peut contester la justice ou

» la *convenance* d'une loi pénale , on peut en solliciter  
» le changement ; mais on ne peut pas , on ne doit pas  
» pouvoir provoquer les citoyens à désobéir aux lois  
» existantes. »

Nous avons cru devoir citer , dès à présent , cette partie du discours de M. le garde-des-sceaux , quoiqu'elle ait une application plus directe au chef de la provocation à la désobéissance aux lois , parce que le droit de critique des lois , que nous avons opposé au délit d'attaque formelle , y est expressément reconnu.

Voici comment M. le garde-des-sceaux s'exprimait , en défendant l'article 4 du projet , qui établit le délit d'attaque formelle , soit contre l'autorité constitutionnelle du Roi et des Chambres , soit contre l'ordre de successibilité au trône . Il combattait en ces termes l'opinion de ceux des membres de la Chambre des députés qui demandaient le retranchement du mot *formelle* :

« .... En même temps , comme ici , la loi exprimait  
» que la manifestation d'une simple opinion était incriminée . Il a fallu indiquer que cette opinion avait une  
» direction expresse , *formelle* , contre l'ordre de successibilité au trône ; il a fallu fermer la porte à toutes les  
» interprétations vagues , aux inductions éloignées ; il a  
» fallu préciser , autant que possible , les délits , d'une  
» part , afin qu'on évitât de les commettre ; et d'autre  
» part , pour ne punir que ce qui en soi-même est délit .  
» L'article doit être entendu dans ce sens , que l'autorité  
» elle-même sera franchement attaquée ; il ne doit pas  
» empêcher les discussions loyales sur les limites plus ou  
» moins vagues qui peuvent exister entre les trois  
» branches du pouvoir législatif , ou sur les formes dans

» lesquelles peuvent le plus utilement s'exercer ces trois  
 » pouvoirs, formes et limites qui sont souvent l'objet de  
 » vos débats : aussi , importe-t-il beaucoup d'avertir les  
 » magistrats et les jurés qu'ici l'attaque contre l'autorité  
 » constitutionnelle du Roi et des Chambres doit être  
 » *formelle et équivalente à une provocation.* »

Vous n'oublierez donc pas, Messieurs les Jurés , cet avis donné du haut de la tribune par le chef de la justice , vous retiendrez ses expressions qu'il a voulu faire retentir jusqu'à vous. Et, pénétrés de ces principes, vous considérez comme un droit fondamental l'examen improbateur des actes de l'autorité ; vous reconnaîtrez que là où il n'y a pas d'excitation à désobéir à l'autorité , il n'y a point d'attaque simple , ni directe , à plus forte raison d'attaque formelle contre l'autorité ; vous reconnaîtrez qu'il y a même obéissance à l'autorité dans l'examen des résolutions prises en vertu de cette autorité ; et, rejetant la savante confusion qu'on vous a proposée , vous ne regarderez comme criminelles que les propositions violentes qui, contestant les droits attribués au pouvoir royal ou aux Chambres, provoqueraient au renversement de leur autorité constitutionnelle.

M. l'avocat-général a enveloppé dans la même confusion, le délit de provocation à la désobéissance aux lois. Il est donc aussi nécessaire de rétablir les principes sur ce second chef d'accusation.

Vous savez déjà , par le simple exposé présenté sur le chef d'attaque formelle , que la critique des lois est permise ; vous n'avez pas oublié ces paroles remarquables de M. le garde-des-sceaux : *« On peut contester la justice ou la convenance d'une loi pénale , comme de toute autre loi ;*

» on peut en solliciter le changement. Voilà ce qui est permis. Voyons ce qui est défendu, et indiqué par la suite de ce discours de M. le garde-des-sceaux.... *« Mais on ne peut pas, on ne doit pas pouvoir provoquer les citoyens à désobéir aux lois existantes. »*

Qu'est-ce qu'une *provocation* ? C'est la proposition expresse adressée à un ou à plusieurs individus de faire quelque chose.

Qu'est-ce que la *désobéissance aux lois* ? C'est le refus de faire ce qu'une loi, ce que plusieurs lois commandent.

Ajoutons à cette simple définition, la définition légale que traçait, à la Chambre des pairs, le rapporteur de la commission. Le noble pair s'exprimait en ces termes :  
*« Que si, par provocation directe, on entend une provocation exprimée dans un langage significatif, intelligible, propre à émouvoir les esprits ; le projet de loi n'en reconnaît point d'autre. Si, par provocation indirecte, on entend une idée subtile, rendue en termes équivoques, ambigus, détournés, et qu'on ne peut extraire que par une interprétation laborieuse ; ce n'est point là une provocation ; des jurés ne l'y reconnaîtront jamais. »*

Maintenant, appliquant ces premières notions, si vous vous demandez quand il y aura provocation à la désobéissance aux lois, vous répondrez que ce délit existera par la proposition adressée à des tiers de refuser de faire ce que la loi ou les lois commandent, et par la proposition intelligible, propre à émouvoir les esprits ; mais non pas par la proposition indirecte, subtile, *rendue en termes équivoques, ambigus, détournés, et qu'on ne peut extraire que par une interprétation laborieuse.*

Si, par exemple, une loi confère à des ministres le droit de détenir les citoyens pendant trois mois, et que des écrivains, tout en critiquant cette loi, se bornent à annoncer des secours aux détenus, il n'y aura pas là de provocation à la désobéissance aux lois ; car, la loi ne conférant que le droit de détention et ne défendant pas de donner des secours, il n'y aura pas de violation de la loi dans cet acte d'humanité ; par conséquent, point de provocation criminelle, puisque l'acte auquel on excite, n'est pas défendu.

Il y aurait provocation à la désobéissance aux lois dans l'exemple proposé, si des écrivains excitaient les citoyens à résister à ceux qui arrêteraient en vertu de cette loi ; s'ils excitaient les détenus à s'évader de leurs prisons.

Mais au contraire, il y aurait, si l'on peut s'exprimer ainsi, *provocation à l'obéissance aux lois*, si l'on ne promettait des secours aux citoyens arrêtés en vertu de cette loi, qu'autant qu'ils seraient détenus.

C'en est assez, sans doute, MM. les jurés, pour ramener vos esprits aux points dont l'accusation n'aurait pas dû s'écarter. Je n'entrerai pas dans de plus longs développemens sur les principes dont le complément sera couronné par la discussion des défenseurs qui doivent me suivre. Mais vous vous rassurerez dès à présent sur les craintes que le ministère public a voulu vous faire concevoir. Vous ne verrez plus de criminalité dans la critique des lois, si permise et si utile. Ainsi, pour me servir des expressions de M. l'avocat-général, ce ne sera pas *exciter l'indignation, en appeler au peuple, remettre en question ce qui a été décidé, détruire la constitution, et attaquer l'ordre social*, que de relever les inconvéniens

de la loi d'exception ; mais ce sera user d'un droit constitutionnel et précieux , droit qu'on ne saurait nous ravir , et dont l'exercice , loin de détruire la constitution et d'attaquer l'ordre social , est le plus solide et le dernier appui de la liberté publique , comme le plus utile conseiller de la couronne.

Le ministère public , dans l'examen des termes de l'écrit du 30 mars , a placé principalement la criminalité dans les trois premiers paragraphes ; mais , toutefois , il ne s'est pas borné à inculper cette partie de l'écrit ; le titre de la souscription et les derniers paragraphes n'ont pas été épargnés. Je suivrai pas à pas la marche de M. l'avocat-général , dans l'examen des expressions ; et , puisque le système de l'accusation a incriminé séparément et en détail les termes de l'écrit , il est nécessaire que la défense justifie successivement tout ce qui vous a été présenté comme criminel.

Le titre est ainsi conçu :

*Souscription nationale en faveur des citoyens qui seraient victimes de la mesure d'exception sur la liberté individuelle.*

Décoration affectée du mot de *nationale* ! a dit le ministère public ; accusation criminelle de la loi , qui , d'après ce titre , ne ferait que des *victimes* !

Et moi , je répondrai que puisque l'écrit était destiné à provoquer un acte de bienfaisance , il fallait que la souscription fût appelée nationale ; je répondrai que la meilleure justification est dans son nom , puisqu'elle ne s'adresse pas à un parti , mais à la nation : ce n'est pas une seule opinion , mais toutes les opinions qu'on invite à secourir le malheur. Le riche comme le pauvre peu-



vent, par souscription, concourir à de bonnes œuvres ; la bienfaisance n'est plus la vertu facile seulement à la richesse : et tandis que la pitié, infatigable à réparer les maux de l'humanité, ingénieuse à créer de nouvelles ressources, console par des souscriptions les victimes de tous les fléaux de la société, fallait-il défendre à une classe de malheureux ce moyen de consolation ? C'est par des souscriptions que la bienfaisance relève les chaumières ; et que la reconnaissance publique érige des monumens aux grands hommes. C'est par une souscription *nationale* que s'est élevée la statue de ce roi vraiment français, et qu'on a surnommé le bon roi ; c'est par une souscription *nationale* aussi qu'on devait secourir les suspects.

Eh quoi ! le ministère public s'indigne de les entendre appeler *victimes* ! Et quel est donc leur sort ? Leur crime fait-il oublier leur malheur ? Mais non, leur crime est inconnu ; un ennemi, un délateur les aura précipités dans les cachots ; ils en sortiront sans savoir pourquoi ils y ont été plongés : et pendant leur séjour dans ces lieux de souffrance et de solitude, séparés de leurs parens, de leurs amis, dénués des conseils d'un défenseur, privés des consolations et de la vue de leurs femmes, de leurs enfans, ils ne vivront que du pain grossier qu'ils arroseront de leurs larmes ; et la charité interdite à leur égard ne pourra franchir le seuil de leur prison. Voilà les malheureux qu'on ne saurait appeler *victimes* ! Ah ! sans doute vous trouverez qu'on ne peut pas les désigner par un autre nom, que l'on ne peut pas créer encore à leur égard une exception dans la langue, lorsque la pitié accorde cette désignation à tous les genres de malheurs.

Le reproche du ministère public contre les expressions

du titre, n'est pas mieux fondé que l'accusation sur le but de ce titre, qui doit exciter la bienfaisance en faveur des détenus. Le ministère public veut que vous proscriviez la pitié publique, ne permettant que la pitié secrète; et, pour vous amener à ce résultat, il s'est attaché à vous proposer un exemple de prédilection, auquel il est revenu deux fois. « Supposons, a dit M. l'avocat-général, qu'une loi défende l'introduction de marchandises anglaises : des contrebandiers forment une association pour secourir ceux d'entre eux qui seront saisis en introduisant la fraude, et pour payer les condamnations qui les frapperont. Cette association ne sera-t-elle pas criminelle, et les écrits qui tendront à la former ne seront-ils pas aussi coupables? » L'autorité des exemples n'est utile que lorsque les exemples sont identiques avec l'objet de comparaison, et ici les différences sont sensibles. Une loi qui prohibe la contrebande, défend le fait de l'introduction des marchandises prohibées; tandis que la loi d'exception sur la liberté individuelle, ne défend pas de donner des secours aux détenus. La loi sur la contrebande a pour but la condamnation du contrebandier; tandis que la loi d'exception a un résultat contraire à la condamnation du suspect, elle a pour but de le retenir en prison sans jugement et sans condamnation.

Ainsi, que l'on cesse de comparer des condamnés légalement à des détenus arbitrairement. Les uns sont coupables d'un crime; les autres sont malheureux par le soupçon. Et cependant, ne voit-on pas tous les jours des condamnés légalement recevoir des secours sous les yeux du Gouvernement? Oublie-t-on, MM. les jurés, que vous-mêmes, après avoir condamné un homme comme

criminel, vous le secourez comme malheureux ? Les exemples en sont-ils rares ? Cette session même n'en offre-t-elle pas des preuves publiques ? Et a-t-on pensé encore à vous accuser d'accorder une *prime d'encouragement* au crime, lorsque, conciliant la justice avec l'humanité, vous avez frappé le vice et secouru le malheur ? Juges intègres, hommes miséricordieux, vous respecterez dans les autres ce que vous vous honorez d'avoir fait.

Les trois premiers paragraphes, qui forment une espèce de préambule et présentent les inconvénients de la loi d'exception, ont été plus spécialement inculpés encore que le titre de la souscription. M. l'avocat-général vous les a présentés comme des *phrases incendiaires*, capables d'embrâser tout l'État. Mais quel sera votre étonnement, lorsque la justification de ces phrases sera établie non-seulement par l'examen rigoureux de l'écrit et par l'intention manifestée dans sa rédaction, mais encore par les déclarations ministérielles ; lorsque vous verrez ces expressions *incendiaires* sortir de la bouche des ministres et des magistrats qui protestent tous les jours de leur dévouement le plus absolu à la couronne ? Et, sans doute, ces expressions, en passant sous la plume des écrivains, n'ont pu devenir criminelles, lorsqu'elles étaient innocentes dans le principe, et qu'elles ont acquis l'autorité de discussions officielles et publiques.

L'idée simple contenue dans le premier paragraphe est celle-ci : La loi d'exception ne peut étouffer la justice et l'humanité. Cette pensée n'a rien que de vrai en soi, et ne saurait être reprehensible.

Voici dans quels termes elle est exprimée :

« *L'arbitraire, revêtu de la forme de la loi, ne prescrit point contre les lois éternelles que Dieu a gravées dans tous les cœurs. Les droits les plus légitimes, les plus sacrés, les plus inhérens à la nature; les droits qui ont précédé toutes les sociétés, qui président à leur existence, et qui ne peuvent jamais être ni abolis, ni suspendus, sont ceux de la justice et de l'humanité.* »

Le ministère public vous a dit que c'était enlever à la loi son caractère, que de l'appeler l'*arbitraire*; que cette dénomination était une attaque formelle, une provocation. Mais qui ne se rappelle les termes dont on s'est servi constamment dans la discussion aux Chambres, et la qualification que les ministres eux-mêmes ont donnée à la loi ? Je ne parlerai pas des expressions des honorables députés qui ont voté contre le projet ; je ne veux citer que les orateurs qui ont voté l'adoption de la loi, et les ministres qui l'ont présentée; et, sans doute, on ne récusera pas leur témoignage.

Que disait M. le ministre des affaires étrangères, à la séance du 8 mars ? Voici ses paroles, rapportées officiellement par le *Moniteur* du 10 : « *Oui, je demande l'arbitraire; mais pour deux motifs : le premier, parce que, quand on sort de la légalité, ce ne peut être que pour un but important, pour un grand objet à remplir, et qu'il faut être certain que l'on atteindra l'un et l'autre; le deuxième, parce qu'il ne faut pas que l'arbitraire ressemble en rien à la légalité. Je pense que ma première proposition se démontre suffisamment d'elle-même, et j'ajoute qu'elle est en même temps soumise à cette autre considération : qu'elle ne peut être justifiée que par la nécessité.... Je passe au*

» second motif de ma demande, et je dis que nul incon-  
 » venient n'est plus grand que celui de l'arbitraire dé-  
 » guisé, introduit dans un gouvernement libre. C'est  
 » alors véritablement la corruption de toutes les consti-  
 » tutions. Au contraire, l'arbitraire, nettement expri-  
 » mé, peut être un remède salutaire dans de grands  
 » périls. »

M. le ministre des affaires étrangères ajoutait à la séance  
 du 10 mars ces paroles rapportées dans le *Moniteur*  
 du 12 : « Il s'agit, je le répète encore, de l'arbitraire qui  
 » doit être déposé entre les mains de plusieurs ministres ;  
 » je pourrais citer ici une autorité qui ne serait peut-être  
 » pas récusée par une partie des hommes qui me com-  
 » baitent : ce serait celle du Contrat social. Rousseau  
 » établit les différentes manières de sortir du régime lé-  
 » gal : il montre comment l'arbitraire peut remplacer  
 » le régime légal. »

Ainsi, c'était bien l'arbitraire qu'on demandait, c'est  
 aussi l'arbitraire qui a été accordé; c'est une vérité de  
 fait, une vérité, pour ainsi dire, ministérielle qu'on s'est  
 complu à proclamer à la tribune. Les ministres répétaient  
 qu'il ne fallait pas déguiser l'arbitraire, qu'il fallait, au  
 contraire, l'exprimer nettement. Où donc est le mal  
 d'avoir recueilli leurs paroles; de s'en être rapporté à leurs  
 décisions, de s'être confié à leur jugement? Certes, ce  
 n'est pas sous cette puissante égide que l'on peut attaquer  
 l'écrivain. Et encore, n'a-t-il pas rendu hommage à la loi;  
 à la force qui lui a été imprimée; lorsqu'il a parlé de  
 l'arbitraire revêtu de la forme de la loi. L'accomplisse-  
 ment des formes constitutionnelles n'ajoute-t-il pas, à une  
 simple proposition, à un projet, la force légale? N'est-ce

pas l'adoption des Chambres et la sanction royale qui composent ces formes ? Et la loi sur la suspension de la liberté individuelle n'est-elle pas semblable à une autre loi ? N'a-t-elle pas la même force d'exécution, puisqu'elle est revêtue des mêmes formes ? N'est-ce pas là ce qu'a reconnu l'écrivain, par les expressions mêmes dont il s'est servi ? N'est-ce pas là reconnaître la puissance de l'autorité constitutionnelle du Roi et des Chambres, loin de l'attaquer ? M. le ministre des affaires étrangères a été bien plus loin, lorsqu'il a dit : « *Il ne faut pas que l'arbitraire ressemble en rien à la légalité.* » L'écrivain, au contraire, reconnaît une telle puissance dans l'autorité royale et dans l'autorité des Chambres, qu'elles ont communiqué le caractère de la légalité à une disposition qui lui est si opposée.

Que l'arbitraire légal *ne prescrive point contre les lois éternelles que Dieu a gravées dans tous les cœurs*, et que les droits les plus légitimes soient ceux de la justice et de l'humanité, c'est une maxime qui, par elle-même et par les expressions dont elle est revêtue, ne saurait être ni séditieuse, ni coupable ; mais qui, au contraire, est non moins vraie que salutaire. Ce ne peut donc être qu'à l'aide d'un sophisme bizarre, que M. l'avocat-général a pu dénoncer, dans cette partie de l'écrit, un appel au peuple, à la force. Ce n'est pas sans étonnement que je l'ai entendu, à cette occasion, s'appuyer de la comparaison d'un homme qui s'empare d'une partie du champ de son voisin, en disant qu'il a un droit égal au propriétaire de ce champ. Je n'ai pas trouvé le ministère public plus heureux dans ce rapprochement, que dans le premier exemple des contrebandiers. Ne sait-il pas, en

effet, que la définition la plus vulgaire de la justice la représente comme la vertu qui consiste à rendre à chacun ce qui lui est dû, comme opposée, par conséquent, au droit d'occupation, au droit de la force, si on peut jamais l'appeler ainsi? Comment donc serait-il possible qu'en parlant de la justice, on voulût parler de ce qui lui est opposé? Comment admettre un système d'interprétation qui substituerait l'idée du commentateur à celle de l'auteur? Non, il ne sera jamais dangereux d'invoquer la justice; et plutôt à Dieu qu'elle ne fût jamais méconnue!

C'est une vérité contenue dans la nature même de la loi sur la liberté individuelle, qu'elle ne saurait prescrire contre ces lois éternelles. Elle est une loi temporaire, une loi d'exception. Ses auteurs ont marqué le terme de ses jours, et, en naissant, elle a fixé elle-même l'époque de sa fin. Lorsque son existence a été limitée par une disposition particulière, à la session prochaine, si elle n'y est renouvelée, comment donc serait-il défendu de regarder cette loi comme passagère?

On vous a cité déjà hier les publicistes et les magistrats illustres qui, dans leurs ouvrages immortels, ont proclamé les vérités qu'a répétées bien faiblement après eux cet écrit; aujourd'hui, je viens sanctifier cette discussion par l'autorité de la religion elle-même: c'est l'orateur sacré qui, dans son *Traité de la politique tirée des paroles de l'Écriture-Sainte*, mettra le sceau aux principes des publicistes profanes. Voici les paroles de Bossuet: « Il y a, » dit-il, *des lois, dans les empires, contre lesquelles tout* » *ce qui se fait est nul de droit, et il y a toujours ouver-* » *ture à revenir contre, dans d'autres occasions ou dans* » *d'autres temps, Il est écrit qu'en les violant, on*

« ébranle tous les fondemens de la terre, après quoi  
 » il ne reste plus que la chute des empires. »

Voilà les tristes causes des bouleversemens ; c'est pour avoir méconnu les principes de vérité éternelle, que les États sont agités et renversés. Mais rappeler les peuples à l'amour de ces lois immuables, ne fut jamais une cause des révolutions.

Vous ne verrez donc, dans ce premier paragraphe, aucune attaque formelle contre l'autorité constitutionnelle du Roi et des Chambres, aucune provocation à la désobéissance aux lois.

Il en sera de même du second ; il est ainsi conçu :  
 « L'humanité et la justice sont évidemment méconnues  
 » dans les dispositions d'une mesure qui livre la liberté,  
 » la fortune, l'honneur, la réputation, la santé, la rai-  
 » son et même la vie des citoyens à la merci de la poli-  
 » tique, de la haine, de la vengeance, de la corruption,  
 » de la bassesse, de l'intérêt, de la peur, de tous les ca-  
 » prices, de toutes les passions de quelques individus  
 » principaux, et d'une foule d'agens et de fauteurs de  
 » l'arbitraire. »

Ici, l'écrivain a usé d'un droit constitutionnel, d'un droit nécessaire, celui de critiquer les lois ; et vous n'avez pas oublié que ce droit si précieux a été proclamé par les ministres eux-mêmes, reconnu par M. le garde-des-sceaux, lorsqu'il disait à la tribune : « On peut contester la justice ou la convenance d'une loi pénale ; on peut en solliciter le changement. »

Certes, si la critique est autorisée à l'égard d'une loi durable, permanente de sa nature, elle le sera à l'égard d'une loi temporaire et d'exception. Et il sera surtout



permis à l'écrivain de rappeler les inconvéniens d'une pareille mesure, lorsque les ministres eux-mêmes qui l'ont demandée en ont reconnu les suites fâcheuses, lorsqu'ils n'ont pas craint de recommander aux députés d'oublier les conséquences de la mesure sur laquelle ils votaient, lorsque les députés qui ont adopté la loi ne se sont pas dissimulé les maux particuliers qui pouvaient en résulter.

C'est donc encore sur l'autorité des discours ministériels que doit s'appuyer la défense. Et, sans doute, ce ne sera pas un crime d'avoir publié ce qu'ils ont été obligés d'avouer officiellement ; ce ne sera pas un crime d'avoir pénétré tout ce que des réticences ont laissé deviner après des aveux formels et des confessions positives.

Je ne parlerai pas des discours pleins de vérité et d'énergie, dans lesquels les orateurs les plus distingués du côté droit de la Chambre ont peint, en 1817, les maux qu'entraînent les lois d'exception. Je me bornerai à rappeler ce qui a été proclamé à la tribune par les ministres et les députés qui ont adopté la loi.

A la séance du 10 mars, M. le ministre des affaires étrangères s'exprimait en ces termes : *« Je sais bien tout » ce qu'on peut dire sur le secret, sur le danger de le » faire subir à des citoyens qui peuvent n'avoir été ar- » rêtés que sur de fausses délations ; et à cet égard , » il est aisé d'établir des maximes qui sont partagées » par tous les hommes. Mais encore un coup, il s'agit » d'une loi exceptionnelle, de cet arbitraire qui est » demandé par le gouvernement, et que Rousseau, lui- » même, dans le Contrat social, a reconnu nécessaire » pour la sûreté des gouvernemens. Il n'est pas au » pouvoir des hommes de tout prévoir. Il faut au gou-*

» vernement une grande latitude , surtout dans l'exer-  
 » cice d'un pouvoir arbitraire , reconnu nécessaire pour  
 » maintenir son existence. »

M. le ministre des affaires étrangères ajoute : « Parmi  
 » les excellentes choses qu'a dites M. le rapporteur , il  
 » en est une positive , c'est que le projet de loi qui vous  
 » est présenté est en même temps une loi de nécessité  
 » et une loi de confiance. Ainsi , sans confiance dans  
 » le gouvernement , je conçois qu'on la repousse ; mais  
 » si l'on est fondé à avoir de la confiance dans le gou-  
 » vernement , on trouve dans cette confiance la solution  
 » des questions qui ont été adressées aux ministres....  
 » Quant à la mise au secret , je répondrai de la même  
 » manière. Un gouvernement juste et paternel comme  
 » celui du Roi , pourra bien , quand il sera nécessaire ,  
 » user d'un moyen pénible. »

Enfin , à la séance du 15 mars , le même ministre s'ex-  
 primait ainsi : « Après tout ce que j'ai entendu dire  
 » dans cette discussion , il est pénible de répéter que  
 » c'est une loi de confiance , et cependant il faut encore  
 » bien le dire , parce qu'il faut dire la vérité , et je ne  
 » me reprocherai jamais de l'avoir dite trop franche-  
 » ment à cette tribune. »

M. Cardonnel , président de la Cour de Toulouse , et  
 l'un des députés qui défendaient le projet de loi , disait  
 à la séance du 7 mars : « Ce n'est pas sans effort que  
 » j'ai pris le parti d'adopter , pour ce qui me concerne , le  
 » principe du projet de loi. Je craignais de confier un  
 » pouvoir , pour ainsi dire discrétionnaire , à des hommes  
 » qui pourraient en abuser dans l'intérêt d'une ambition  
 » insatiable , ou d'un désir effréné de domination et de

» puissans. Ces considérations m'avaient d'abord fait  
 » envisager avec une sorte d'effroi la loi qui nous était  
 » présentée. Depuis, il s'est opéré autour de nous des  
 » changemens de personnes et de choses, qui, sans  
 » vaincre entièrement la répugnance que m'inspire toi-  
 » jours une mesure arbitraire, en ont cependant affaibli  
 » le danger à mes yeux..... Je ne me dissimule pas  
 » toutefois ce qu'une pareille détermination peut en-  
 » traîner de graves inconvéniens : je sais que la con-  
 » fiance qui s'attache à la droiture et à la pureté des  
 » intentions de tel ministre, n'est pas toujours réversible  
 » à ses successeurs ; je sais que dans l'instabilité des  
 » choses humaines, le lendemain voit quelquefois l'idole,  
 » renversée la veille, relevée plus orgueilleuse, et pom-  
 » pousement replacée sur son piédestal ; je sais qu'un  
 » pouvoir extraordinaire, imprudemment accordé, peut  
 » devenir, dans des mains indignes, un instrument de  
 » haine, de vengeance, de tyrannie et de despotisme,  
 » etc. »

Voilà quels étaient les discours des ministres et des  
 députés. Les ministres, de leur côté, reconnaissaient les  
 maux particuliers que devait entraîner la loi ; mais ils  
 se défendaient par la grande raison du salut public : ils  
 avouaient les dangers de l'exécution confiée aux subal-  
 ternes ; mais ils les excusaient par la nécessité : ils ne se  
 dissimulaient pas les horreurs de cette nouvelle torture  
 de notre siècle, appelée le secret ; mais ils promettaient  
 de l'administrer paternellement ; et, redoutant l'examen  
 sévère des rigueurs qu'ils devenaient les maîtres d'exer-  
 cer, ils voulaient en dérober, du moins en partie, la  
 vue sous le voile de la confiance. De leur côté, les dé-

putés qui votaient de confiance, apercevaient dans les choses les vices qu'elles renfermaient ; mais ils se rassuraient par le choix des personnes : ils reconnaissaient que les lois d'exception étaient des instrumens de haine , de vengeance , de tyrannie et de despotisme ; mais ils espéraient, pour me servir de leurs expressions , que l'idole, renversée la veille, ne s'en servirait pas le lendemain. Ils s'effrayaient en envisageant la loi ; ils se rassuraient en regardant les ministres. N'était-ce pas des deux côtés proclamer les vices de la loi , en présentant à la France, pour excuse, les circonstances et les personnes ?

Ce que les ministres et les députés , défenseurs de la loi , ont dit sur le fond des choses , les écrivains n'ont-ils pu le redire ? et sommes-nous donc si neufs aux lois d'exception , que nous n'ayions aucune connaissance de leurs résultats ? Le passé doit-il nous rassurer contre les craintes de l'écrivain ? L'expérience peut-elle nous apprendre à mépriser ses terreurs comme de folles visions , à traiter de déclamations ses pensées ? J'y consens , si le ministère public l'exige , et je me condamne à l'oubli : mais que du moins à son tour , il m'accorde qu'il n'existe aucune criminalité dans cette partie de l'écrit : je reconnaitrai , s'il le veut , quelque rudesse dans les expressions ; mais comme il n'existe aucune loi qui enjoigne des formules de politesse , qu'il m'accorde à son tour l'absence complète d'un délit.

A l'appui de ces vérités morales , le troisième paragraphe présente des vérités de fait incontestables. Il est conçu en ces termes : « *La discussion la plus solennelle* » *a consacré les vérités que nous venons d'exposer.* » *Les dépositaires de l'autorité sont venus leur donner*

» une nouvelle force en refusant, 1° de faire mention,  
 » sur l'ordre en vertu duquel on arrête un suspect,  
 » du délit dont on le soupçonne ; 2° etc. ; etc. »

La notoriété publique manque-t-elle à ces faits ? Faut-il des actes authentiques pour les prouver ? Nous apporterions dans cette enceinte les procès-verbaux de la Chambre des députés, et vous y verriez successivement rejetés les dix amendemens recueillis par l'article. Mais qu'ai-je besoin de ces preuves officielles ? Qui de nous n'a encore présent à l'esprit le souvenir de cette discussion mémorable ? Qui de nous ne se rappelle les discours de ces honorables députés, qui s'étonnant qu'aux funérailles d'un Bourbon la liberté des citoyens pût être immolée pour servir d'hécatombe, sollicitaient d'abord une enquête pour établir la nécessité des rigueurs demandées, et réclamaient quelques amendemens en faveur de l'humanité ? Qui de nous a oublié l'amendement proposé par le vénérable Nestor du barreau ? Ces faits sont déjà du domaine de l'inflexible histoire ; ils appartiennent à tous, et sans doute il ne saurait être défendu de les rappeler : l'écrivain les rapporte sans réflexions : c'est un résumé de la discussion ; d'est un résultat qui ne saurait être ni contesté ni incriminé.

Voilà, Messieurs, ces trois paragraphes qui ont attiré sur l'écrit toute l'animadversion du ministère public ; vous ne sauriez trouver dans ce préambule qu'une critique de la loi d'exception, que l'exercice d'un droit consacré par le gouvernement lui-même. Nulle part le génie de l'interprétation ne saura vous montrer des expressions claires et précises qui contestent à la couronne et aux Chambres un de leurs droits constitutionnels, et

qui provoquent à le renverser. Nulle part le commentaire, quelque habile qu'il soit, ne pourra placer une de ces propositions directes adressées à des tiers, de faire ce qui est défendu par des lois. La lettre, comme l'esprit de l'article, repousse l'idée des deux délits d'attaque formelle et de provocation à la désobéissance aux lois; et c'est sous la protection des discours ministériels que l'auteur renverse l'accusation.

Voulez-vous connaître, par comparaison, l'étendue du droit de critique; voulez-vous juger de la latitude qui doit être accordée à l'article inculpé, en la rapprochant de celle qui est permise à des écrivains d'opinions habituellement différentes? Je ne vous parlerai pas des attaques vigoureuses et multipliées auxquelles ont été en butte les dispositions d'une loi fondamentale, qui vient enfin de succomber; je me renfermerai dans le sujet de la discussion actuelle, dans ce qui a été écrit sur la loi d'exception, et sur la souscription qui l'a suivie. Voici ce que disait, dans un ouvrage intitulé *Quelques Réflexions sur les trois premiers mois de 1820*, un des écrivains les plus distingués du *Conservateur*, un publiciste célèbre, qu'on ne récusera pas, sans doute, à cause de ses principes. M. Fiévée s'exprimait ainsi, pag. 94: « *Quelques personnes, qui n'entendent rien à la politique, qui n'est pas écrite, mais qui est éternelle, trouvent, qu'une association formée pour adoucir le sort des prisonniers d'État, est une révolte contre la loi. C'est l'arbitraire légal qui est une opposition aux principes du droit public, aux lois fondamentales de l'État; et lorsqu'une nation entière, vu la difficulté des circonstances, se réunirait et s'entendrait pour accorder l'arbitraire à des ministres, le lendemain même du jour où*

*elle aurait fait cette concession, elle commencerait à lutter pour en amortir les effets ; autrement, l'arbitraire finirait par se fonder en droit.* » Et pag. 17 : *« Avec du despotisme, on fait de l'arbitraire tant qu'on veut ; avec de l'arbitraire légal, on fait à peine de la basse tyrannie. »*

Le ministère public ne verra sans doute rien que d'innocent dans ces pensées et ces expressions ; et elles ne sont en effet, que les conséquences nécessaires du droit de critique des lois. Mais comment se ferait-il que les mêmes idées, revêtues de termes presque semblables, fussent coupables dans l'écrit qui vous est déféré ? Ne doit-on pas appliquer ici le principe, que lorsqu'il y a même raison de décider, il faut même jugement ?

Mais, c'est peu de l'autorité de l'exemple, et de l'appui des discours ministériels pour la justification de l'écrit. Je trouve sa justification la plus complète, dans l'écrit en lui-même, et dans la partie qui doit attirer toute l'attention, puisqu'elle est destinée à présenter le but de la Souscription, et l'organisation du comité d'administration.

Les termes en sont positifs : *« En conséquence, y est-il dit, le projet de la présente Souscription a été conçu pour offrir à chaque Français un moyen de venir au secours de ses compatriotes, victimes de l'arbitraire. »*

*« Il y aura à Paris un conseil central d'administration chargé de suivre auprès du Ministère les réclamations des Français frappés par les mesures d'exception. »*

*« Ce comité fera toutes les démarches nécessaires pour adoucir les rigueurs du régime exceptionnel envers les citoyens, et leur procurer ainsi qu'à leurs*

*» familles, les secours de toute nature que leur situation  
» réclamera, et qu'il sera possible de leur donner. »*

Ainsi, la conséquence des inconvéniens de la loi, présentée dans le préambule, n'est pas une révolte contre la loi, c'est une invitation à une souscription !

Ainsi, il y aura un conseil chargé de suivre, auprès du ministère, les réclamations des détenus !

Ainsi, les démarches que l'on fera tendront à adoucir les rigueurs de la détention.

Mais, n'est-il pas évident que si le but est de supplier les ministres, de solliciter les agens du pouvoir en faveur des malheureux, et lorsqu'ils seront détenus en exécution de la loi, il est impossible d'admettre une provocation à la résistance contre la loi que l'on suppose exécutée, une contestation du pouvoir auquel on adressera des supplications ?

Car, quelle plus grande absurdité que celle d'un provocateur qui reconnaîtrait publiquement lui-même la puissance du pouvoir qu'il aurait l'intention de contester ? Quelle contradiction plus insensée, que celle d'un séditieux qui exhorterait lui-même à l'obéissance ? Quelle condamnation plus formelle de soi-même, que celle d'un révolté qui proclamerait le respect à l'autorité ?

Non, il n'est pas possible de faire entrer un délit de provocation et d'attaque formelle dans un écrit qui le repousse si fortement. Et c'est en vain que le ministère public, composant une intention démentie par des expressions positives, vous a présenté ces phrases comme insidieuses. Certes, elle ne serait pas dangereuse la provocation qui se cacherait si imperceptiblement, que personne ne saurait la voir ; elle ne serait pas susceptible de l'ap-



plication de la loi, la provocation qui, comme le disait le noble pair rapporteur de la commission de la Chambre des pairs, présente une idée subtile, rendue en termes équivoques, ambigus, détournés, et qu'on ne peut extraire que par une interprétation laborieuse; des jurés nel'y reconnaîtraient jamais.

Mais, sérieusement, peut-on voir dans l'écrit autre chose que ce qui s'y trouve? Est-il permis de fonder une accusation sur l'intention? C'est là, au contraire, la faculté réservée à la défense par la loi, et c'est usurper arbitrairement un avantage qui n'est accordé qu'à l'accusé.

Voilà, MM. les jurés, la justification qu'il est impossible d'altérer, de détruire : je ne puis provoquer à la désobéissance aux lois, puisque je ne promets de secours qu'autant qu'elle sera exécutée; je ne puis attaquer l'autorité constitutionnelle du Roi et des Chambres, puisque je veux qu'on vienne supplanter ce pouvoir;

L'écrit est donc resté dans l'exercice d'un droit constitutionnel, celui de la critique des lois; et ce serait, après la perte de tant de biens précieux, dépouiller les citoyens des derniers droits qui leur restent encore, que de condamner des écrivains qui auraient usé de ce droit, sous le prétexte de délit dont l'ombre même ne pourrait les approcher. Les ministres ont voulu l'arbitraire; il faut bien qu'ils en supportent les suites, la critique de la loi, puisque la Charte l'autorise. Car d'amour de la Charte, auquel le ministère public nous a appelé, ne doit pas demeurer stérile; il faut s'attacher à ce pacte sacré, non comme à un monument fastueux et inutile, mais comme à un corps de principes féconds en conséquences bienfaisantes, destinés à lier le passé avec le présent et l'avenir;

il faut respecter l'un des droits précieux que la Charte nous garantit, celui d'examen des actes de l'autorité, indispensable au gouvernement représentatif : autrement, l'on verrait tous les jours des révoltes dans l'exercice des droits nationaux, et des projets de bouleversemens dans des oppositions constitutionnelles ; autrement, nous jouirions de moins de liberté que sous la monarchie absolue ; lorsque de grands corps de magistrature présentaient, dans l'intérêt du peuple, leurs réclamations et leurs remontrances contre les mauvaises lois ; et il faudrait répéter aujourd'hui, pour rassurer ces esprits défians et pusillanimes, ce que disait en 1723, au roi lui-même, le président de Mesme, à la tête de cette illustre compagnie : « *Les sujets les plus courageux, Sire, sont aussi les plus soumis.* »

Je vous ai établi l'existence de ce droit précieux ; je vous ai prouvé, Messieurs, que l'auteur était resté dans l'exercice de ce droit ; je vous ai démontré que la criminalité de l'accusation ne pouvait atteindre l'écrit ; je vous ai développé, par le fait et les expressions consignées dans l'écrit, les intentions de l'honorable écrivain que j'ai défendu, en publiant un acte de bienfaisance. Mais si l'intention manifestée par les actes extérieurs, par les expressions, par les faits, ne satisfaisait pas l'investigation la plus sévère ; si cette inquisition nouvelle, prétendant pénétrer dans les plus secrets replis du cœur, venait y placer elle-même des pensées coupables, et former un délit dont elle serait l'auteur, il faudrait craindre alors que les jugemens, au lieu de punir les actions, ne vinssent sévir contre les opinions ; il faudrait craindre que l'inflexible justice ne tint plus la balance d'après les prin-

cipea des lois, mais d'après l'examen des personnes. Ainsi, dans les déplorables années de nos révolutions, une seule et cruelle dénomination de parti conduisait de vertueux citoyens au supplice. Alors, les secours accordés à des parens, à des malheureux, suspects aussi, devenaient un titre de proscription; alors, une loi féroce faisait un crime de la pitié. Mais l'histoire, en conservant ces funestes souvenirs, a transmis du moins à la postérité, comme une éternelle instruction, la réponse du vertueux Angrau à ses juges : « *Comment supposer que la loi ordonne d'étouffer la nature ?* »

Loin de nous ces temps qui ne reviendront plus; je me livrerai à un consolant avenir. Le ministère public en a appelé à vos consciences; et moi je les invoque aussi, au moment où la main sur le cœur, dépoignant toutes les faiblesses de l'humanité pour remplir le ministère auguste de juges, vous vous interrogerez vous-mêmes en présence de l'Etre suprême. Vous ne saurez condamner des citoyens pour avoir eu pitié du malheur de leurs concitoyens; vous ne saurez condamner des écrivains pour avoir invoqué la bienfaisance publique.

Assez de maux ont affligé notre triste patrie, sans l'accabler encore par le spectacle de la pitié prosrite, et par l'exil des vertus que tous les peuples ont honorées d'un culte solennel. A Athènes, les citoyens trouvaient un refuge impénétrable dans la Temple de la Miséricorde; et l'on vit plus d'une fois, sur ses autels sacrés, les Athéniens s'embrasser en oubliant les dissensions civiles. Le temple de la justice ne présentera pas chez nous un asile moins assuré. Ici seront déposées les préventions des partis; et votre décision, exemple d'impartia-

lité, en proclamant l'innocence des accusés, honorer la vertu publique que révere la France. »

*M<sup>r</sup> Boudousquié* : « M. Dunoyer, l'un des éditeurs du *Censeur*, avait bien voulu me charger du soin de sa défense ; mais le ministère public ayant reconnu que mon honorable client devait être mis hors de cause, je m'abstiendrai de prendre la parole. Je ne veux pas éloigner le moment où l'innocence de tous les prévenus devra être proclamée. »

*M<sup>r</sup> Coffinières*, avocat de M. Bert, éditeur de *l'Indépendant* : « Messieurs, dans les accusations ordinaires, nous voyons le fait principal qui constitue le délit ou le crime, perdre quelquefois son caractère de criminalité par les circonstances qui l'accompagnent.

Quelquefois aussi, la loi pénale elle-même invite le magistrat et le juré à chercher, dans l'intention de l'accusé à l'égard duquel le fait matériel est constant, des motifs d'absolution.

L'accusation semble suivre une marche inverse dans les délits de la presse.

Le but qu'un écrivain s'est proposé n'a rien de reprehensible ; que dis-je ? il est quelquefois honorable, et l'on s'empare de certaines circonstances accessoires, de quelques expressions énergiques, mais qui n'ont rien de criminel, pour y puiser le texte d'une accusation.

Aucun délit ne se montre dans l'écrit inculpé, et pourtant, comme la prévention doit avoir toujours une base quelconque, c'est dans l'intention supposée au prévenu qu'on en cherche les élémens.

Le dirai-je enfin , Messieurs , dans les causes ordinaires , l'intérêt de la défense nous oblige quelquefois à des combinaisons pénibles , à des discussions arides , à des rapprochemens minutieux : et nous trouvons , dans la proclamation de l'innocence d'un accusé , la plus douce récompense de nos efforts.

Ici , le ministère accusateur se charge de ce qu'il y a de pénible dans notre rôle. Tout ce que l'argumentation a de spécieux , tout ce que l'éloquence a de séduisant , tout ce que l'hyperbole a d'exagéré , il l'emploie tour à tour pour établir l'existence du délit.

Et cependant , ce n'est pas dans des interprétations plus ou moins subtiles , dans des inductions plus ou moins ingénieuses , que vous pourrez trouver des motifs de conviction.

Juges d'un fait , et non d'une discussion polémique , l'évidence doit se montrer d'elle-même à vos yeux.

Au milieu d'argumentations contraires , vous ne voyez qu'un problème à résoudre ; et dès que la moindre incertitude s'est élevée dans votre esprit , votre bouche n'a plus qu'à proclamer l'innocence du prévenu.

Qu'ai-je dit ? non ; ce n'est pas seulement parce que vous n'avez pas la conviction de leur culpabilité , que vous prononcerez aujourd'hui l'absolution des prévenus que vous êtes appelés à juger.

A notre tour , nous nous imposerons la tâche qui appartient au ministère public : l'innocence des prévenus , nous voulons la démontrer ; et cette défense nous semble seule digne des clients honorables entre lesquels la prévention établit une sorte de solidarité.

Le premier défenseur que vous avez entendu a démon-

tré que *ces doctrines pernicieuses, ces théories coupables*, qu'on a voulu signaler dans l'article attaqué, sont les *mêmes* que des hommes réputés sages ont proclamées dans tous les siècles. Des philosophes, des orateurs, des publicistes, des hommes d'État ont été tour à tour appelés dans cette enceinte, comme pour s'associer à la prévention.

L'estimable confrère qui m'a précédé a retracé les discussions solennelles qui se sont élevées naguère dans les deux Chambres. De nobles pairs, d'honorables députés, des ministres du Roi....., tels seraient les complices des prévenus que vous avez à juger; car ce n'est qu'après eux, ce n'est qu'en recueillant en quelque sorte leurs propres paroles, que les auteurs de l'article inculpé ont attaqué une loi de circonstance, ou plutôt qu'ils en ont signalé les rigueurs pour les adoucir.

Quant à moi, Messieurs, je me suis imposé une tâche moins brillante.

Je me propose d'attaquer corps à corps cette prévention que les auxiliaires puissans appelés par mes deux confrères ont déjà si fortement ébranlée.

Et puisqu'on a été obligé de motiver, sur quelques dispositions législatives, la prévention dont nous avons à nous défendre, c'est en fixant l'objet de ces dispositions législatives, c'est en démontrant que l'écrit inculpé ne présente pas le caractère des délits énoncés dans l'arrêt de renvoi, que j'espère démontrer la futilité de l'accusation.

Avant d'entrer dans la discussion, je dois vous dire un mot des faits personnels au sieur Bert; car si la cause de tous les éditeurs de journaux est indivisible pour l'ap-

plication des principes, vous avez à apprécier, en fait, les circonstances particulières à chacun d'eux.

Je ne ferai pas l'éloge de mon client, au milieu de tant d'hommes recommandables auxquels il se trouve en quelque sorte associé par la prévention.

Je me bornerai à vous dire que, jeune encore, on ne l'a jamais signalé parmi ces hommes exagérés, qui, par inclination ou par calcul, se mettent à la tête d'un parti quelconque.

Le sieur Bert était attaché, comme éditeur responsable, au journal de *l'Indépendant*. Ce n'était pas pour lui un titre honorifique, car il portait presque seul le fardeau de la rédaction de ce journal.

Le 29 mars dernier, le sieur Bert était occupé à terminer sa rédaction de la séance de la Chambre des députés, lorsqu'un employé du *Constitutionnel* lui présenta, en manuscrit, un article intitulé *Souscription nationale*, l'invitant à l'insérer dans son journal.

Il était environ neuf heures du soir : la composition du journal était presque terminée, et il devait être entièrement rempli par la séance de la Chambre.

Le sieur Bert, sans prendre même lecture de cet article, répondit que son insertion ne pouvait avoir lieu dans le journal du lendemain.

Le porteur de l'article insista, en lui disant que cet article avait été communiqué, par un grand nombre de membres de la Chambre des députés, au rédacteur du *Constitutionnel*; et qu'il avait pour objet d'annoncer au public une sorte d'association, dont ces députés étaient les fondateurs, pour venir au secours des personnes qui

pourraient être détenues en vertu de la loi sur la liberté individuelle.

Vous le savez, Messieurs, un article piquant est une bonne fortune pour le journaliste, quand il n'est pas obligé de l'emprunter à ses confrères.

Le sieur Bert crût toutefois devoir exiger une sorte de garantie. Persuadé que le journal *le Constitutionnel* tenait en effet l'article d'un grand nombre de députés, qui se feraient connaître, s'il donnait lieu à quelque réclamation, il déclara à l'employé de ce journal qu'il ne ferait imprimer l'article que sur l'épreuve qui lui en serait transmise par les rédacteurs du *Constitutionnel*.

En effet, une heure après, on rapporta au sieur Bert l'épreuve de l'article, imprimée au bureau du *Constitutionnel*, avec des corrections en marge. Le hasard a permis qu'il l'ait récemment trouvé parmi des papiers. Je la présente à Messieurs les Jurés, dans l'état de mutilation où elle a été réduite par les compositeurs, pour en accélérer l'impression.

Vous apprécierez, Messieurs, ces circonstances particulières à mon client.

Si vous n'y trouvez pas cette garantie légale qui pourrait mettre à l'abri de toute poursuite l'éditeur d'un journal qui n'existe plus, du moins vous en tirerez la conséquence que le sieur Bert n'a manifesté aucun empressement à insérer cet article, et qu'il ne s'y est déterminé que d'après la garantie morale qui résultait à ses yeux de ce que cet article était l'ouvrage d'un grand nombre d'honorables députés, et de ce qu'il allait être inséré dans *le Constitutionnel*, dont l'éditeur devait être



en mesure de signaler les auteurs de l'article, s'il donnait lieu à quelque réclamation.

Quoi qu'il en soit, puisqu'en sa qualité d'éditeur responsable, le sieur Bert a dû figurer dans la prévention à laquelle la publication de cet article a donné lieu, il s'agit de prouver que cette prévention est également mal fondée dans ses deux chefs.

Une considération générale se présente naturellement à l'esprit, lorsqu'il s'agit d'un délit de la presse.

Dans les délits ordinaires, un intervalle immense sépare ce qui est légitime de ce qui est criminel.

Le vol, le faux, l'assassinat et tous les autres crimes caractérisés par la loi pénale, n'ont aucun point de contact avec des actes autorisés ou tolérés par la loi.

Il n'en est pas ainsi de l'espèce particulière de délits qui appelle tant de prévenus devant vous.

D'un côté, la liberté de la presse, proclamée en principe, semble assurer, à l'émission de la pensée, toute l'indépendance qui préside à sa création.

D'un autre côté, cette liberté doit être renfermée, dit-on, dans certaines bornes qu'il est difficile de bien fixer; et l'on peut involontairement se rendre coupable, en croyant n'user que d'un droit garanti par la Charte.

Dans de telles conjonctures, le législateur a dû caractériser, d'une manière précise, les délits de la presse; ou plutôt il a dû consacrer, en principe, que la publication de la pensée ne pouvait introduire dans notre législation pénale une nouvelle espèce de délit, mais qu'elle était seulement un moyen de commettre des délits déjà caractérisés par la loi générale.

Telle a été la pensée dominante des rédacteurs de la loi du 17 mai 1819. Rien n'a été dès-lors livré à l'arbitraire, dans l'appréciation de ces sortes de délits. Ils ont eu leurs caractères bien déterminés ; et comme tout est rigoureux, en matière criminelle, on n'a pu chercher des délits ou des crimes dans les faits ou les actes que la loi ne qualifiait pas ainsi.

Ajoutons que toute extension à la disposition pénale, présente ici des conséquences plus fâcheuses , que lorsqu'il s'agit d'une accusation ordinaire.

Ainsi que nous l'avons dit , un intervalle immense sépare les actes entièrement innocens des crimes ou des délits caractérisés par la loi pénale ; et lors même qu'il n'offre pas tous les caractères exigés par cette loi , ce fait , qui sert de base à l'accusation , est presque toujours *repréhensible*, s'il n'est pas *légalement coupable*.

Dans les délits commis par la voie de la presse , au contraire, une nuance presque imperceptible sépare ce qui est défendu de ce qui est permis. Une phrase , un mot mal interprété peut métamorphoser en délit l'exercice d'un droit garanti par la Charte ; de telle sorte, que si la disposition pénale reçoit une extension quelconque , à cet abus de pouvoir qui résulte toujours d'une telle extension , vient se joindre ici la violation d'un droit dont la Charte assure l'exercice à tous les Français.

MM. les jurés, vous daignerez peser ces considérations générales dans votre sagesse ; et s'il y a quelque chose de vague , soit dans la disposition de la loi pénale , soit dans la prévention elle-même, vous saurez de quel côté votre conscience comme juges , votre devoir comme citoyens , doit faire pencher la balance.

Entrons toutefois dans l'examen de la prévention. Deux délits distincts sont imputés aux rédacteurs de journaux :

1°. Délit d'attaque formelle contre l'autorité constitutionnelle du Roi et des Chambres ;

2°. Délit de provocation à la désobéissance aux lois.

Voyons d'abord, d'après les termes et l'esprit de la loi du 17 mai 1819, quels sont les caractères particuliers de ces deux délits.

Nous examinerons ensuite s'il est possible de les faire ressortir, soit de l'ensemble de l'article, soit des passages qui sont l'objet particulier des attaques du ministère public.

Toutefois, Messieurs, en me livrant à cette discussion, je n'oublierai pas que la plupart d'entre vous ont eu l'occasion d'approfondir les principes sur la matière, dans le cours de cette laborieuse session.

Aussi ce n'est pas une thèse *ex professo*, que je viens soutenir devant vous. Je me bornerai à émettre quelques propositions générales, en vous abandonnant le soin d'en déduire les conséquences.

Et d'abord, je me demande quel sens présentent naturellement à l'esprit ces mots consignés dans l'article 4 de la loi du 17 mai 1819 : *Attaque formelle contre l'autorité constitutionnelle du Roi et des Chambres*.

Ils supposent un premier fait constant, qu'il existe une sorte d'autorité dont le souverain et les grands corps de l'État sont investis par la Charte.

Ils supposent, en second lieu, que cette autorité est attaquée dans une de ses prérogatives ou dans un de ses attributs.

Enfin, que l'attaque est *formelle, expresse* ; qu'elle doit se montrer d'elle-même, et qu'il ne faut pas l'établir par des commentaires et des interprétations, parce que ce serait alors une attaque *détournée et indirecte*, et non une attaque formelle.

Ainsi, la Charte investit le Roi du droit de proposer et de sanctionner la loi.

Soutenir que ce droit ne lui appartient pas, c'est attaquer, d'une manière formelle, l'autorité constitutionnelle dont il est revêtu.

La Chambre des députés est appelée par la Charte à voter l'impôt sur la proposition de S. M.

Contester ce droit à la Chambre, c'est encore l'attaquer dans son autorité constitutionnelle.

Peut-être ferons-nous même à cet égard une concession au ministère public ; car l'article 4, qui définit le délit dont nous nous occupons, paraît exiger autre chose que la manifestation d'une opinion contraire aux droits dont le Roi et les Chambres se trouvent investis par la Charte constitutionnelle.

En effet, l'article 4 de la loi du 17 mai 1819, répute l'attaque formelle *provocation au crime*. Cette attaque doit donc présenter le caractère constitutif de la provocation, celui d'exciter les citoyens à commettre une action coupable.

Il faut donc, en quelque sorte, voir dans l'écrit auquel un tel délit est imputé, la traduction du fait constitutif du crime, dont cet écrit est réputé la provocation.

Et comme une opinion en théorie ne suppose pas un fait à exécuter par celui en présence duquel cette opinion est manifestée, on pourrait soutenir que la mani-

festation d'une opinion abstraite sur la nature et l'étendue des pouvoirs constitutionnels du Roi et des Chambres, lors même qu'elle serait contraire aux principes consacrés par la Charte, ne constituerait pas cette provocation au crime, cette attaque formelle, dont il est parlé dans l'art. 4 de la loi du 17 mai.

Ajoutons que l'attaque formelle contre l'autorité constitutionnelle du Roi et des Chambres, est placée, par cet article, sur la même ligne que l'attaque formelle, soit contre l'inviolabilité de la personne du Roi, soit contre la successibilité au trône.

Et comme ces grands principes sont la base de tout gouvernement légitime, il faut nécessairement en conclure que l'attaque formelle contre l'autorité constitutionnelle des trois branches du pouvoir législatif, n'est pas un de ces délits qu'on peut placer à son gré dans un écrit déferé à la justice; comme le complément ou l'accessoire d'une prévention mal caractérisée; et que ce délit est lui-même assez grave pour qu'on signale avec précision la nature et l'objet de l'attaque formelle qui doit le constituer.

Du reste, le sens de l'art. 4 de la loi du 17 mai a été fixé d'une manière bien précise, par Mgr. le garde-des-sceaux, dans la discussion à laquelle il a donné lieu.

(L'avocat lit ici un passage du discours du garde-des-sceaux, à l'occasion de la discussion qui s'est élevée, sur l'art. 4, à la Chambre des députés.)

Ici se place l'examen d'une question importante :  
Critiquer la loi, d'une manière acerbe, peu mesurée,

sera-ce attaquer formellement l'autorité constitutionnelle du Roi et des Chambres ?

La loi, nous a dit M. l'avocat-général, émane des trois pouvoirs législatifs, dans l'exercice de leur autorité constitutionnelle. Attaquer la loi, c'est dès-lors attaquer l'autorité constitutionnelle qui l'a créée.

Nous ferons plusieurs réponses à cette objection :

La première est tirée du silence de la loi. Tout ce qui n'est pas défendu est ici permis; car, vous ne devez jamais oublier, Messieurs, qu'en matière de délit de la presse, il s'agit toujours de l'exercice d'un droit, quand on ne se trouve pas dans les termes de l'exception que le législateur a qualifiée délit.

Dans la loi du 17 mai 1819, on ne trouve rien qui défende la critique des lois; donc on ne peut assimiler ce fait à un délit grave qu'elle a pris le soin de caractériser.

En second lieu, si la confection de la loi est dans les attributions constitutionnelles du pouvoir législatif, ce pouvoir est encore exercé constitutionnellement, lorsqu'il n'a produit qu'une loi défectueuse; de telle sorte, qu'on n'attaque pas formellement l'autorité constitutionnelle du Roi et des Chambres, en énonçant un fait, ou, du moins, une opinion, relativement aux vices, plus ou moins graves, qu'on reproche à une loi.

Il sort peu d'ouvrages parfaits de la main des hommes. Nous avons fait beaucoup de mauvaises lois; nous en ferons peut-être beaucoup encore, avant qu'un système de législation invariable et bien coordonné fixe nos droits civils et politiques.

Elle est, sans doute, bien éloignée, l'époque où, parmi

nous, comme chez un peuple célèbre de l'antiquité, la proposition de changer une loi sera repoussée, sans examen, comme un crime attentatoire à la sûreté de l'État.

Le système de perfectibilité séduira long-temps nos législateurs. Puisse-t-il, du moins, avoir toujours pour but quelque amélioration utile, et non un simple désir de changer ce qui existe !

Eh bien ! Messieurs, dans une telle tendance d'opinion, et lorsque surtout, au milieu des élémens incohérens d'une législation qui contrarie, à chaque instant, nos institutions nouvelles, il nous reste tant à faire, pour compléter l'organisation de ce gouvernement représentatif, que nous devons à la haute sagesse du monarque, non-seulement il est permis, mais il est quelquefois utile de critiquer la loi existante, pour qu'une loi meilleure la remplace.

Autrefois, le droit de remontrance, souvent plus énergique que respectueux dans son exercice, appartenait exclusivement à ces grands corps de magistrature, dont l'assentiment donnait, en quelque sorte, une nouvelle sanction à la loi.

Cette seule voie était alors ouverte à la vérité, pour parvenir jusqu'au trône; et l'histoire a recueilli les noms d'une foule de Rois de France, qui encouragèrent les parlemens à user, avec latitude, de ce droit de remontrance, qui fut plus d'une fois la sauve-garde des libertés publiques.

Aujourd'hui, ce droit de remontrance existe dans les grands corps de l'État, qui concourent directement à la confection des lois, et qui peuvent, par des propositions soumises à S. M., provoquer la réformation d'une loi, ou la présentation d'une loi nouvelle.

Mais , on ne peut se le dissimuler : un tel droit ne peut s'exercer que très-rarement ; car , il n'est pas dans le caractère des hommes de solliciter la réprobation des erreurs que leur suffrage a d'abord consacrées : ce droit de remontrance doit exister pour tous , dans l'exercice de la liberté de la presse ; car c'est le caractère distinctif des gouvernemens constitutionnels , qu'ils trouvent leur principale force dans l'opinion publique.

M. l'avocat-général l'a reconnu lui-même : la liberté de la presse est , par le fait , le seul moyen de provoquer la réformation des mauvaises lois , puisqu'une jurisprudence nouvelle a consacré que le droit de pétition ne peut être appliqué qu'à des intérêts particuliers.

Et , toutefois , par une contradiction bien étrange , il tue , en quelque sorte , ce principe constitutionnel , alors même qu'il le consacre.

Servez-vous de la liberté de la presse , nous dit-il , pour provoquer le redressement des lois qui vous semblent vicieuses : la Charte vous y autorise ; mais , prenez-y garde : l'exercice de ce droit va constituer un délit ; et nous trouverons le moyen de fonder une prévention sur l'exercice d'un droit constitutionnel.

Rétablissons nous-mêmes le principe , et son application.

Le droit de critiquer la loi , a été reconnu lors de la discussion de la loi du 17 mai.

Je ne multiplierai pas les citations à cet égard ; je me bornerai à citer l'opinion de l'honorable rapporteur de la commission , chargée de l'examen de la loi , à la Chambre des députés , ou plutôt celle de la commission dont il fut l'organe.

( Ici , l'avocat lit un passage du discours de M. Courvoi-



sier, qui admet, dans toute sa latitude, le droit de critiquer les lois.)

Ainsi, nous avons fait un grand pas dans la discussion.

Nous savons, d'après le texte et l'esprit de la loi, ce que c'est qu'une attaque formelle contre l'autorité constitutionnelle du Roi et des Chambres.

C'est la méconnaissance expresse, énergique, d'un droit, que la Charte attribue, soit au chef de l'État, soit aux deux Chambres législatives.

Cette attaque doit présenter les caractères d'une provocation, et d'une provocation grave, puisque la loi l'assimile à l'attaque contre l'inviolabilité du monarque et l'ordre de successibilité au trône.

Enfin, nous savons aussi, que la critique de la loi est un fait permis, dès-lors qu'il n'est pas défendu; qu'elle est l'exercice d'un droit constitutionnel; et que lors même qu'elle est sévère ou même inconvenante, on ne peut lui attribuer les caractères d'une attaque formelle contre l'autorité constitutionnelle du Roi et des Chambres.

Fixons-nous maintenant sur les caractères constitutifs du deuxième délit qui motive la prévention.

*La provocation à la désobéissance aux lois.*

Ici, la loi pénale suppose essentiellement deux choses.

Un fait matériel : la désobéissance aux lois, qui constitue un délit particulier que la provocation doit rendre probable et imminent;

Et le fait accessoire de celui qui excite à commettre ce délit, et qui par-là en devient le complice.

Le mot *provocation* suppose par lui-même et dans son

**acception naturelle, l'invitation adressée à quelqu'un, en termes précis et énergiques, de faire quelque chose.**

Faudra-t-il dénaturer le sens des termes, parce qu'ils se trouvent consignés dans une loi pénale? Et avant d'étudier la loi, faudra-t-il commencer par apprendre une langue qui n'est pas la nôtre?

Telle paraît être la doctrine du ministère public, qui voit, dans l'écrit inculpé, la provocation à un fait qui ne se trouve pas même énoncé; que dis-je? à un fait diamétralement contraire à celui que l'auteur de l'écrit suppose, comme nous l'établirons tout-à-l'heure.

*Désobéir à la loi, voilà le délit principal. Dire aux citoyens : Désobéissez à la loi; faites ce qu'elle défend; ne faites pas ce qu'elle ordonne :* voilà la provocation à la désobéissance; le délit dont il s'agit ici.

La provocation doit être une excitation directe et énergique à faire une certaine chose. Le but de la provocation doit être un fait caractérisé crime ou délit, pour qu'elle ait elle-même un caractère de criminalité.

C'est d'après des autorités bien respectables, que nous fixerons le caractère légal de la provocation. (Ici, M<sup>e</sup> Coffinière cite un passage du discours de M. le garde-des-sceaux, en présentant le projet de loi à la Chambre des députés.)

Ainsi, exciter les citoyens à commettre une action qualifiée crime ou délit par la loi, voilà, comme nous l'avons dit, et comme le chef de la magistrature l'a reconnu lui-même, une provocation qui présente un caractère de criminalité; et puisque, d'après le garde-des-sceaux, la provocation est considérée et punie comme une *tentative d'un délit*, il faut que si l'on faisait ce qui se trouve con-

signé dans l'écrit, le délit lui-même fût dès-lors cotisomné.

(Après avoir invoqué l'opinion de M. le rapporteur du projet de loi à la Chambre des pairs (M. de Broglie), M<sup>e</sup> Coffinière continue ainsi :)

Il faut donc que la provocation soit exprimée dans un langage *significatif, intelligible, propre à émouvoir les esprits*. Ce sont les paroles du noble pair ; et il ajoute : *La loi n'en reconnaît point d'autre.*

*Ce n'est pas, au moyen d'une interprétation laborieuse,* qu'on peut établir la provocation, dit-il encore ;

Car, elle doit se montrer d'elle-même, puisqu'elle est destinée à *émouvoir les esprits*.

Enfin, Messieurs, vous pèserez ces termes qui terminent le passage :

« Il faut que les jurés ressentent eux-mêmes une partie de l'ébranlement que le langage des prévenus a été propre à opérer sur le public. »

Vous oublierez, Messieurs, ce qui vous a été dit par l'avocat-général ; ce n'est pas de l'impression qu'il a pu produire sur vous que vous devez compte à la justice, mais de celle que vous avez involontairement éprouvée à la lecture du passage, quand la carrière n'était pas encore ouverte à l'attaque et à la défense.

C'est vos consciences seules que vous aurez à consulter. Vous vous demanderez à vous-mêmes, *si vous auriez désobéi à la loi, en faisant ce qui se trouve énoncé dans l'article inculpé.*

Ici se reproduit encore la question, que nous avons

examinée, relativement au premier chef de prévention.

Critiquer la loi avec aigreur , avec amertume , est-ce provoquer à y désobéir ?

Non ; car la provocation à la désobéissance est un délit , et la critique de la loi est une chose permise ;

Non ; car on obéit à une loi , lors même qu'on sait qu'elle est mauvaise ; lors même que ses vices ont été signalés à tous les yeux.

Nous n'en voudrions d'autre exemple que cette foule de dispositions de nos divers Codes , dont on sollicite depuis long-temps la réformation , et qu'en attendant on exécute ; qu'on doit même exécuter religieusement , tant qu'elles ne sont pas abrogées.

Il en est des lois comme des princes : on leur doit toujours obéissance , quel que soit leur mérite personnel.

L'histoire signale quelques rois qui furent des tyrans ; et , s'ils ne purent prétendre à l'amour de leurs sujets , l'hommage de l'obéissance leur était du moins accordé , comme à ces bons princes qui s'honorèrent du titre de père de leurs peuples.

Depuis trente ans , nous avons aussi vu publier une foule de lois qu'il était impossible d'aimer , et qui , pourtant , ont reçu leur exécution.

Et disons-le : l'improbation publique , dont la plupart furent frappées à leur naissance , précipita leur chute ; on leur obéit , par cela seul qu'elles émanaient de l'autorité législative ; mais leur règne ne fut pas de longue durée.

Qu'il nous soit permis d'ajouter que si la critique des lois est toujours permise , elle est plus d'une fois utile , surtout lorsqu'il s'agit de ces lois transitoires et d'exception ,

par lesquelles les droits que le pacte constitutionnel consacre , se trouvent momentanément suspendus.

Leur règne peut se prolonger , si chacun garde le silence sur les maux qu'elles doivent produire ; si l'opinion publique se manifeste avec énergie , l'autorité suprême est avertie des inconvéniens que ces lois entraînent d'ordinaire avec elles , bientôt elles disparaissent avec les circonstances qui les firent éclore.

Quand ce n'est pas pour exciter le citoyen à désobéir à la loi , mais pour en signaler les rigueurs ou les abus , qu'un écrivain a pris la plume , il n'a pu être coupable , puisqu'il n'y a eu ni délit , ni provocation à un délit ; mais il a été utile , s'il a concouru à exciter la sollicitude du Gouvernement sur les maux que de telles lois entraînent d'ordinaire avec elles.

Nous l'avouerons , il nous est difficile de saisir ici le système du ministère public , lorsqu'il vient substituer la *paralysie morale* de la loi , à cette provocation à la désobéissance qui , seule , peut constituer le délit.

L'expression qu'il a substituée à celle de la loi pénale , nous rappelle involontairement ce système d'interprétation que le législateur a voulu proscrire.

Si la paralysie morale d'une loi résulte de ce qu'une critique sévère en a signalé les vices , et si l'on veut assimiler cette paralysie morale à une provocation à la désobéissance , on rentre toujours dans le même cercle vicieux ; on attribue à la critique de la loi les caractères d'une provocation à la désobéissance ; on assimile ce qui est permis , ce qui est légitime , avec ce qui est défendu , et ce qui présente un caractère de criminalité.

Cependant la ligne de démarcation , entre ce qui est

permis et ce qui est défendu , a été tracée d'une manière bien formelle , par le législateur ; et nous devons lui rendre cet hommage , qu'en cette matière il a restreint l'exception qui constitue le délit , pour faire les concessions les plus larges à l'exercice d'un droit constitutionnel.

( A cette occasion, M<sup>e</sup> Coffinières cite plusieurs passages des discours dans lesquels les ministres , les orateurs du Gouvernement et les rapporteurs des deux Chambres ont reconnu qu'on pouvait dire d'une loi , qu'elle était injuste et oppressive des droits des citoyens. )

Une grande partie de notre tâche est remplie.

Nous avons expliqué ce qui semblait n'avoir pas besoin de l'être.

Malgré la théorie du ministère public , nous avons fixé , d'après la loi elle-même , quels sont les caractères des deux délits imputés aux prévenus.

La critique de la loi ne constitue pas et ne peut constituer , ni le délit d'attaque formelle , ni la provocation à la désobéissance aux lois.

Voyons maintenant si nous trouvons dans l'article incriminé l'un ou l'autre des deux délits.

Dans le titre de l'écrit du 30 mars , on relève le mot *victime*.... Mais si l'intérêt public doit commander aux citoyens le sacrifice momentané de leurs droits les plus précieux , ne sera-t-il pas du moins permis de considérer comme les victimes des mesures rigoureuses de cette loi , ceux qu'un simple soupçon peut priver de la liberté , pendant un intervalle de trois mois ? Cette expression se présente si naturellement à l'esprit , en pareille occurrence ,

que nous l'avons retrouvée dans la déposition des honorables députés dont vous avez reçu hier le témoignage.

Le premier alinéa est l'énonciation d'un fait, vrai en thèse générale. On vous a établi que ce passage n'était que la traduction de ce qu'ont dit Cicéron, d'Aguesseau, Malesherbes et tant d'autres hommes célèbres, dont les noms appartiennent à l'histoire.

Sous le point de vue légal, je n'y vois autre chose qu'une critique de la loi, que l'auteur qualifie d'*arbitraire*, comme l'avaient qualifiée avant lui plusieurs membres des deux Chambres et les ministres eux-mêmes qui en ont présenté le projet.

Le second alinéa présente, j'en conviendrai, un tableau qui n'est pas séduisant des bienfaits de la loi nouvelle ; mais la première phrase de l'alinéa suivant explique que les traits de ce tableau n'appartiennent pas à l'auteur de l'écrit.

Et en effet, dans tout le cours de la discussion, cette loi n'a pas été mieux traitée, ni par ceux qui l'ont combattue, ni par ceux qui en ont obtenu la concession : c'est l'arbitraire dans toute sa pureté, qu'on a sollicité et qui a été consenti.

Après tout, ne voyons dans ce passage que ce qui s'y trouve en effet : une critique amère, exagérée, inconvenante, si l'on veut, de la loi suspensive de la liberté individuelle ; mais cela ne suffit pas pour justifier la prévention ; car nous avons établi que la critique de la loi ne pouvait constituer un délit ;

Qu'on pouvait parler au peuple d'*oppression et de liberté*, exagérer ses droits, ou entre ses craintes (ce sont les propres expressions du rapporteur de la loi à la

Chambre des pairs ), sans être coupable aux yeux de la loi.

Voilà précisément ce qu'a fait l'auteur inconnu de l'article; voilà le fait auquel les prévenus ont participé, en publiant cet article dans leurs journaux.

Mais ce n'est pas ce dont on les accuse, ce dont ils peuvent être accusés, puisqu'un fait qualifié délit peut seul servir de base à une prévention.

On a cherché des délits dans l'intention qu'on prête aux prévenus, ne pouvant en trouver dans l'article inculpé. Et c'est ici, Messieurs, que l'accusation a évidemment usurpé le domaine de la défense.

Quand le fait matériel constitutif du crime ou du délit est établi, la question intentionnelle est posée implicitement, ou en termes exprès, dans l'intérêt de l'accusé, et pour le soustraire à la loi pénale; dont le fait, reconnu constant, semble solliciter l'application.

Mais quand un fait matériel échappe à l'accusation, ou quand le fait établi n'est pas criminel, elle doit être abandonnée, et ce n'est jamais dans l'intention supposée au prévenu qu'elle peut chercher des élémens de culpabilité.

Et où en serions-nous, Messieurs, si un fait, innocent en lui-même, pouvait être métamorphosé en crime, parce qu'on supposerait une intention coupable à l'auteur de ce fait?....

Il n'est qu'un tribunal où l'homme doit un compte sévère de ses intentions et de ses pensées, et ce tribunal n'est pas sur la terre.

Si le ministère qui remplit le rôle d'accusateur croit pouvoir attaquer avec sécurité l'intention d'un prévenu...



je lui laisse le champ libre ; car je ne suis pas chargé de la défendre ; et vous n'avez pas vous-mêmes , Messieurs , la mission de la condamner.

Laissons à celui qui lit dans le cœur de l'homme , le droit de juger son intention ; ne voyons que le fait matériel.

Eh bien , nous l'avons prouvé : les passages incriminés par le ministère public , et l'article lui-même , dans son ensemble , ne sauraient constituer le délit d'attaque directe , contre l'autorité du constitutionnelle Roi et des Chambres.

Quant au délit de provocation à la désobéissance aux lois , non-seulement il ne résulte pas de l'article , mais il est même incompatible avec le but que l'auteur de l'article se propose.

Je pourrais établir qu'une loi d'exception , qui ne demander rien aux citoyens , et dont l'exécution est concentrée toute entière dans les mains de l'autorité , n'est pas du nombre des lois auxquelles il est possible de désobéir.

Je remarque seulement qu'on ne peut signaler dans l'article un seul mot duquel on puisse induire qu'il faut désobéir à la loi ; et moins encore aucune provocation , aucune excitation formelle à la désobéissance.

Je dis plus : l'article lui-même suppose que la loi a été exécutée , qu'on y a obéi , puisqu'il a pour objet d'annoncer une souscription pour venir au secours de ceux qui seront détenus en vertu de cette loi.

On ne dit pas aux citoyens : Abandonnez votre domicile , votre patrie , s'il le faut (ce qui ne serait , d'ailleurs , ni un crime , ni un délit) , pour sauver votre liberté individuelle qu'une loi temporaire menace.

Résignez-vous , leur dit-on au contraire ; si une loi rigoureuse vous atteint ; si vous êtes arrachés à votre fa-

mille, à vos amis, la bienfaisance veille sur vous. Si le législateur se croit obligé d'être sévère, il n'a pas imposé silence aux sentimens d'humanité. Des secours sont prodigués même au coupable; ces secours ne vous seront pas refusés, parce qu'un simple soupçon, une dénonciation mensongère a pu vous priver de votre liberté.

Des défenseurs zélés feront valoir vos droits auprès de l'autorité qu'on a pu abuser; et si votre famille est dans le besoin, des êtres généreux vous remplaceront auprès d'elle.

Hélas! dans les orages politiques, nul ne peut se croire défendu par sa seule innocence; ceux qui protègent aujourd'hui, peuvent avoir besoin de protection demain : c'est une sorte d'*assurance mutuelle* de secours et de bienfaisance qu'on a voulu fonder; et je trouve à la fois énergique et touchante cette expression critiquée avec tant d'amertume par le ministère public.

Solliciter des secours en faveur d'une classe d'infortunés, voilà, Messieurs, le crime dont l'auteur de l'article s'est rendu coupable, et dont le sieur Bert est devenu complice, en l'insérant dans le journal dont il était alors l'éditeur responsable.

Une critique sévère, exagérée, de la loi dont on voulait adoucir les rigueurs, a accompagné l'annonce de cette souscription, devenue en effet nationale, puisqu'elle fait un appel aux nobles sentimens qui germent dans tous les cœurs français, et puisque la pensée en a été propagée presque aussitôt sur tous les points de la France.

Si j'avais à défendre le fait même de cette souscription, il me serait facile d'établir qu'elle n'offre aucun caractère légal de criminalité, et que le ministère public a été

obligé de se livrer à des suppositions que la conscience de nos clients repousse, pour prouver, non qu'elle est reprehensible en elle-même, mais qu'elle pourrait produire des conséquences fâcheuses.

Ainsi, c'est toujours hors de la prévention elle-même qu'on est réduit à en chercher les élémens. Tantôt, c'est l'intention des prévenus qu'on incrimine; d'autrefois, c'est dans les résultats hypothétiques d'un fait innocent, d'un fait honorable en lui-même, qu'on veut chercher un crime.

Mais je m'arrête : cette partie de la discussion est réservée à des confrères que nous nous honorons de prendre pour modèles.

Que voit-on, en définitive, dans l'article inculpé? Un peu d'exagération sur les vices d'une loi qui a pu inspirer quelques alarmes aux amis de la liberté, ainsi que le ministère public l'a reconnu lui-même?

Et ne savons-nous pas, Messieurs, qu'il est naturel d'exagérer des maux auxquels on sollicite un remède?

Voyez sur nos places, dans nos carrefours, ce malheureux qui implore la charité publique. Il ajoute, s'il le faut, des infirmités factices à celles dont la nature l'a affligé, pour exciter la pitié des passans. Et ce stratagème n'a rien que d'innocent, puisqu'il provoque la bienfaisance, qui ne compatit pas toujours à des maux vulgaires.

Telle a été sans doute la pensée des auteurs de la souscription, et des rédacteurs de l'article qui a été annoncé dans les journaux.

Une classe de citoyens d'autant plus à plaindre, qu'un soupçon injuste peut les assimiler à des coupables, leur

a paru digne d'exciter la sollicitude des cœurs généreux. Ils ont fait en leur faveur un appel à l'humanité et à la bienfaisance.

Alors peut-être il était permis de craindre que de nombreuses victimes pourraient être atteintes par la loi d'exception ; ces secours étaient urgents, et le tableau de leurs infortunes s'est rembruni des couleurs les plus sombres sous le pinceau de l'écrivain. Le sentiment auquel il faut attribuer une telle exagération , est trop honorable dans sa source pour que vous puissiez y voir un délit ou un crime.

Je sais , MM. les jurés , que vous ne vous déterminez que d'après votre conscience , et que vous ne devez compte qu'à Dieu de vos décisions souveraines.

Mais quand les poursuites se sont multipliées autour de nous ; sur la prévention qui vous est aujourd'hui soumise ; quand l'opinion publique s'est déjà manifestée par ceux qui , comme vous , doivent en être les organes , ne nous sera-t-il pas permis d'espérer que vous suivrez cette généreuse impulsion ?

En serions-nous arrivés à un tel point , que les notions du juste et de l'injuste fussent confondues parmi nous , et que des jurés français pussent tour à tour absoudre et condamner le même fait ?

Déjà les magistrats eux-mêmes ont montré dans leur décision une diversité affligeante sur le fait constitutif de la prévention dont vous êtes aujourd'hui saisis ; et tandis que quelques Cours royales ont renvoyé devant la Cour d'assises les auteurs de la Souscription dite nationale , d'autres ont déclaré qu'il n'y avait lieu à suivre contre

eux , parce que ce fait ne constituait ni un crime ni un délit.

Le même jour où la Cour royale de Paris rendait l'arrêt qui met nos clients en prévention devant vous , le procureur-général près la Cour royale de Colmar lançait un réquisitoire fulminant contre l'éditeur du *Patriote alsacien* , qui avait inséré dans son journal l'article consigné dans *l'Indépendant* et dans plusieurs autres journaux de Paris , à la date du 30 mars.

Comme ici , le ministère public voyait , dans la publication de cet article , le délit d'attaque formelle contre l'autorité constitutionnelle du Roi et des Chambres , et celui de provocation à la désobéissance aux lois ; car c'est une sorte de protocole dans les préventions de ce genre.

Eh bien ! le jury de Strasbourg a prononcé l'acquiescement du prévenu.

Cependant , comme nous , les habitans de l'Alsace sont dévoués au Roi et à la patrie. Sa Majesté s'est plu elle-même à leur rendre ce témoignage dans plus d'une circonstance.

Ainsi que vous , les jurés qui ont prononcé dans cette cause , étaient pris dans l'élite des citoyens ; et je ne pense pas que les réticences du ministère public aient pu atténuer dans vos esprits l'autorité d'une décision rendue par vos pairs ; d'une décision que nous sommes accoutumés à appeler le jugement de Dieu.

Ces jurés ont pensé , et vous penserez sans doute comme eux , Messieurs , qu'il n'y a de délits que ceux que la loi a caractérisés ; que l'exercice d'un droit constitutionnel ne saurait être métamorphosé en crime ; et

qu'il est difficile de signaler des coupables parmi des hommes qui ont fait un appel à la bienfaisance et à l'humanité. »

M. Devaux (membre de la Chambre des députés) a la parole.

« Je défends, dit-il, le sieur Gaubert, éditeur du *Courrier*. J'aspire à parler à vos consciences, à éclairer, s'il se peut, votre raison par l'émission de quelques principes applicables à la cause, et que l'étude habituelle des lois me rend plus familiers qu'à vous. Je le ferai avec cette simplicité de langage dont on use dans une conversation intime ; c'est, je crois, le meilleur moyen de me faire entendre.

L'écrit incriminé est, suivant tous les prévenus, consacré à la bienfaisance ; le ministère public dit que c'est une provocation à la révolte ! Comment ces deux idées si contradictoires, la bienfaisance qui honore le cœur de l'homme et réjouit l'humanité, la révolte qui déshonore le citoyen et afflige la société ; comment ces deux idées peuvent-elles être inspirées par le même écrit ? Il faut bien qu'il y ait, dans un dissentiment semblable, quelque vice secret qui nous en explique le phénomène.

Ce n'est pas sans raison que je me sers de ce mot *phénomène*, pour annoncer une chose extraordinaire, inconcevable même.

Dans des temps orageux, la contradiction n'étonne pas dans le vulgaire, livré à toutes les aberrations de l'esprit de parti ; mais elle afflige tous les hommes honnêtes, quand elle s'introduit dans le sanctuaire de la justice ; quand elle pénètre dans les organes même des

lois, dans des esprits droits, dans des cœurs purs, dans des âmes profondément inspirées par l'amour de la patrie et du Roi, et qui perdent tout-à-coup cette conformité de sensations dont le ciel a doué l'homme pour qu'il y eût quelque harmonie dans la société.

Quand il s'agit d'un vol, d'un meurtre, d'un incendie, si le jury a été témoin du crime, la décision est unanime. Ne serait-il pas malheureux que les crimes pussent être problématiques en ce sens, que telle action bien prouvée, incontestable, peut être innocente à Lyon, non reprehensible à Grenoble, non coupable à Strasbourg, et criminelle à Paris; et cela sous le règne des mêmes lois, sous l'empire du même Code qui a caractérisé, qualifié et précisé toutes les actions nuisibles? J'ai donc raison de dire qu'il faut qu'il y ait là quelque vice caché qui obscurcisse la raison de l'homme. Il faut le découvrir.

Ce principe malfaisant se manifeste jusques dans l'arrêt de renvoi. Cet arrêt atteste que les premiers jurés n'avaient pas pensé qu'il y eût lieu à mise en prévention. Attachez-vous, je vous prie, à cette première idée des magistrats, lorsqu'ils ne sont pas influencés, lorsqu'ils sont encore libres; et voyez quelle distance immense on veut vous faire franchir. Cinq magistrats ont été unanimes sur ce point, qu'il n'y avait pas lieu à prévention; et l'on veut vous faire reconnaître la vérité de l'accusation du crime.

Cependant, les juges d'appel n'osent pas entreprendre seuls de prononcer, non pas sur la culpabilité, mais sur la prévention seulement. La question de mise en prévention est si problématique, qu'ils veulent s'entourer de

plus de lumières : une seule chambre ne leur paraît pas suffisante pour faire éclater la vérité ; ils ont besoin du secours d'autres moyens ; ils cherchent la garantie de l'arrêt qu'ils vont rendre à la face de la France , de toute l'Europe , dans une réunion plus nombreuse de magistrats ; afin que cette mesure extraordinaire atteste que tout esprit de parti a disparu , que la voix de la justice seule s'est fait entendre. Qu'en résulte-t-il ? une conséquence bien affligeante pour la société , pour l'humanité : si les prévenus étaient condamnés , n'auraient-ils donc d'autre tort , que de n'avoir pas été jugés à Strasbourg , à Lyon , à Grenoble ? Ou ceux qui ont été renvoyés de la prévention à Grenoble , à Lyon , à Strasbourg , ne devraient-ils leur salut qu'à cette circonstance que leur écrit n'a pas été jugé à Paris ? Voilà l'affligeant problème que vous avez à résoudre. J'espère que la solution en sera la même qu'à Strasbourg , qu'à Grenoble , qu'à Lyon .

Dans les affaires ordinaires , le dissentiment ne s'établit jamais sur la criminalité du fait ; il ne naît que lorsqu'on recherche les preuves. Je conçois qu'alors l'intervention du ministère public soit utile à la société. C'est lui qui , rassemblant toutes les circonstances , tous les indices , en compose un faisceau de lumières qui porte la conviction dans l'ame des jurés ; mais dans les causes comme celle-ci , le corps du délit c'est l'écrit , la preuve c'est encore l'écrit. Comment donc s'établit le dissentiment ? Hélas ! il s'établit parce qu'on laisse se glisser dans l'examen , dans la discussion , ce principe malfaisant , ce faux principe dont je parlais. C'est cette faculté qu'on s'accorde à soi-même de commenter , d'interpréter les écrits.

Dans ces sortes de causes , on devrait se borner à



mettre l'écrit inculpé sous les yeux des jurés; à leur dire : Voilà le fait, voilà la preuve; consultez vos consciences, dites-nous, d'après l'impression que l'écrit produira sur vous, s'il y a un rapport immédiat entre l'écrit et les chefs de prévention; s'il contient une attaque formelle contre l'autorité du Roi et des Chambres, ou une provocation formelle à la désobéissance aux lois.

L'incendiaire de la bibliothèque d'Alexandrie fit apporter devant lui tous les trésors des connaissances humaines, et ordonna qu'on les jetât au feu. On lui demanda pourquoi; il répondit : « S'ils ne contiennent autre chose » que le koran, ils sont inutiles; s'ils contiennent autre » chose, ils sont dangereux. » Eh bien! il en est de même de tous les réquisitoires du ministère public. S'ils disent ce que dit l'écrit, ils sont inutiles; s'ils disent autre chose, ils en diffèrent; s'ils en diffèrent, ils n'expriment plus la pensée de l'auteur. Autres termes, autres idées. Si l'on se lance dans la sphère des abstractions métaphysiques, c'est l'auteur, traduit, commenté, travesti; c'est le ministère public que vous jugez d'après son réquisitoire, ce n'est plus l'auteur.

Quel esprit est assez fort pour se défendre de la séduction du commentaire, quand il croit voir les grands intérêts du prince et de la patrie; quand, après avoir scruté la pensée de l'auteur, il s' imagine avoir rencontré un factieux; quand la pénétration la plus profonde est employée pour résoudre une question intentionnelle dont on s'établit le juge; quand l'art ingénieux des rapprochemens vient seconder un zèle honorable; quand le travail et la méditation du cabinet ont ainsi construit un chef-d'œuvre de raisonnement bien suivi dans ses inductions, bien

combiné dans ses conséquences, chef-d'œuvre auquel sourit l'amour-propre de l'auteur, à l'insu même du magistrat, dont il trompe la généreuse impartialité?

Eh bien, avec la liberté du commentaire, la liberté de la presse serait le plus funeste présent qu'on aurait pu faire à la société, il faudrait la rayer de nos institutions. Oui, je ne balance pas à le déclarer, il vaudrait mieux n'avoir pas la liberté de la presse, que de la voir soumise à la faculté du commentaire. Aussi, ce qui doit sapper dans sa base le réquisitoire du ministère public, ce qui lui ôte toute confiance, c'est que ce réquisitoire est un commentaire; par cela seul, il est illégal, il est réprouvé par la loi, on ne devait pas vous le lire; faites comme si vous ne l'aviez pas entendu, vous ne devez pas vous souvenir de ce qu'on vous en a dit.

On vous a déjà établi plusieurs principes qui repoussent la doctrine des commentaires; je vais encore en tracer quelques autres que vous ne devrez pas perdre de vue dans la discussion. Cette petite collection de principes une fois complète, vous aurez avec vous, soit dans la mémoire, soit dans vos notes, tout ce qu'il vous faut pour diriger vos consciences dans la recherche de la vérité.

Vous vous rappelez ce premier principe qu'on peut *soulever la justice ou la convenance d'une loi*. Ce droit n'est pas pour les pairs, pour les députés seulement, il appartient à tout le monde. C'est une propriété publique.

Le second principe est que *toute opinion capable d'offenser l'ordre public, n'est pas coupable; si elle ne renferme pas une provocation*. Ainsi, la critique peut aller jusque-là de publier des choses capables d'offenser l'ordre public.

Troisième principe : *Le Gouvernement peut être harcelé, on peut travestir ses plans, dénaturer ses intentions ; cela se peut.*

Quatrième principe : *On peut parler au peuple d'oppression et de liberté , régler ses droits : tout cela n'est pas provocation.*

On se tromperait étrangement , si l'on croyait que j'approuve tout cela. Je ne prétends pas dire que c'est bien ; je dis seulement que la loi ne punit pas ceux qui le font. Mais tout ce qui est permis , n'est pas toujours honnête et bon ; vous connaissez tous ce vieil adage : *Non omne quod licet honestum est.* Pour avoir la liberté , il faut bien tolérer un peu la licence. Comme la liberté et la licence sont deux voisines qui ne sont pas bornées , il faut permettre à la liberté d'envahir un peu sur la licence , sans quoi le bornage est impossible.

« *Lorsqu'une action a été déclarée crime ou délit par les lois communes , il ne saurait être permis d'exciter les citoyens à la commettre.* » Voilà comment M. le garde-des-sceaux a défini la provocation : immédiatement après il décida qu'on ne saurait mettre en question en aucune manière l'ordre de successibilité au trône , l'autorité constitutionnelle du Roi et des Chambres , la liberté des cultes , l'inviolabilité des biens nationaux , sans se rendre réellement coupable d'une provocation au crime ou au délit. Tout cela est assimilé à la provocation. En même temps le ministre donne des exemples de provocation : *Qu'un homme s'élance sur la place publique , et qu'il s'écrie à haute voix : Armez-vous , citoyens , suivez mes pas , forcez les prisons , mettez le trésor au pillage ; voilà une provocation directe. Que ce même homme , à la même*

*place , crie aux mêmes hommes : Citoyens , ne vous armerez-vous pas , ne forcerez-vous pas les prisons , ne mettez-vous pas le trésor au pillage ? Ce sera une provocation indirecte. Dans ces deux cas il y a provocation , parce qu'on ne se borne pas à une opinion , à une théorie , mais qu'il y a proposition à un tiers.*

*L'auteur de ces principes ajoute que la provocation ne se prouve pas par une interprétation laborieuse du texte. On a exigé , dit-il , que la provocation fût spéciale , c'est-à-dire , que le ministère public fût tenu d'articuler dans son réquisitoire , à quel crime ou délit positif , précis , déterminé , le prévenu avait voulu provoquer. Et quel est le but de cette spécialité ? C'est , ajoute le même orateur , d'expulser par-là le vague , l'arbitraire , d'empêcher la pensée de s'égarer sur les conséquences générales d'une phrase ou d'un livre , de réduire la question posée au jury , au rapport immédiat de la publication qu'il a sous les yeux , avec un article particulier du Code dont il ne lui est pas permis de détourner son attention.*

Ainsi , il faut que la provocation soit spéciale , et cette spécialité consiste dans un rapport immédiat sur la question posée au jury , entre l'écrit et un texte de loi. Rapport immédiat ! cela exclut formellement tout ce qui est indirect , tout ce qui est induction , théorie , commentaire en un mot ; car si un commentateur s'interpose , s'établit intermédiaire , il n'y a plus de rapport immédiat entre l'écrit et l'acte qualifié délit par la loi. Voilà ce qui rend tout commentaire impossible.

Après avoir énoncé ces principes , il faut en faire l'application à la cause. Je le ferai , avec sincérité , en bon citoyen qui professe l'attachement le plus vif aux lois ,

au Prince et à la patrie, qui ne veut pas que l'on fasse grâce aux factieux, qui jamais du moins n'ouvrirait la bouche en leur faveur.

Le législateur ne s'est pas borné à expliquer le sens de la loi ; il a fait plus encore, il a voulu consigner dans la loi même une explication si exclusive du commentaire, que le commentaire devint impossible. L'article 4 de la loi du 17 mai dit en effet : *Sera réputée provocation au crime toute attaque formelle. Formelle !* cette expression n'a pas besoin d'interprétation ; mais quoique Pascal prétende que les définitions sont souvent plus obscures que les termes, ouvrons le Dictionnaire de l'Académie, nous y trouvons *formel, ce qui est exprès, précis. Exemple : Une loi formelle, une clause formelle.* Il n'est pas un de vous qui n'ait eu quelque discussion d'intérêt à propos de quelque contrat. Rappelez-vous ce que vous disiez lorsque quelque esprit subtil voulait interpréter un contrat qui n'était pas susceptible d'interprétation. Vous lui disiez : Lisez donc, le contrat est formel, la clause est formelle. Cela voulait dire : Vous ne pouvez pas l'interpréter. Voilà votre idée.

Je m'empare de cette expression. Vous prouvez par des théories, par des subtilités métaphysiques, que l'écrit contient une attaque formelle contre l'autorité du Roi et des Chambres. Je réponds : Vous ne pouvez pas interpréter l'écrit ; lisez donc : où trouvez-vous cette attaque formelle ? où ? nulle part. Donc votre système s'évanouit.

Maintenant il faut jeter un coup-d'œil sur l'écrit incriminé. Je le divise en huit phrases ou huit pensées principales. Je n'entrerai pas dans des explications sur cha-

tune d'elles ; je ne veux pas l'expliquer. J'accorderai tout ce qu'on voudra sur la théorie de l'écrit ; il est mal fait, absurde, conçu dans de mauvaises intentions : tout cela m'est indifférent, comme défenseur, du moins ; car comme homme de bien, je crois que l'écrit aurait pu être plus modeste, la critique plus sage. Mais il ne s'agit pas de savoir si l'écrit est ou non digne d'éloge, il faut le réduire à une attaque formelle contre l'autorité constitutionnelle du Roi et des Chambres, ou une provocation à la désobéissance aux lois ; et cette attaque, cette provocation, il faut les trouver sans interprétation.

*Première phrase :* « L'arbitraire, revêtu de la forme de la loi, ne prescrit point contre les lois éternelles que Dieu a gravées dans tous les cœurs. Les droits les plus légitimes, les plus sacrés, les plus inhérens à la nature ; les droits qui ont précédé toutes les sociétés, qui président à leur existence, et qui ne peuvent jamais être ni abolis ni suspendus, sont ceux de la justice et de l'humanité. »

Voilà une théorie, une doctrine générale, vraie ou fausse, peu importe ; mais ce n'est pas une provocation à désobéir au Roi ; ce n'est pas une attaque formelle contre l'autorité constitutionnelle du Roi et des Chambres : montrez-moi cette provocation, cette attaque formelle ; mais ne me les montrez pas par des inductions ; ne me les montrez pas à travers le télescope ou le microscope d'un réquisitoire ; ne me les montrez pas par des argumens métaphysiques qui prouvent beaucoup de talent, mais qui sont autre chose que l'écrit.

*Deuxième phrase :* « L'humanité et la justice sont évidemment méconnues dans les dispositions d'une mesure

qui livre la liberté, la fortune, l'honneur, la réputation, la santé, la raison, et même la vie des citoyens à la merci de la politique, de la haine, de la vengeance, de la corruption, de la bassesse, de l'intérêt, de la peur, de tous les caprices, de toutes les passions de quelques individus principaux, et d'une foule d'agens et de fauteurs de l'arbitraire. »

Voilà une critique de la loi. Est-ce autre chose qu'une critique? La justice de la loi est attaquée; mais on peut dire qu'une loi est injuste. On peut donc énumérer ses injustices; on peut expliquer par quels effets cette injustice se manifeste; c'est même le devoir d'une bonne conscience, c'est ce que l'auteur a fait. La critique est permise, il en a usé, c'est le résultat du premier principe.

Le second principe trouve aussi ici son application : la seconde phrase contient la peinture des maux de l'arbitraire; mais ce n'est que la peinture des maux que l'arbitraire nous a fait souffrir. Sommes-nous donc dépourvus des leçons de l'expérience? En 1793 (et je n'entends pas comparer les époques); nous fûmes aussi dotés d'une loi contre les suspects; c'était aussi l'arbitraire, plus monstrueux, je le veux. On en connaît les résultats. Nous avons même des souvenirs plus récents. La loi du 29 octobre 1815, qui a-t-elle atteint? Est-ce une seule opinion? Le général Donnadieu n'en a-t-il pas été atteint? Le général Canuel n'en a-t-il pas été atteint? Le père d'Antoinette Robert, dont la pétition a causé un si grand scandale, dont les opinions royalistes étaient si fortement prononcées, a-t-il échappé à l'arbitraire? Qui serait assez inexpérimenté pour croire que l'arbitraire se fixerait en faveur d'une seule opinion; qu'il respecterait la vôtre,

parce que vous faites profession d'attachement au Roi et à la Famille royale ? Vous êtes donc sûrs de n'avoir pas un ennemi pour vous dénoncer ; vous êtes donc sûrs que le pouvoir ne se méprendra pas. Si telle est votre pensée , désabusez-vous , l'expérience détruirait bientôt cette illusion. L'arbitraire atteint tout. Combattre l'arbitraire , c'est défendre la cause de tous , c'est défendre toutes les opinions ; c'est donc votre opinion aussi , que l'auteur de l'écrit a défendue : vous devez lui en savoir gré.

On a dit que l'auteur avait par-là proclamé tyrans tous les agens de l'autorité. Si l'auteur a appelé les agens de l'autorité tyrans , quelle en est la conséquence ? qu'il a offensé les agens de l'autorité ; mais comme ce n'est pas là ce qui constitue le délit dont il est accusé , la conséquence en est que vous devez le déclarer non coupable , car il n'est prévenu que de deux chefs : attaque formelle contre l'autorité constitutionnelle du Roi et des Chambres , provocation à la désobéissance aux lois. Ainsi , l'auteur a , si vous voulez , appelé tyrans les agens de l'autorité ; mais , il n'y a pas un mot de cela dans l'écrit.

Vous remettez , nous dit-on , en question devant le peuple , ce qui a été décidé par les trois pouvoirs ; c'est attaquer l'ordre constitutionnel. Qu'est-ce que remettre en question une loi ? C'est en proposer la révision à ceux qui l'ont rendue , ou invoquer une autre autorité rivale du pouvoir législatif , pour faire révoquer une loi rendue par l'autorité compétente. Je ne connais pas d'autre moyen. Il faut citer la loi devant le vrai ou le faux pouvoir législatif. Montrez-moi donc à quelle autorité , populaire ou révolutionnaire , l'éditeur de l'écrit va proposer de réformer , de révoquer la loi du 26 mars.



Il y a plus , l'auteur suppose , au contraire , que la loi aura son effet. *Secours aux détenus !* Qui secoure-t-on ? Ceux qui seront incarcérés en exécution de la loi. On s'attend donc à l'exécution de la loi ; on en provoque l'exécution , lorsqu'on dit : Quand vous serez arrêtés , vous serez secourus. Loin de remettre la loi en question , on la confirme. Voyez ce que c'est que l'art du commentaire.

*Troisième phrase :* « La discussion la plus solennelle a consacré les vérités que nous venons d'exposer. Les dépositaires de l'autorité sont venus leur donner une nouvelle force , en refusant ,

1°. De faire mention , sur l'ordre en vertu duquel on arrête un suspect , du délit dont on le soupçonne ;

2°. De lui faire connaître à lui-même les causes de son arrestation ;

3°. De lui donner un conseil pour l'aider dans sa défense , ni personne qui l'assiste , alors même qu'il ne saurait ni lire ni écrire ;

4°. De s'engager à lui procurer une nourriture supportable ;

5°. De permettre à aucun parent ou ami du suspect de s'enfermer avec lui pour le préserver du désespoir ou de la démence , suite trop fréquente du secret ;

6°. De prévenir sa famille de son arrestation , si elle a eu lieu hors de son domicile ; de sa mort , s'il mourait en prison ;

7°. D'encourir aucune responsabilité pour une arrestation dénuée de fondement ;

8°. De publier aucune liste de suspects arrêtés ; de rendre compte aux Chambres des arrestations ;

9°. De s'expliquer sur la faculté qu'aura le ministère d'arrêter de nouveau un suspect deux heures après son élargissement, et de perpétuer ainsi sa détention ;

10°. De laisser les journaux ouverts aux réclamations, bien que ces journaux le soient aux injures, aux calomnies et aux dénonciations. »

Quant à cette phrase, ce n'est qu'un récit ; on dit que des amendemens ont été proposés, qu'ils étaient en faveur de l'humanité, qu'ils ont été rejetés. C'est un récit, c'est un récit vrai. Personne ne peut douter que les dix amendemens n'aient été rejetés : lisez les procès-verbaux de la Chambre, les journaux, le *Moniteur*. Un récit vrai peut-il constituer une attaque formelle contre l'autorité de la loi, une révolte contre la loi ? Cela n'est pas possible, quand même le récit serait aussi mensonger qu'il est vrai. Par cela seul que c'est un récit, il ne propose rien. Celui qui raconte ce qui s'est passé n'attaque pas. Tant qu'il ne tire pas de conséquences, il est évident qu'on ne peut pas arriver à le qualifier de provocation, d'attaque formelle.

Mais on veut offrir au courroux de la nation, comme coupables de félonie, les ministres et le Roi lui-même ! Si cela était, je passerais condamnation, non pas à l'égard des ministres, qui sont accusables ; je passerais condamnation, non pas sur le fait d'attaque ou de provocation : je passerais condamnation sur l'offense au monarque. C'est un fait punissable, je ne prendrais pas la parole pour le défendre ; mais si cela était, vous ne pourriez pas le juger : voilà encore un des inconvéniens du réquisitoire, c'est que l'offense à Sa Majesté est un délit prévu par les

articles 9 et 11 de la loi du 17 mai, et que le réquisitoire ne cite pas les articles 9 et 11. Je ne veux pas abuser de vos momens, en fixant plus long-temps votre attention sur ce point.

*Quatrième phrase :* « Ce déplorable régime sur la liberté individuelle, combiné avec l'irresponsabilité des ministres et la responsabilité illusoire de leurs agens, avec l'extinction de toute publicité, les restrictions qui menacent le droit de pétition, la censure, qui atteint la tribune nationale elle-même, la ruine imminente du droit d'élection, les violations multipliées de la Charte, révèle un système complet d'arbitraire qui laisse la nation sans aucune garantie, et place chaque individu hors de la protection de la loi fondamentale de l'Etat. »

Quel est le caractère de cette pensée? Est-ce une attaque formelle? est-ce une provocation? L'explication en est donnée dans la phrase même : on dit que la liberté individuelle est suspendue ; la loi qui la suspendait était rendue ; on dit que la liberté de la presse est menacée ; cela était vrai : on discutait la loi qui nous en a privés ; on parle de restrictions au droit de pétition. Rappelez-vous la proposition de M. Maine de Biran ; le discours de M. Bourdeau, tendant à restreindre ce droit. On dit que la responsabilité des agens du pouvoir est illusoire ; c'est ce que tous les publicistes enseignent, c'est un fait justifié par l'article 75 de la constitution de l'an 8 ; et il y a de bons esprits qui ne veulent pas plus de constitutions de l'empire qu'ils ne veulent de l'empire même ; c'est ma manière de voir : je ne pense pas que le Roi soit l'héritier de Bonaparte. En ferez-vous un crime aux édi-

teurs ? Cela est-il vrai, cela est-il faux ? Ne peut-on pas le dire, sans tomber dans l'attaque formelle, dans la provocation ?

L'article se termine en disant que nous sommes hors de la protection de la Charte. Cela est évident : la liberté individuelle est supprimée, la Charte ne nous la garantit plus. La liberté individuelle est supprimée, la Charte ne nous la garantit plus ; tout le monde peut le dire sans tomber dans la provocation.

*Cinquième phrase.* « Lorsque le pouvoir, institué pour protéger, abjure malheureusement cette noble fonction, l'humanité ordonne à tous les membres d'un État libre de se réunir pour porter appui et consolation à l'opprimé. »

Ici, nous y sommes, nous tenons une provocation spéciale ; on ne peut en douter : on ordonne de se réunir : voilà bien une provocation formelle. Réunissons-nous, la phrase le dit. Eh bien ! réunissons-nous : Pourquoi faire ? pour tirer de sa bourse chacun cent ou deux cents francs, pour soulager de malheureux détenus ! Voilà le but de cette provocation formelle. Si l'on proposait de se réunir pour former des attroupemens, pour faire une révolution, ce serait une provocation coupable ; je la condamnerais ; mais quand le but de la réunion est de concourir à un acte de bienfaisance, j'y applaudis de tout mon cœur, vous pouvez compter sur moi.

*Sixième phrase.* « En conséquence.... » Ce seul mot est le plus éloquent, le plus significatif de tous ; je ne crois pas qu'il y ait une expression plus foudroyante pour l'accusation. *En conséquence !* Sentez-vous tout ce que ce mot veut dire ? Tout ce que j'ai dit, tout ce que j'ai professé, vient de fondre ici. Voilà la conséquence. Est-ce d'attaquer

L'autorité du Roi et des Chambres ? est-ce de désobéir aux lois ? non ; c'est de soulager les malheureux. Quand j'ai moi-même exprimé la conséquence de ce que j'ai dit, vous voudriez en supposer une autre ; vous ne le pouvez pas , cela répugné à la délicatesse. Quand un homme a clairement expliqué sa pensée , vous ne pouvez pas lui en prêter une autre , en lui disant : Je sais bien ce que vous avez voulu dire. Il le sait mieux que vous. Ici , il n'y a ni intentions , ni conséquences à déduire , que celles que l'auteur a déduites lui-même.

« En conséquence , dit donc l'auteur , le projet de la présente souscription a été conçu pour offrir à chaque Français un moyen de venir au secours de ses compatriotes victimes de l'arbitraire , et d'être lui-même secouru par chacun deux. Tous sont donc également invités à prendre part à cette sorte d'assurance mutuelle , qui est dans le caractère national et dans les vrais principes de la liberté. »

Le ministère public nous a reproché cette expression : *victimes de l'arbitraire*. On proclame donc ceux qui seront détenus en vertu de la loi, victimes de l'arbitraire ; mais cela ne fait pas l'ombre d'un doute. C'était la pensée du législateur. L'homme qu'on détient sans jugement , qu'il soit coupable ou non , est toujours victime de l'arbitraire. Arrêter un homme pour ne pas le mettre en jugement , c'est là l'arbitraire : il n'y a d'arrestation légale que celle qui a pour résultat d'arriver à un jugement. Il y a même des pays où l'arrestation n'a lieu qu'après le jugement. Il en était ainsi à Rome : c'est ce qui a lieu encore en Angleterre.

Le commentateur a fait ici usage d'un argument qui

mérite quelque attention. Il a traduit la phrase ainsi : Résistez , a-t-il dit , si vous ne voulez souffrir des rigueurs inconnues au droit public ; résistez , si vous ne voulez pas être victimes de l'arbitraire ; résistez , etc. Je vais imiter le commentateur , je vais traduire aussi , et je dirai avec plus de confiance et de vérité : Ne résistez pas , laissez-vous arrêter , car vous serez secouru pendant votre malheur ; ne résistez pas , car on fera des démarches pour vous faire rendre la liberté ; ne résistez pas , car on fera pour vous les réclamations qu'autorise la loi du 26 mars ; ne résistez pas , car vos familles seront secourues si elles sont dans le besoin ; ne résistez pas par la crainte de supporter des rigueurs inconnues , car nous ferons tout ce qui sera possible pour rendre l'exécution de la loi plus supportable. N'est-ce pas là une exhortation pathétique de ne pas résister , puisque celui qui ne résistera pas jouira de tous ces avantages , et que celui qui résistera en sera privé ? Lequel des deux commentaires , je vous le demande , parle le plus à votre conscience ? Vous ne répondez pas , mais vous êtes hommes , et vous sentez qu'on ne peut pas rédiger en d'autres expressions le véritable commentaire de l'article.

On a trouvé jusque dans le titre , tant est grand l'art des rapprochemens , des motifs d'interprétation. Voyez , vous a-t-on dit , *souscription nationale* ! N'est-ce pas là un appel au peuple ? C'est un grand bonheur que cette expression *souscription nationale* se trouve placée là. Ce mot seul *nationale* est à mes yeux une justification complète.

Que penseriez-vous des souscripteurs , qui n'auraient souscrit qu'en faveur d'un parti , d'une opinion ? qui auraient dit (tranchons le mot) : *Souscription ouverte aux*

libéraux pour secourir les libéraux ? Ne verriez-vous pas là une faction ? car les factions sont exclusives ; elles ne connaissent que ce qui adhère fortement à leur opinion ; il faut être exclusif pour être l'homme d'une faction , tous les factieux le sont. Oui , le ministère public aurait sur nous un grand avantage , si , au lieu de généraliser cet acte de bienfaisance , au lieu de l'étendre à tous les malheureux , au lieu d'en faire une souscription nationale , on n'en avait fait que la souscription d'un parti. Mais elle est pour tout le monde ; recueillez bien cela dans vos notes , dans votre mémoire. Tous les Français y sont invités. Ce n'est pas pour moi , pour mon opinion , pour mon parti. Le titre de l'article le dit , c'est pour nous tous , pour vous-mêmes , qui n'êtes pas plus royalistes que le père d'Antoinette Robert , qui n'avez pas des opinions plus royalistes que celles du général Donadieu , et du général Canuel. N'ont-ils pas cependant été aussi les victimes de l'arbitraire que nous redoutons ?

Mais c'est un système fondé sur un mensonge , la bienfaisance n'est qu'un voile officieux dont la faction se couvre , il ne vous est pas donné de lire dans le cœur humain ; mais lorsque des hommes respectables viennent vous dire la vérité , lorsque cinquante députés viennent vous dire : Telle fut notre pensée ; pouvez-vous leur en supposer une autre ? Pouvez-vous croire que cette pensée est d'offenser , de dissoudre un gouvernement qu'ils aiment ? Quand cette pensée est celle de cinquante législateurs , qu'on n'accusera pas , je l'espère , d'être des factieux ; je ne crois pas que l'esprit de parti , en quelque tête qu'il soit logé , puisse y voir un principe factieux.

Mais soit : j'admets que des désirs factieux se cachent

sous le voile d'une bienfaisance hypocrite. Hypocrite veut dire caché. Ce qui est voilé n'est pas bien clair. N'oubliez pas qu'il faut démontrer qu'il y a une attaque formelle. Les desseins factieux sont donc cachés sous un voile. Qui le lèvera, ce voile ? Par cela seul qu'il y a un voile, il est évident qu'il n'y a pas d'attaque formelle. C'est une bienfaisance hypocrite, soit ; mais tous les hypocrites ne sont pas des factieux : la faction serait bien plus nombreuse qu'on ne pense. Je crois que ce grief est coulé à fond. . .

Le second grief est celui de désobéissance aux lois. Il est léger auprès du premier. A quelle loi a-t-on provoqué de désobéir ? car c'est encore une des conséquences du réquisitoire ; il ne dit pas à quelle loi on devait désobéir : c'est probablement à la loi du 26 mars. Pour qu'il y ait désobéissance, il faut qu'il y ait commandement ; que commande la loi du 26 mars ? elle ne commande rien ; dès-lors il est difficile de lui désobéir. . .

Tout ce que cette loi dit, c'est : Laissez-vous arrêter. Pour provoquer à lui désobéir, il faudrait dire : Ne vous laissez pas arrêter, fuyez ; sauvez-vous, si l'on veut vous arrêter. Ai-je dit : Ne vous laissez pas arrêter ? Je crois avoir dit le contraire. Quand j'ai dit : Les prisonniers auront de l'argent, cela présuppose qu'ils seront arrêtés ; quand j'ai dit : Les prisonniers seront secourus, cela présuppose qu'ils seront en prison ; quand j'ai dit qu'on aiderait leurs familles, cela présuppose qu'ils seront détenus. J'ai donc dit, au contraire : Laissez-vous arrêter. . .

Les coupables, effrayés par la loi, dit-on, seront rassurés par la souscription. D'abord, le mot *coupable* est de trop. On ne donnera pas de secours aux coupables,



mais à ceux-là seulement qui seront détenus ; pour ne pas être jugés, aux suspects. Supposons qu'ils soient rassurés par la souscription, quel grand mal à cela ?

Je ne crois pas avoir un intérêt réel à placer l'éditeur responsable du *Courrier* dans une situation particulière ; je crois que l'on peut sans danger le rattacher à la défense générale des accusés. Cependant, puisque cette situation particulière existe à son égard, il est dans l'ordre des choses que je vous l'explique.

Le sieur Gaubert n'est pas l'auteur de l'article, vous en êtes bien convaincus. Le témoin Baudouin vous a dit qu'il le tenait de M. Kératry. A ce premier fait indubitable, il s'en joint un second qui est incontestable ; c'est que l'écrit a été inséré sans sa participation dans le *Courrier*. Il vous a dit même qu'il était au lit lorsque le prote de l'imprimerie, enhardi par le caractère de M. Kératry, prit sur lui de faire l'insertion. Ainsi, l'insertion a eu lieu à l'insu de l'éditeur responsable. Je conclus de ces deux faits, que de l'insertion de l'écrit, bon ou mauvais, quand il serait aussi reprehensible qu'il est à l'abri de toute critique, on ne peut faire résulter aucune intention criminelle de la part de l'éditeur du *Courrier*.

Le ministère public a reconnu les faits, mais il a soutenu qu'il n'en était pas moins responsable, en sa qualité d'éditeur responsable. Je le supplie de me permettre de faire une distinction qu'il adoptera lui-même, j'en suis sûr ; il a l'esprit trop élevé pour ne pas revenir sur son erreur, s'il la reconnaît. Je distingue donc entre la responsabilité civile et la responsabilité pénale, et en cela je suis d'accord avec tous les criminalistes. Celui qui

se déclare responsable d'un écrit , encoure toujours la responsabilité quant aux dommages-intérêts ; mais à moins que l'on ne prouve contre lui une intention criminelle , il n'est pas soumis à la responsabilité pénale. Pourquoi ? parce que la responsabilité pénale entraîne des peines afflictives et personnelles ; qu'elle ne peut , par conséquent , avoir lieu que lorsqu'il y a culpabilité personnelle , criminalité d'action ; et que pour que cette criminalité existe , il faut le concours d'une action matérielle et d'une mauvaise intention. Exemple : L'article 102 du Code pénal punit de la même peine que les auteurs , ceux qui , par des écrits imprimés ou autres moyens , auront excité les citoyens à commettre un crime ou un complot contre la sûreté intérieure ou extérieure de l'État ; ils sont punis de mort comme les autres. Or , j'espère que malgré son titre d'éditeur responsable , vous ne ne condamneriez pas à la peine de mort le rédacteur responsable d'un journal où aurait paru un tel écrit , s'il était prouvé que l'insertion a été faite à son insu , pendant son sommeil. Un homme ne peut pas s'endormir innocent et se réveiller coupable , coupable d'un crime emportant la peine de mort. Non , vous ne pourriez pas le condamner.

C'était aussi la doctrine de M. le garde-des-sceaux. « Ce qui rend une action punissable , disait-il dans l'exposé des motifs du projet de loi sur la presse , c'est l'intention de son auteur , et le mal qu'il a fait ou voulu faire à un individu ou à la société ; qu'importe que , pour accomplir cette intention et causer ce mal , il ait employé tel ou tel moyen ? »

La loi de la presse repose sur cette idée , que la presse

n'est qu'un instrument. Il n'y a pas de délits de la *presse*. Voilà les bases de la loi, le garde-des-sceaux les a posées. La loi n'a pas distingué pour les délits commis par la voie de la presse, comme avec tout autre instrument; il faut, comme pour tout autre délit, un fait et une intention. Il n'y a pas d'exception pour la presse.

Ainsi, lorsqu'on vous posera cette question : Le prévenu est-il coupable ? vous vous direz : Cette question est complexe; elle résume la réalité du fait et la moralité du fait ou l'intention. Si, comme je l'ai établi, vous reconnaissez qu'il n'y a pas eu d'intention, vous direz : Non coupable.

Je termine par quelques considérations générales, propres à vous diriger dans la recherche de la vérité, qui, sans doute, est l'objet de vos vœux.

Je dois vous avertir du danger de votre position. Il est réel. Dans les accusations ordinaires, où tout le monde est d'accord sur la criminalité du fait, tel qu'un vol, un incendie, un meurtre, le jury représente parfaitement la société, parce qu'il a les mêmes intérêts, et n'a pas d'autre intérêt qu'elle. Il ne peut errer que dans la juste appréciation des circonstances, dans l'influence qu'exercent sur son esprit les preuves pour ou contre les accusés.

Dans les accusations de délits politiques, et dans des temps de crises politiques, c'est une affligeante vérité, fondée sur l'expérience du cœur humain, que chaque juré ne représente que son opinion. Il arrive avec elle, il écoute avec elle, il juge avec elle et selon elle; il est presque impossible qu'il s'en sépare.

Cette douce tolérance, qui fait le charme et la paix de la société, disparaît insensiblement du cœur de l'homme

de bien , entraîné malgré lui , sans s'en apercevoir , par les illusions de ses propres opinions.

Tel est le piège tendu , par le malheur des circonstances , aux consciences délicates.

Il faut faire un effort généreux sur vous-mêmes , vous méfier de vos propres sentimens , craindre de céder à des préventions secrètes , qui vous feraient apercevoir des ennemis à combattre , dans des partisans de doctrines politiques que vous ne professez pas.

Substituez par la pensée un délit ordinaire au délit politique ; interrogez votre conscience , pour savoir si vous êtes convaincus d'une attaque formelle , ou d'une provocation à la désobéissance aux lois , comme vous le seriez de la réalité de toute autre accusation.

Royalistes , vous aimez le Roi ; vous devez l'honorer en montrant , par votre impartiale décision , qu'il est la source de toute justice , et , qu'à ce titre , il sait vous inspirer. Songez que c'est par la justice que l'on consolide les Gouvernemens ; aujourd'hui jurés , demain , peut-être , accusés de délits politiques ; soyez impartiaux , si vous ne voulez perpétuer les réactions. »

Après ce plaidoyer de M. Devaux , deux avocats , MM. Desquiron et Blanchet , ont successivement pris la parole , pour défendre M. Voidet , éditeur de *l'Aristarque* , et M. Foulon , éditeur des *Lettres normandes*. Ils se sont livrés à des développemens qui ont paru un peu étrangers à la cause. M. le président les a interrompus ; et ils ont mieux aimé garder le silence , que changer le plan de défense qu'ils s'étaient tracé.

Mais M. Blanchet , avocat de M. Foulon , ayant fait imprimer le plaidoyer qu'il se proposait de prononcer , les

éditeurs ont cru devoir l'insérer ici , pour compléter leur collection. Cette pièce est précédée de la note suivante :

« M. Blanchet a été , dès le début de son plaidoyer , interrompu par M. le président , qui a présumé que la défense serait plus nuisible que favorable au client. Cette interruption ainsi motivée a réduit l'avocat au silence ; mais il se doit à lui-même de publier son plaidoyer tel qu'il devait le prononcer. Peut-être prouvera-t-il par-là que l'interruption qu'il a éprouvée , a été un peu trop précipitée , et que le plan de défense qu'il s'était tracé n'était point celui que M. le président a cru pouvoir pressentir. »

*M. Blanchet*, avocat de M. Foulon. « Messieurs, les Français avaient gémi trop long-temps sous l'empire des lettres de cachet. Alors, *nul citoyen n'était assez grand pour échapper à la vengeance d'un ministre, ni assez petit pour se dérober à l'inimitié d'un commis.* Il n'était point de famille qui n'eût été frappée dans quelqu'un de ses membres. La multitude des maux particuliers produisit le mécontentement général : la haine de l'arbitraire devint une haine nationale. La liberté, que de sages lois ne trouveront jamais rebelle, fut provoquée à comparer ses droits imprescriptibles à des droits usurpés. Les portes d'une prison fameuse s'ouvrirent, de funestes archives, déroulées à tous les yeux, étalèrent le tableau des vengeances particulières, sourdement substituées pendant deux siècles aux justes vengeances des lois.

Un cri unanime s'éleva pour demander des garanties contre ces abus du pouvoir. Suspendues pendant vingt-cinq années d'orages, elles furent enfin proclamées par un monarque qu'avait instruit le malheur. Arche d'alliance entre le peuple et le monarque, la Charte sembla devoir apaiser toutes les passions, calmer toutes les haines. Heureuse la

patrie, si cette arche nouvelle avait eu, comme l'arche divine, le privilège de frapper de mort quiconque eût osé porter la main sur elle !

Un crime affreux, dont l'isolement est à présent constaté, vint tout-à-coup consterner la France, effraya le pouvoir ; offrit un prétexte à des passions mal éteintes. La nation vit suspendre des garanties qu'elle avait achetées par tant de sacrifices, et qui la consolaient de ses derniers revers. Dans la douleur commune, l'élite des bons citoyens se serre autour de la Charte menacée ; ils s'efforcent de corriger les effets d'une loi qui les alarme pour les garanties populaires, qui les alarme surtout pour le trône que l'arbitraire ébranle en feignant de le soutenir. Des mandataires de la nation dans les deux Chambres, des avocats dont le barreau s'honore, des hommes recommandables par leurs vertus publiques et privées, tous ennemis intéressés de l'anarchie, se réunissent pour offrir leurs secours à ceux de leurs concitoyens qui deviendraient victimes des lois d'exception ; les journaux publient les projets de la bienfaisance. On n'attaque point l'obéissance due à la loi ; on indique ses abus, on en montre le remède ou du moins l'adoucissement. Mais le pouvoir aime peu la contradiction. On l'éclairait : il s'irrite, et les journalistes avec les commissaires de la souscription nationale sont traduits devant vous, comme prévenus d'une attaque formelle contre l'autorité constitutionnelle du Roi et des Chambres, et d'une provocation à la désobéissance aux lois.

M. Foulon, éditeur responsable des *Lettres normandes*, est rangé, par l'accusation, dans la classe des auteurs principaux des délits dont elle poursuit la répression. Je dois examiner, dans l'intérêt de M. Foulon, si la publication qu'il a faite dans les *Lettres normandes* présente les caractères que l'accusation vous a signalés, et qui, je le crois,

ne se sont manifestés jusqu'à présent qu'aux yeux du ministère public.

Et d'abord, je me demande pourquoi les membres de la commission et les journalistes se trouvent placés sous le coup d'une même prévention. Si le fait de chacun d'eux est criminel, pourquoi des accusations individuelles et distinctes n'ont-elles pas été dirigées contre les uns et contre les autres? La raison en est simple : la faiblesse de l'accusation a senti le besoin de chercher un double point d'appui, et de rattacher par la complicité les quinze prévenus les uns aux autres, afin de pouvoir rejeter avec plus d'efficacité le crime des commissaires sur les journalistes, et le crime des journalistes sur les commissaires.

M. Foulon ne peut que rendre grâce au ministère public de lui créer d'aussi honorables complices. Il leur laisse le soin d'écarter cette supposition d'une prétendue complicité. Pour lui, responsable seulement de son propre fait, il se bornera à examiner si, en se considérant comme l'auteur de l'article qu'il a publié, il s'est rendu coupable d'une attaque formelle contre l'autorité constitutionnelle du Roi et des Chambres, et d'une provocation à la désobéissance aux lois.

Pour élever le premier chef de prévention, n'a-t-il pas fallu substituer l'abus des mots à la force des principes?

Qu'est-ce qu'une attaque formelle contre l'autorité constitutionnelle du Roi et des Chambres?

Pour résoudre cette question, il suffit d'avoir remarqué le rang que l'article répressif de ce délit occupe dans la loi du 17 mai 1819. Il est placé sous le titre de la *provocation au crime ou au délit*.

Les articles 1 et 2 de la loi sont ainsi conçus :

Article 1<sup>er</sup>. « Quiconque, soit par des discours, des cris ou menaces proférés dans des lieux ou réunions publics, soit

par des écrits et imprimés, etc...., aura provoqué l'auteur ou les auteurs de toute action qualifiée crime, à la commettre, sera réputé complice et puni comme tel. »

Art. 2. « Quiconque, par l'un des moyens énoncés en l'article premier, aura provoqué à commettre un ou plusieurs crimes, sans que ladite provocation ait été suivie d'aucun effet, sera puni, etc. »

Ces deux articles déterminent le principe de la pénalité. Le principe de la pénalité, c'est *la provocation* au crime ou au délit. L'article 4, que l'accusation invoque contre nous, déduit les conséquences du principe; il spécifie quelques faits provocatoires. « *Sera réputée provocation au crime* dit l'article 4, *toute attaque formelle* par l'un des moyens énoncés en l'article premier, soit contre l'inviolabilité de la personne du Roi, soit contre l'ordre de successibilité au trône, soit contre l'autorité constitutionnelle du Roi et des Chambres. »

La simple inspection de cet article vous convaincra qu'il ne peut exister *d'attaque formelle* contre l'autorité constitutionnelle du Roi et des Chambres, si cette attaque n'est équivalente à une provocation. Telle était aussi l'opinion de l'orateur du gouvernement, lors de la discussion du projet de loi. « Il importe beaucoup, disait-il, d'avertir les magistrats et les jurés qu'ici l'attaque doit être formelle et *équivalente à une provocation*. » L'attaque formelle ne peut être qu'une dénégation du pouvoir que la Charte donne au monarque et aux Chambres de concourir à la création des lois. Or, on ne vous démontre pas, on ne prétend même pas que les prévenus aient dénié ou contesté l'autorité constitutionnelle. La preuve du fait contraire est victorieusement établie par les termes de l'écrit inculpé, puisque les prévenus donnent le titre de *loi* à la mesure dont ils veulent prévenir l'abus, en reconnaissant son pouvoir.

M. Foulon a critiqué la loi : sa critique a-t-elle été trop



amère? Il eût peut-être été permis au prévenu de penser, avec l'orateur du gouvernement, que « l'article 4 de la loi dont on le menace aujourd'hui, ne devait pas empêcher les discussions loyales sur les limites plus ou moins vagues qui peuvent exister entre les branches du pouvoir législatif, ou sur les formes dans lesquelles peuvent le plus utilement s'exercer ces trois pouvoirs. » En usant de cette faculté, M. Foulon, à l'apparition de la loi du 26 mars, aurait pu examiner si cette loi était en harmonie avec la loi fondamentale, si elle n'étendait pas les branches du pouvoir législatif au-delà des limites qui leur sont fixées par la constitution. La Charte, aurait-il pu se dire, est la source de toute autorité constitutionnelle, de tout pouvoir légitime; les lois en doivent être l'émanation; et sans pouvoir, à peine d'inconstitutionnalité, impliquer contradiction avec elle, elles doivent toujours avoir pour but de consolider les droits qu'elle a consacrés. Ainsi la puissance nationale, en élevant la Charte dans une région supérieure, a voulu que les pouvoirs qui en émanent ne pussent jamais y remonter pour en altérer l'essence. Point d'autorité constitutionnelle qui ne dérive de la constitution. Ceci posé, M. Foulon, ouvrant la Charte, y voit la liberté individuelle, la liberté de la presse. Soudain ces libertés disparaissent, et M. Foulon aurait pu, sans crime, examiner si c'était une main constitutionnelle qui venait de jeter un voile sur la constitution. Il aurait pu, sans crime, dire avec M. Corbière : « La Charte n'a pu donner de pouvoir pour se détruire. » Il aurait pu, sans crime, dire avec M. Daunou : « Des pouvoirs constitués par la Charte, cessent d'être pouvoirs dès qu'ils agissent contre elle. » Je ne veux point moi-même décider cette grande question; mais ce que des publicistes d'opinions si souvent opposées se sont accordés à proclamer à la tribune, un écrivain serait-il punissable de le dire dans un journal?

Mais il n'y a rien de semblable dans l'article incriminé.

En se soumettant à une loi émanée des pouvoirs constitutionnels, quoiqu'elle fût dérogatoire à la constitution, les prévenus en ont seulement signalé les dangers. Persuadés que *le plus sûr moyen de consolider le gouvernement est de le faire aimer* (1), ils ont contribué par la publication de la souscription nationale à prévenir les abus d'une loi dont l'unique ressort est la crainte, et que, par cela même, on aurait pu croire exclusive de l'amour. Ils ont donc convié les citoyens à se porter des secours et des consolations réciproques dans un malheur commun. Ils étaient loin de prévoir, en prêchant l'humanité, qu'ils seraient accusés d'avoir contesté l'autorité constitutionnelle du monarque et des Chambres. Telle est pourtant la thèse incriminatoire que le ministère public a développée devant vous.

En examinant, abstraction faite de la forme de la publication, le fait que M. Foulon a annoncé par la voie de son journal, y trouve-t-on rien de coupable? Certes, Messieurs, une association qui aurait eu pour but de procurer des secours et des consolations aux criminels atteints par les plus justes lois, n'aurait point encouru la sévérité de la justice. Les magistrats auraient eux-mêmes encouragé la générosité par leur exemple; et après avoir, comme juges, frappé des coupables, on les aurait vus concourir, comme citoyens, au soulagement des malheureux qu'ils auraient faits. Combien de fois n'a-t-on pas vu, dans cette enceinte, le jury, après avoir rempli une tâche pénible, verser entre les mains du ministère public, qui se rendait ainsi complice de leur bienfaisance, des dons qu'ils destinaient à des coupables, dont les crimes n'excluaient pas la pitié? Les mouvemens généreux du cœur n'étaient pas alors sédition et révolte. Un seul jour aurait-il tout changé? Sous l'empire des lois non-

---

(1) Paroles de M. Laine de Ville-Evêque, durant le débat.

velles, l'humanité réclamerait-elle en vain ses droits, et ne peut-on, sans se rendre complice des crimes incertains des suspects, leur procurer les mêmes secours que la justice autorise en faveur des criminels avérés? Non, l'empire des lois ne changera point le caractère national; il ne bannira pas l'humanité, la générosité, du cœur des Français; et tant que ces sentimens existeront, la souscription nationale, isolée de la publication, n'offrira jamais rien de coupable, rien d'attentatoire à l'autorité constitutionnelle des Chambres, et surtout du monarque, dont la plus touchante prérogative est de tempérer, par la clémence, les rigueurs judiciaires, et qui, dans le partage constitutionnel, a recueilli, comme gage de respect et d'amour, un droit illimité de bienfaisance et de pitié.

La forme de la publication présentera-t-elle les caractères de criminalité que la souscription en elle-même ne présente pas? Suivons rapidement l'accusation dans ses détails, et n'oublions pas les circonstances qui ont vu naître l'écrit inculpé. La discussion des plus grands intérêts politiques venait d'agiter nos Chambres législatives; les journaux, dans lesquels ces mouvemens s'étaient réfléchis, avaient contracté l'habitude d'une indépendance de langage dont ils avaient puisé l'exemple dans les assemblées représentatives de la nation. Là, ils avaient entendu les accens de l'éloquence protectrice de nos garanties; ils avaient répété ces accens, et quand les lois d'exception étendirent sur eux leur empire, les journaux murmurèrent quelque temps encore le langage que ces lois avaient pros crit. L'article relatif à la souscription fut inséré dans les journaux peu de jours après la promulgation de la loi; faudrait-il donc s'étonner si les journaux avaient exhalé, dans la rédaction de cet article, l'amertume de leurs regrets! Et pourtant, je vais le démontrer, on n'y remarque aucune expression reprehensible, aucune expression qui, à des époques différentes, il

est vrai , ne se soit trouvée dans la bouche des députés de l'un et de l'autre côté de la Chambre.

Le pouvoir institué pour protéger, est-il dit dans l'article incriminé, a malheureusement abjuré cette noble fonction. Est-ce une attaque formelle contre le pouvoir? est-ce une provocation à contester le pouvoir? Non, c'est la simple allégation d'un fait vrai ou faux; cependant on croira difficilement qu'une loi qui autorise les ministres à enfermer les citoyens à volonté, soit une loi protectrice de la liberté des citoyens.

Les prévenus ont dit que « le déplorable régime sur la » liberté individuelle combiné avec l'irresponsabilité des » ministres et la responsabilité illusoire de leurs agens, avec » l'extinction de toute publicité, les violations multipliées » de la Charte, révélait un système complet d'arbitraire, » qui laissait la nation sans aucune garantie, et plaçait » chaque citoyen hors de la protection de la Charte. »

Vous voyez, Messieurs, que, bien loin d'attaquer l'autorité constitutionnelle, les prévenus combattent, au contraire, pour cette autorité, puisqu'ils signalent les violations de la constitution; vous voyez qu'une loi d'exception isolée, que des circonstances impérieuses ont pu nécessiter, est bien moins l'objet de leurs critiques, que le concours des mesures inconstitutionnelles. On conçoit que si les allégations des prévenus étaient totalement dénuées de fondement, il serait possible de penser que ces allégations, sans attaquer formellement l'autorité constitutionnelle, seraient toutefois dictées par la malveillance; mais si la vérité de leurs assertions était démontrée et incontestable, il deviendrait difficile de motiver, sur ce récit exact de faits, une accusation raisonnable.

Les ministres sont irresponsables, disent les prévenus. On pourra leur reprocher la fausseté de leur allégation, quand on leur aura montré la loi que la Charte a promise, et qui

dévait spécifier la nature des délits imputables aux ministres, en déterminer la poursuite. Mais si la France attend ces lois depuis six années; si, depuis six années, les ministres responsables de droit, sont irresponsables de fait; si cette irresponsabilité doit s'étendre aux abus de la loi nouvelle, qui, par elle-même, est tant susceptible d'abus, les prévenus auront été excusables de considérer l'irresponsabilité ministérielle comme une raison de publier la souscription nationale.

La responsabilité des agens des ministres n'est-elle pas illusoire? Par une bizarrerie inconcevable, n'est-ce pas, en quelque sorte, aux ministres eux-mêmes que l'on devrait demander l'autorisation de poursuivre la réparation des injures qui pourront être commises en leur nom, sous l'empire de la loi suspensive de la liberté individuelle? n'était-ce pas un second motif de publier la souscription?

L'article 8 de la Charte reconnaît aux Français le droit de publier leurs pensées, et les journaux leur offraient le moyen d'une publication facile. La censure dispose des journaux; mais, rigoureusement, M. Foulon a eu tort de parler de l'extinction de toute publicité. Si les Français ne peuvent plus resserrer en quelques lignes leur plainte dans un journal, il leur est loisible de faire des livres, et de donner ainsi à leurs griefs tout le développement et toute la publicité convenables. Sous ce rapport, la censure est même favorable aux intérêts des citoyens; il fallait respecter la censure.

La liberté individuelle est garantie par la Charte, et une loi ravit à la France, de toutes ses garanties, la plus importante, et sans laquelle, ainsi que vous l'a dit le ministère public, la constitution ne serait plus qu'un vain mot.

Les prévenus auraient pu croire que ces lois d'exception étaient des violations de la Charte, et que des lois suspensives de la constitution n'étaient point placées sous la protection

de l'article 4 de la loi du 17 mai, qui ne protège que les autorités constitutionnelles. Cependant les prévenus se sont soumis aux erreurs mêmes du pouvoir, que des circonstances funestes ont fait sortir de ses limites. Loin d'attaquer l'autorité des lois nouvelles, loin de dénier cette autorité, ils ont supposé leur exécution, en manifestant l'intention d'adoucir, par la bienfaisance, des mesures dont la rigueur n'est point contestée. Prévoir et prévenir les abus d'une loi, n'est-ce point en reconnaître l'existence, n'est-ce point proclamer qu'elle est obligatoire pour tous? Pourquoi prévoir et prévenir les abus d'une institution, quand on l'attaque formellement, c'est-à-dire quand on a le désir et l'espoir de la renverser? Que l'accusation soit donc conséquente avec elle-même; l'incohérence de ses propositions est la plus forte preuve de leur faiblesse : elle démontre que le premier chef de prévention repose sur une base ruineuse, ou plutôt qu'il ne repose sur aucune base.

Après avoir écarté le premier chef de prévention, je cherche, dans l'écrit incriminé, le caractère d'une provocation à la désobéissance aux lois,

La simple annonce de la souscription nationale ne suffit pas, sans doute, pour constituer ce délit, à moins que le ministère public ne soit réduit à prétendre qu'en donnant aux citoyens l'espoir d'être secourus dans leurs malheurs, on les provoque à se rendre suspects, et à se faire enfermer pour subir la torture du secret. S'il en est ainsi, traduisez devant vous la commission centrale pour l'amélioration des prisons. En préparant aux détenus des prisons plus saines, un traitement plus doux, ne les provoque-t-elle pas à se faire enfermer pour jouir des douceurs qu'on leur prépare?

Il est inutile de pousser plus loin la comparaison ; vous ne croirez pas que l'annonce d'une œuvre de bienfaisance puisse constituer un délit. Trouvez-vous ce délit dans la forme de

d'encouragement à tous les scélérats qui pouvaient méditer contre la personne de nos princes le crime affreux dont Louvel leur a donné l'exemple. Messieurs, vos consciences vous ont signalé l'erreur involontaire, sans doute, mais pourtant évidente, du ministère public. Promettre des secours aux victimes, est-ce promettre des secours aux coupables? A-t-on jamais dit que les coupables fussent les victimes des lois?

A quoi se réduit l'accusation? On reproche à M. Foulon d'avoir, attaqué l'autorité constitutionnelle du Roi et des Chambres: il a au contraire défendu cette autorité contre les envahissemens du pouvoir ministériel; — D'avoir provoqué à la désobéissance aux lois: il a, au contraire, encouragé au respect des lois, en ne promettant des secours qu'à ceux qui auraient été injustement frappés par les mesures d'exception, qu'à ceux qui en auraient été victimes.

Quel est donc le secret motif des accusations multipliées dont les écrivains sont depuis quelque temps devenus l'objet? Voudrait-on frapper d'une terreur muette tous les amis d'une sage liberté? Jusqu'ici, des accusations partielles avaient poursuivi les défenseurs des institutions écrites dans la Charte, les adversaires des lois d'exception. Ils signalaient des abus: on les accusait d'attaquer la personne du monarque ou l'autorité des Chambres. Ils critiquaient des lois qui leur paraissaient contraires à la loi fondamentale: on trouvait dans leurs critiques des provocations à la désobéissance aux lois. Le jury partageait rarement l'opinion du pouvoir accusateur, et le pouvoir accusait le jury lui-même, déplorait le scandale de l'impunité, proclamait le jury peu capable de connaître des délits politiques, et se montrait disposé à calculer, sur le nombre des condamnations, le degré de son estime pour les juges.

Aujourd'hui des prévenus ne sont pas isolément traduits devant vous. Qui a pu déterminer l'éclat de ces accusations

accumulées? Pourquoi, d'un autre côté, les premiers *coupables*, les vrais auteurs de la souscription, les députés, n'ont-ils pas été poursuivis? S'est-on flatté d'obtenir des condamnations plus faciles contre des hommes privés, et de faire rejallir sur une partie de la Chambre la défaveur d'un jugement prononcé contre de simples particuliers? Veut-on frapper les *complices*, pour flétrir les *auteurs*, en paraissant respecter leur inviolabilité? Ces calculs, s'ils ont pu exister, seront déçus; vainement le pouvoir aurait-il essayé d'altérer votre noble institution, d'opposer les opinions politiques des juges aux opinions des prévenus. Ministres des lois, vous avez sacrifié à la justice toutes les passions humaines. L'arbitraire pourra se débattre au pied de ce tribunal auguste : vous imposerez silence à ses conseils ; vous vous souviendrez que les jugemens ne doivent effrayer que le crime, et jamais l'innocence.

Ainsi, Messieurs les jurés, au milieu des malheurs de la patrie, si toutes les libertés des citoyens devenaient un instant la conquête du pouvoir, si la presse était enchaînée, si toutes les garanties sociales étaient brisées, du moins, en portant leurs regards sur vous, les Français pourraient se dire : Nous n'avons pas tout perdu ; le jury nous reste encore. »

M. Mocquard, avocat de M. Gossuin, éditeur de la *Bibliothèque historique*. « Messieurs, une double accusation pèse sur l'éditeur responsable de la *Bibliothèque historique* : celle du délit commun, l'annonce de la souscription ; celle du délit particulier, qui consiste à avoir publié, dans le même numéro de l'ouvrage, un article intitulé *du Despotisme ministériel*.

Je vais, autant qu'il est en moi, les repousser plutôt par la réunion des circonstances qui excusent, que par la discussion du droit qui absout : il a été traité avec profondeur.



Parmi les faits qu'a recueillis la *Bibliothèque historique*, il s'en trouve un assez grand nombre qu'aurait d'abord supprimés la fausse prudence de ces dépositaires timides de la vérité, qui, avant de la répandre, songent plus aux individus qu'elle choque, qu'à la foule qu'elle éclaire. Affermis et persévérans dans leurs recherches, les auteurs de ce recueil les ont publiés tous, sans acception de choses et de personnes, sans accommodement avec tant de susceptibilités de tout genre. Eh bien, si l'ordre administratif n'a pas eu une prévarication, l'ordre judiciaire une injustice, le pouvoir le plus élevé une oppression, le plus subalterne une tracasserie, qui, consignée là, gardée comme preuve à l'avenir, y vivra long-temps peut-être, et pour la honte des uns, et pour l'exemple des autres; doit-on s'étonner qu'un projet généreux s'y rencontre?

On va plus loin, on s'en indigne. Pourquoi? n'était-il pas naturel de l'accueillir quand il n'aurait eu d'autre effet que de rompre la triste uniformité de plusieurs volumes d'abus, et, par un exemple d'humanité, reposer l'esprit de tant d'actes qui la déshonorent.

Comme fait remarquable, il avait sa place naturelle dans un registre qui les rassemble tous. Comme fait utile aux malheureux, il méritait la plus honorable. Le but de l'entreprise, la destination du livre concouraient également à l'insertion et la justifiaient.

Qu'il s'évanouisse donc ce reproche, d'avoir saisi avec avidité ces nouveaux élémens d'une sédition habilement combinée. C'est une méprise. La matière des abus sera long-temps riche encore, et grossira chaque jour de pareils ouvrages, sans qu'il soit besoin de recourir à des supplémens mensongers et à de grossiers déguisemens.

Ah! s'il existe quelque transformation, qu'on nous dise franchement lesquels l'ont opérée, de ceux qui publient l'avis d'un soulagement à l'infortune, ou de ceux qui pré-

parent la punition, de ceux qui provoquent un mouvement d'humanité ou de ceux qui l'enchaînent, qui font de la pitié une attaque formelle contre l'autorité constitutionnelle du Roi et des Chambres; de la générosité une désobéissance aux lois; du concours à une œuvre charitable, une complicité séditeuse.

Déjà, rédacteurs du prospectus, les décisions de la magistrature sur d'autres points du royaume, son incertitude sur celui-ci, la contribution d'un grand nombre de citoyens, enfin, l'opinion publique vous a absous. Des voix plus éloquentes que la nôtre, vont prouver que vous ne fûtes que généreux : pour avoir répété long-temps après vous, que vous vouliez l'être, serions-nous seuls coupables ? Je doute : j'hésite à me répondre, tant nous avons fait de progrès dans l'exception.

Gossuin est donc complice de la générosité de quelques citoyens honorables, c'est-à-dire, il a avec connaissance assisté les auteurs de l'action dans les faits qui l'ont préparée, facilitée ou consommée.

*Avec connaissance*, oui, certes, et il est loin de la désavouer. La peine dont on le menacé serait faible au prix du reproche qu'il se devrait faire, de n'avoir pas compris, de n'avoir pas ressenti tout le mal d'une pareille action. C'est on ne peut plus sciemment, qu'il est entré dans toute la profondeur de ce crime nouveau, étranger à nos Codes, inoui jusqu'à ce jour : l'annonce d'une souscription en faveur des victimes possibles, probables d'une loi exceptionnelle.

Je ne vois qu'une difficulté.

D'abord, comment aura-t-il assisté dans les faits qui préparent ?

Depuis dix jours, l'annonce avait paru dans *le Constitutionnel* et les autres journaux; depuis huit jours aussi, le prospectus était en circulation. Évidemment, Gossuin n'a

pas reçu les matériaux des souscripteurs. Cette partie de la complicité s'efface et disparaît par le simple rapprochement des dates.

Ensuite, dans les faits qui facilitent. Neuf ou dix feuilles quotidiennes, un prospectus tiré et répandu à plusieurs milliers d'exemplaires, dispensaient de tout autre secours. Un recueil périodique, paraissant après un long intervalle, était bien tardif, bien impuissant; en un mot, n'a rien facilité.

Enfin, dans les faits qui consomment. Impossible. Dès le lendemain, le mal était fait, l'excitation avait produit tous ses résultats. On comptait déjà plusieurs centaines d'autres coupables. Quatre jours après, il y en avait des milliers sur toute la surface de la France.

Aussi, le temps écoulé entre la publication par les autres journaux, et l'insertion dans la *Bibliothèque historique*, prouve encore qu'elle ne prenait cette pièce que pour en compléter son recueil. Autrement, il la faudrait blâmer d'être venue la dernière, apprendre ce que tout le monde savait déjà, et d'avoir tardé si long-temps à publier que les malheureux pouvaient compter sur de nouveaux soulagemens.

D'ailleurs, le ministère public lui-même, si empressé d'arrêter à leur première apparition, d'étouffer à leur naissance des actes qu'il trouve maintenant si funestes, avait long-temps gardé le silence. C'est sur la foi du jugement qu'il en portait alors, que cette annonce a été recueillie. Mais il s'était trompé. Disons plutôt que c'est aujourd'hui qu'il se trompe en soutenant un pareil système de complicité. Ne voit-il donc pas où se trouvent les seuls élémens qui en pourraient composer une? N'aperçoit-il pas où résident vraiment cette préparation, cette assistance, cette consommation? Elles sont dans le plus doux penchant du cœur, dans l'empressement à le satisfaire, dans l'honneur

et la générosité; ces deux traits saillans du caractère national. Qu'il le connaît mal, celui qui place ailleurs les grandes et nobles causes de ce délit!

Quoi qu'il en soit, voilà l'accusé séparé des signataires du prospectus. Cette prétendue tradition des matériaux qui seule formerait la complicité, n'a pas eu lieu. Le lien en est détruit.

Reste le point commun avec les autres journalistes, la rédaction de cette annonce.

Remarquez que l'accusé ne peut y avoir en rien contribué; elle était déjà répandue dans tout le royaume, quand la *Bibliothèque* en a parlé. Il n'a fait que la copier textuellement; il n'a pu concourir à la composer.

Mais, dira-t-on, car c'est désormais la seule objection qu'on puisse lui faire, avant de l'insérer, il la devait juger.

Qui vous dit qu'il ne l'a pas jugée?

N'écoutons plus ici l'argumentation judiciaire; laissons ce qu'on appelle les subtilités du barreau. Suivez, Messieurs, la leçon du législateur, il s'adresse au simple bon sens, à la raison naturelle; que ce soit sous leur inspiration seule que votre réponse se prépare. Prenez la page incriminée, divisez-la, appréciez-en successivement les diverses propositions sans effort et sans partialité, et alors demandez-vous, d'après les notions les plus communes sur la matière, si l'autorité constitutionnelle du Roi et des Chambres est formellement attaquée.

La rédaction se compose et de la pensée et de l'expression, du fond et de la forme. Le fond est le plus essentiel, puisque l'inconvenance des mots est un autre genre de délit pour lequel l'accusé n'est point traduit ici. En voici, de bonne foi, l'analyse et la substance :

Ce morceau contient quatre paragraphes.

Le premier : *L'humanité et la justice sont des droits imprescriptibles.*

Qui n'a pas gravé dans son cœur cette vérité de sentiment ?

Le second : *Cette justice et cette humanité sont méconnues dans une mesure qui livre la liberté et la sûreté des citoyens à quelques individus principaux, et à une foule d'agens subalternes.*

Qui contestera l'évidence de cette assertion ?

Le troisième contient une énumération sans commentaire de ce que les journaux nous apprenaient.

Ici, qui niera l'évidence, ce que ses yeux ont vu, ce que ses oreilles ont entendu ?

Le quatrième dit : *Les lois qui dérogent à la Charte nous privent de la protection de la Charte.*

Qui de nous, chaque jour, n'acquiert sur ce point une triste conviction ?

Voilà à quoi se réduit ce morceau : à deux maximes générales, à un fait vrai, à une proposition incontestable.

Gossuin devait-il rechercher sérieusement, examiner gravement, si c'est là contester l'existence des droits consacrés par la Charte, en entraver l'exercice, saper les bases sur lesquelles s'appuie notre nouvel ordre social ? Non, sans doute, il lui suffisait de la simple lecture. Or, tout homme calme, froid, dégagé de passion politique, qui vient à interroger ses premières impressions, ne trouve rien là de contraire aux lois. Le triste fruit du parallèle de la nature des charges et de la gravité de l'imputation, serait bien plutôt, à ses yeux, une exception d'un autre genre, la suspension d'une autre liberté, celle de faire le bien.

Ainsi, dans ce jugement facile que le bon sens dicte à la conscience, se trouve notre défense la plus forte. En essaierai-je une autre ? Non, Messieurs, et tout me l'interdit.

La raison, parce qu'elle me crie, avec Montesquieu,

que dans les temps où il est besoin de prouver des choses si claires, on est presque sûr de ne jamais convaincre.

Mes confrères, parce que j'affaiblirais ce qu'ils ont dit avant, ce qu'ils diront après, mieux que je ne le pourrais dire.

Vous-mêmes, Messieurs; celui qui s'assure en votre conscience et en votre probité, n'a plus besoin de parler à votre esprit. Je vous crois justes et humains : l'instinct moral n'est-il pas plus puissant que l'effort des débats ou que le poids des autorités dans l'appréciation d'un projet destiné précisément à consoler l'humanité de l'absence de la justice?

Mon clien m'arrête aussi : chaque homme est son juge avant que vous ne deveniez le sien. Nul mieux que lui ne sait sa propre et véritable intention, car nul ne se flattera de connaître le fond du cœur qu'il ne peut pénétrer, et de lire là où il ne saurait voir. Sans doute l'on s'abuse parfois : il est facile de s'ignorer soi-même. La politique, la religion ont eu leurs fanatiques par zèle, et leurs persécuteurs par devoir; mais on n'a pas vu la bienfaisance corrompre les cœurs qu'elle avait remplis de ses mouvemens paisibles, ou égarer la main qu'elle avait chargée de répandre ses dons.

Ainsi, de quelque criminalité qu'on couvre l'intention de Gossuin, il déclare n'avoir jamais cru, n'avoir jamais voulu imprimer que l'annonce d'une œuvre de charité; que trop insister sur sa justification, ce serait paraître moins pénétré de son innocence. Si on lui parle d'une loi violée, il se croit, devant des jurés, suffisamment justifié par la faveur du motif. Si on lui objecte une complicité, en portant ses regards sur les hommes qui l'entourent, il la trouve honorable. Il n'imagine pas que cette annonce puisse être une attaque formelle contre l'autorité constitutionnelle du Roi et des Chambres.

Est-elle une provocation à la désobéissance aux lois?

Ce sont de grands mots et une inculpation fort sérieuse. Supposons que la provocation à la désobéissance existe. Je demande à quelles lois?

Est-ce à toutes?

La généralité de l'expression semblerait l'indiquer. Néanmoins il est trop évident qu'il ne s'agit pas d'une révolte contre l'ensemble de la législation.

Est-ce à certaines? auxquelles donc? pourquoi le réquisitoire ne spécifie-t-il rien? Sont-elles politiques ou civiles? nous l'ignorons.

Cependant, puisque la souscription n'a d'autre but que de venir au secours des victimes d'une loi exceptionnelle; puisque le prospectus ne blâme que cette loi, il ne s'agit pas d'une autre.

On a provoqué à désobéir à la loi du mois de mars.

Y a-t-il une provocation possible à cette loi? Toutes les lois sont impératives, prohibitives ou pénales: il n'y en a même que de deux espèces, s'il est vrai de dire que les lois pénales sont la sanction de toutes les autres.

Un article du Code pénal, par exemple, enjoint de faire telle chose. Vous provoquez à résister à cette injonction, il y a résistance: la loi impérative est violée.

Un autre article défend de faire telle autre chose. Vous provoquez à la faire, on vous écoute: il y a infraction à la loi prohibitive. Dans les deux cas, une action certaine, fixe, et surtout légalement incriminée, a été commise.

Ce sont là des provocations et des désobéissances intelligibles.

Mais à quoi désobéirez-vous dans cette loi exceptionnelle? Est-elle impérative? elle n'ordonne rien; est-elle prohibitive? elle ne défend rien; est-elle pénale? elle ne prononce aucune peine. Quel est donc son caractère, elle est discrétionnaire et transitoire: elle arme les ministres d'un pouvoir absolu, affranchit des formes salutaires, supprime les

sages lenteurs, fait taire votre justice, rien de mieux. Toutefois ce n'est là qu'un moyen rapide d'exécution, une certaine manière d'expédier l'emprisonnement, et de disposer des hommes avec trois signatures. Comment désobéir à cette puissance extraordinaire? absolument et uniquement comme on désobéissait à Rome au dictateur, par la résistance ou par la fuite.

Par la résistance; pas un mot n'y provoque : elle est prévue par le Code pénal, et nous ne sommes ici pour violation d'aucun de ses articles.

Par la fuite; mais ce n'est là qu'une précaution; et d'ailleurs lequel des accusés a provoqué à se dérober soit aux soupçons ministériels, soit à la lettre de cachet quand elle serait lancée? aucun.

O bizarre et inexplicable position de l'éditeur responsable de la *Bibliothèque historique* ! Il compose un recueil de faits; et celui qui, au moins, a l'apparence de la générosité, est un de ceux qu'il aurait dû supprimer ! Il le trouve répandu depuis long-temps dans le public par la voie des journaux; et il est accusé d'avoir concerté avec les journalistes l'insertion tardive qu'il en a faite ! Il y avait plus de huit jours que le prospectus circulait; et il aurait reçu des matériaux pour faire ce qui existait déjà ! Pendant un assez long intervalle, le ministère public s'abstient de poursuites; et l'on veut qu'à ses yeux des vérités générales, des maximes, des résumés deviennent des provocations à la désobéissance aux lois, lorsqu'enfin on découvre que la loi dont il s'agit, est une de celles auxquelles il est impossible de désobéir ! Et de tout cela, il se forme contre lui je ne sais quelle compli- cité toute imparfaite et toute mutilée, toute imaginaire !

N'est-ce donc pas assez des innombrables liens dont on a embarrassé la liberté humaine, qui ne peut plus faire un mouvement sans choquer la règle d'un prétendu devoir, sans



blessé un droit? N'est-ce pas assez de cette foule de pénalités dans lesquelles un intérêt social, si souvent mal entendu, l'a emprisonné, sans en créer encore là où il n'en saurait exister?

J'arrive à un autre moyen de justification de l'éditeur, l'entraînement que devait produire le choix des hommes désignés par le prospectus.

En effet, si nous voyons nos feuilles s'emparer avidement de la moindre action louable, et la publier dans toute la France, sur la foi souvent suspecte d'un inconnu qui la raconte; si un mot d'humanité recueilli dans nos cercles passe rapidement de bouche en bouche, et se transmet quelquefois jusqu'aux provinces les plus reculées, sans autre garant de sa certitude que la noblesse du sentiment qu'il réveille : qui se serait refusé à faire connaître une entreprise avantageuse à tous? au législateur, parce qu'elle était un dédommagement de la nécessité cruelle où il s'était cru placé; au pouvoir exécutif, parce qu'elle diminuait l'odieux de l'application même la plus juste; à l'infortune enfin, parce qu'elle adoucissait les fruits amers que l'exception porte toujours avec elle? Qui s'y serait refusé, dis-je, lorsque cette entreprise était soutenue de l'autorité de noms recommandables?

Car, Messieurs, quels provocateurs à la désobéissance aux lois, que ceux qu'on voyait les soutenir de leurs bras, de leurs écrits, de leurs fortunes!

Est-ce, par hasard, Mérilhou qui aurait pensé à les enfreindre; Mérilhou, élevé dans leur sanctuaire, appliqué à leur étude infatigable, à leur défense? Si comme nous, Messieurs, vous aviez appris à le connaître, vous sauriez que son caractère seul était une garantie pour Gossuin. Quelle vie privée est plus pure que la sienne? Quelle vie judiciaire plus honorable? Qui a marché avec plus de constance dans le bien, avec plus de fermeté dans le vrai? A-t-il succombé sous ceux qui succombent chaque jour? A-t-il été vaincu par

ceux qui se font gloire de l'être ? Que d'autres parlent d'un talent dévoué à l'infortune ; de l'estime de ceux qui vivent le plus éloignés de son opinion , du témoignage unanime de la magistrature et de ses confrères. Je me bornerai à dire qu'il est désintéressé , incorruptible , inébranlable dans l'immobilité de ses principes : et ce sera là son plus grand éloge ; car rien de si beau , rien de si rare que ce qui est conduit par une raison toujours la même.

Permettez-moi , Messieurs , de me détourner un instant : que l'amitié ait ses droits ici comme la défense ; que tout en m'occupant de celui qui est le plus menacé , je m'arrête un instant à celui qui m'est le plus cher. Pardonnez-moi cette expression de mon attachement et de ma reconnaissance pour celui qui a encouragé et soutenu mes premiers pas dans la carrière , celui que je regrette de ne pas défendre parce que mon amitié en était digne , mais que je me félicite de voir défendre par un autre , parce que son talent le mérite mieux (1).

Je ne dis rien d'Odillon-Barrot , il a dû se reconnaître aux traits que j'ai tracés , il sait assez que jamais , ni dans mon affection , ni dans mon estime , il ne fut séparé de celui auquel le sort le réunit aujourd'hui.

Terminons ici , Messieurs , cette première partie de notre défense : à quoi bon tant d'argumens , tant de débats , tant de considérations ? Tout se réduit facilement à un mot. Vous , rédacteurs du prospectus , vous avez commis un bienfait ; nous , nous l'avons annoncé.

Je vais entrer dans la seconde partie de l'accusation. Ce qui frappe d'abord , ce qui peut choquer , dans cette page

---

(1) En prononçant ces derniers mots , M. Mocquart était vivement ému. Sa voix était entrecoupée de sanglots , et des larmes coulaient abondamment de ses yeux. Tout l'auditoire était attendri.

intitulée *du despotisme ministériel*, c'est la dureté des formes, la violence des expressions, cette négligence des précautions ordinaires que l'art des hommes a inventées pour faire entendre la vérité, ou que leur faiblesse a exigées pour la souffrir. Si les choses avaient eu un cours paisible et réglé, je rechercherais dans l'auteur lui-même la cause de cet emportement. Le calme qui régnerait autour de lui m'avertirait assez que l'agitation n'est que dans sa tête. Mais l'ordre politique est défiguré et ébranlé. L'exception domine. Tout a subi une altération : la plus sensible s'est opérée sur le langage : c'est l'effet des révolutions. Il est toujours facile de le prévoir, il sera essentiel ici de le bien remarquer, afin que l'homme qui a juré d'être impartial n'exige pas d'une époque, ce qui ne peut se rencontrer qu'à une autre, qu'il sache vivre actuellement, et prononcer conformément à ce qui est.

Cette leçon, Messieurs, est celle de l'histoire, et vous êtes dignes de l'entendre. Athènes savante ne s'exprimait plus comme Athènes belliqueuse. La Rome républicaine parla fièrement ; la Rome impériale, servilement. L'invective, l'outrage dominant dans les libelles de la ligue ou de la fronde ; la fureur dans ceux de 93, comme la flatterie et la basse adulation dans cette foule de discours et d'écrits que dicta le pouvoir absolu de Louis XIV et de Napoléon.

Qu'elle domine donc toute la cause, cette vérité historique, que le langage humain, modifié par ces mouvemens qui agitent les grands États et en renouvellent la face, s'aigrit tour à tour et s'adoucit, s'exaspère, se trouble, se pacifie.

Quelle influence ont exercée sur lui les circonstances où nous vivons ? Quel caractère lui ont-elles imprimé ? Il n'est pas difficile de le déterminer, portez seulement vos regards sur ce qui vous entoure : abaissez-les de la tribune jusqu'au plus petit cercle ; remontez du dernier pamphlétaire jusqu'au premier publiciste ; vous reconnaîtrez que la violence

s'échappe de toutes parts : elle est dans presque tous les esprits , et presque toutes les têtes. Elle s'est communiquée aux discours ; elle est empreinte dans les écrits. Il y a je ne sais quelle contagion d'empportement qui a gagné les plus calmes , qui a passé rapidement des sentimens aux idées , des idées aux mots. Et comme , dans un grand nombre de voix confuses , chacune tend à s'élever à l'unisson de la plus haute pour n'en être pas couverte , chacun aussi par un malheureux effort a voulu monter au dernier degré de cette violence. C'est là , Messieurs , convenez-en de bonne foi , c'est là le ton du jour.

De-là , deux conséquences : la première , qu'il ne faut pas exagérer comme danger une habitude et une certaine allure sociale. La seconde , qu'il ne faut pas poursuivre trop rigoureusement contre quelques-uns , ce qui est la faute de tous.

Vous vous garderez donc , Messieurs , de vous arrêter à cette première impression défavorable , à cette prévention souvent injuste que fait naître ce qui n'a pas un caractère extérieur de sagesse , ou ce qui ne flatte pas nos opinions. Cette âpreté , ces inconvenances , cette rudesse sauvage , cette brutalité même est une maladie trop commune pour aller , dans la foule de ceux qui en sont atteints , en choisir un qu'on frapperait avec sévérité.

Et ne croyez pas que , vous placer sous ce point de vue philosophique , d'où seulement vous pouvez considérer les choses sous leur véritable face , que chercher une excuse dans l'empire des circonstances , soit une défense inusitée. Je l'emprunte du ministère public lui-même. Plusieurs fois déjà n'a-t-il pas ou négligé ou suspendu la poursuite de certains articles , je ne dis pas seulement pleins de fiel et d'exagération , mais menaçans , mais hostiles , et que quelques-uns allaient jusqu'à qualifier d'incendiaires ?

Le lendemain d'un événement déplorable , l'une de

nos feuilles ne s'écriait-elle pas *aux armes !* n'avait-elle pas dit avant qu'il suffisait d'une *ournée* pour sauver la France? C'était bien là une excitation à la guerre civile ; cependant les organes du pouvoir sont restés silencieux. Pourquoi? sans doute leur sagesse a su réduire à sa juste valeur l'expression trop vive d'un enthousiasme douloureux , et cette ferveur brûlante du plus ardent royalisme. Ils n'ont pas voulu accuser le délire d'une ame troublée et transportée d'affliction , quoiqu'elle cherchât à soulever des vengeances. Ils savaient qu'appeler vaguement des bras à son secours, n'est pas les armer, et que ce même désir qui convoquait je ne sais quelles troupes aux champs de la Vendée n'était pas la puissance qui les y ramènerait. Je pourrais vous citer, et vous connaissez vingt exemples semblables , où le ministère public, expliquant la passion par le motif qui l'animait, a adopté la justification qu'elle puisait , ou dans l'excès de la douleur , ou dans la nature des espérances , ou dans une infinité de détails accessoires ; imitez sa sagesse, alors même qu'il l'oublie ; placez-vous à la même hauteur, alors qu'il en veut descendre. Ne séparez point le prétendu délit, de l'époque même qui l'aurait fait commettre, du mouvement général des esprits qui l'aurait inspiré. Puisque je viens de vous montrer que la plainte a pu s'exha'ler jusqu'à la menace, sans cesser d'être innocente, que l'affliction a eu sa fureur toute respectable et toute sacrée, examinez froidement si ses regrets et la critique n'ont pas aussi leur amertume, leur exaspération excusable.

A quelle époque , à quelle occasion parut l'article incriminé. Je ne traite point la question de nécessité, elle ne m'appartient pas. Je conviendrai de tout. Je sais que Sparte même a laissé dormir ses lois. Trois volontés particulières venaient d'être substituées à la volonté générale ; trois hommes à la loi. Presque du soir au lendemain, nous avons

passé de l'empire des institutions sous celui des ministres, en d'autres termes, de la liberté à la servitude. Je conçois qu'un changement, préparé de longue main et mené d'un progrès insensible, aurait trouvé une contradiction moins animée, et que ceux qu'on aurait pliés par degrés, ne se seraient pas redressés tout-à-coup avec un effort si violent ; mais la transition a été brusque ; on a frappé avant d'avertir ; on n'a pas conduit à l'exception, on y a précipité. Alors chacun a jeté son cri. Le temps a manqué pour rédiger une humble remontrance et étudier des doléances mesurées.

Sans doute, le coup mortel qui ravit un prince de la famille royale, pénètre plus avant dans l'ame, y cause de plus vifs déchiremens, et la douleur se déborde ensuite en mouvemens impétueux et terribles. Mais pourtant, qui ne comprendrait pas, qui ne supporterait pas, sur la perte de la liberté, une plainte animée et des regrets passionnés ? Est-ce l'esclave du pouvoir ? c'est elle qui le fortifie. Sont-ce les plus fidèles serviteurs de leur roi ? c'est lui qui est venu la consacrer. Est-ce quelqu'un de vous, Messieurs les Jurés ? mais c'est elle qui, la première, vous fit asseoir là, et remit notre sort entre vos mains. Parmi les juges dont le plus beau droit est de la maintenir, parmi les avocats dont le plus noble est de la défendre, parmi tous ceux qui nous entourent et qui sont Français, je n'en vois pas qui ne doive excuser toute l'amertume du langage qu'a pu dicter, à quelques-uns au moins, la suspension, sinon la ruine de cette liberté : sentiment inné, non enseigné ; naturel, non transmis ; car, dans tous les siècles, l'arbitraire s'est vainement déguisé. Qu'il se soit couvert du prétexte de la nécessité ; qu'il se soit rendu imposant par l'appareil de la force, sacré même par l'autorité de la religion : quand la voix de l'homme fut étouffée, l'instinct le repoussa sans cesse.

Eh bien, un homme profondément épris de cette liberté, qui a aussi ses adorateurs comme le pouvoir, se voit tout-à-

coup ravir son bien le plus cher ; et , dans son espoir déçu , dans les efforts impuissans que d'autres tentent pour le retenir , dans l'élan d'un patriotique regret , il s'écrie : « Nous vivons sous la tyrannie , la tyrannie a été mise en » délibération , c'est une nouveauté , le Gouvernement a » demandé l'arbitraire et il a obtenu l'absurde : » et autres exclamations pareilles. Quelle force peuvent-elles avoir ? Qu'étaient-elles au sein de l'orage et des passions tumultueuses qui retentissaient avec éclat ? Vous y êtes transportés par la pensée. Je m'adresse encore à votre raison , si elle a pu demeurer paisible parmi tant de causes de perturbation , n'est-ce pas là seulement l'expression brusque , violente , exagérée d'un chagrin naturel ?

D'ailleurs , ne nous arrêtons qu'à l'objet de l'accusation , à une phrase , celle qui , seule , pourrait atteindre l'autorité constitutionnelle du Roi et des Chambres , qui annonce , en forme de sentence , que l'arbitraire législativement proclamé , n'est pas une loi. Quel est le véritable sens ? conteste-t-il sérieusement l'initiative , la sanction , la coopération ? l'auteur ne sait-il pas qu'avec l'accomplissement des formalités voulues , la loi pourra toujours être appelée la volonté de tous , dans l'intérêt de tous ?

Sa faute serait d'avoir admis une distinction dans les lois ; est-il donc si coupable ? Quoique l'expression du vœu général emporte toujours soumission , cependant elle ne semble pas toujours commander un respect égal. Il est des lois perpétuelles , il en est de temporaires ; il est des lois fondamentales , il en est d'exceptionnelles ; les unes sur lesquelles repose le bonheur des empires , les autres qui sont le signe de leur ébranlement ; les unes qui rassurent , les autres qui effrayent.

Écoutez , Messieurs , je vous prie , à cet égard , une citation remarquable.

*« L'instabilité des lois est le pronostic d'une chute pro-*

» chaîne des empires. En général, les lois ne sont pas lois si  
 » elles n'ont quelque chose d'inviolable..... L'attache-  
 » ment aux lois et aux anciennes maximes, affermit la  
 » société et rend les États immortels : on perd la vénéra-  
 » tion pour les lois quand on les voit si souvent changer :  
 » C'est alors que les nations semblent chanceler comme  
 » troublées..... L'esprit de vertige les possède, et leur chute  
 » est inévitable; c'est l'état d'un malade inquiet, qui ne  
 » sait quel mouvement se donner..... On tombe dans cet état  
 » quand les lois son variables, sans consistance, c'est-  
 » à-dire, quand elles cessent d'être lois. Il n'y a que les  
 » révolutions capables de faire rentrer dans leur cours  
 » ces puissances débordées. ( Bossuet ; Polit. liv. 1<sup>re</sup>, art. 4,  
 » prop. 8. )

A cette énergique prédiction, qui croyez-vous entendre ?  
 est-ce encore un pamphlétaire égaré, qui fait de ces vé-  
 rités une application indirecte au temps où nous vivons ?  
 est-ce au moins un de ces publicistes propagateurs de per-  
 nicieuses doctrines ? Non, Messieurs, je m'appuie sur la  
 plus respectable autorité, et je sanctifie une discussion  
 toute profane par l'entremise de la parole sacrée. Le génie  
 de l'Église s'est fait entendre lui-même, c'est Bossuet, dans  
 le livre premier de sa Politique tirée de l'Écriture sainte.  
 Vous voyez qu'il dit assez formellement que l'arbitraire  
 législativement proclamé, n'est pas loi, et qu'il encourage  
 ainsi l'éternelle protestation des peuples contre la puis-  
 sance qui le veut introduire.

Le célèbre Nicole n'enseigne-t-il pas, dans son Traité de  
 la Grandeur, « Que c'est à Dieu même que tout homme  
 » rend hommage, en obéissant au prince dépositaire d'une  
 » autorité divine dans sa source; il craint de se dégrader,  
 » d'offenser la raison, de déroger à la noblesse que tout  
 » être intelligent reçoit de l'auteur de la nature; en accor-



« dant à une volonté arbitraire le sacrifice qu'il ne doit  
 « qu'au commandement raisonnable et légitime ?

Il entre donc dans les notions que ces sublimes esprits ont données de la loi, qu'elle n'est considérée vraiment comme telle, qu'autant qu'elle a une existence fixe, un caractère de perpétuité, et que son exécution constante assure la fin d'utilité que le législateur s'est proposée. Ils refusent ce nom à ces remèdes momentanés, à ces effrois passagers qui viennent soulever plus de passions qu'ils n'en arrêtent.

Où serait maintenant le si grand crime d'avoir traité une exception inouïe comme les plus illustres apôtres de la foi chrétienne ; d'avoir cru avec eux, que ce qui porte l'auguste qualification de loi, ne mérite pas toujours également nos hommages ; qu'il ne faut pas sans cesse se courber en aveugles devant un extérieur si imposant ; qu'on peut admirer la Charte, et détester toute loi qui la viole, parce que la haine de l'exception est l'amour de la règle ? Autrement, ce qu'il y a de plus déplorable se légitimerait à la faveur du mot ; car, enfin, une expérience de trente années vous a appris que tout indistinctement a pu ou pourra se faire avec les lois ou par les lois.

Ce qui cause ma surprise, Messieurs, c'est qu'on se récrie à ces périphrases de pouvoir absolu, de domination tyrannique, de puissance du pistolet ! Qu'elles sont faibles en effet, que le sens en est borné, que l'expression en est commune ! quel froid commentaire, auprès de ce mot de création, qui a retenti du haut de la tribune, de ce chef-d'œuvre de précision : *l'arbitraire de confiance* ! Cette naïve et originale locution n'a-t-elle pas convié la franchise de tous ?

D'ailleurs, à qui vraiment s'adresse ce morceau ? est-il possible de s'y méprendre ? Il est intitulé *du despotisme*

*ministériel* ; il y est dit : Les agens qui le composent sous le nom de ministres. Le mot gouvernement n'y peut donc signifier autre chose que la réunion des pouvoirs intermédiaires, subordonnés, dépendans. L'injure frappe la foule des agens subalternes, et ne s'élève pas jusqu'à cette puissance royale que le principe du gouvernement représentatif isole dans une sphère supérieure où elle repose inaccessible et inviolable.

Serait-ce donc encore ici une question de susceptibilité ministérielle ? Tout porte à le croire, puisque les termes du prospectus et ceux de l'article particulier en offrent les mêmes causes. Dans l'un on parle de la perfidie, de la corruption, de la bassesse de quelques hommes ; dans l'autre on va jusqu'à laisser échapper une comparaison avec des chefs de bande. Mais si c'est là un outrage fait aux ministres, ce n'est ni une attaque formelle contre l'autorité constitutionnelle du Roi et des Chambres, ni une provocation à la désobéissance aux lois.

Il reviendra donc dans toutes les causes de cette nature, l'éternel débat sur la division des pouvoirs ; car en politique et en matière de pénalité qui s'y rattache, tout mal vient de la confusion qu'on tente sans cesse d'y introduire. C'est elle qui aveugle le législateur, au point de lui faire sanctionner ces envahissemens qui rompent l'équilibre, et ces exceptions qui anéantissent l'ordre ; c'est elle qui nous saisit parfois d'un zèle si ombrageux, nous transporte d'une probité si passionnée et si fougueuse, que nous allons plaçant les criminalités là où elles ne doivent pas être, les agrandissant, les grossissant toujours. Prévenez, Messieurs, cette confusion funeste, divisez ce qu'on s'efforce de réunir.

Il est pénible, sans doute, de fatiguer votre attention par des principes élémentaires, si constans aujourd'hui et pourtant si négligés : mais c'est l'attaque qui multiplie la dé-

fense; il faut parer aux coups autant de fois qu'il y en a de portés, et se souvenir aussi souvent qu'il plaît d'oublier.

L'autorité constitutionnelle du Roi et des Chambres, est celle qui leur est donnée par la constitution : le pouvoir exécutif, la suprématie de l'État, le commandement des forces de terre et de mer, en un mot les attributions que la Charte définit et qu'elle leur confère. Tout ce qui n'est pas expressément compris dans les divers articles dont j'épargne l'énumération, ne saurait être autorité constitutionnelle, soit du Roi, soit des Chambres.

Attaquer cette autorité, c'est ou contester l'existence ou combattre l'exercice de l'un de ces droits fondamentaux.

Mais toute attaque n'est pas indistinctement punissable. Le législateur veut qu'elle soit formelle.

Quel est le sens précis de ce mot *formelle*, c'est-à-dire visible et directe?

D'abord *visible* : elle paraîtra au premier regard, nul besoin d'un œil exercé pour la démêler, d'un commentaire ministériellement savant pour l'expliquer. Le législateur a pros crit l'ancienne méthode de l'insinuant et de l'indirect; il ne veut plus de ces interprétations laborieuses à l'aide desquelles on enfantait péniblement le délit.

Ensuite *directe* : le but où elle vise sera marqué. Le trait qu'elle lance ne sera pas un trait détourné. Le législateur rejette pareillement cette autre doctrine, qui plaçait à la même hauteur le pouvoir suprême et ses agens, couvrait leurs petits ressentimens d'une autorité sacrée, secourait les faiblesses et vengeait les blessures de leur amour-propre avec le privilège de l'inviolabilité.

Tels sont les principes incontestables, puisés aux sources les plus pures, confirmés par tous les témoignages publics.

Séparez donc, Messieurs, ce qui ne doit pas être confondu; faites la part de ce qui est inviolable à jamais, de ce qui

est sans cesse vulnérable ; mais surtout, l'impartialité l'exige ; reportez-vous au moment de la crise politique et du mouvement convulsif qui l'a marquée. C'est là, uniquement, qu'il faut vous demander qui fut sage alors, qui fut modéré. Qui put l'être ? qui de nous n'a pas entendu la voie des passions, et qui n'y a pas répondu ? Qui de ceux qui attaquèrent, de ceux qui résistèrent, de ceux qui demandèrent la loi, de ceux qui l'obtinrent ? Ah ! si la mémoire pouvait ressaisir tant de phrases, tant de discours échappés de part et d'autre, combien ne se reconnaîtraient plus à leur propre langage ! Combien se désavoueraient eux-mêmes, et se rejetant sur l'entraînement général, y chercheraient leur justification ! Nous l'admettrions, Messieurs, nous accorderions quelque chose à l'erreur commune.

Eh bien, à notre tour, nous venons vous dire, oui l'expression de nos regrets fut peut-être trop violente, mais l'emportement même la rend moins redoutable ; celui qui veut le mal dissimule, celui qui le conçoit se tait. Le danger ne sera jamais dans de vaines clameurs, il est dans les suggestions habiles et perfides, dans le plan suivi, dans les sourdes menées : oui, nous avons parlé avec passion, mais la passion nous enveloppait de toutes parts, nous subjuguait ; nous avons commis la faute du jour. Oui, notre plainte a été trop ardente ; mais nous gémissions sur la perte du bien le plus cher, du droit le plus noble. Peut-on toujours se promettre d'étouffer sa voix, répondra-t-on d'un cri qui s'échappe ? Quelques exclamations sont-elles si coupables en présence même de l'objet qu'on se voit ravir ? Le silence serait une vertu plus qu'humaine. Sur la croix du préteur, Gavius s'écriait : Au moins, je suis citoyen romain !

Vous connaissez maintenant, Messieurs, et ce qui nous condamne, et ce qui nous excuse ; vous saurez tout balancer. Nous sommes entrés dans ce débat avec une grande franchise : elle était nécessaire pour nous y soutenir avec confiance.

Que de choses, en effet, capables de l'ébranler, si nous ne nous reposons pas sur vous ! Car vous connaissez assez ce qui précède les grandes affaires de cette nature. Je ne sais quelles gens ont voulu nous effrayer de leurs sinistres prédictions. Ils parlaient de désignations particulières, d'instrumens passifs, de condescendances pusillanimes. Ils sont allés, Messieurs, le croiriez-vous, jusqu'à nous faire entendre à l'avance votre décision, en répandant des bruits avant-coureurs de certaines volontés. Nous leur avons imposé silence, et nous leur répétons : Qu'importe que l'autorité choisisse, la probité jugera. Qu'importe qu'une fausse opinion condamne, la justice absoudra. Qu'importe des désirs hautement manifestés, la conscience restera sourde ; et alors, Messieurs, qu'elle va nous paraître grande et belle, cette institution, tout imparfaite qu'elle est encore ! Elle reste debout quand tout fléchit, elle rassure quand tout effraye, parce qu'elle sait mettre des bornes à l'excès des précautions, et désarmer le législateur devenu trop menaçant. Qu'ils seront honorables à nos yeux, les hommes qui en auront consacré l'effet ! Nous nous tournons vers eux avec l'espérance. Nous nous réfugions avec sécurité dans le sein de ceux qu'elle a amenés ici pour décider de notre sort. »

*M. Gossuin* demande la parole.

« MM. les jurés, dit-il, il m'est indispensable d'arrêter un instant votre attention sur l'article pour lequel je suis personnellement inculpé. Le ministère public en a tiré parti de manière à me prêter des intentions que je désavoue, et même un langage que je n'ai pas tenu. Je n'ai pas pu dire que le gouvernement actuel n'existe pas. Une telle assertion ne peut m'être imputée, à moins qu'on ne me suppose en état de démence. Ces gardes qui nous environnent, ces juges assis sur leur tribunal, et qui ont

le pouvoir de nous condamner, ne démentent que trop une pareille assertion ! Plus le régime dont je me suis plaint serait despotique, plus un pareil langage serait absurde ; on ne pourrait me le prêter même à Constantinople : en effet, ne serait-il pas aussi dérisoire que cruel de faire dire au malheureux courbé sous le sabre du Mameluck : « Le gouvernement n'existe pas ! »

Le crime dont on m'accuse doit donc se réduire à de simples réflexions morales. Mais ici, Messieurs, il est nécessaire de s'entendre ; car, si nous parlons deux langues différentes, nous ne nous comprendrons pas. Qu'y a-t-il de commun entre la politique et la morale ? L'une a pour but de réussir, l'autre de bien faire ; dans celle-ci c'est l'intention qui justifie, dans celle-là tout dépend du succès. Il existe donc deux puissances dans le monde, la politique et la morale. Messieurs, votre seule présence ici atteste l'existence de cette dernière puissance ! C'est elle qui est appelée à balancer l'autre. Je n'ai pas prétendu dire que la puissance politique n'existait pas, je l'ai mise seulement en présence de la puissance morale qui doit lui servir de contre-poids.

Cette expression du Contrat social que j'ai citée, *La puissance du pistolet*, semble révolter quelques esprits. Ah ! Messieurs, quand Rousseau écrivait ces lignes éloquentes, il était seul avec sa conscience ! Puissent les agens du pouvoir écouter souvent de pareilles inspirations.

Je méprise les vices que fait contracter l'habitude du pouvoir ; je déteste les crimes auxquels il conduit ; mais je respecte ceux qui l'exercent, parce que je vois en eux mes semblables, et que l'entraînement du pouvoir est si fort que nul d'entre nous ne peut se flatter d'avance d'y

résister. Mais, Messieurs, quand le chef de l'État lui-même, éclairé par de longs malheurs, prend des garanties contre la faiblesse humaine, contre sa propre faiblesse, quel est l'audacieux qui ose renverser à la fois toutes ces garanties, et dire au Monarque : Vous n'en avez plus besoin ! Voilà bien le moment qu'il avait prévu arrivé, il est entouré par la séduction : le langage des flatteurs s'est fait entendre. On lui conseille de se délivrer de tous les liens qui le gênent, et de goûter en repos toutes les douceurs du pouvoir absolu. L'homme ébranlé est prêt à céder, il oublie les conseils de la sagesse. Quel est le devoir de ses vrais amis en ce moment ? il leur crie : Déliez-moi ! Ah ! qu'ils redoublent plutôt ses liens ; qu'ils soient sourds à ses cris, à ses plaintes, à ses gémissemens, comme il devrait l'être au langage des flatteurs ! Il y va de son salut, il y va du salut commun. Après avoir échappé au danger, il reconnaîtra un jour ses vrais amis, et il rendra grâce à leur fermeté, à leur violence même, de son propre salut et du salut public.

Gardez-vous de croire, Messieurs, que je veuille rassurer le pouvoir pour le surprendre, comme ces animaux perfides qui endorment leur victime avant de l'immoler. Oui, le Gouvernement court des dangers ; mais c'est l'abus du pouvoir, et non l'esprit de révolte, qui les a suscités. Le peuple est la première victime des troubles qui l'agitent, il veut maintenir la loi fondamentale ; ce n'est point lui, ce sont ceux qui veulent la renverser, ce sont les agens du pouvoir qui sont en révolte. Quatorze siècles de monarchie absolue, sont un terrible précédent pour nous. Sous un gouvernement où il n'existe d'autre loi que la volonté du maître, il semble que le peuple seul puisse se révolter. Si

l'on admet que le gouvernement ne doive pas être soumis à la loi comme le peuple, alors il n'y a plus de régime constitutionnel, il faut obéir et se taire ; car toute discussion des actes de l'autorité est un crime sous un gouvernement absolu. Ce silence, Messieurs, serait le précurseur de grands orages ! Nous avons voulu les prévenir, non pas dans l'intérêt des institutions, car elles leur survi-  
vront, mais dans celui des individus, car ils pourraient disparaître dans la tourmente. Je tâcherai toujours de m'interposer entre les passions du peuple qui s'attachent à l'individu, et celles des grands qui les portent à mépriser les principes : sûr de leur triomphe, je chercherai à éviter la perte de ceux qui les attaquent, car elle me paraît imminente ; mais si elle n'opère qu'un déplacement d'individus, elle est inutile, et elle est indigne d'un grand peuple, d'un peuple généreux et éclairé, qui désormais peut arriver à la liberté avec calme, avec ordre et sans outrager l'humanité. »

*M<sup>e</sup> Persil, défenseur de M. Etienne :* « Trois écrits vous sont dénoncés, comme constituant le double délit d'attaque contre l'autorité constitutionnelle du Roi et des Chambres, et de provocation à la désobéissance aux lois. Ces écrits ont été réunis dans une seule accusation, par un motif que chacun de vous apercevra sans peine, mais qui n'est pas, nous le dirons avec franchise, celui de la vérité et de la justice. Ce motif, que tout révèle, nous impose à nous le devoir de distinguer ce qu'on s'est efforcé de confondre ; non que nous redoutions la confusion, car votre conviction doit être parfaite, mais parce qu'il



faut rendre à chacun ce qui lui appartient , et ne faire peser sur la tête de chacun que ce qui est à lui.

Le premier de ces écrits est celui du 30 mars. On veut le réputer l'ouvrage des journalistes dont vous venez d'entendre la justification ; il est complètement étranger à MM. Etienne, Mérilhou, etc., qui ne l'ont pas fait, qui ne l'ont pas signé, qui n'en ont pas eu connaissance, et pour lequel, sur leur honneur, ils attestent n'avoir fourni ni notes, ni renseignemens.

Le second écrit, que les gens de bonne foi s'étonnent de voir figurer dans le procès de la Souscription, est celui de la *Bibliothèque historique*, intitulé *Despotisme ministériel*. Cet article n'a aucun rapport avec celui des journaux, non plus qu'avec l'écrit du 31, nous n'avons donc pas à nous en occuper.

Le troisième écrit, qu'il faut isoler des deux autres, parce qu'il s'en fait distinguer par la forme, par le fond, par la qualité des signataires, qui l'avouent et qui ne se reprochent pas même encore de l'avoir mis au jour, est celui du 31 mars. Cet écrit est le seul que, dans l'intérêt du sieur Etienne, je doive justifier : je l'examinerai dans son origine, dans son but et dans ses effets.

La loi du 26 mars venait d'être adoptée ; loi terrible, loi effrayante, qui confie la liberté des citoyens à la volonté de trois ministres, ou plutôt, comme l'un d'eux l'a franchement avoué, à leur *pur arbitraire*, à l'arbitraire dégagé de toute responsabilité.

Cette loi ne pouvait pas être exécutée, surtout dans les départemens, par les ministres eux-mêmes ; il fallait se reposer sur des subalternes ; de-là, les funestes effets

des haines particulières, du zèle excessif et peu éclairé ; de-là , les délations et tous leurs cortèges. Il était impossible , quelle que fût la modération avec laquelle cette loi fût exécutée , qu'elle n'atteignît pas des innocens. C'était une nouvelle classe d'infortunés , d'autant plus dignes d'intérêt, qu'ils n'avaient aucun moyen de faire juger leur innocence.

En France, la possibilité d'une injustice fait naître le désir de la réparer. A peine l'adoption de la loi fut-elle connue, que , dans un grand nombre de départemens , on proposa d'ouvrir des souscriptions pour secourir les malheureux qui pourraient être détenus : Quelles que soient , disait-on , la nature , la vérité ou la fausseté des faits qu'on leur impute, ils sont hommes et malheureux ; ils doivent intéresser la pitié publique.

Ce cri de la pitié fut entendu à Paris. Des citoyens de toutes les classes proposaient leurs offrandes , et il ne s'agissait que d'en régulariser la perception ou l'emploi. A cet effet , des souscripteurs , parmi lesquels se trouvaient des députés , se réunirent le 29 mars. M. Étienne n'y était pas ; on convint de nommer une Commission , dont on désigna sur-le-champ les membres : c'étaient neuf députés ; et les six prévenus qui n'assistaient pas à la réunion , n'apprirent leur nomination que par le journal du 30 , et l'avis qu'ils en reçurent dans la même journée. Ce point , qui est établi par l'instruction , est d'une haute importance ; il prouve qu'ils n'ont pris ni pu prendre aucune part à tout ce qui s'est fait , soit le 29 , soit dans la matinée du 30 ; que par conséquent on ne peut pas les accuser de complicité avec les journalistes , éditeurs de l'écrit du 30.

M. Étienne se trouva trop honoré du choix de ses concitoyens, pour ne pas accepter la mission qu'ils venaient de lui déléguer. Qui de vous n'en eût fait autant ? Il lit, dans le journal du 30, qu'une souscription est ouverte au profit des malheureux détenus ; elle est placée sous la protection des noms les plus honorables. Quel danger pouvait-il courir ? ce n'était pas lui qui avait conçu l'idée de la souscription ; ce n'était pas lui qui l'avait organisée. On ne le chargeait que de distribuer les secours. Loin d'y voir un crime, ce n'était à ses yeux qu'un acte de bienfaisance.

Toutefois, certains journaux s'étaient plu à défigurer l'objet de la souscription ; il fallait la présenter sous son véritable point de vue, et c'est ce qui détermina les commissaires à publier l'écrit du 31, qu'il faut enfin vous lire. (*Ici M<sup>r</sup> Persil en donne lecture.*)

A peine ce prospectus avait-il paru, que le ministère, qui n'aurait dû y voir que la générosité et l'humanité des Français, crut y trouver une censure amère de sa politique ; censure que, contrairement aux principes du gouvernement constitutionnel, qu'on n'entend pas bien encore en France, il n'était pas d'humeur à supporter. Il donna donc ordre de poursuivre les signataires, je me trompe, ceux d'entre eux qui, par leur position, paraissaient plus faciles à faire condamner. L'écrit était signé par neuf députés et par les six prévenus ; le fait était identique, la prévention devait les frapper tous : il a plu cependant à M. le procureur-général (qui, suivant nous, n'en avait pas le droit) de restreindre ses poursuites aux signataires non députés.

La plainte fut d'abord portée devant la chambre du

conseil du tribunal de première instance, qui, à l'unanimité, déclara qu'il n'y avait pas lieu à suivre. Nous vous lisons les termes de l'ordonnance, si déjà elle ne vous eût été fidèlement rapportée. Ainsi, le tribunal a décidé, non-seulement qu'il n'y avait pas délit réel, mais qu'il n'y avait même pas lieu à prévention sur les deux chefs d'attaque contre l'autorité constitutionnelle du Roi et des Chambres, et de provocation à la désobéissance aux lois. Dans l'intérêt de la vérité, de la justice, le ministère public devait être satisfait.

Il en fut autrement. Le procureur-général forma opposition ; et comme s'il avait craint de présenter sa demande à la chambre d'accusation de la Cour, qui seule, dans l'ordre naturel des choses, aurait dû en connaître, il ressuscita un décret de Bonaparte, tombé en désuétude dès sa naissance, et qui n'avait jamais été exécuté (1) : décret qui l'autorisait à réunir une autre chambre de la Cour à la chambre d'accusation.

On vous a dit que cette réunion n'avait été faite que dans l'intérêt des accusés ; vous allez en juger par l'événement. L'ordonnance de la chambre du conseil fut annulée, et nos cliens, acquittés à l'unanimité, et sur tous les chefs, par les premiers juges, furent renvoyés devant la Cour d'assises pour y être jugés, non-seulement sur les deux chefs énoncés à la plainte originaire et dans l'opposition de M. le procureur-général, mais encore sur un troisième chef, dont personne ne s'était douté

---

(1) M. le président a interrompu l'avocat pour lui faire remarquer que ce décret avait été mis à exécution, en 1818, dans l'affaire Doumerc.

jusqu'alors , celui de complicité dans la publication de l'écrit du 30 mars.

Il faut d'abord dégager la cause de ce troisième chef. M. l'avocat-général l'a à peine indiqué. Nous suivrons d'autant mieux son exemple, qu'il suffit d'un seul mot pour l'expliquer.

Il consiste, suivant l'arrêt de renvoi, dans la complicité dont les signataires de l'écrit du 31 mars se seraient rendus coupables *en donnant sciemment aux auteurs de l'écrit du 30 mars, des instructions pour commettre les délits à eux imputés.*

D'après tous nos principes, c'est à l'accusateur à prouver la vérité de l'accusation. C'est à lui à établir comment les prévenus ont donné ces renseignements, et en quoi ils consistent; or, l'on ne dit rien de semblable. Il y a complicité, parce que nous le soutenons : voilà tout l'argument.

Il nous suffirait de faire cette remarque pour démontrer le vide de l'accusation; à notre tour nous pourrions dire : Vous ne prouvez pas que les prévenus aient donné des notes, des renseignements : donc ils ne sont pas complices; donc, ce chef de prévention n'a jamais dû les atteindre.

Et d'ailleurs, comment était-il possible de se rendre complice des journalistes? je ne connais que les imprimeurs qui pussent le devenir, encore faudrait-il qu'ils fussent de mauvaise foi. L'auteur lui-même de l'article, s'il était indiqué, ne pourrait pas être complice; il serait l'auteur principal du délit, et les journalistes seraient ses complices.

On dit que c'est en donnant des notes, que les pré-

venus se seraient rendus complices. Quand la remise de ces notes serait vraie, le délit n'existerait pas pour cela. Celui qui donne des renseignemens à un journaliste sur un fait vrai ou faux, n'assume sur lui aucune responsabilité. C'est au journaliste à voir l'usage qu'il en peut faire.

Dans la cause, quels pourraient être ces renseignemens ? Sur quoi pourraient-ils porter ? Nous ne voyons que deux objets : l'existence de la souscription et la nomination des commissaires ; toutes choses vraies, que les journalistes étaient maîtres de publier, et dont ils étaient seuls responsables.

Maintenant nous irons plus loin : non-seulement nous dirons que le fait, tel qu'il a été articulé, ne constitue pas un délit, qu'il n'est pas prouvé ; mais nous établirons que l'assertion de l'arrêt de renvoi est fausse ; que les prévenus, à aucune époque, n'ont fourni ni pu fournir ni notes ni renseignemens aux journalistes.

On se souvient que c'est le 29 mars que le premier écrit a été conçu et rédigé ; que c'est dans la soirée qu'il a été imprimé, et que la publication qui en a eu lieu le lendemain, a seule fait connaître aux commissaires la mission qui leur était confiée. Ce point a été démontré aux débats, de l'aveu de M. l'avocat-général lui-même ; et dès-lors il a été établi que les prévenus n'avaient pu y coopérer.

Passons maintenant aux deux autres délits spécifiés dans l'arrêt de renvoi : ils résulteraient de l'écrit du 31 mars, le seul que nos cliens avouent, parce qu'ils n'ont pris part qu'à celui-là. Mais, pour cet écrit, ils en acceptent toute la responsabilité ; ils ne craignent pas les

interprétations , parce que , raisonnablement , il ne peut pas en présenter de coupables.

On a divisé l'examen qu'on en a fait , en deux parties. On a dit que le fait de la souscription , en lui-même , était coupable ; que , joint au mode de publication , à la rédaction du prospectus , il constituait les deux délits d'attaque contre l'autorité constitutionnelle du Roi et des Chambres, et de provocation à la désobéissance aux lois.

Nous allons suivre la même marche, et examiner successivement la souscription et la rédaction du prospectus.

Les souscriptions en faveur des malheureux sont protégées par l'autorité , et plus particulièrement par cette famille auguste dont nous sommes accoutumés à respecter les vertus. Celle-ci doit inspirer la même faveur que les autres. Comme elles , elle est conforme à la morale , à l'humanité et à la justice ; elle n'est défendue par aucune loi , elle ne peut donc être criminelle.

L'usage des souscriptions est , pour ainsi dire , l'un des attributs des gouvernemens représentatifs. Voyez-les tous : voyez aux États-Unis , en Angleterre ; chaque événement , nous avons presque dit chaque crime , y est suivi d'une souscription. Cet usage n'était pas inconnu en France , même sous le gouvernement absolu : on a vu , avant la révolution , des souscriptions au profit , non pas de suspects , mais au profit de condamnés , d'assassins , auxquelles les personnes les plus respectables ne craignaient pas de contribuer.

Pour ne pas abuser de vos momens , je n'en citerai qu'un exemple.

En 1777 , les trois frères Degueyssar , nobles d'origine , avaient assassiné , de propos délibéré , un simple plé-

béien, nommé Damade. Après de nombreux incidens, portés d'abord devant le parlement de Toulouse, puis aux conseils du Roi, ils furent condamnés, par le parlement de Paris, à une peine corporelle et à 100,000 l. de dommages-intérêts. Étant dans l'impossibilité de les payer, et ne pouvant pas auparavant sortir de prison, on imagina, pour eux, d'ouvrir une souscription, et de l'annoncer au public par le prospectus suivant :

« Le nom de MM. Degueyssar, recommandable par leur bravoure, n'est devenu que trop célèbre par leurs malheurs et par la condamnation qu'ils ont essuyée. Ils n'ont aucune fortune, et sont dévoués à une prison perpétuelle, faute de paiement de la somme de 100,000 liv. de dommages-intérêts ; auxquels ils ont été condamnés. S. M. a bien voulu permettre qu'on ouvrit en leur faveur une souscription ; elle a même donné à ces officiers, ainsi que la reine, toute la famille royale et les princes du sang, une marque particulière de bienfaisance, en consentant de contribuer au secours qui leur est nécessaire pour assurer leur liberté ; les ministres et un grand nombre de personnes distinguées du clergé, la magistrature et le militaire, ainsi que plusieurs régimens, se sont déjà empressés de suivre cet exemple ; ils ont déposé leurs généreuses contributions chez M. Duclos-Defrenoy, notaire, rue Vivienne. On prie ceux qui voudront bien les imiter, d'envoyer chez le même notaire ce qu'il leur conviendra de donner. C'est servir sa patrie, que de lui rendre trois braves officiers, qui ont mérité d'elle par leur zèle et par des actions distinguées à la guerre.

« Permis d'imprimer et distribuer, le 25 mars 1779.  
*Signé LEXOTA. »*



Comparez, Messieurs, cette souscription avec celle offerte au profit des victimes présumées de la loi d'exception ; comparez cet étrange prospectus avec l'écrit du 31 mars, et jugez de quel côté est la modération, la décence. D'un côté, c'est pour des hommes qui ne sont pas même prévenus d'un délit, qu'on cherche à exciter la commisération publique ; de l'autre, ce sont *trois nobles officiers* qui n'ont pas craint de se réunir pour assassiner un plébéien sans armes, pour lesquels on demande des secours, en s'autorisant du nom du Roi, de la reine, de la famille royale, et de tout de ce qu'il y avait alors de plus recommandable. C'était, disait-on, *servir sa patrie, que de lui rendre ces trois braves officiers* ; et aujourd'hui, lorsque les secours sollicités auraient pour objet des personnes auxquelles on n'impute pas un délit déterminé, ce serait un crime ? Non, Messieurs, ce qui était un acte d'humanité en 1777 ne sera pas un acte de rébellion en 1820 ; précisément parce que les individus qui en étaient l'objet en seraient évidemment plus dignes.

Depuis 1814, il y a eu aussi des souscriptions, sans que le ministère ait songé à les poursuivre. Sans citer les exemples du Champ-d'Asile, de la cabane de Clichy, ne nous serait-il pas permis de rappeler ce qui s'est passé tout récemment à Nîmes ?

Truphémé venait d'être condamné : immédiatement après, on ouvre une souscription que l'humanité seule n'avait peut-être pas inspirée ; cependant, nous n'avons pas appris que le ministère public ait porté plainte contre les souscripteurs.

Quoi ! dans le même temps, on aurait souscrit impunément à Nîmes pour un Truphémé, pour ce monstre dont

L'orgueilleuse atrocité faisait trophée de ses nombreux assassinats de 1815; et à Paris, dans la ville peut-être la plus humaine du monde, on punirait ceux qui auraient eu l'heureuse idée de venir au secours de citoyens qu'aucune prévention ne peut atteindre, mais qui n'en sont pas moins menacés de languir dans les cachots! Non, l'innocence, au moins présumée, de ceux auxquels on destine les secours, ne sera pas une raison pour criminaliser ce que l'humanité distingue.

Et quel genre de délit, en effet, en feriez-vous résulter? Serait-ce, comme le soutient le ministère public, une attaque contre l'autorité constitutionnelle du Roi et des Chambres? Y a-t-il dans la Constitution quelque article qui prohibe la bienfaisance?

Serait-ce une provocation à la désobéissance aux lois? A quelle loi aurait-on pu désobéir? Ce ne serait pas à toutes les lois, c'est sans doute à la loi du 26 mars; et cette loi ne commande rien, ne défend rien aux citoyens. Elle autorise seulement les ministres à arrêter les citoyens, sans être forcés de les mettre en jugement; et nous ne savons pas que la souscription ait été pour eux un obstacle: l'expérience démontrerait au besoin le contraire.

Cependant, M. l'avocat-général, insistant, a essayé de vous démontrer cette désobéissance par un exemple qu'il lui a plu de vous soumettre. « Supposez, vous a-t-il dit, qu'après l'adoption d'une loi qui prohiberait l'introduction des marchandises anglaises, des contrebandiers se réunissent et annoncent une souscription pour venir au secours de ceux qui pourraient être condamnés pour avoir introduit des marchandises anglaises. Ceux-là, a-t-il ajouté, auraient bien provoqué à la désobéissance à

cette loi, et, cependant, ils n'auraient pas fait autre chose que ce qu'on reproche aux auteurs de la souscription nationale. »

Si quelque chose pouvait démontrer la faiblesse de l'accusation, ce serait l'exemple même qu'on a emprunté. Dans cette supposition, il y aurait véritablement provocation à la désobéissance, parce que la loi défendrait quelque chose que la souscription aurait pour objet d'engager à faire. La loi, pourrait-on dire, vous défend d'introduire des marchandises, elle vous inflige des amendes si vous y contrevenez ; et nous, nous vous offrons des primes : si vous êtes pris en contravention, nous payerons vos amendes, ne craignez rien, désobéissez à la loi.

Quelle différence avec la souscription actuelle ! Au lieu d'empêcher d'exécuter la loi, on dit aux citoyens : Souffrez patiemment même une injustice, laissez-vous arrêter, vous aurez des secours, on veillera sur votre famille, on essaiera, autant que possible, de vous remplacer. On fera mieux encore : si votre innocence est établie, on le fera connaître à l'autorité, et de cette manière on abrégera le temps de votre détention.

Vous le voyez, Messieurs, si, dans l'exemple choisi par M. l'avocat-général, la souscription ne profite que lorsqu'on est contrevenant à la loi, notre souscription ne reçoit son application que lorsque la loi est exécutée.

Vous parlerai-je, maintenant, de la rédaction du prospectus, de ses termes, de son style ? M. l'avocat-général, lui-même, a reconnu que toute la criminalité était dans le fond des choses, plutôt que dans les termes ; et comme nous venons de démontrer que dans ce qu'il ap-

pelle le fond des choses il n'y a rien de criminel , nous pouvons dire que l'accusation est abandonnée.

Et plût à Dieu qu'on ne se fût pas mis dans la nécessité de faire ce tardif abandon ! L'histoire n'aurait pas dit que dans le 19<sup>e</sup> siècle, au moment où l'on se piquait d'être parvenu au plus haut degré de civilisation , l'autorité aurait sévi contre des citoyens coupables d'un acte d'humanité. Mais puisque nous ne pouvons plus empêcher que cette funeste accusation ne trouve sa place dans ses inflexibles tables , on n'y lira pas , au moins , nous l'espérons , qu'un jury français , un jury pris dans les hautes classes de la capitale , aura condamné ce qui , aux yeux de la morale et de la religion , est une action louable. »

**La séance est levée , et ajournée au lendemain.**

---

## SUITE DES PLAIDOIRIES.

*Arrêt définitif..*

---

AUDIENCE DU 1<sup>er</sup> JUILLET.

*M<sup>e</sup> Tripiér*, avocat de M. Gévaudan. « Le système de l'accusation, en ce qui concerne les signataires du prospectus, doit, je le pense, se concentrer désormais dans le fait et la publication de la souscription. Il est vrai que le ministère public a toujours présenté ce fait accompagné de deux autres qui, du moins d'après l'arrêt de renvoi, étaient destinés à arrêter vos regards, la rédaction même du prospectus, et la complicité des signataires du véritable prospectus avec les journalistes relativement à l'écrit inséré le 30 mars; mais je pense que le peu de solidité de ces deux chefs d'accusation, je dirai même la faiblesse avec laquelle ils ont été soutenus devant vous au nom de la société par le ministère public, m'autorise à penser qu'il serait désormais inutile de m'en occuper. Je me fixerai donc au premier. Ainsi, une seule question reste à traiter, un seul problème à résoudre : le fait de la pensée d'ouvrir une souscription et l'émission de cette pensée dans le public est-il par lui-même un fait criminel, un délit, lorsque d'ailleurs la rédaction du prospectus n'offre rien de reprehensible aux personnes même les plus susceptibles. Je devrais, dans l'ordre de la dis-

cussion générale, Messieurs, approfondir cette question, qui m'avait été dévolue par le suffrage de mes collègues; mais, je le sens, elle est déjà presque épuisée par ceux qui m'ont précédé, et les solides raisonnemens qu'ils ont développés ne me laissent que peu d'efforts à faire. Certes, ce ne sera pas moi qui abuserai de la scrupuleuse attention que vous donnez aux débats. Ne craignez pas que je tombe dans des redites fastidieuses.

Ne redoutez pas non plus quelques-uns de ces écarts qui, dans la séance d'hier, nous ont affligés un moment; ils sont le résultat plutôt de l'erreur de la jeunesse, que du cri du cœur: tous ceux qui, comme nous, se dévouent à la noble profession de parler en public, sont pénétrés du plus profond respect pour les lois.

Je m'étonne d'abord du système principal d'accusation produit par le ministère public; il a l'air d'attacher peu d'importance à la rédaction du prospectus du 31 mars, il semble en abandonner complètement la rédaction; et en effet, il était difficile d'y trouver une attaque formelle contre l'autorité constitutionnelle du Roi et des Chambres, une provocation à la désobéissance aux lois: le ministère public s'attache à la pensée même; il soupçonne ceux qui ont rédigé l'écrit du 31 mars, d'avoir été dirigés par un esprit d'opposition à la loi.

La culpabilité ne réside donc plus que dans le fait même de la souscription, dans l'invitation faite à chacun suivant ses facultés, de concourir à la mesure exprimée dans le prospectus. Or, c'est là une accusation nouvelle. Ce n'était pas là le système de l'arrêt de prévention, qui, sans être plus fondé que celui qui lui succède, était du moins plus conforme à la loi pénale. On voulait trouver,

on cherchait péniblement, il est vrai, dans la rédaction de l'écrit du 31 mars, s'il n'y avait pas quelque chose à reprocher aux auteurs du prospectus. C'était si bien là l'esprit de la prévention, qu'on avait eu soin de signaler les alinéas dans lesquels on croyait rencontrer plus particulièrement un caractère reprehensible. S'il ne s'était agi que du fait lui-même, il était inutile de citer un alinéa plutôt que l'autre; il suffisait de rappeler la pensée.

Pour apprécier sainement cette pensée, il faut isoler le fait de la souscription des deux écrits du 30 et du 31 mars, il faut supposer que le prospectus a été rédigé en trois ou quatre lignes, en ces termes : « Tous ceux qui voudront souscrire pour venir au secours des personnes qui seront arrêtées en vertu de la loi du 26 mars, sont invités à porter leurs offrandes entre les mains de tels et tels; signé tels et tels. » Voilà comme il fallait procéder pour juger le fait en lui-même; on, est-il un seul individu qui, sur cette simple annonce, ait pu se sentir excité à désobéir aux lois? L'habileté du ministère public a senti que, pour donner à ce fait une apparence de culpabilité, il fallait le rapprocher d'écrits plus graves, plus reprehensibles, de l'écrit du 30 mars auquel le prospectus est étranger.

Déjà la question de la culpabilité du fait même de la souscription a été présentée aux barreaux, soit de la capitale, soit des provinces; ces hommes recommandables, qui ont donné des gages au prince et à la patrie, ont de bonne foi pensé, comme nous, qu'il n'y avait rien de criminel dans ce fait.

A leur autorité, j'en ajouterai une plus importante, c'est l'opinion du Gouvernement. Vous êtes étonnés de

ma hardiesse à invoquer l'opinion du Gouvernement contre une accusation poursuivie en son nom ; je m'explique : M. l'avocat-général vous a dit que si nous invoquions devant vous un arrêt de la Cour de cassation qui rejette le pourvoi contre un arrêt de Lyon qui déclare qu'il n'y a pas lieu à suivre, vous ne vous laisseriez pas surprendre ; que la Cour de cassation n'avait pas eu à apprécier, comme la Cour royale de Lyon, le caractère de l'écrit ; qu'elle avait seulement dit qu'il n'y avait pas lieu à casser l'arrêt de Lyon.

Cela est vrai ; mais *le Courrier*, en rendant compte de cet écrit, en tirait des conséquences très-favorables à la Souscription. Le Gouvernement sentit la nécessité d'y répondre, et fit insérer dans *le Moniteur* un article dont voici la teneur :

« *Le Courrier*, en rendant compte, dans sa feuille du 12 de ce mois, de l'arrêt rendu par la Cour de cassation sur le pourvoi formé par le ministère public envers l'arrêt par lequel la chambre d'accusation de la Cour royale de Lyon a déclaré qu'il n'y avait lieu de mettre en prévention les sieurs Menus, Targe et Chastaing, y a joint des réflexions sur lesquelles il ne sera pas inutile de faire quelques observations.

« Une pensée, dit-il, a d'abord saisi fortement tous les esprits sages. . . . . Cette pensée a été que là où trois Cours royales, celles de Paris, de Lyon et de Grenoble, prononçaient de trois manières différentes sur le même fait, il était bien difficile que de simples citoyens fussent plus éclairés que la Cour royale de Lyon, et crussent, en signant un acte de bienfaisance, commettre au



» délit, lorsque cette Cour n'a pas vu dans cet acte un délit. »

» Mais cette pensée qui, dit-on, a *fortement saisi tous les esprits sages*, porte absolument à faux; elle suppose un fait qui n'est pas.

» Les poursuites à Paris, à Lyon, à Grenoble n'ont pas été dirigées contre un acte de bienfaisance; on n'a pas recherché les signataires de la fameuse souscription, parce qu'ils avaient offert des secours au malheur; on n'a pas voulu sonder quelle pouvait avoir été leur intention secrète, et si, à l'égard de plusieurs d'entre eux, une pareille démarche n'avait pas un but coupable sous les apparences de l'humanité; car si la pensée de ces signataires avait été, lorsqu'ils ont souscrit en faveur de ceux qui pourraient être arrêtés en vertu de la loi du 26 mars, de faire la censure de cette loi, de la rendre odieuse, d'encourager les délits qu'elle a en pour objet de prévenir, en leur assurant une prime d'indemnité; certes, l'intention eût été criminelle, et le fait qui l'eût été aussi dans les résultats qu'on s'en serait promis, l'eût été par conséquent dans sa matérialité. Si nos lois pénales ne renfermaient pas de dispositions qui pussent s'appliquer à un fait ainsi caractérisé, il faudrait dire qu'il y a lacune dans notre législation, et qu'elle ne contient pas une garantie suffisante pour le maintien de l'ordre public.

» Mais, on le répète, ce n'est pas sur un fait de cette nature qu'ont été intentées les poursuites, soit à Paris, soit à Lyon, soit à Grenoble. Elles ont été dirigées contre le contenu des écrits qui, dans ces différentes villes, ont servi de préambule aux actes de souscription. Ces écrits, rédigés en différens lieux, par différentes personnes, ne

se ressemblent ni par les idées ni par les expressions. Ainsi, l'écrit rédigé à Lyon par l'avocat Meneu, peut avoir eu dans son style une forme de réserve et de modération, qui a dû faire juger dans cette ville qu'il n'en résultait point d'attaque envers l'autorité constitutionnelle du Roi et des Chambres, ni de provocation à la désobéissance aux lois, sans qu'il puisse s'ensuivre que les écrits rédigés à Paris dans le même objet, mais par d'autres personnes, et dans un esprit et avec un style différens, y doivent paraître aussi exempts de tout caractère séditieux. Il peut donc y avoir culpabilité à Paris, quoiqu'il n'y en ait pas eu à Lyon; les écrits poursuivis dans ces deux villes ne sont pas les mêmes; il peut donc y être rendu des jugemens différens, sans que ces jugemens aient entre eux aucune espèce d'opposition.

» Ces jugemens, en les supposant différens, pourraient cependant avoir, devant la Cour de cassation, le même sort et y être également maintenus, parce que la Cour de cassation ne peut annuler les jugemens que pour violation de la loi; qu'aucune loi n'a réglé ni pu régler d'après quelles circonstances élémentaires un écrit pourrait être réputé séditieux, et que dès-lors, quelque jugement qui soit rendu sur le caractère d'un écrit, ce jugement ne peut avoir, à cet égard, violé aucune loi. »

Cette doctrine est vraie. Les écrits diffèrent entre eux, et peuvent être différemment appréciés. Une rédaction peut être coupable, une autre être innocente; quant au fait de la souscription, il est le même à Paris qu'à Lyon. S'il est coupable, il est coupable partout. Il faut donc isoler, comme je l'ai fait, le fait de l'écrit; le Gouvernement a reconnu la nécessité de cette distinction.

J'ajouterai un mot sur le rapport qui doit exister entre l'accusation et la loi. Ici, la seule règle, c'est la conscience du jury; mais, cependant, le jury n'est pas tellement livré à cette conscience seule, qu'elle ne doive admettre aucun guide. Ce guide, c'est la loi. Si la violation de la loi n'est pas évidente, le jury ne doit pas condamner; il ne doit pas se laisser entraîner à des préventions, il ne doit pas se dire: Y a-t-il quelque crime, quelque délit, quelque chose de coupable, de reprehensible? Tout cela est hors du procès. C'est au texte de la loi seul qu'il doit se rapporter. Les caractères qu'elle trace lui sont-ils démontrés? Y a-t-il attaque contre l'autorité constitutionnelle du Roi et des Chambres? Y a-t-il provocation formelle à la désobéissance aux lois?

Dès-lors il ne reste plus qu'une question à examiner: ces caractères de criminalité, tracés par la loi, existent-ils dans le fait de la souscription, en l'isolant, en le distinguant, comme nous l'avons fait, des expressions inconvenantes, que je désavouerais, si j'avais le malheur d'en être l'auteur; que même, si vous le voulez, je trouverai reprehensible, comme homme, mais que, comme juge, ou comme jurés, comme organes de la loi, on ne peut assimiler à une attaque, à une provocation? Il est impossible de trouver dans ce fait le caractère du délit déterminé par la loi.

Une seule objection m'a paru mériter une réflexion nouvelle. Elle est encore puisée dans cette confusion qui est toujours présente à l'esprit du ministère public. Les rédacteurs du prospectus, qu'on ne peut point, a-t-il bien voulu dire, regarder comme des hommes sans talent, ont fait un appel au peuple, ils ont remis en

question , devant la puissance populaire , une loi adoptée par les trois branches du pouvoir législatif ; ils ont élevé une autre puissance contre la puissance constitutionnelle : c'est là et seulement là , que M. l'avocat-général place le système d'attaque formelle ; c'est de ce prétendu appel au peuple , de ce prétendu procès fait à la loi portée , qu'il a pu faire résulter la preuve de l'attentat. Mais on peut solliciter la réformation d'une loi existante ; on peut donc en faire sentir les vices , en faire connaître les inconvéniens , en signaler les abus. Si faire toutes ces choses est faire le procès à la loi , et faire un appel à la nation , j'en conviens , la condamnation est inévitable ; mais , s'il en est ainsi , vous détruisez le droit que vous accordez , cependant , de demander la réformation ou la modification des lois.

Quand porte-t-on atteinte à l'autorité du Roi et des Chambres ? Quand on met en doute l'autorité constitutionnelle que la Charte a attachée au premier des pouvoirs , le Roi , ou aux pouvoirs subséquens , les Chambres. Quels sont ceux qui s'en rendent coupables ? Ceux qui , directement , dans une rédaction claire , précise , positive , soutiennent que l'autorité du Roi et des Chambres n'ont pas pu faire telle loi qu'ils ont faite. Voilà les rebelles. Je ne voudrais pas leur prêter mon ministère.

On a parlé d'une puissance que nous voulions élever contre les pouvoirs constitutionnels. J'ai inutilement fatigué mon imagination pour apercevoir le caractère , la nature , l'existence de cette puissance qu'on nous accuse d'avoir créée. Serait-ce la puissance de l'humanité , de la pitié ? J'en conviendrais. Serait-ce une autre puissance ? Je le dis avec sincérité ; il n'en est qu'une dont

on ait pu avoir l'intention de parler. Cette puissance, je la reconnais ; mais ce n'est pas nous qui l'avons élevée contre l'autorité royale ; ne la craignez jamais , elle n'est point la rivale de l'autorité légitime , elle est son auxiliaire , elle la corrobore , elle lui donne de la consistance : si elle se trouve momentanément en opposition avec elle , ce n'est pas dans des vues criminelles. Cette puissance , je la proclame sans détour , c'est l'opinion générale. Nous n'avons eu qu'un but , celui de soulager des malheureux : voilà l'idée qui nous a gouvernés ; si vous nous en supposez un autre , celui qui rentre dans le système de l'accusation , un appel à l'opinion générale , je puis l'accorder sans danger : ce ne sera jamais un crime aux yeux des hommes imbus des idées constitutionnelles.

Je ne dirai qu'un mot sur le troisième chef d'accusation , celui qui résulterait d'une prétendue complicité avec les journalistes , dans la rédaction de l'écrit du 30 mars. Si l'auteur de l'accusation avait ajouté quelque confiance à l'accusation principale , il n'aurait pas eu recours à cette idée nouvelle ; il n'en avait pas besoin , elle ne faisait que compliquer la procédure , elle n'ajoute aucune gravité au délit , elle ne provoque pas une peine plus forte. Le motif de cette nouvelle prévention est venu nous révéler d'avance ce qui est résulté des débats. L'accusation était tellement dénuée de preuves , que l'accusateur , certain qu'il ne pourrait établir aucune culpabilité contre nous , soit sous le rapport de la provocation , soit sous le rapport de l'attaque , et que les prévenus , sur ces deux chefs , seraient infailliblement acquittés , s'est dit : Il faut ajouter un troisième chef d'accusation ; peut-être , dans le cours des débats , par quelque cir-

constance inattendue , pourra-t-on rattacher les auteurs de l'écrit du 31 à l'écrit du 30. Vous pourrez dès-lors apprécier le degré de confiance que l'accusateur a eu dans les deux premiers chefs ; il n'a proposé le troisième que parce qu'il était sûr de ne pas réussir sur les deux premiers.

Ajouterai-je quelques réflexions en faveur de M. Gévaudan ? Vous parlerai-je des titres si nombreux qu'il a , je ne dis pas à votre indulgence , mais à votre justice ? Parce que , dans le système de l'accusation , on s'est efforcé d'interpréter les intentions des prévenus pour donner au fait qu'on leur imputait un caractère criminel , il me serait sans doute permis de parler des intentions de mon client. Un homme habitué aux actes de bienfaisance , n'a vu dans le prospectus qu'une offrande à donner , que des malheureux à soulager. Croiriez-vous qu'un homme plus que septuagénaire , qui consacre une grande partie de sa brillante fortune à des œuvres de charité , qui , au moment même où il était traduit devant vous , venait d'être nommé administrateur de la société philanthropique des apprentis pauvres et des orphelins , et qui concourait ainsi , en même temps , à deux actes de même nature , ait voulu se lancer dans le tourbillon des partis ? Il n'a vu dans la souscription que ce qui était d'accord avec son cœur.

Non , Messieurs , vous ne regarderez pas comme des provocateurs des hommes qui , dans différentes carrières , ont donné tant de gages de leur amour pour la véritable liberté. Ce ne sont pas des provocateurs ceux qui veulent l'exécution rigoureuse du pacte constitutionnel ; ce ne sont pas des provocateurs ceux qui veulent le gouverne-

ment royal perpétué dans la dynastie régnante. Ce qu'ils ont fait, ils l'ont fait avec l'idée de servir leur patrie et le gouvernement. Qu'ils se soient trompés, cela se peut ; mais on ne saurait leur en faire un crime. Comme eux, comme nous, vous voulez le repos de la France. Ce n'est ni par des plaintes exagérées, ni par des poursuites inconsidérées, ni par des accusations téméraires, ni par des condamnations injustes, qu'on obtiendra ce repos si désiré, si nécessaire ; c'est par la modération, par la sagesse, par la prudence, par l'impartialité, surtout, sur laquelle nous comptons. »

*M<sup>e</sup> Darioux*, défenseur de *M<sup>e</sup> Odillon-Barrot*, prend la parole après *M<sup>e</sup> Tripier* ; et dans une plaidoirie improvisée, s'exprime à peu près en ces termes :

« Au point où la discussion est parvenue, nous sommes réduits, nous qui venons la terminer, à l'heureuse impuissance de rien ajouter à la conviction qu'ont dû porter dans vos esprits les nombreux et éloquens défenseurs qui nous ont précédés. J'abandonne donc le plan que je m'étais d'abord tracé, et je me borne à quelques simples aperçus.

Les signataires du Prospectus publié sous la date du 31 mars, ne sont comptables que de leurs œuvres : on a réduit à l'absurde le chef de prévention fondé sur leur prétendue complicité dans la rédaction de l'article publié le 30 par les journaux.

Sont-ils coupables, pour avoir concouru à la souscription ?

Le sont-ils, comme auteurs de l'écrit qui l'a rendue publique ?

A leur égard, voilà toute la cause.

Le défenseur auquel je succède, vient de porter au plus haut degré de démonstration cette vérité morale, qu'on ne

saurait voir, que la raison se refuse à voir un délit, dans le fait, dans la pensée de la souscription.

Quoi qu'on fasse, on ne parviendra pas à altérer à ce point les notions primitives du bien et du mal, on ne transformera pas en crime un acte de pure bienfaisance.

S'il en pouvait être autrement, nous dirions au pouvoir : « Hâtez-vous de multiplier vos Cours de justice ; convertissez en prisons tous vos édifices publics, ils ne suffiront pas aux millions de Français qui, se déclarant complices de fait ou d'intention, viennent au-devant des poursuites, et vous demandent des fers. Décimez enfin la représentation nationale elle-même, associez à notre destinée les cinquante députés qui nous ont précédés et conduits dans la route du crime : il est temps que le privilège cesse, du moins en cette matière.

Mais non, Messieurs, heureusement, pour l'honneur de notre France, nous n'en sommes point à ce degré de corruption morale.

Notre âge n'en offre qu'un exemple. L'époque qui le fournit est celle où tout était crime, hors le crime lui-même : c'est la loi de l'an 2, loi de sang, qui punissait de mort quiconque faisait parvenir des secours pécuniaires aux malheureux émigrés ; et nous portons tous une trop haute estime au ministère public, pour lui supposer l'affreuse pensée d'avoir voulu emprunter les maximes de ces temps désastreux.

Le voilà donc réduit à chercher le délit dans la *publicité* donnée à la souscription : je vais le suivre rapidement dans ce dernier retranchement.

La publicité peut être envisagée sous deux aspects :

— En elle-même, d'une manière abstraite ;

— Dans son mode, dans sa rédaction.

Mais d'abord, si la souscription est en soi un acte moral ou seulement indifférent, il est évident que la publicité qui lui est donnée participera de sa nature : en d'autres termes,



publier une bonne œuvre dans la vue de la généraliser, est aussi chose morale et digne d'éloges.

C'est là, Messieurs, une vérité qui prévaut sur tous les sophismes, et contre laquelle les arrêts eux-mêmes viendraient se briser. « Mais, dira-t-on, si la publicité considérée d'une manière abstraite, n'a pas d'autre moralité que celle de l'acte manifesté, la publicité, qui, dans l'espèce, a été donnée à la souscription, prend le caractère d'un véritable délit par son mode, par sa rédaction.

» Ici, la souscription, acte indifférent ou même moral, a été le prétexte d'une *attaque formelle contre l'autorité constitutionnelle du Roi et des Chambres, et d'une provocation à la désobéissance aux lois.*

» Ce double délit, nous le signalons dans le prospectus du 31 mars. »

Voilà l'objection, et, à vrai dire, quand la souscription en elle-même est dépouillée de toute criminalité, cette objection est à elle seule tout le système de la prévention.

Toutefois, M. l'avocat-général, après avoir attaqué avec beaucoup de véhémence la forme de l'article publié par les journaux, a été forcé de reconnaître que le prospectus, l'œuvre des souscripteurs, était moins reprehensible, et l'aveu lui est presque échappé que cet écrit, abstraction faite de la souscription, n'aurait pas motivé les poursuites du ministère public.

Je vais, Messieurs, par une courte analyse de l'écrit lui-même, fortifier cette conviction naissante dans l'esprit de M. l'avocat-général.

Mais avant, je dois rappelésuccinctement quelques principes de notre droit public, qui ont été mis hors de toute controverse dans le cours des débats, et qui nous guideront dans l'appréciation morale de l'écrit.

La critique des lois est dans le domaine des écrivains : c'est non-seulement un droit, mais le devoir de quiconque les juge

contraires au bien du pays , à la prospérité de l'État , à l'intérêt de la société.

Lors donc qu'on nous dit qu'il faut *respecter les lois* ? si par-là on entend prescrire la soumission aux lois , le précepte est vrai. La loi , même injuste , est un *fait* auquel toute volonté , tout pouvoir doit céder.

Que si , par *respect* à la loi , on entend un culte de pure foi , un sentiment approbatif , sans délibération ; la maxime est fausse , anti-sociale.

Le législateur prescrit l'obéissance à ses actes , et rien de plus.

Autrement , plus de perfectibilité dans la législation. Les mauvaises lois sont irrévocables : le vœu d'un changement est un crime.

On recule devant cette conséquence ; et cependant elle est nécessaire : car le vœu d'un changement suppose un jugement porté sur la loi elle-même ; et sous le gouvernement représentatif , qu'il ne suffit pas de proclamer ; mais qu'il faut enfin comprendre , le changement qui , tacite , mental , n'est point criminel , ne devient pas tel par sa manifestation.

Vous voyez qu'en cette matière , je suis bien plus réservé que l'orateur (1) qui , hier , vous a exposé avec une dialectique si entraînante cette partie de notre droit public ; je ne veux de sa théorie que ce qui ne sera pas contesté par les esprits les plus circonspects , les plus timides , et cela suffit à ma cause.

« Mais , dira-t-on ; la critique des lois doit être décente , mesurée , loyale.... » Je suis loin de le méconnaître : personne n'est plus que moi disposé à blâmer l'abus de ce droit précieux , qui , dans son légitime exercice , est la sauve-garde de nos libertés publiques.

---

(1) M. Devaux.

Mais l'abus tombe sous les lois répressives des délits de la presse, et ici encore rien n'est laissé à l'arbitraire.

.. Au ~~cas~~ présent, le ministère public voit dans le prospectus *une attaque formelle contre l'autorité constitutionnelle du Roi et des Chambres.*

L'accusation ainsi qualifiée n'a rien de vague, elle est précise, les termes en sont empruntés de la loi elle-même, et, sans doute, le ministère public ne leur donnera pas une valeur, un sens autre que celui que le législateur leur a assigné.

Or, à quels caractères a-t-il voulu qu'on reconnût le délit *d'attaque formelle*, etc.....?

On vous l'a déjà dit, les termes de la loi portent avec eux leur définition; à moins d'abjurer les règles du langage, il est impossible de voir l'*attaque FORMELLE d'une autorité* ailleurs que là où cette autorité est explicitement déniée et combattue comme une usurpation.

Si le ministère public était rebelle à l'évidence, du moins céderait-il à l'autorité du chef de la magistrature.

« Il importe beaucoup, disait M. le garde-des-sceaux en » insistant sur le maintien du mot *formelle* dans la loi; il » importe beaucoup d'avertir les *magistrats* et les *jurés*, » qu'ici l'attaque contre l'autorité constitutionnelle du Roi » et des Chambres doit être FORMELLE et équivalente à une » *provocation*. »

*Magistrats et Jurés* (continue l'orateur), vous l'avez entendu, ce n'est plus nous, c'est le chef de la magistrature qui plaide devant vous la cause des prévenus.

Quoi qu'il en soit, l'attaque *formelle* ainsi définie, cherchons le corps du délit dans le prospectus du 31 mars. »

M<sup>e</sup> Darrieux remet sous les yeux de MM. les jurés les divers passages du prospectus qui ont été l'objet de la critique de M. l'avocat-général; il prouve qu'aucun de ces passages n'a pu motiver la prévention.

Et poursuivant :

« Voilà cependant, dit-il, tout le corps du délit : la loi du 26 mars a fait naître l'idée d'une souscription ; point de souscription sans publicité ; l'écrit qui a eu pour objet de la faire connaître, n'a pu raisonnablement être, et n'a été, en effet, que l'analyse philosophique, mais exacte et vraie, de la loi qui en a été l'occasion.

Maintenant, Messieurs les Jurés, descendez dans vos consciences, interrogez-les avec une vive sollicitude pour la paix publique, décidez que vous êtes prêts à lui sacrifier toutes les affections, toutes les considérations humaines. Pas un d'entre vous, j'ose le croire, ne verra une attaque formelle contre l'autorité constitutionnelle du Roi et des Chambres, dans un écrit où le nom du Roi n'est pas même prononcé ; où il n'est parlé de la Chambre élective que narrativement, et à l'occasion d'un incident relatif à la discussion de la loi : pas un de vous ne verra une *provocation à la désobéissance aux lois*, dans un écrit dont les auteurs protestent d'avance contre l'intention qu'on leur en supposerait ; dans un écrit qui, comme on l'a déjà dit, serait sans objet, si la loi n'était pas obéie.

Quant à moi, qui ne le cède à personne, en haine pour les factieux, en besoin de repos public, en dévouement pour l'auguste dynastie qui nous gouverne, je le déclare, si nos malheureux clients succombaient dans cette épreuve, j'appellerais de tous mes vœux une loi franchement prohibitive de la liberté de la presse, je dirais aux écrivains : « Brisez vos plumes, gardez-vous de vous commettre à une législation trompeuse qui, après avoir posé des limites et prunis la sécurité à quine les franchira pas, devient, par une déplorable interprétation, une arme meurtrière dont successivement chaque parti vainqueur se saisit pour accabler le parti vaincu. »

M<sup>e</sup> Darrieux examine ensuite si du moins, comme l'a pensé M. l'avocat-général, l'écrit du 31 mars n'est pas, dans son

ensemble, une sorte de protestation contre la loi, si tout n'y respire pas la haine des mesures qu'elle prescrit.

Il prouve que le prospectus ne contient rien de semblable pour qui le lit et le juge sans prévention et sans esprit de parti. Il demande d'ailleurs quel est l'article de notre législation pénale, qui qualifie *délit* et punisse comme tel la protestation contre la loi, ou la haine systématique de telle ou telle de ses dispositions.

« Et après tout, ajoute-t-il, alors même qu'une investigation soupçonneuse découvrirait dans la forme de l'écrit quelque vivacité d'expression, une critique plus ou moins amère, violente même de la loi du 26 mars : qu'il y aurait loin encore de ces inconvenances de style au crime de provocation à la révolte contre la puissance publique, d'attaque formelle contre l'autorité constitutionnelle du Roi et des Chambres !

Et qui, dit l'orateur en terminant, qui viens-je, moi particulièrement, défendre contre cette grave accusation ?

Un avocat qui, jeune encore, et dès ses premiers pas dans la carrière, s'est placé au premier rang par la noblesse de son caractère non moins que par l'éclat de son talent, qui déjà a conquis le prix le plus honorable de ses efforts, l'estime et la bienveillance de la première Cour du royaume.

Et lorsqu'un si brillant avenir s'ouvre devant lui, il aurait voulu, par un acte de sédition, sacrifier tant de biens à la fois, son état, son repos, celui de sa famille ? Non, Messieurs, vous ne le croyez pas.

S'il vous fallait d'autres garans de la pureté de ses principes et de ses mœurs, je vous les offrirais dans l'Ordre entier auquel il appartient et qui lui sert de cortège dans cette enceinte ; dans nous tous, témoins de ses succès, confidens de ses pensées, qui avons appris à l'estimer non moins qu'à le chérir... Mais je m'arrête ; je craindrais, en le louant, de flétrir mon ami : on dirait que j'implore votre clémence, quand

tout m'assuré que le moment est venu , où proclamant son innocence , vous allez le venger d'une fatale erreur dont il a failli d'être victime. »

*M<sup>e</sup> Legoux*, avocat de M. le général Pajol : « MM. les jurés , quelques observations sur l'accusation de complicité , quelques mots sur le personnel de mon client et les motifs qui l'ont fait agir , telle est la tâche facile qui me reste à remplir ; car je peux , sans inquiétude , négliger maintenant les autres chefs d'accusation.

Souvent , depuis ce malheureux procès , j'ai , comme vous l'avez fait sans doute vous-mêmes , lu et relu avec attention l'écrit du 31 mars , et , comme la première fois où je l'ai connu , j'y ai vainement cherché le délit qu'on poursuit en ce moment : j'ai toujours retrouvé mes premières impressions , et toujours un sentiment intime , plus puissant que l'accusation , m'a dit qu'il n'y avait là qu'un acte de bienfaisance , conçu dans les intentions les plus pures et les plus pacifiques , annoncé dans des termes aussi convenables et mesurés qu'ils devaient l'être. Cette lecture a dû produire sur vous aussi le même effet , parce que les notions du bien et du mal , du juste et de l'injuste , sont les mêmes partout et pour tous , et qu'elles ne peuvent tromper.

Mais avec quel empressement n'avez-vous pas recueilli ces discussions non moins éloquentes que solides , qui vous ont démontré , en rapprochant la volonté du législateur des faits de la cause , qu'ici manquait cette coïncidence parfaite de la définition de la loi avec le fait dénoncé , coïncidence sans laquelle il ne peut pas y avoir de délit ! Avec quel plaisir n'avez-vous pas vu les orateurs qui m'ont précédé , parlant tour à tour à votre cœur , et plus encore à votre conscience et à votre raison , vous démontrer en quelque sorte à vous-mêmes votre propre conviction , vous reproduire toutes les raisons fortes et décisives qui , à votre insu même , vous

avaient déjà convaincus, et vous fortifier enfin dans votre première opinion en l'éclairant ! Je n'ai donc à m'occuper que de l'écrit du 30 mars, en tant qu'il se rattache à la cause du général Pajol et des autres signataires du prospectus, par l'accusation de complicité.

Le complice est celui qui a provoqué à commettre un crime ou délit, qui a donné sciemment des instructions ou des moyens pour le commettre, qui enfin, d'une manière quelconque, en aura sciemment préparé ou facilité la consommation.

Toujours, dans les affaires criminelles, vous cherchez les preuves de la culpabilité dans les circonstances qui ont précédé, accompagné ou suivi le crime : vous recherchez ces preuves avec autant de soin pour le complice que pour l'accusé principal ; et c'est au ministère public, qui accuse, à vous les produire, à vous les faire voir, soit dans l'instruction écrite, soit dans l'instruction orale. Mais lorsque l'une et l'autre sont muettes, l'accusation tombe d'elle-même, parce que vous ne présumez pas plus la complicité que la culpabilité de l'accusé principal.

Telle est précisément la position dans laquelle se trouvent les prévenus : ils n'ont rien à prouver, c'est au ministère public à soutenir l'accusation. Or, à l'égard de la complicité, il y a absence de toute espèce de preuves contre eux : la prévention ne repose sur rien. Ils pourraient donc se retrancher dans l'application de ce principe d'éternelle justice, que c'est à celui qui accuse à prouver, et que jusque-là ils sont innocents. Mais un pareil système de défense devait répugner à l'honorable caractère de nos cliens. Il ne suffit pas qu'il n'y ait aucune preuve de leur complicité ; je dois vous démontrer que la preuve contraire existe.

L'accusation principale a été envisagée sous deux points de vue : le fait de la souscription en elle-même et le fait de sa publication, par l'écrit du 30 mars. Voyons si les prévenus

ont, en quoi que ce soit, provoqué, préparé ou facilité les délits qui auraient pu en résulter.

Et d'abord, vous serez assez étonnés que ni le réquisitoire de M. le procureur du Roi en première instance, ni celui de M. le procureur-général en la Cour, ne fassent mention de ce chef d'accusation, et qu'on n'en trouve pas même le soupçon dans les interrogatoires qu'on a fait subir aux prévenus.

Le 21 avril 1820, M. le procureur du Roi a requis seulement « que les sieurs Odillon-Barrot, Gévaudan, Mérilhou, » Étienne et Pajol fussent renvoyés devant la Cour royale, » comme prévenus des délits résultant de la publication du » deuxième écrit (celui du 31 mars) intitulé : Souscription » pour le soulagement des personnes détenues en vertu de » la loi du 26 mars 1820. »

Le 3 mai suivant, M. le procureur-général, s'étant pourvu contre l'ordonnance des premiers juges, portant qu'il n'y avait lieu à suivre, a requis, « en ce qui concerne Odillon- » Barrot et autres : attendu que le 31 mars dernier, un » écrit imprimé chez Baudouin, fut publié sous le titre de » Souscription pour le soulagement des personnes détenues » en vertu de la loi du 26 mars 1820 ; que les individus dé- » signés se sont reconnus auteurs et signataires de cet écrit ; » attendu que l'ensemble dudit écrit, et spécialement les » paragraphes aussi désignés des pages 3, 4 et 5, consti- » tuent les délits d'attaque formelle contre l'autorité cons- » titutionnelle du Roi et des Chambres, et de provocation » à la désobéissance aux lois, qu'ils fussent renvoyés devant » la Cour d'assises. »

Lors des interrogatoires des prévenus, aucune demande ne leur a été adressée, qui fût relative à la question de complicité et qui pût l'éclaircir. On s'est contenté de leur simple déclaration qu'ils n'avaient connu l'article du 30 mars que par les journaux.

C'est donc dans l'arrêt de mise en accusation que, pour



la première fois, on voit apparaître ce nouveau chef d'accusation, auquel personne n'avait pensé jusques-là, sur lequel aucune instruction n'avait eu lieu et qui s'y trouve ainsi énoncé : « Attendu que des pièces de l'instruction résulte pré-  
» vention suffisante contre Odillon - Barrot et autres, de  
» s'être rendus complices des deux délits résultant de l'é-  
» crit du 30 mars, en donnant sciemment aux auteurs de ces  
» délits des instructions pour les commettre. »

Je ne vous rappellerai pas tout ce que cette apparition subite a de singulier, et toutes les réflexions qu'elle fait naître. Mais n'a-t-on pas eu raison de vous dire que cette accusation supplémentaire avait été jetée là à tout hasard, et comme en désespoir de cause? Comment se fait-il, en effet, que des deux magistrats exerçant les fonctions du ministère public et dont on reconnaît chaque jour le zèle et la perspicacité, aucun n'ait eu l'idée, le soupçon même de ce délit? On doit croire que c'est un point bien imperceptible, ou plutôt, il faut dire que ces magistrats ont sagement écarté une accusation de complicité qui est repoussée par tous les faits et tous les élémens du procès.

Jetons en effet, un coup-d'œil rapide sur l'ordre chronologique de ces faits et sur l'instruction écrite et verbale que nous rapprocherons ensuite de l'accusation.

Les pièces et les débats établissent que déjà, plusieurs jours avant le 30 mars, une souscription ayant le même objet, le même but, s'était formée à Nantes. *Le Courrier* l'avait annoncée dans son numéro du 26 mars, en lui donnant la qualification d'assurance mutuelle.

A Paris, comme à Nantes et sur d'autres points de la France, un même sentiment de bienfaisance et de pitié avait réuni des citoyens de toutes les classes, de tous les rangs, de toutes les opinions : c'est ce qui est consigné dans le prospectus. La même idée d'une souscription de bienfaisance avait en même temps frappé les esprits, séduit tous

les cœurs, parce qu'en France surtout, lorsqu'il s'agit d'un élan noble et généreux, il est toujours unanime. Mais cette idée s'accrédita et se fortifia plus particulièrement dans la Chambre des députés; et le 29 au soir, une réunion eut lieu chez M. Lafitte, l'un d'eux, afin de réaliser ce projet et d'organiser cette association. Ce fut le lendemain 30 que fut publié, dans *le Constitutionnel* et dans divers autres journaux, l'article incriminé. Voilà les dates dans toute leur exactitude.

Rappelez-vous maintenant, Messieurs, les dépositions des honorables députés que vous avez entendus. Ils sont souscripteurs, mais non signataires du prospectus, et, par conséquent, ils sont dégagés de toute espèce d'intérêt, même éloigné. Ils vous ont rendu compte des intentions et des motifs qui ont présidé à cette association, dans des termes auxquels la noblesse et la loyauté bien connues de leur caractère donnent encore plus de force et d'autorité : « Nous voulons conserver le Roi (vous a dit l'un d'eux), et pour le conserver, il faut faire aimer son gouvernement; et, pour le faire aimer, il faut adoucir autant qu'il est en nous les effets d'une loi d'exception, d'une loi qu'on a cru devoir accorder aux circonstances. » Tous ces honorables témoins vous ont en outre attesté un fait bien important et bien précieux à recueillir, c'est que le 29 au soir, dans la réunion qui eut lieu chez M. Lafitte, furent nommés des commissaires; que les uns furent pris parmi les députés, les autres dans d'autres classes de citoyens, et nommés, soit par tous ces députés réunis, soit par les députés commissaires, qui auraient été autorisés à s'adjoindre d'autres personnes de leur choix. Tous ont attesté enfin qu'aucun des prévenus n'avait assisté à cette réunion, et qu'elle n'était composée que de membres de la Chambre.

Ces dépositions concordent parfaitement avec celle de M. Baudouin, qui a déclaré, en outre, que muni de la pre-

mière épreuve de la feuille du *Constitutionnel*, du 30 mars, il s'est transporté, le 29 au soir, chez M. Lafitte; qu'il y est arrivé, pendant cette même réunion, à l'issue de laquelle un député lui remit la liste exacte des commissaires qu'il était venu chercher, et c'est alors que l'article a été imprimé ce même soir, et immédiatement.

D'un autre côté aussi, l'instruction et les pièces du procès constatent que *le Censeur*, qui n'inséra l'article que sur la première épreuve du *Constitutionnel* du 30, qui lui fut envoyée le 29, ne désigne les commissaires que par leurs professions, et non pas par leurs noms; tandis que *le Constitutionnel* du 30 les désigne par leurs noms. Ces noms ne peuvent donc avoir été connus pendant cet intervalle, très-court, qui s'est écoulé entre le tirage de la première épreuve, et le tirage définitif de la feuille du 30; et précisément cet intervalle est rempli par la visite de M. Baudouin chez M. Lafitte. Il est donc maintenant démontré, par ce rapprochement des faits et de l'instruction, que les prévenus, ainsi qu'ils l'ont toujours déclaré, n'ont connu leur nomination que le 30, par la voie des journaux; qu'effectivement cette nomination a été faite à leur insu, le 29 au soir, dans la réunion des députés, tenue chez M. Lafitte, réunion à laquelle il est constant qu'ils n'ont pas assisté.

Où pourrait-on placer désormais la complicité? Serait-ce dans une coopération à la rédaction de l'article? Mais alors on changerait absolument la question; car, il y a une grande différence entre concourir à la rédaction d'un article, et donner des instructions pour le rédiger: les prévenus ne seraient plus de simples complices, mais bien les auteurs mêmes du délit; et l'accusation ni les pièces ne les ont jamais signalés comme tels. L'acte d'accusation ne parle que de simples instructions; et quelles auraient été et quelles pourraient être ces instructions, si ce n'est les noms exacts des commissaires nommés? Or, vous la connaissez mainte-

nant, la source de ces renseignemens, et leur exactitude ne doit plus vous étonner ; vous savez même à quel moment cette nomination a été faite, vous savez qu'elle a eu lieu le 29 au soir, dans une réunion de députés, à laquelle n'assistaient pas les prévenus, et que c'est par les députés même qu'elle a été communiquée officiellement au *Constitutionnel*. Comment donc les prévenus auraient-ils pu dire à d'autres ce qu'ils ignoraient eux-mêmes ? Comment auraient-ils pu annoncer, le 29, ce qu'ils n'ont connu que le 30 ?

Placera-t-on le délit dans le fait même de la souscription, ou bien, subsidiairement encore, dans la simple publication qui en aurait été faite ? Mais l'argument tiré, par M. l'avocat-général, de l'identité du but et des motifs des deux écrits du 30 et du 31 mars, ayant pour objet d'annoncer la même association, cet argument se rétorque contre l'accusation de complicité ; car, la même identité, quant au fait en lui-même, existe entre l'association projetée à Nantes et celle projetée à Paris : c'est une seule et même chose ; elles sont toutes deux de la même nature. Or, l'association de Nantes, s'était formée long-temps avant celle de Paris : elle existait bien avant le 29 mars ; et, dès le 26, elle a été annoncée, publiée, par *le Courrier*, dans la feuille de ce jour-là. Il faut donc reconnaître que les prévenus sont complètement étrangers, et à la formation de cette association, et à la publicité qui lui a été donnée, et à son organisation à Paris, et aux renseignemens transmis au *Constitutionnel*. Enfin, j'emprunterai, à l'un des orateurs qui ont déjà parlé, cette expression heureuse, qui est le résumé de toute la défense sur ce point : Ils ne sont nés à la souscription que le 30 ; comment auraient-ils pu provoquer, aider, faciliter un fait, ou la publication d'un fait, qu'ils n'ont connu que le 30, par la voie de ces mêmes journaux qui le publiaient ? Ne peuvent-ils pas s'écrier, dans le langage si naïf et si vrai de

notre hon La Fontaine , « Comment l'aurais-je fait , si je n'étais pas né ? »

Que reste-t-il donc de toute cette affaire qu'on vous a présentée d'abord avec de si noires couleurs ? L'écrit du 31 mars vous a été lu ; et , non content de discuter littéralement ses expressions pour établir qu'il ne contenait aucun délit , on en a recherché franchement le but , l'intention , les motifs , non pas dans des interprétations plus ou moins adroites , des inductions plus ou moins faciles , mais dans l'écrit en lui-même débarrassé de tout commentaire ; et c'est alors que le mot de bienfaisance est venu se placer naturellement dans toutes les bouches. Ce fut là notre premier cri , comme ce fut aussi votre première pensée , comme c'est encore maintenant votre seule et unique pensée sur tout ce procès. Ainsi , sont disparues ces images funestes et lugubres dont M. l'avocat-général avait pris plaisir à vous entourer : elles sont disparues , comme aux premiers rayons du jour s'évanouissent toutes ces sombres vapeurs qui trompaient nos yeux en dénaturant les objets.

Jetez maintenant vos regards sur le banc des prévenus. Vous y voyez un général que trente années de gloire et de succès recommandent à l'estime publique , et qui , par son caractère personnel , vous offre des garanties suffisantes de ses intentions. Et ne vous en offre-t-il pas encore par l'honorable alliance qu'il a contractée et qui réunit deux braves , qui seuls de tous nos guerriers , ont conquis la noble prime des plus glorieuses blessures , dont les corps mutilés sont comme empreints de toute la gloire de notre armée , et dont l'un surtout voit son nom inscrit en caractères brillans et ineffaçables dans toutes les pages de notre histoire militaire ! A ces mots , vous avez tous reconnu celui que nos soldats comptent avec joie parmi leurs chefs , parmi nos maréchaux , et que la garde nationale s'enorgueillit de voir marcher à sa

tête. Mais est-ce donc seulement sur cette communauté de succès et de revers, de bonne et de mauvaise fortune, que repose une si belle alliance? Non, elle a pour cause aussi cette franchise et cette loyauté vraiment chevaleresques qui leur sont communes à tous deux, et qui ne connaissent ni les détours de la politique, ni les manœuvres de l'intrigue, ni les déguisemens étudiés d'une opposition séditeuse; et c'est là, pour vous, Messieurs, une garantie morale assez forte : vous ne pouvez voir, dans la conduite du général Pajol, qu'un noble et généreux élan dont il vous est facile, comme à nous, de vous rendre compte.

Hier, Messieurs les Jurés, votre cœur s'est ouvert aux plus douces impressions, des larmes ont coulé dans tout cet auditoire, lorsque l'on a entendu l'hommage touchant de notre estime, de notre amitié, des vœux que nous faisons tous pour l'un des prévenus, notre confrère. Mais reportez-vous, avec mon client, à l'époque où cette loi d'exception a été rendue; transportez-vous, avec lui, par la pensée, au fond de ces prisons qu'elle venait d'ouvrir : vous y verrez couler des larmes plus éloquentes encore et qui vous donneront le secret de toute la cause. Entendez, comme lui, les cris d'un malheureux qui demande une accusation et des juges, et à qui les ministres répondent : Non, tu resteras là tant qu'il nous conviendra, et cela peut nous convenir encore pendant trois mois ! Non, tu resteras là, seul, en proie à ta douleur, à ton désespoir, privé des consolations de l'amitié, des secours de ta famille, de l'assistance d'un conseil ! et, pendant ce temps, ces amis, cette famille éplorée invoquent en vain le bienfait de cette prison dont il leur est défendu de franchir le seuil !

Voilà le tableau qu'il faut se faire des suites d'une loi d'exception ; voilà la généreuse impulsion à laquelle mon client a obéi ; voilà les larmes dont il a voulu tarir la source ! Le général Pajol, qui, pendant trente ans, a éprouvé toutes

les vicissitudes de la guerre, pouvait-il fermer son cœur à la pitié ; lui qui, pendant trente ans, a défendu de tout son sang ses concitoyens contre les ennemis extérieurs, ne devait-il pas les défendre encore aujourd'hui contre les abus d'une loi qui accorde l'arbitraire à des ministres....., à des ministres dont la responsabilité n'est encore pour nous qu'un vain mot ?

L'histoire nous dit qu'à Athènes, un jeune enfant fut puni de mort pour avoir privé de la vue un oiseau : il avait manqué de pitié envers un être faible, chétif et sans défense. L'histoire, l'implacable histoire, dira aussi qu'en France, en 1820, sous le règne des Bourbons, un général et ses honorables associés, solidaires de bienfaisance et de générosité, ont été mis en accusation pour avoir promis des secours à de malheureux détenus, à de simples suspects. Mais l'histoire n'ajoutera pas qu'ils auront été condamnés par un jury composé d'hommes, par un jury composé de Français : j'en ai pour garans la scrupuleuse attention que vous nous avez accordée et votre sévère impartialité. »

*M<sup>e</sup> Dupin*, avocat de M<sup>e</sup> Mérilhou : « La discussion me paraît épuisée. J'attendrai, pour prendre la parole, que M. l'avocat-général ait répliqué. »

*M. l'avocat-général* : « Messieurs, il faut que la cause de la vérité présente avec soi de bien grands avantages ; peut-être même faut-il qu'elle doive inspirer quelque courage, pour que nous ne craignons pas de rentrer sur-le-champ dans une lice où nous avons à combattre seul contre les efforts réunis et combinés de douze défenseurs qui se sont partagé les diverses parties d'un plan habilement conçu et non moins habilement exécuté.

Nous sommes bien loin, Messieurs, de nous dissimuler la difficulté de la tâche qui nous reste à accomplir devant

vous. Ne croyez pas, toutefois, que nous désertions un combat où les forces peuvent être inégales, mais où la conviction et le sentiment profond de nos devoirs nous tiendront lieu, nous l'espérons du moins, de tout ce qui pourrait nous manquer.

Oui, Messieurs, nous vous parlerons encore avec la même conviction, nous vous parlerons encore du fond de l'ame, comme nous l'avons fait déjà, comme nous le faisons toujours, et comme, grâce au ciel, nous sommes bien certains de le faire dans tout le cours d'une carrière dont le premier devoir à nos yeux est la franchise et la loyauté.

Nous ne rentrerons pas dans de longs détails. Au point où en est parvenue la discussion, ils seraient superflus. Nous n'avons pour but que de rétablir les principes, tels que le texte de la loi et l'intérêt public exigent qu'ils soient appliqués et maintenus.

Nous devons nous occuper d'abord de ce qui vous a été dit relativement aux rédacteurs responsables des journaux et écrits périodiques. A leur égard, comme sur les autres points du procès, nous ne nous arrêterons qu'à ce qui tient au droit; et au milieu des innombrables argumentations reproduites devant vous avec tant de nuances diverses, nous nous efforcerons de réduire tout à des masses autour desquelles la discussion pourra se concentrer avec plus d'exactitude et de clarté.

Une première objection nous a été faite. Il faut distinguer, nous a-t-on dit, entre la responsabilité civile et la responsabilité pénale. La première de ces deux sortes de responsabilité, celle qui donne lieu aux peines pécuniaires, peut résulter du seul fait matériel de la publi-



cation opérée par le rédacteur responsable ; mais la seconde, celle qui donne lieu à des peines corporelles , ne peut résulter du fait de la publication , que lorsqu'à ce fait se joint l'intention coupable qui seule constitue la criminalité quant à la personne qui a agi.

Nous répondons par un seul mot ; mais il est tranchant : c'est le texte de la loi. L'art. 2 de la loi du 9 juin 1819 est ainsi conçu : « La responsabilité des auteurs ou éditeurs indiqués dans la déclaration , s'étendra à tous les articles insérés dans le journal ou écrit périodique , sans préjudice de la solidarité des auteurs ou rédacteurs desdits écrits. »

Où donc est maintenant la base de cette distinction toute nouvelle qu'on veut introduire ? La loi ne distingue pas.

La loi n'a pas dû distinguer. Déjà nous avons dit pourquoi. Il nous suffira de répéter , puisqu'on nous y force , que l'importance de l'action des journaux sur l'opinion publique , et la rapidité comme l'immense extension de leur publicité , ont nécessité , à leur égard , l'établissement d'une législation spéciale ; que les rédacteurs responsables ont été institués précisément pour que les règles du droit commun ne leur fussent pas applicables , quant aux délits résultans des publications par eux faites ; que , pour eux , et par cela seul qu'ils sont *rédacteurs responsables* , il y a , contre eux , preuve suffisante d'intention et de culpabilité , par cela seul qu'il y a , par eux , *publication* d'un article coupable. Nous répéterons , enfin , que ces conséquences , écrites en toutes lettres dans la loi , ne peuvent être éludées , ni raisonnablement criti-

quées par ceux qui se sont volontairement soumis à l'engagement dont elles découlent.

Nous ne nous arrêterons pas, vous le pensez bien, Messieurs, à cette autre distinction subsidiaire que l'on a appelée au secours de ceux des rédacteurs responsables qui ont publié le soir, ou deux jours après, lorsque les autres avaient publié le matin, ou deux jours auparavant. Est-ce que ces diverses publications, quels que soient les intervalles qui les ont séparées, n'ont pas toutes été volontaires? Et dès-lors, comment distinguer entre elles? Après un jour, une heure, plusieurs jours même, si l'on veut, l'on pourrait donc impunément reproduire les publications les plus dangereuses, par cela seul qu'elles auraient été déjà faites? Et que deviendrait la société? Et que deviendrait le texte de la loi que vous venez d'entendre?

Passons sur-le-champ à la dernière objection relative aux rédacteurs responsables. Des députés, nous dit-on, ont composé l'écrit du 30 mars, ou l'ont connu, ou l'ont signé, ou ont signé une feuille en blanc, ou même n'ont pas signé (car vous avez vu, Messieurs, dans quel vague les débats, et même les plaidoiries, ont laissé ce point); des députés, en un mot, ont autorisé la publication de cet écrit par le crédit qui se rattache à leurs fonctions éminentes.

Nous l'avons dit encore, nous ne chercherons pas à éclaircir ce point de fait si obscurément articulé, on en conviendra du moins; nous ne le chercherons pas, parce que nous n'en avons pas besoin. Vous connaissez, en effet, le texte de la loi; et c'est cependant-toujours

là qu'il en faut revenir après beaucoup d'efforts plus ou moins heureux.

Lors même que l'auteur d'un article est connu ; lors même qu'il est là , présent devant ses juges , le rédacteur responsable du journal qui a publié cet article , n'en est pas moins *solidairement* responsable ( c'est la loi qui parle ). Et pourquoi cela ? Parce que ce rédacteur l'a voulu ; parce que l'homme qui prend volontairement un engagement , en accepte toutes les conséquences. S'il se plaint de la rigueur de la loi , il se trompe ; il la connaissait ; il a voulu s'y soumettre ; il ne peut être écouté.

Mais, s'il est vrai que le fait de la publication ( autre que celle qui serait subreptice ) emporte de droit la responsabilité du rédacteur , il n'est pas douteux non plus que les circonstances qui ont donné lieu à cette publication , peuvent quelquefois être atténuantes. Qu'arrive-t-il alors ? que le rédacteur doive être acquitté , si l'article est reconnu coupable ? Non , certes ; mais qu'il puisse être moins rigoureusement puni ? Oui , suivant l'influence que le magistrat , applicateur de la peine , croira devoir accorder à la position donnée , si cette position est suffisamment justifiée.

Les principes ainsi rétablis en ce qui concerne les rédacteurs responsables traduits devant vous , concluons donc qu'aucun des moyens particuliers invoqués en leur faveur n'est admissible ; arrivons au fond , et revenons aux deux chefs de prévention. Suivons encore à cet égard le même plan ; négligeons les détails indifférens ou superflus ; occupons-nous des masses ; rétablissons les principes.

Le premier de ces deux chefs, est celui d'attaque formelle contre l'autorité constitutionnelle du Roi et des Chambres.

L'attaque doit être *formelle*... C'est ici que s'ouvre le vaste champ d'une discussion bien connue, et qui, dans les procès de ce genre, se renouvelle chaque fois entre les défenseurs des prévenus et le ministère public.

L'attaque doit être *formelle*, nous répète-t-on sans cesse. Vous commentez, ajoutez-on ; vous interprétez ; vous retombez dans ce système qu'on a nommé *de l'indirect*, et qui n'est plus celui de la loi nouvelle.

Vraiment, Messieurs, cette discussion, comme tant d'autres, ne repose que sur un abus des mots. Elle ne tient qu'à cette erreur, quelquefois volontaire, qui consiste à créer, à son profit, de ces généralités qu'on décore du nom de principes, et dont on étend ensuite à son gré l'inflexible application, sans s'embarrasser des résultats.

Oui, sans doute, il faut que l'attaque soit *formelle* ; il faut que la provocation soit positive. Mais, quand y aura-t-il attaque *formelle* ? quand y aura-t-il provocation positive ?

Faudra-t-il attendre qu'il paraisse un écrit qui dise textuellement : « Le Roi n'est pas roi ; les Chambres n'ont pas le droit de concourir aux lois, » ou bien : « Français, soulevez-vous contre le Roi ; renversez les Chambres ? » Franchement, qu'on nous le dise, quelle serait la position de la société, si la loi nouvelle ne lui offrait de garanties que contre ces attaques imprudentes qui n'osent ainsi se présenter à face découverte, que quand déjà la société est ruinée, et quand il n'y a plus ni loi ni magistrats ? Disons-le, interpréter ainsi la loi nouvelle,

c'est la calomnie ; c'est prétendre que le législateur a voulu l'impunité de ces publications dangereuses qui compromettent chaque jour l'existence de la société ; c'est prétendre, en un mot, que le législateur lui-même a conspiré contre l'ordre social.

Revenons à la vérité. Oui, il faut, répétons-le, que l'attaque soit *formelle*, c'est-à-dire qu'il faut que des hommes honnêtes, sages et impartiaux trouvent effectivement qu'il y a attaque ; il faut que cette attaque ne soit pas douteuse aux yeux du juré qui interroge sa conscience. Mais, cette attaque peut exister, lors même qu'elle serait environnée de quelques-unes de ces ruses si connues du langage dont personne n'est dupe, et que tout le monde comprend fort bien. Admettre qu'il en doit être autrement, ce serait établir que des phrases comprises dans un sens par chaque lecteur, doivent être entendues dans un autre sens, dès qu'elles sont dénoncées à la justice ; ce serait, enfin, faire violence à l'évidence même, et nier les impressions du sens intime.

Non, Messieurs, la loi nouvelle n'a pas voulu nous contraindre à de pareilles absurdités. On a souvent invoqué, dans les plaidoiries que vous avez entendues, une autorité à laquelle personne plus que nous n'est porté à rendre le juste hommage qu'elle mérite. On s'est armé, en faveur de la défense, du nom du chef même de la justice, et des paroles de ce ministre dont la France admire autant les talens que le courage. Mais, Messieurs, c'est parce que cette autorité est grave, que nous ne devons pas vous laisser penser qu'elle soit favorable aux conséquences inadmissibles et si dangereuses qu'on voit

devrait faire sanctionner par elle. « Certes, a dit M. le garde-des-sceaux, si l'on ne punissait jamais la provocation, » que dans le cas où le provocateur dit positivement, » commettez tel ou tel crime, on ne la punirait presque » jamais. On doit la punir encore quand le discours ou » l'écrit était véritablement de nature à exciter au crime » ou au délit, et que l'intention de l'auteur a été de » produire cet effet. Ces qualifications *directe* ou *indirecte* ne peuvent qu'induire à erreur. Il y a ou il n'y » a pas provocation; elle existe ou elle n'existe pas; c'est » un fait que proclame la déclaration du jury. »

Vous le voyez, Messieurs, il s'en fait bien que M. le garde-des-sceaux ait jamais approuvé les principes des auteurs qu'on voudrait introduire. Vous le voyez aussi, telle est toute la question : Y a-t-il ou n'y a-t-il pas ici l'attaque prévue et punie par la loi? C'est un fait dont la décision appartient à vos consciences, et que vous jugerez suivant votre conviction.

Si nous voulions descendre jusqu'aux détails, ne serait-ce pas ici le lieu de vous faire remarquer ces étranges contradictions auxquelles conduit toujours le désir de s'emparer de tous les moyens quels qu'ils soient? On a sans cesse invoqué l'autorité de M. le garde-des-sceaux, pour établir qu'il n'y avait pas ici *attaque formelle*; et cependant on est venu nous apprendre que M. le garde-des-sceaux lui-même, agissant d'il y a d'un article du Code d'instruction criminelle, avait enjoint aux procureurs-généraux de poursuivre les publications faites, dans différentes villes de France, de la souscription dont nous nous occupons. S'il en est ainsi (ce que nous ignorons absolument), qu'on reconnaisse, au moins, que M. le

garde-des-sceaux, puisqu'on veut absolument le faire intervenir dans cette affaire, a jugé qu'il y avait *attaque formelle*.

A l'occasion de ce mot sur lequel on a tant argumenté, on vous a dit encore que l'évidence de l'attaque devait être telle que tout commentaire était superflu, et qu'il fallait supprimer les réquisitoires. Eh bien ! Messieurs, nous le déclarons franchement, ce serait avec un plaisir véritable que nous accepterions cette proposition, s'il nous appartenait de le faire. Comment ne pas se réjouir, en effet, d'être dispensé de pareilles discussions, si capables trop souvent d'affliger les amis de l'ordre et de la vérité ? Mais, puisqu'on veut supprimer les réquisitoires, on nous accordera, sans doute, par une juste réciprocité, qu'il faut supprimer aussi les défenses ; et certes, vous avez vu, Messieurs, que, sous le rapport des commentaires, elles sont aussi riches au moins que les réquisitoires.

Pour nous, qui nous sommes empressés de vous signaler cette affaire comme étant une cause de conscience ; pour nous, qui nous sommes contentés d'en appeler à votre conviction et à votre bonne-foi, en vous soumettant les écrits eux-mêmes ; nous ne commenterons pas plus aujourd'hui, que nous ne l'avons fait avant-hier. Nous nous contenterons encore de renouveler le même appel ; et convaincus que la vérité est une, et se trouve toujours toute entière dans l'âme de l'honnête homme qui ne veut pas mentir à soi-même, c'est encore à vous, à votre loyauté, que nous nous en rapporterons.

Le premier chef de prévention a encore été l'objet d'une autre objection qui tient également au droit. Il n'y a, vous a-t-on dit, d'attaque contre l'autorité constitutionnelle du

Roi et des Chambres, que lorsqu'un droit constitutionnel a été nié ou contesté.

Nous acceptons le principe, comme nous accepterons toujours avec franchise ce qui est juste et vrai. Mais, nous dirons, d'abord, que dans les termes de l'écrit du 30 mars, il y a dénégation formelle du droit de faire la loi du 26 mars. Nous l'avons démontré; nous n'y reviendrons pas. Nous dirons, ensuite, que la même dénégation est également textuelle et précise dans l'article de la *Bibliothèque historique*. Nous dirons, enfin, que c'est nier ou contester le droit de rendre une loi, que d'élever à côté d'elle et contre elle, aussitôt qu'elle paraît, un monument public de protestation; de publier, quatre jours après sa promulgation, un véritable acte d'insurrection contre elle; et de la paralyser, dès sa naissance, par une provocation hostile et publique.

Mais, vient-on de nous objecter à l'instant, ce n'est là qu'un appel à l'opinion publique. — Nous répondons que c'est un appel à un parti, et que ce n'est pas la première fois que l'on a revêtu du nom pompeux d'opinion publique les passions d'une faction. Nous répondons que lorsqu'une loi paraît, elle est l'expression et la seule expression constitutionnelle de l'opinion publique, dont les seuls organes légitimes sont les trois branches de la représentation nationale. Nous répondons qu'à l'instant où cette loi paraît, comme depuis, chacun peut la critiquer sans doute; mais que personne n'a le droit de traduire le législateur devant le peuple, et d'opposer tout-à-coup à la loi un véritable acte de rébellion qui réside dans un *fait* et non dans des critiques.

Passons maintenant au second chef, celui de provo-



cation à la désobéissance aux lois, et continuons à rétablir les principes à cet égard.

La critique des lois est permise, a-t-on dit. — Oui, certes, et nous sommes loin de le contester. N'avons-nous pas même quelque droit de nous étonner d'avoir entendu supposer que ce principe fût méconnu par nous, lorsque nous avons pris nous-même l'initiative sur ce point incontestable ? Oui, la critique des lois est permise ; mais nous prétendons qu'il n'y a pas ici *critique de la loi*, mais bien *provocation à la désobéissance* à la loi. Ce n'est donc pas sur le principe que nous sommes en contradiction, mais sur l'application du principe.

Or, qui peut nier que l'écrit même qui n'annoncerait pas un *fait* contre la loi, mais qui contiendrait seulement des réflexions et des raisonnemens contre cette loi, pourrait en même temps, outrepasser les limites de la critique, et arriver jusqu'à la provocation à la désobéissance à la loi ? Et maintenant, qui fixera ces limites entre la critique et la provocation ? ce sera la conscience du juré ; ce sera ce sentiment intime qui est le cri de la vérité. Dire qu'il s'agit d'apprécier, dans la conscience, de semblables nuances qui peuvent varier à l'infini, c'est dire aussi qu'il s'agit d'un discernement qui est éminemment du ressort du jury, et pour lequel la société comme les prévenus doivent trouver la meilleure garantie dans les principes mêmes de cette grande institution.

Citons encore, à notre tour, un passage du discours de M. le garde-des-sceaux. « La question unique sera toujours de savoir si la publication inculpée contient réellement provocation à tel ou tel acte légalement incriminé ; et en soumettant cette question à des jurés qui

» tiendront compte , en l'examinant , des circonstances  
 » au milieu desquelles la publication a été opérée , telles  
 » que les lieux , les temps , l'état des affaires , la disposi-  
 » tion des esprits , et tous ces élémens variables dont le  
 » caractère de provocation peut dépendre , le législateur  
 » paraît avoir rempli sa tâche et pleinement satisfait aux  
 » besoins de l'ordre social. »

Ainsi , pour vider le différent qui existe entre nous et la défense , les jurés jugeront ici quel est le caractère et le but d'écrits , qui , quatre jours après la promulgation d'une loi , la dénoncent au peuple comme violant tous ses droits naturels et civils , et formant , dans la société , une classe nouvelle de victimes qui vont être soumises aux plus barbares traitemens. Les jurés jugeront ici quel est le caractère et le but d'écrits qui , quatre jours après la promulgation d'une loi , publient une souscription , qui est un *fait* et non un raisonnement ; une souscription qui embrassera dans sa bienveillante protection tous les individus indistinctement qui seront atteints par la loi. Ils verront si c'est là une simple critique de la loi. Ils verront si c'est l'expression du désir motivé de voir modifier telle ou telle disposition de la loi , ou même de la voir anéantir et révoquer toute entière. Ils verront si ce n'est pas , au contraire , une provocation publique et manifeste à la désobéissance à la loi.

Les jurés jugeront tout cela dans leur conscience , et , comme l'a dit M. le garde-des-sceaux , ils n'oublieront aucun de ces élémens variables dont le caractère de la provocation peut dépendre. Les jurés jugeront ; nous ne pouvons donc que nous en rapporter à eux.

Une seconde objection , qui tient également au droit ,

nous a encore été faite sur le second chef de prévention : Quelles sont donc , nous a-t-on dit , les lois auxquelles les écrits inculpés ont provoqué à désobéir ?

Cette question ne porte-t-elle pas avec soi sa réponse ? Mais , nous l'avions dit par avance ; les écrits inculpés provoquent à désobéir aux lois ordinaires qui répriment les complots , puisqu'ils engagent à conspirer , en offrant une prime d'encouragement et un point d'appui aux conspirateurs.

Ils provoquent à désobéir à la loi du 26 mars elle-même , qui a pour but spécial de réprimer toutes les machinations non caractérisées par les lois ordinaires ; puisqu'ils offrent également protection et encouragement à tous ceux qui se livreront à de pareilles machinations. Et que l'on ne dise pas que cette loi n'est pas prohibitive , et que par conséquent on ne peut lui désobéir , parce qu'elle ne défend pas. La loi du 26 mars , au contraire , est bien une loi prohibitive ; car elle prohibe les machinations particulières qu'elle a pour objet de réprimer. Donc on peut lui désobéir , puisqu'elle défend de faire.

Nous disons enfin , que les mêmes écrits provoquent encore à désobéir à la loi du 26 mars , sous le rapport de son exécution ; et nous répétons , quoi qu'on en ait dit , que dénoncer une loi qui paraît , comme oppressive et barbare , c'est provoquer à résister à ceux qui viendront pour l'exécuter.

On nous a opposé ( sans espérer sans doute que personne considérât ce raisonnement comme sérieux ) que la souscription annoncée par les écrits inculpés , engageait au contraire à se laisser arrêter , puisqu'elle promettait secours et assistance à ceux qui seraient arrêtés

de la sorte. Ainsi, voilà maintenant qu'on prétend que des écrits, qui signalent une loi comme soumettant injustement les citoyens à des privations inconnues dans notre droit public, invitent à obéir à cette loi ! Voilà que l'on prétend que les secours promis seront, dans l'esprit des individus menacés d'arrestation, une consolation capable de calmer l'effervescence qu'on aura fait naître en eux par l'éclat de la dénonciation portée contre la loi, et par les effrayans tableaux qu'on aura tracés de sa cruelle exécution ! Ah ! certes, Messieurs, il faut l'avouer, c'est bien là un véritable tour de force dans l'art du commentaire ; et il est à remarquer que le défenseur auquel il appartient, est celui qui s'est élevé si hautement contre les commentaires.

Maintenant que nous avons ainsi rétabli, sur les deux chefs de prévention, les principes essentiels qui avaient été méconnus ou dénaturés dans les diverses plaidoiries auxquelles nous répondons, passons à un autre examen. Revenons à cette grande division de la souscription, considérée d'abord dans sa substance, et ensuite dans les termes des écrits par lesquels elle a été publiée ; et rétablissons encore sur ces deux points la vérité, sans nous jeter tontefois dans le détail de tout ce qui a été dit de moins important.

La souscription envisagée *dans sa substance*, c'est-à-dire en elle-même, forme-t-elle une attaque contre l'autorité constitutionnelle du Roi et des Chambres, et une provocation à la désobéissance aux lois ?

En établissant l'affirmative dans notre première discussion, nous vous avons déjà fait sentir que nous n'avons à nous occuper de la souscription, que comme

*publication*, et non comme *association d'individus* non publiée. Il s'agit en effet ici d'un *délit de la presse* ; il y a eu publication par la voie de la presse, et ce n'est que par cette publication que le *délit de la presse* a été consommé. Si la souscription n'eût pas été publiée ; si elle fût demeurée secrète, le fait, en lui-même, serait également coupable ; mais il ne pourrait pas être poursuivi comme *délit de la presse*, puisqu'il n'y aurait pas eu publication. Nous n'avons pas à nous occuper de la question de savoir si ce fait de la souscription non publiée, échapperait ou non à la répression de la loi pénale ordinaire ; ce qui n'est pas douteux, c'est que le fait de la souscription *publiée* rentre nécessairement dans le domaine de la loi pénale de la presse, puisqu'il y a eu publication.

Il ne s'agit donc plus que d'apprécier ce fait en lui-même avec les circonstances qui s'y rattachent. La défense des prévenus l'a présenté comme un acte d'humanité, une simple critique de la loi ; le ministère public l'a envisagé sous des rapports différens. C'est vous, Messieurs, qui déciderez.

On a cherché sans cesse, dans l'intérêt particulier de quelques-uns des prévenus, à tout rejeter dans les termes mêmes des écrits inculpés, et à transporter le délit, du fond même des choses (où il réside également, et même principalement), dans les expressions (où il peut résider plus ou moins évidemment, lorsqu'il s'agit de l'un ou de l'autre des deux écrits). Pour nous, Messieurs, qui avons bien prévu ce système, nous croyons éminemment de notre devoir de le repousser, parce qu'il répugne à toute vérité.

On convient que le fait de la souscription est le même dans les deux écrits. On convient que les circonstances qui l'environnent sont les mêmes. On convient encore que le but ( sans nous occuper ici de l'opposition qui existe à cet égard entre les explications des défenseurs et celles du ministère public ), on convient que le but est le même. Nous ajoutons, sans qu'on puisse le contester, que les résultats sont encore les mêmes. Comment donc, si le fond des choses est coupable dans l'un des deux écrits, ne le serait-il pas dans l'autre? Cela est impossible.

On ne peut sortir de-là, qu'en niant effectivement que le fond des choses soit coupable dans aucun des deux écrits ; et c'est effectivement ce que l'on fait en expliquant tout par ce système de prétendue bienfaisance, de fausse philanthropie, auquel toute l'éloquence du monde ne fera jamais croire personne.

Tout étant réduit à ce point, nous disons : Le fond des choses est le même dans les deux écrits. Dans l'un ni dans l'autre, il ne s'agit d'un acte de pitié en faveur d'individus déjà condamnés pour des crimes déjà commis. Dans l'un et dans l'autre, il s'agit d'une protestation contre la loi qui paraît. Dans l'un et dans l'autre, il s'agit d'une prime d'encouragement offerte, pour des crimes à commettre, à des individus qui ne les ont pas encore commis. Donc, on ne peut séparer l'un de l'autre ; donc, tous deux sont coupables ; donc, tous deux doivent être punis.

Pour arriver toujours à ce but d'isoler les deux écrits, vous venez de voir, à l'instant même, qu'on a été jusqu'à invoquer l'opinion prétendue du Gouvernement, et qu'on a voulu prouver cette opinion, par un article d'un journal

qui , comme chacun sait , n'est officiel que pour la partie qui porte ce titre.

Nous l'avouerons , nous ne nous attendions pas à voir intervenir , dans un débat judiciaire , l'autorité d'un journal. Nous ne nous attendions pas surtout à avoir ce nouvel adversaire à combattre , dans une cause dans laquelle nous avons à répondre à douze défenseurs assez puissans par leurs propres forces , pour n'avoir pas besoin d'aller chercher au dehors un secours que nous devons repousser toutefois , puisqu'on nous l'a opposé.

Non , Messieurs , le Gouvernement n'a pas d'opinion sur l'affaire qui vous est soumise , précisément parce qu'elle vous est soumise , et que sa décision , libre et toute entière , appartient à votre souveraine juridiction. Non , le Gouvernement n'a pas d'opinion sur cette affaire , parce qu'il ne peut en avoir sur aucun procès , avant qu'il ne soit soumis à l'épreuve des débats contradictoires.

Ce serait , dans tous les cas , une singulière manière de prouver l'opinion du Gouvernement , que de la chercher autre part que dans ses actes , et surtout dans un article de journal qui n'a pas été inséré par l'ordre du Gouvernement , et n'est autre chose que l'opinion individuelle du rédacteur de ce journal!

Mais , s'il était vrai , comme il est faux , que le gouvernement eût une opinion quelconque sur cette affaire , serait-ce là , Messieurs , un motif de détermination pour vous ? Non , bien certainement ; cette opinion quelle qu'elle fût , soit pour l'absolution , soit pour la condamnation , serait repoussée par votre impartialité. Elle serait aussi repoussée par nous , n'en doutez pas , Messieurs ; car les

magistrats , grâces au ciel , sentent que , dans l'état actuel des choses , leur inébranlable justice est le dernier refuge de l'ordre social , et ils peuvent dire avec gloire , qu'au milieu de toutes les destructions dont ils ont été les témoins , ce qui est demeuré stable et ce qui sera toujours religieusement conservé par eux , c'est l'indépendance de l'ordre judiciaire.

Si nous revenons à ce système qu'on a cherché à établir et qui consisterait à dire que le fait en lui-même de la souscription proposée , ne peut être considéré comme criminel à l'égard de celui des deux écrits qui est plus modéré dans la forme de ses énonciations , par l'effet même et l'effet nécessaire de cette modération ; nous répondrons qu'en admettant un pareil système , il faudrait admettre aussi que toute proposition d'un fait criminel , quelque criminel qu'il fût , cesserait d'être punissable , par cela seul que cette proposition aurait été faite dans des termes astucieusement mesurés. Et qui oserait nier qu'on peut , avec les formes de langage les plus modérées en apparence , faire les propositions les plus incendiaires ? Que l'on reconnaisse donc qu'on ne peut raisonnablement poser en principe qu'une proposition criminelle échappe à la loi par les subterfuges de la forme. Il n'en est pas ainsi , et l'on se trouve toujours ramené à ce point , que tout est soumis à l'appréciation des jurés qui séparent le faux du vrai , et les apparences extérieures de la réalité.

Pour parvenir encore à justifier le fait de la souscription en lui-même , on vous a cité l'exemple d'une souscription ouverte en 1779 , pour payer une amende de 100,000 liv. à laquelle avaient été condamnés des individus convaincus d'assassinat. On y a joint un autre exem-



pie plus récent et relatif aussi à une souscription ouverte après une condamnation.

Mais, n'a-t-on pas senti qu'il n'y a aucune espèce d'analogie entre ces deux cas et celui dont nous nous occupons ? Ces deux souscriptions, en effet, n'ont eu lieu qu'après des condamnations prononcées pour des crimes commis ; et non pas à l'égard de détentions à subir et pour des crimes à commettre. — Ces deux souscriptions n'ont eu lieu qu'en faveur de tels individus spécialement désignés ; et non pas en faveur d'une généralité d'individus. — Ces deux souscriptions ont été ouvertes sans acception des lois en vertu desquelles les condamnations avaient été prononcées ; et non pas en haine de telle loi particulière, et quatre jours après sa promulgation.

Nous avons nous-même cité un exemple que nous n'avions choisi que parce qu'il est étranger aux matières politiques. Il subsiste dans toute sa force, puisque le seul argument qu'on y ait opposé, est que la loi du 28 mars n'est pas prohibitive ; et que nous avons établi, au contraire, qu'elle est prohibitive des complots et machinations, de même que la loi que nous avions supposée était prohibitive de la contrebande.

Mais, puisqu'on a parlé d'amendes, nous proposerons nous-même d'autres exemples qui s'y rapportent.

Supposons qu'à l'époque où ont paru nos lois nouvelles sur la liberté de la presse, et le lendemain même de leur promulgation, une souscription ait été ouverte et publiée, annonçant que tout auteur ou tout publicateur qui serait condamné à une amende pour des délits de la presse, quels qu'ils fussent, n'aurait qu'à s'adresser au comité d'administration de la souscription ; et que

son amende serait aussitôt payée. Nous vous le demandons, une semblable publication, à ne la considérer que dans le fond des choses, dans le fait même annoncé, et quella que puisse être la modération et l'adresse de la forme, une semblable publication ne serait-elle pas une protestation manifeste contre la loi ? Ne serait-elle pas une provocation évidente à faire précisément ce que la loi défend, c'est-à-dire à commettre des délits de la presse ? Ne serait-elle pas, en un mot, et une attaque contre l'autorité législative qui viendrait de porter la loi, et une provocation à la désobéissance aux lois ?

Autre exemple. Le jury n'est pas institué ; il s'agit de le créer. Une loi paraît qui l'organise. A l'instant même et le lendemain de la promulgation de cette loi, des hommes qui ont repoussé cette institution avec opiniâtreté, ouvrent et publient une souscription. Ils rappellent une partie des objections qu'ils ont déjà opposées à l'institution du jury. Ils déclarent que les citoyens ne doivent pas être arrachés malgré eux aux affaires personnelles, souvent très-importantes, qui les occupent. Ils prétendent qu'on ne peut forcer un citoyen qui n'a pas choisi la carrière de l'étude des lois, à condamner son semblable à mort ou à des peines afflictives. Ils annoncent donc que toute personne désignée pour le jury, qui sera condamnée à l'amende pour ne s'être pas présentée, n'aura qu'à s'adresser au comité qu'ils établiront, et que, sur-le-champ, les amendes prononcées seront payées. Nous vous le demandons encore, une semblable souscription, à ne considérer que le fait même indépendamment des expressions plus ou moins modérées dans lesquelles l'annonce sera conçue, une semblable souscrip-

tion n'aura-t-elle pas pour effet immédiat et certain de détruire, dès sa naissance, l'institution du jury ? Ne sera-ce pas en même temps et un acte de révolte contre le législateur, et une provocation à désobéir à la loi ? Une semblable souscription, en un mot, n'annulera-t-elle pas la loi fondamentale du jury, de même que la souscription dont il s'agit ici annule et paralyse la loi exceptionnelle du 26 mars ?

Reconnaissons donc que le fait même, indépendamment des expressions, peut constituer, et constitue effectivement ici un délit. Reconnaissons que, sous ce rapport, les deux écrits des 30 et 31 mars se réunissent, sans qu'on puisse les séparer. Concluons, enfin, que, sous le même rapport, la culpabilité de l'un et de l'autre est prouvée.

On nous a fait, sur ce point, une dernière objection que nous devons repousser. Lorsqu'il s'agit, nous a-t-on dit, de la proposition d'un fait, chacun est libre d'expliquer les intentions qu'il a eues en faisant cette proposition. Il les connaît mieux que personne, et l'on doit toujours croire à ces déclarations d'intention.

Si l'on prenait dans sa généralité ce principe, il faut convenir qu'il conduirait loin. Il n'existerait pas un seul délit qui pût être puni, car il n'existe guère d'accusé qui ne s'empresse de dire : « Croyez à la pureté de mes intentions. »

Oui, Messieurs, l'on doit croire aux déclarations d'intention, lorsqu'elles sont confirmées par les faits, et qu'elles ont pour appui les circonstances de l'affaire ; mais elles doivent être rejetées, quand il en est autrement. Et c'est précisément à ce droit d'examiner l'inten-

tion qui a présidé à l'acte incriminé, que se rattache le premier et le plus important des devoirs propres aux augustes fonctions de juré.

Il ne nous reste plus maintenant, Messieurs, qu'à revenir sur ce qui regarde la souscription considérée quant aux termes des écrits par lesquels elle a été annoncée.

Nous avons commencé nous-mêmes par reconnaître la différence qui existe, sous ce rapport, entre les deux écrits du 30 et du 31 mars. Il n'entre pas dans notre plan de revenir aujourd'hui sur ce que nous avons eu l'honneur de vous dire, dans notre première discussion, sur ce qui tient à l'appréciation de ces écrits. Nous ne pouvons que répéter sans cesse que les meilleures raisons sont toutes dans vos consciences, et que c'est à elles que nous nous en rapportons avec toute confiance.

Mais nous devons continuer à rétablir les principes.

Pour justifier le préambule qui précède l'annonce de la souscription, dans l'écrit du 30 mars, ce préambule, que la défense elle-même a qualifié de *virulent*, on a cherché à vous le faire considérer comme ne présentant qu'une *théorie*, et l'on a ajouté que les théories ne sont pas punissables.

Sans doute, les théories sont permises, et l'on ne pourrait punir l'homme auquel il plairait d'imaginer et de publier, sur telle ou telle matière, des systèmes nouveaux, lors même qu'ils seraient en opposition avec les bases reconnues par les lois ; mais, pour qu'il en soit ainsi, il faut que ces théories ne soient que des théories ; il faut que ces systèmes soient sans application à la France ; il faut que ces systèmes ne s'appliquent ni

à telle loi, ni à tel droit ou à tel pouvoir constitutionnel ; il faut , en un mot, qu'ils soient étrangers à l'état légal du pays , sans quoi ils rentrent dans l'application des lois protectrices des institutions du pays. Ces principes sont encore ceux qui ont été professés par M. le garde-des-sceaux. Il s'exprimait ainsi : « Une question traitée » d'une manière absolument générale , et sans qu'on » puisse en faire application à la France, ni à la maison » régnante , ne peut être incriminée ; elle ne l'est , » qu'autant qu'elle peut s'appliquer à l'une et à l'autre ; » alors seulement elle prend le caractère de provocation , » et c'est ce caractère que l'article doit énoncer. »

Or, peut-on dire ici que le préambule dont nous nous occupons, soit une théorie générale et sans application ? Cette question nous rappelle ce mot dont l'un des défenseurs a tant parlé, et dont il a cru pouvoir tirer un si grand parti. Vous vous en souvenez, Messieurs ; à lui seul, ce mot prouvait tout, et écartait toute culpabilité de l'écrit du 30, de cet écrit dont on était forcé toutefois d'avouer la *virulence*. Quel est ce mot ? Le voici : EN CONSÉQUENCE !... On en conviendra, nous l'espérons, voilà un nouveau prodige de l'art des commentaires. Eh bien ! il appartient encore au même défenseur qui ne veut pas de commentaires !

Quoi qu'il en soit, nous nous emparons de son observation, et nous lui répondons par ses propres paroles : Non, il ne s'agit pas d'une simple théorie sans application, dans le préambule de l'écrit du 30 mars ; les mots EN CONSÉQUENCE forment la liaison de ce qui précède avec ce qui suit ; ils prouvent l'application des principes du préambule à l'annonce de la souscription qui les suit.

L'écrit tout entier est donc dirigé contre la loi du 26 mars. Et vraiment, pourquoi insister sur ce point, puisque l'écrit lui-même parle précisément de la loi qui vient de paraître sur la liberté individuelle ?

Devons-nous répondre plus sérieusement à une autre objection qui a encore été faite, quant aux termes des écrits des 30 et 31 mars, et qui s'applique à tous deux ? On vous a dit que ces deux écrits n'étaient que le résumé de la discussion de l'opposition dans les Chambres.

Qu'importe qu'il en soit ainsi ? Le titre de pair de France, ou de député, et la liberté de la tribune, donnent aux membres des deux Chambres des droits qui ne sont pas ceux des simples citoyens. Et, d'ailleurs, les pairs ou les députés qui discutent un *projet de loi*, ne discutent pas une loi déjà faite. C'est, au contraire, ici, contre une loi déjà promulguée, que sont dirigés les articles inculpés.

Vous concevez facilement, Messieurs, que nous n'avons jamais entendu faire un reproche de l'énumération des amendemens rejetés par la Chambre des députés. Il est bien évident qu'on a eu le droit de les rappeler comme faits historiques ; mais le droit qu'on n'a pas eu, c'est celui de dénaturer, d'envenimer les motifs du rejet qui a été fait, de ces amendemens à la Chambre des députés, et de présenter, comme on l'a fait, le législateur comme ayant agi dans un but d'oppression et de cruauté, lorsqu'il n'a eu pour but que de ne pas rendre la loi inutile et sans efficacité.

Après avoir ainsi rétabli les principes sur les deux parties de la division qui avait été la base de notre première discussion, il ne nous reste plus, Messieurs, que quelques mots à vous dire en réponse aux objections tirées de

la diversité qui a existé dans quelques décisions judiciaires qui se rattachent à l'affaire que vous allez juger.

Nous vous ferons observer, d'abord, que toutes les Cours royales, excepté celle de Lyon, ont reconnu dans la souscription les traces du délit.

A Lyon, le prospectus était tout différent.

Partout, les divers prospectus, publiés seulement après ceux de Paris, n'ont été véritablement que les échos des publications faites dans la capitale. C'est ici que le délit a pris naissance ; ce sont les premiers coupables que vous avez à juger.

Mais, si l'on admettait qu'un premier jugement favorable ou contraire aux prévenus dans des affaires analogues, devint la règle nécessaire des jugemens subséquens, il n'y aurait plus besoin de procéder à ces nouveaux jugemens. Le premier serait le véritable ; il serait le seul ; et après la décision d'un premier juge, les autres ne seraient véritablement plus juges, puisque leur décision ne serait plus libre et leur serait tracée d'avance.

Qu'arriverait-il, cependant, si, devant ce premier juge, l'attaque ou la défense avaient été incomplètes ? Qu'arriverait-il, si ce premier juge s'était trompé ? L'erreur serait donc irréparable, soit dans l'intérêt de la société, soit dans l'intérêt des prévenus ! C'est ce qu'on ne peut admettre. Chaque cause appartient toute entière au tribunal devant lequel elle est portée ; et s'il est un juge qui ne soit pas lié par les antécédens, c'est sans contredit le juré qui, par les principes mêmes de son institution, n'a pas d'autre règle de détermination que la voix de sa conscience.

Nous pourrions nous arrêter à ces réflexions. Nous

devons cependant répondre encore à ce qui a été dit sur la diversité d'opinions manifestée à Paris, par les magistrats de première instance, qui ont connu de cette affaire même.

Il est à remarquer, d'abord, qu'il n'y a jamais eu divergence d'opinions quant à l'écrit du 30 mars, à l'égard duquel les trois magistrats de première instance avaient devancé la décision de la Cour.

Quant à l'autre écrit, il est bien vrai que les trois mêmes magistrats n'avaient pas partagé l'opinion émise depuis par les quinze magistrats supérieurs qui ont ensuite connu de l'affaire, lorsqu'elle a été portée à la Cour royale. Mais, quel a été le motif de cette décision des premiers juges? « Que l'on ne doit pas chercher l'intention d'un auteur hors de son ouvrage. » Loin de nous, sans doute, l'idée de contester ce principe. Mais, qu'arrivera-t-il si l'écrit se contredit lui-même? si le fait proposé dépose contre les intentions apparentes qu'on a indiquées, et sous le voile desquelles une toute autre intention et un tout autre but se sont déguisés? Ce sera donc encore la ruse et l'adresse dans la forme, qui détruiront la culpabilité du fond! Nous ne reviendrons pas sur ce point qui aura pu vous paraître épuisé par les réponses que nous avons déjà faites.

Eh bien, ces réflexions dont vous vous souvenez, Messieurs, ne s'appliquèrent jamais plus justement qu'ici. Oui, dans cet astucieux écrit du 31 mars, on commence par annoncer, comme unique intention, le désir de réparer *des injustices particulières*; mais, que fait-on aussitôt? On propose une souscription au profit de *toutes les personnes qui seront atteintes par la loi*! de toutes sans ex-



ception, sans distinction ! N'est-ce pas là une contradiction manifeste ? n'est-ce pas là se donner un démenti à soi-même ?

Et que devient, dès-lors, ce masque dont on s'était revêtu ? Il tombe, et la réalité reste.

Cette réalité, c'est tout ce que nous vous avons signalé déjà ; c'est le désir de paralyser la loi ; c'est, comme résultats, la provocation à désobéir aux lois, et l'encouragement donné à des crimes à *commettre*.

Tout cela est aussi *dans l'écrit*, et n'est pas pris *au-dehors*. Il suffit seulement de ne pas prendre la fiction à la place de la réalité. Ce qui serait pris au dehors, ce serait toute modification, toute distinction que ne porte pas l'écrit lui-même.

Maintenant, Messieurs, et si nous passons à l'arrêt qui renvoie les prévenus devant vous, nous avons remarqué qu'on a paru se plaindre de ce qu'en exécution du décret de 1810, deux Chambres de la Cour se sont réunies pour connaître de l'affaire.

Nous l'avouerons, ce reproche nous a étonnés. Comment, en effet, ne pas voir avec quelque surprise, des prévenus se plaindre de ce qu'ils ont eu plus de juges ? n'aurions-nous même pas le droit de dire qu'un semblable reproche est injurieux pour les magistrats, dont il paraîtrait suspecter l'impartialité ?

Nous avons dit et nous répétons que la gravité de l'affaire, le nombre et la qualité des prévenus faisaient en quelque sorte un devoir de l'application de cette mesure, qui a été déjà plusieurs fois mise à exécution, et dont le but et les effets sont de donner à la société, comme aux

prévenus , une garantie plus forte dans une réunion plus grande de magistrats.

Après avoir ainsi parcouru , sous le rapport des principes , les points qui nous ont paru essentiels , et que nous avons pu saisir au milieu des argumentations si nombreuses auxquelles nous avons eu à répondre de suite , il ne nous reste plus qu'à vous dire un mot sur l'article particulier de la *Bibliothèque historique*.

Vous avez entendu la défense éloquentة qui vous a été présentée sur cette partie du procès. Vous avez vu que le défenseur n'a pu se dissimuler à lui-même la culpabilité de cet article, et qu'il n'a cherché d'excuse pour son client, que dans les effets de l'entraînement momentané qu'a pu produire en lui l'apparition d'une loi d'exception. Vous examinerez, Messieurs, jusqu'à quel point cette excuse peut être admise. A cet égard , comme sur le reste de cet important procès , nous nous en rapportons à vos méditations, et nous nous croirons toujours sûrs de la vérité , en en appelant devant vous , à cette voix intérieure à laquelle des hommes honnêtes ne restent jamais sourds.

En terminant, Messieurs, nous croirions trahir nos devoirs, si nous ne vous parlions d'un moyen qui a été employé devant vous. On a parlé d'opinions que l'on a supposées vous être propres, et contre lesquelles on vous a engagés à vous prémunir. Mais, Messieurs, n'était-ce pas dans le temple des lois que l'on parlait ? N'était-ce pas devant des hommes qui venaient de jurer devant Dieu d'être sans autres opinions que celles de leur devoir et de leur impartialité ?

Des opinions ! Ah ! Messieurs, où en serions-nous donc si des hommes comme vous, pris dans les classes les plus

distinguées de la société, mais en même temps dans des professions diverses, étaient capables de mettre des passions à la place de leur conscience ? Non, grâce au ciel, il n'en est pas ainsi ; et l'honneur, cet antique patrimoine de notre belle patrie, n'a pas encore déserté tous les cœurs.

Oui, Messieurs, et nous aussi nous vous demandons justice et impartialité. Nous vous demandons justice, au nom de la société qui ne vit que par la justice. Nous vous demandons impartialité, au nom de la société, que l'on sert toujours mal quand on la sert par des passions.

Ne croyez pas que ce soit sans avoir, nous-même, interrogé profondément notre conscience, que nous ayons accepté la pénible mission de venir défendre devant vous l'intérêt public dans cette cause importante. Plus d'un motif peut-être pouvait affliger notre cœur ; mais quand le devoir et l'intérêt public font entendre leur voix à un magistrat français, il répond à ce noble appel, et marche droit au but, comme le soldat marche à la défense de la patrie. C'est la vérité qu'il cherche, parce que la vérité est le triomphe de la justice et la gloire du magistrat. C'est la vérité seule qu'il demande à tous ceux qui concourent avec lui à la distribution de cette justice auguste dont le nom même indique assez bien les devoirs.

Ah ! si l'amour de la morale, le respect pour la religion, l'attachement à la légitimité, forment les honorables affections des magistrats-citoyens devant lesquels il parle, ce ne sera pas dans une semblable cause, contre de si nobles affections, qu'il devra les prémunir. Elles ne peuvent engendrer que le scrupule ; et si des hommes

tels que ceux dont nous venons de parler étaient capables de quelques préventions, ce serait contre leurs affections mêmes qu'ils les tourneraient, et ce serait plutôt contre cette propension à la méfiance de soi-même, que le ministère public aurait à rassurer leurs consciences timorées.

On vous a parlé de pièges qui vous étaient tendus, de dangers que vous courriez ! Mais, vous inspirer de pareilles craintes sur vous-mêmes, n'était-ce pas là vous tendre un piège ? N'était-ce pas substituer dans vos âmes le sentiment d'une fausse terreur, d'un faux honneur peut-être, au sentiment de la courageuse indépendance que vous devez conserver jusqu'au dernier moment ?

Pour nous, Messieurs, bien certains que vous saurez vous maintenir au-dessus de toutes ces considérations, nous les rejetons comme ne pouvant s'appliquer à des hommes qui, comme vous, n'appartiennent à aucun parti, à des hommes pénétrés, comme vous l'êtes, du sentiment de vos devoirs. Ce seront ces devoirs que vous accomplirez. Vous interrogerez vos consciences, votre conviction, la vérité, l'évidence, que tous les talens réunis ne pourront jamais changer. Rien ne vous écartera de ce que vous devez à la société, de ce que vous devez à vous-mêmes. Vous vous souviendrez de votre serment. Vous répondrez sans haine ; mais aussi vous répondrez sans crainte. »

M<sup>e</sup> Dupin, avocat de M<sup>e</sup> Mérilhou. « MM. les jurés, je ne puis être de l'avis de M. l'avocat-général, lorsqu'il a la modestie de croire qu'il est entré en lice avec des forces inégales. Non, les forces ne sont point inégales pour le mi-

ministère public, quand l'autorité de la vérité se joint, en lui, à l'autorité du magistrat.....

S'il ne s'agissait que du talent oratoire, chacun de nous serait prêt à lui céder la palme : mais il s'agit du salut de nos cliens, et la vérité des choses doit nécessairement l'emporter sur la pompe des rédactions.... *Eloquio victi, re vincimus ipsi*.

M. l'avocat-général revient à la charge ; il faut donc lui résister encore : je le ferai, Messieurs, avec le sentiment le plus sincère d'estime pour sa personne et de respect pour le caractère public dont il est revêtu ; mais, en même temps, avec cette franchise de contradiction dont la vivacité, chez moi, tient toujours à l'impression profonde d'une intime conviction.

Je m'étonne d'abord de tant d'insistance. Quoi ! ni la pureté des intentions, ni la générosité des motifs, ni l'innocence des faits, ni la considération personnelle dont les prévenus sont environnés ; ni l'intérêt si vif, excité en leur faveur par l'humanité, qui seule a présidé à leurs résolutions ; au milieu de circonstances où le nombre de ceux qui sont malheureux, ou sur le point de l'être, fait de la pitié la divinité tutélaire de toutes les classes de la société (1) ; rien n'a pu désarmer l'accusation !

Des hommes de lettres, des généraux, des capitalistes, des pairs, des députés, des juriconsultes ; voilà les coupables ! La science, la bravoure, la richesse, la dignité, l'éloquence se sont associées pour le crime : elles ont souscrit en commun pour le *soulagement des détenus* !

---

(1) « La vie de l'homme, dit Pausanias, est si chargée de vicissitudes, de traverses et de peines, que la miséricorde est la divinité qui mériterait d'avoir le plus de crédit. Tous les particuliers, toutes les nations du monde devraient lui offrir des sacrifices ; parce que tous les particuliers, toutes les nations en ont également besoin. »

Pourquoi faut-il, Messieurs, que le deuil qu'inspire une telle accusation, s'accroisse encore pour nous de l'affligeante pensée qu'un membre de notre Ordre est au rang des accusés? Rien n'aura donc pu le préserver de ce malheur : ni son intégrité doublement éprouvée dans la carrière de la magistrature et dans celle du barreau ; ni la fermeté de son caractère qui le tient également éloigné de l'insubordination et de la servilité ; ni son talent employé d'abord à juger ses concitoyens, et consacré depuis à les défendre !

Dans cette occurrence du moins, le secours de l'amitié ne lui manquera pas ; celui qui défendit les autres avec tant de courage et de dévouement, ne restera pas indéfendu ; et si je dois m'enorgueillir, seul entre tous, d'avoir fixé son choix, il doit s'applaudir à son tour d'avoir vu tous nos confrères, également zélés pour sa cause, se montrer prêts à le défendre, et m'envier l'honorable mission de plaider pour lui.

Qu'ils me soutiennent donc par leurs vœux, dans cette lutte où l'honneur de notre Ordre et son indépendance se trouvent si éminemment intéressés. »

Après cet exorde, M<sup>e</sup> Dupin fait remarquer les modifications que le ministère public lui-même a cru devoir apporter à son premier réquisitoire.

« M. l'avocat-général, dit-il, abandonne la complicité ; et cependant il confond perpétuellement dans sa discussion et les écrits et les prévenus.

Il accorde que le fait de la souscription en soi, n'est pas criminel ; il ne peut disconvenir que la rédaction en est modérée ; et toutefois, au lieu de s'attacher au fait en lui-même, et de l'apprécier par l'intention que ses auteurs ont pris soin d'exprimer, il remplace la réalité par des conjectures, et méconnaît l'intention avouée, qui n'a rien que de louable, pour y substituer une intention supposée, qu'il criminalise.

Je me propose, Messieurs, de reprendre successivement toutes les objections du ministère public; de montrer qu'elles n'infirmant pas nos défenses, et qu'elles n'ont pas tiré le premier réquisitoire de l'état de faiblesse où l'a jeté la vive contradiction dont il est devenu l'objet.

J'écarte d'abord, et d'un seul mot, l'accusation de complicité. Le ministère public l'abandonne, et de fait il lui serait bien impossible de la soutenir; il n'a aucune preuve qui l'établisse; les preuves les plus claires rapportées surabondamment par les prévenus, en détruisent tout-à-fait l'idée; il faut donc la retrancher du procès: et toutefois, il importe d'en tirer cette conséquence, que si le ministère public a formé cette accusation avec si peu de réflexion, qu'il ne peut pas même être sur quel indice il l'a fondée, il en résulte une grande défaveur pour l'accusation principale elle-même, puisque l'une et l'autre ont été conçues et dirigées dans le même esprit.

En abordant ainsi l'accusation principale, une première réflexion s'offre à la pensée.

Quel est donc ce crime d'un genre nouveau sur lequel les opinions se trouvent si étrangement divisées? D'un côté, je vois quelques accusateurs signaler deux crimes dans la souscription: de l'autre, les plus graves jurisconsultes des principales villes de France, qui affirment et signent que ces prétendus crimes n'existent pas; des Chambres d'accusation, et des Cours d'assises qui jugent dans le même sens; et la Cour de cassation qui décide que cette manière de prononcer n'a rien que de conforme à la loi!

Y-a-t-il donc plusieurs espèces de crime et de vertu? Ce qui est permis à Lyon, à Valence, à Grenoble, à Strasbourg, sera-t-il puni seulement sur les rives de la Seine? et verrons-nous une scandaleuse contradiction des arrêts en matière criminelle, remplacer la déplorable diversité des anciennes coutumes en matière civile?

Non, Messieurs; la qualification des actions humaines n'est point ainsi livrée à l'arbitraire; elle tient à la nature et à l'essence des choses; il n'y a de crimes et de délits que dans les faits qui sont qualifiés tels par la loi; et il n'est au pouvoir de personne sur la terre de franchir ces limites, de mettre ses suppositions à la place de la réalité, et de donner à la bienfaisance les couleurs et les attributs de la sédition!

Il existe assez de délits réels, de crimes même restés impunis!.... N'en créons pas d'imaginaires, et déplorons la triste nécessité où nous sommes, de discuter une telle accusation....

Cette accusation doit se concentrer désormais sur le fait de la souscription en lui-même, et sur l'écrit du 31 mars.

Si j'en fais l'observation, ce n'est pas pour vous donner à penser qu'il y aurait quelque danger pour les souscripteurs à discuter, pour leur propre compte, l'article qui sert de texte à l'accusation contre les journalistes: la défense de ceux-ci vous a trop bien prouvé que cet article était facile à justifier. Mais les souscripteurs paraissent à soutenir que cette rédaction leur est étrangère, parce que telle est la vérité.

La discussion a porté principalement sur trois points:

- 1°. Le fait de la souscription, en soi;
- 2°. L'intention qui a présidé à la souscription;
- 3°. La forme dans laquelle cette souscription a été annoncée au public.

Et c'est de l'ensemble de ces trois objets, c'est-à-dire, du fait corrompu par l'intention, et empoisonné par les termes, que M. l'avocat-général a fait résulter en masse la prétendue culpabilité des prévenus.

Avant tout, ce magistrat a cru devoir vous proposer ce qu'il appelle des principes sur la manière dont on doit, suivant lui, apprécier les deux délits d'attaque contre l'autorité du Roi et des Chambres, et de provocation à la désobéissance aux lois. Je dois donc, avant tout aussi, discuter



ces prétend. principes, et examiner s'ils méritent effectivement ce nom.

M. l'avocat-général a fait l'éloge des *interprétations* ; nous ferons celui de l'*évidence* : il prétend qu'il est permis de se livrer à des conjectures, et quelquefois de se contenter d'indices et de présomptions ; nous soutenons, au contraire, qu'on ne doit jamais condamner que sur les preuves les plus concluantes : c'est un point sur lequel les avocats et les procureurs-généraux seront long-temps divisés d'opinion. . . .

Mais, dit-on, à quel danger ne serait pas exposée la société, si l'on ne punissait que ce qui est ouvertement coupable ; si l'on ne pouvait réprimer que les attaques formelles ! . . . Il suffirait donc d'un peu d'art pour éluder toutes les lois ? . . .

Vaine terreur ; la loi a suffisamment garanti la société, en ne réprimant les attaques contre l'autorité, qu'autant qu'elles seraient *formelles*, et, comme l'a dit M. le garde-des-sceaux, *équivalentes à une provocation*.

A proprement parler, en effet, il n'y a de provocation qu'autant qu'elle est ouverte, flagrante, et, pour ainsi dire, *populaire*. Ainsi, l'on aurait tort de s'alarmer d'une proclamation, en langue grecque, qui serait placardée sur les murs du faubourg Saint-Marceau ; ou de tout autre écrit, même en langue vulgaire, qui serait rédigé avec tant de précaution et d'adresse, qu'il faudrait tout l'esprit de l'Académie pour y découvrir une provocation !

M. l'avocat-général a cru voir une contradiction de la part des défenseurs ; en ce que, d'une part ils avaient invoqué l'autorité de M. le garde-des-sceaux ; tandis que, d'un autre côté, ils avaient remarqué que plusieurs procureurs-généraux des départemens n'avaient agi que sur l'injonction de ce même ministre. — Ce ministre a donc pensé en fait, qu'il y avait ici une attaque *suffisante* pour autoriser des poursuites ; et, en effet, a toujours dit M. l'avocat-général,

on trouve un passage du discours de S. Exc. , où elle paraît ne pas exiger une provocation ouverte.

Sans doute, les défenseurs ont cité les paroles de M. le garde-des-sceaux ; tous ont invoqué son autorité ; et je ne m'étonne pas de le voir citer également par M. l'avocat-général. Les discours de M. de Serre sont devenus *classiques*, dans la matière qui nous occupe ; car, tel est le caractère qu'il a déployé dans cette mémorable discussion des lois sur la presse, que n'étant animé que de l'amour du bien public, il a parlé dans l'intérêt de tous, et posé des règles si sages, qu'elles protègent également et les prévenus et la société.

Mais, M. l'avocat-général aurait pu s'éviter le reproche qu'il nous adresse, s'il avait fait attention à deux choses. — En premier lieu, le passage qu'il cite se trouve dans le premier discours prononcé avant que l'amendement qui tendait à introduire dans la loi la doctrine des provocations *indirectes*, n'eût été proposé par M. Mestadier ; or, c'est en repoussant cet amendement, que M. le garde-des-sceaux a pros crit cette doctrine, et tracé les règles qu'ont invoquées les défenseurs. — En second lieu, ce n'est pas M. de Serre qui a donné l'ordre de poursuivre les auteurs de la souscription ; cet ordre a été donné, en son absence, par M. Portalis. En cela, j'en conviens, M. Portalis n'a usé que de son droit<sup>(1)</sup> ; aussi, la remarque que je fais n'est point à titre de reproche ; mais elle était nécessaire à titre d'explication.

Il doit donc rester pour constant *en principe*, que la loi du 17 mai ne punit pas les provocations *indirectes*, qu'un commentaire, plus ou moins subtil, entreprendrait de signaler dans un écrit ; mais seulement les provocations *expresses* ; parce que seules elles constituent l'*attaque formelle* que cette loi s'est proposé d'atteindre et de réprimer.

---

(1) Code d'instruction criminelle, art. 274.

Et, d'ailleurs, suivons le ministère public dans le cours de ses interprétations, de ses commentaires, et de ses suppositions ; et nous reconnaitrons bien mieux encore le danger de s'y livrer.

Il a voulu prouver que la souscription avait été conçue, et le prospectus publié dans une *intention* criminelle : nous avons soutenu le contraire ; il faut donc d'abord s'attacher à l'*intention*.

Mais, M. l'avocat-général prétend que si l'excuse fondée sur l'intention était admise, il n'y aurait jamais de délit....

Je pourrais rétorquer l'argument, en disant, au contraire, que si l'on supposait toujours, et dans tous les cas, une intention criminelle, il n'y aurait jamais possibilité de s'excuser.

Mais ces deux propositions seraient également inexactes, parce que toutes deux sont trop générales.

Il ne faut pas permettre sans doute qu'un accusé puisse se justifier d'un crime réel, par une intention *supposée* ; mais il faut que l'accusateur prouve que l'accusé s'attribue une intention effectivement supposée. Ici, au contraire, M. l'avocat-général ne veut pas admettre l'intention réelle, l'intention écrite, l'intention ouvertement proclamée dans le prospectus : il efface ce qui est écrit, pour y substituer une intention factice, une intention imaginaires, une intention hautement désavouée par les prévenus.

Comment raisonne-t-il en effet ? Au lieu de s'attacher à l'écrit même, et d'y signaler l'intention criminelle, qu'il s'agit pour lui de démontrer ; il va chercher sa démonstration dans des *exemples* qui, loin de prouver ce qu'il veut établir, vont au contraire ne fournir un moyen victorieux pour le réfuter.

Ainsi, pour premier exemple, M. l'avocat-général a supposé qu'une loi ayant été portée contre la contrebande, plusieurs *contrebandiers* annonceraient une souscription au

profit de ceux d'entre eux qui seraient arrêtés et condamnés ? Une telle souscription ne contiendrait-elle pas, a-t-il dit, une attaque formelle contre la loi, une provocation à lui désobéir ? Ne serait-ce pas une *prime d'encouragement* pour le crime ?

J'en conviens : mais, voyez un peu la différence. La contrebande est un délit ; des contrebandiers condamnés sont des criminels : il n'y a donc aucune analogie entre eux et de simples suspects, qui, loin d'être condamnés, ne sont pas même accusés d'un délit quelconque. Assister un contrebandier, c'est *assister un coupable* : assister un suspect, ce sera très-souvent, le plus souvent même, *assister un innocent*.

*Deuxième exemple proposé par M. l'avocat-général.* — Supposons qu'une nouvelle loi vienne d'être portée sur la presse ; elle punit les délits par une amende ; et voilà qu'une souscription se forme pour payer toutes les amendes auxquelles les délinquans seront condamnés ! Ne sera-ce pas encore détruire tout l'effet de la loi ?

Cela peut être vrai : mais, dans ce cas là même, je ne connais pas de loi qui défende à un citoyen de payer d'amende encourue par un autre. Si c'est un inconvénient, le législateur n'a qu'un moyen d'y pourvoir ; c'est d'ajouter à l'amende une peine corporelle. Mais, encore une fois, quelle analogie entre cette supposition et l'affaire actuelle ? En payant l'amende, on efface la peine ; on fait que le délit reste impuni : soit. Mais, en faisant valoir la justification d'un suspect, empêche-t-on qu'il ne soit détenu ? En donnant des secours à sa famille, cela fait-il qu'il ne soit plus prisonnier ?

Enfin, M. l'avocat-général a pris pour dernier exemple, le cas où l'on proposerait, par souscription, de se réunir pour acquitter toutes les amendes auxquelles seraient condamnés les jurés qui aimeraient mieux rester chez eux que de se rendre à leurs fonctions.

Même réponse que sur l'exemple précédent. — Une telle souscription tendrait à paralyser l'institution même du jury ; elle inviterait chaque juré à ne pas faire son devoir. Au contraire, la souscription nationale n'a pas pour but d'empêcher les suspects d'être détenus. Loin de-là, ce n'est (comme nous le verrons bientôt) qu'autant qu'ils seront détenus et constitués prisonniers, que les secours promis par la souscription leur seront donnés ; dans le cas contraire, on ne leur promet rien, on ne leur donnera rien. Vous voyez donc, Messieurs, s'il est encore vrai de dire, avec M. l'avocat-général, que la souscription nationale offre *une prime d'encouragement pour le crime !*

Convenons donc que c'est un étrange abus que de mettre ainsi des suppositions à la place du fait : et reconnaissons la vérité de ce principe, posé dans l'ordonnance de la Chambre du conseil, que « pour interpréter l'écrit incriminé, on » ne peut pas rechercher les intentions des auteurs, autre » part que dans le texte de l'écrit même. »

Or, si nous recourons à cet écrit, nous verrons que ses auteurs n'ont rien voulu laisser à la divination ; car, ils ont pris eux-mêmes le plus grand soin d'expliquer *leurs intentions*.

Ils partent d'abord de cette considération, que les ministres seront obligés, pour l'application de loi du 26 mars, de s'en rapporter à des subalternes ; et ils en tirent la conséquence, assurément fort juste pour quiconque sait apprécier la pétulance de certains subordonnés, et l'activité des vengeances privées ; « que beaucoup de citoyens se trouvent ainsi exposés aux effets des *haines particulières*, d'un » *zèle excessif et peu éclairé*, et de dénonciations *mensongères*. »

Ils rappellent ensuite des faits authentiques, dont la preuve se trouve dans les procès-verbaux de la Chambre des députés ; savoir, que lors de la discussion de la loi du 26

mais, on a refusé aux détenus le secours d'un défenseur, quoique, cependant, la défense soit de droit naturel; les soins de la famille, en séparant ce que Dieu avait uni; en consacrant la liberté indéfinie de tenir les prisonniers au secret, sans communication possible avec leurs femmes et leurs enfans; plus malheureux en cela que les anciens esclaves et les nègres de nos colonies, qui, même en cas de vente, ne pouvaient pas être séparés de leurs proches (1).

Enfin, les auteurs de la souscription se montrent encore singulièrement affectés des besoins qui peuvent venir assiéger une famille dont le chef est au secret; et l'abstinence forcée à laquelle est exposé le détenu lui-même, réduit à six sous par jour (2), lorsqu'il est privé de travail, et que le pain coûte quatre sous la livre!

Indépendamment de ces motifs généraux qui ont agi sur tous les souscripteurs, M<sup>e</sup> Mérilhou avait encore des raisons

(1) En lotissant les terres indivises, les co-partageans devaient procéder de manière, que les esclaves d'une même famille attachés à la glèbe, ne fussent pas séparés. Voyez la loi première, au code Théodosien, tit. de *Communi dividundo*. — *Quis enim ferat liberos à parentibus, à fratribus sorores, à viris conjuges segregari?* — *Pietatis intuitus id non patitur*, dit le jurisconsulte Scævola, dans la loi 41, § 2, ff. de *legatis* 3<sup>o</sup>. — De même dans les ventes judiciaires, on ne séparait pas les proches parens. *Et in auctione fratres hostilis hasta non dividit*. SENEC. 9, *controv.* 3. — En telle sorte que, si la vente était résolue à l'égard de l'un, elle devait l'être également à l'égard de l'autre. *Uno ex fratribus emptis redhibito, alterum quoque redhiberi oportet*. Lois 34-40, ff. de *ædilitio Edicto*. — Dans le CODE NOIR, quoique rédigé par les blancs, on trouve une disposition qui porte : « Ne pourront être saisis et vendus séparément, le » mari et la femme, et leurs enfans impubères, etc. » (*Edit. de mars* 1685, art. 47.).

(2) Autrefois le pain du roi, c'est-à-dire, la ration que l'État fournissait aux prisonniers de la classe la plus vile, était de sept sous par jour. — Le gouvernement suisse, quoique bien moins riche que celui de France, alloue douze sous par jour à ses prisonniers. (*Etat des prisons en Europe, par John Howard.*)

particulières qui le portaient à entrer dans la souscription.

Il avait vu , en 1815 , son père et son frère , mis en surveillance par les mêmes hommes qui , en 1793 , avaient conduit à l'échafaud l'un de ses oncles , et confisqué les biens d'un autre de ses proches , pour cause d'émigration.

Il se rappelait que , dans sa plus tendre enfance , il avait été mis en réclusion avec ses parens. Ainsi , c'est non-seulement par une impulsion de bienfaisance qui lui est naturelle , mais encore par ses souvenirs de famille , et par le sentiment des malheurs individuels , que les lois d'exception entraînent , dans tous les temps et sous tous les régimes , que M<sup>e</sup> Mérilhou s'est décidé à entrer dans la souscription en faveur des détenus... *Honneur à ceux qui vengent ainsi leur caste et leur famille !*

Dans ces circonstances , que se proposent les auteurs de la souscription ? Prétendent-ils , même indirectement , que les Chambres et le Roi n'ont pas eu le droit de porter une telle loi , ce qui serait effectivement attaquer l'autorité constitutionnelle du Roi et des Chambres ? Non , Messieurs , ils n'élevaient pas même un doute à ce sujet. — Disent-ils aux citoyens , « N'obéissez pas à la loi du 26 mars : ce n'est une loi » que de nom ; s'il se présente des gendarmes pour vous » arrêter sans un ordre de la justice , tuez-les ; cela se fait » ainsi en Angleterre ? » Si tel était le langage du prospectus , j'y verrais , en effet , une provocation formelle à la désobéissance aux lois. Mais , bien loin de-là , les souscripteurs partent de cette supposition , que la loi aura reçu son exécution , et que les personnes pour lesquelles il s'agit de réclamer ou d'accorder des secours , seront de fait constituées prisonnières. C'est déjà ce qu'annonce le titre seul : *Souscription pour le soulagement des personnes DÉTENUES EN VERTU DE LA LOI DU 26 MARS 1820.*

C'est d'ailleurs ce que le fond même de la souscription met dans le plus grand jour.

En effet, quels sont les moyens qu'on annonce devoir employer pour le *soulagement des détenus*? Sera-ce de s'armer pour aller briser leurs fers? De séduire leurs geoliers pour procurer leur évasion? Assurément non! ces coupables projets n'entrent point dans la pensée des souscripteurs: ils n'ont en vue que deux objets:

1°. L'autorité, disent-ils, peut avoir été surprise; dans cette hypothèse, « *on fera valoir auprès de l'autorité les réclamations des personnes ATTEINTES PAR LA LOI.* »

2°. Les détenus ou leurs familles, peuvent être dans le besoin; *on leur fera distribuer les secours que leur position exigera.*

Or, l'emploi du premier moyen, *réclamer auprès de l'autorité*, n'a rien que de très-constitutionnel.

Le second, *distribuer des secours*, n'est qu'un acte de bienfaisance et d'humanité.

Ni l'un ni l'autre ne constituent donc les délits énoncés dans l'acte d'accusation.

Tous les deux sont même, à vrai dire, dans l'intérêt du gouvernement, puisqu'en diminuant la gravité des maux, ils diminuent la somme des mécontentemens (1).

(1) Ton âme le connut, ce noble et tendre zèle,  
Howard! dont le nom seul console les prisons.

.....  
S'il ne peut les briser, il allège leurs fers.  
Tantôt pour adoucir la loi trop rigoureuse,  
Porte au pouvoir l'accent de leur voix douloureuse,  
Et rompant leurs liens, pour des liens plus doux,  
Dans les bras de l'épouse il remet son époux,  
Le père à son enfant, l'enfant à ce qu'il aime.  
Par lui l'homme s'élève au-dessus de lui-même.

.....  
Devant lui la mort fuit, la douleur se retire,  
Et l'ange affreux du mal le maudit et l'admire.

POÈME DE LA PITIÉ, ch. II.



Il est si vrai, du reste, que les auteurs de la souscription n'étaient conduits que par un pur sentiment de philanthropie, que, prévoyant le cas où il y aurait des fonds de reste, on annonce que, s'ils ne sont pas réclamés, *ils seront appliqués à des actes de bienfaisance ou d'utilité publique.*

Ils agissaient si peu dans les vues d'égoïsme qui caractérisent toujours l'esprit de parti, qu'ils l'ont hautement exprimé à la fin de l'acte du 31 mars, en disant : « Les » soussignés, mandataires des premiers souscripteurs, espèrent que tous les amis de l'ordre et des lois, *quelles que soient leurs opinions*, se réuniront à eux, parce que l'arbitraire menace également toutes les opinions, *et qu'il est de l'intérêt de tous, de soulager des maux dont chacun à son tour peut se voir frapper.* »

Plus haut, ils avaient déjà pris soin de rappeler, « qu'on » avait vu gémir dans les mêmes cachots, sous des cruautés » uniformes et en même temps, les partisans des doctrines » les plus opposées. » Ils avaient donc raison de s'écrier avec Delille :

*Ah ! que les deux partis écoutent la pitié !*

En effet, Messieurs, qu'on se donne la peine de réfléchir sur les différentes réactions qui depuis trente ans ont désolé notre patrie : on verra que chaque parti, après avoir proscrit la faction opposée, s'est vu proscrit à son tour par ceux qu'il croyait avoir écrasés ; les persécuteurs ont fini par être persécutés ; les bourreaux sont devenus victimes ; c'est là surtout qu'on a vu l'abîme invoquer l'abîme !..... Aussi, toute l'expérience que j'ai pu tirer du spectacle de ces misères, m'a fortement persuadé que l'avantage de cette déplorable lutte, si long-temps prolongée, si souvent ensanglantée, ne pouvait désormais rester qu'au parti qui aurait la générosité d'oublier les torts réels du parti contraire, et surtout la bonne foi de ne pas lui supposer des

torts imaginaires ; en un mot , à celui qui , devenu le plus puissant , saurait en même temps être le plus juste.

Mais j'en ai dit plus qu'il n'en faut , pour démontrer que les auteurs de la souscription n'ont pas eu les intentions criminelles que leur a supposées le ministère public : je me hâte de passer aux autres objections.

Elles portent principalement sur le mode de publication de l'écrit ; c'est-à-dire sur la forme et la rédaction du prospectus.

Ah ! Messieurs , quand l'accusateur lui-même est forcé de convenir qu'en soi le fait de la souscription est , non-seulement innocent , mais louable ; quand il est démontré , comme je viens de le faire , que l'intention des souscripteurs a été pure , et n'a eu pour mobile que la bienfaisance ; il faudrait une rédaction bien malheureuse , bien offensante , bien odieuse , pour que le crime qui n'est pas dans le fait , se trouvât uniquement dans la manière dont il fut annoncé. On a vu quelquefois

Ce qui fut blanc au fond , rendu noir par la forme ; mais il n'en saurait être ainsi dans l'espèce ; et en suivant l'objection dans tous ses développemens , nous reconnaitrons aisément que si l'écrit du 31 mars n'est pas exempt de cette chaleur qui anime toujours la parole de l'homme qui veut émouvoir son semblable , lui communiquer ses impressions , et le rendre sensible au malheur d'autrui ; sa rédaction , toutefois , n'a point le caractère de criminalité qu'on lui prête.

Dans le prospectus , a dit M. l'avocat-général , on conteste évidemment au législateur le droit de faire la loi ; car on élève à côté d'elle une autorité rivale ; on met le ministère dans l'impossibilité d'en user sans se rendre odieux : on en appelle à *l'opinion publique*..... Comme s'il pouvait y avoir d'autre opinion publique que celle qui est exprimée par les trois branches du pouvoir !

Il est facile de répondre à cette argumentation.

Et d'abord, il est évident que M. l'avocat-général a défini *la loi* et non *l'opinion publique*, lorsqu'il a dit qu'elle ne pouvait être que le résultat d'une volonté parlementaire. Sans doute le Roi et les Chambres ont seuls le droit de faire des lois : mais à côté de cette autorité suprême, on ne peut s'empêcher de reconnaître *l'opinion publique*, qui sans affecter la souveraineté, ni employer les formes hautaines du pouvoir absolu, a cependant aussi sa volonté, ses dédains, son mépris, sa puissance. N'est-ce pas elle en effet qui, étendant son empire jusque sur les lois même, finit par abroger, en les condamnant à une triste désuétude, les lois qui l'ont froissée, méconnue ou bravée? •

Ainsi, dit un auteur dont j'ai cité les termes si souvent, que je me les rappelle encore, « qu'un souverain donne une loi évidemment opposée à la loi naturelle, à la constitution de son empire, aux mœurs essentielles de son peuple; la force en assure l'exécution un instant, dans quelques lieux près du prince : mais dans l'éloignement, mais bientôt, la justice, *l'opinion publique*, reprennent le dessus ; le temps fait le reste » (1).

Et n'est-ce pas là précisément ce que paraît craindre M. l'avocat-général, pour la loi du 26 mars, lorsqu'il reproche aux souscripteurs d'avoir voulu mettre le ministère dans l'impossibilité d'en tirer parti, et d'avoir ainsi tué la loi autant qu'il était en eux ?

On nie l'existence de *l'opinion publique* !

Eh quoi ! n'est-il donc pas de l'essence du Gouvernement représentatif de se mouvoir sous l'influence de cette opinion ? N'agit-elle pas sur les choses aussi bien que sur les hommes, sur la personne de ceux qui administrent aussi bien que sur les actes de leur administration ?

---

(1) PROST DE ROYER, dans son Dict. de Droit, au mot *Abrogation*.

Ici, Messieurs, se place naturellement la controverse que M. l'avocat-général a établie sur le droit de critiquer les lois et les actes du Gouvernement. Il n'a pas nié que ce droit n'appartint aux citoyens ; mais il l'a circonscrit dans les bornes les plus étroites ; et ces bornes, il a trouvé qu'on les avait excédées. Ainsi l'on a médité de la loi ; ou en a mal parlé ; il ne fallait pas dire qu'elle était *arbitraire*, etc., etc.

La question se divise donc naturellement en deux parties : 1° En droit, jusqu'à quel point est-il permis de critiquer les lois ? 2° En fait, le prospectus du 31 mars a-t-il dépassé les limites au-delà desquelles il y a attaque formelle contre l'autorité du législateur, et provocation à la désobéissance aux lois ?

Il est très-vrai, Messieurs, qu'après avoir signalé les inconvénients qu'entraînerait probablement à sa suite l'exécution de la loi, les souscripteurs ont dit que « ces inconvénients étaient inséparables de toute législation *arbitraire*. »

Mais il ne faut qu'un peu de mémoire pour se rappeler que les ministres avaient ouvertement demandé l'*arbitraire*, l'*arbitraire pur*, l'*arbitraire de confiance*.....

Et les députés, signataires de l'acte, ne pouvaient pas oublier que les ministres avaient obtenu *tout ce qu'ils avaient demandé*!....

Ensuite et dans le langage même des jurisconsultes, une loi est *arbitraire* quand elle est variable au gré de l'homme, par opposition aux lois *immuables* contre lesquelles le caprice du législateur est impuissant (1).

---

(1) Le judicieux Domat, dans son *Traité des Lois*, ch. XI, n° 1, consacre cette distinction. « Les lois IMMUABLES, dit-il, s'appellent ainsi, » parce qu'elles sont naturelles, et tellement justes toujours et partout, » qu'aucune autorité ne peut ni les changer, ni les abolir ; et les lois » ARBITRAIRES sont celles qu'une autorité légitime peut établir, changer » et abolir selon le besoin. » — Ainsi, la qualification de lois *arbi-*

Dans ce sens encore, la loi du 26 mars est donc *arbitraire* ; car elle suspend *ad arbitrium hominis*, sur le fait de la liberté individuelle, le régime *constitutionnel*, qui est la règle fixe et immuable de notre droit public intérieur.

La Charte, en effet, ne cesse pas d'être pour nous le *principe* ; et, s'il faut de toute nécessité se soumettre au régime des lois *d'exception*, ce n'est que passagèrement, par circonstance, et avec l'expectative qu'accompagnent tous nos vœux, de revenir le plutôt possible au régime constitutionnel (1).

La loi du 26 mars est encore *arbitraire*, par opposition aux *formes judiciaires* dont elle dispense les ministres.

Ce n'est donc pas porter atteinte à l'autorité constitutionnelle du Roi et des Chambres, que de préférer la loi fonda-

*traires*, convient éminemment aux lois *de circonstance*, autrement dites *lois d'exception*, puisque rien n'est si variable, si arbitraire, en un mot.

C'est par opposition aux lois naturelles, qui sont le fondement immuable des sociétés, que les lois romaines ont érigé en principe, que l'arbitraire de la raison civile ne peut jamais prévaloir sur l'immuabilité de la raison naturelle ; *civilis ratio jura naturalia corrumpere non potest*.

Ainsi, par exemple, si la loi humaine ordonnait un crime, il faudrait la transgresser pour ne pas désobéir à la loi de nature, aux commandemens de Dieu même. (*Blackstone, Comment. sur les lois anglaises, Disc. prélim.*)

Bossuet, en parlant des lois constitutionnelles et fondamentales d'un Etat, dit que leur vigilance et leur action est *immortelle*, et que tout ce qui se fait contre elles étant nul de droit, il y a toujours à revenir *contre*.

(1) Aussi cette loi renferme en elle-même le germe de sa destruction.—Comme toutes les lois d'exception, elle porte que si elle n'est pas renouvelée dans la prochaine session des Chambres, elle cessera de plein droit d'avoir son effet. Cela n'empêche pas, il est vrai, qu'elle ne porte la clause, et *afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre scel*. Mais c'est une pure formule, et l'on connaît la règle suivant laquelle : *Ea quæ sunt styli non operantur*.

mentale au régime des lois d'exception ; et les formes solennelles de la justice , aux brusqueries d'une police qui n'a pour règle que le caprice de ceux qui la mettent en jeu.

Ce n'est pas provoquer à la désobéissance à une loi , ni surtout à une loi transitoire , que de la présenter comme pouvant entraîner des abus dans son exécution , sans , au reste , lui contester son caractère de loi et sa force exécutive.

M. le garde-des-sceaux lui-même l'a dit : « On peut très- » légitimement contester la justice ou la convenance d'une » loi pénale , comme de toute autre loi ; on peut en solliciter le changement. » (1)

Et lors de la dernière loi du 31 mars 1820 , qui a réconstitué la *bienheureuse censure* , les ministres ont encore répété , par forme de promesse , et à titre de consolation , que cela ne nuirait pas au droit que conserveraient les citoyens , de se livrer à l'examen et à la critique modérée des actes de l'autorité.

Je pourrais vous citer pour exemple , et les attaques dirigées contre la feue loi des élections , et celles dont la loi du recrutement est menacée , et celles dont la contrainte par corps est en ce moment l'objet (2).

Mais je trouve une preuve plus saillante encore du libre exercice de ce droit constitutionnel de critiquer les lois , dans un journal , que la légitimité de ses opinions , la sincérité de ses récits et l'impartialité de ses jugemens , m'au-

(1) Exposé des motifs du projet de loi sur la liberté de la presse , séance du 22 mars 1819.

(2) Il suffit à ce sujet de citer l'opuscule de M. Michel Burg , intitulé : *Considérations sur la contrainte par corps en matière de dettes, dites commerciales*. Après avoir exposé une partie des misères auxquelles les débiteurs pour dettes sont en proie , l'auteur établit une comparaison entre les ménageries royales et les prisons , et il entreprend de prouver que les animaux , même les plus féroces , sont mieux traités que les hommes ! — Voilà de la critique , j'espère !

torisent à citer avec confiance.... Dans le *Journal des Débats* (on rit).... dans le *Journal des Débats* du 18 mai 1820, on lit ce qui suit : « Un de nos écrivains les plus célèbres, » M. l'abbé de.... vient de publier une petite brochure qui » fera, sans doute, une grande sensation. Cette brochure a » pour titre : *Quelques Réflexions sur la Censure....* Il est » impossible de *prouver*, en moins de mots et par de plus » fortes raisons, *l'incompatibilité de la censure avec un gouvernement représentatif*. Nous reviendrons sur cette brochure, la plus remarquable qui ait paru depuis l'établissement de la censure. »

Or, les auteurs de la souscription sont bien loin d'avoir été jusque-là.

Ils se sont bien gardés de rechercher si la loi du 26 mars était, ou non, *compatible* avec le régime constitutionnel ;

Ils n'ont pas contesté *le droit* qu'avaient eu le Roi et les Chambres de la porter, par exception à la Charte ;

Ils n'ont pas même critiqué les actes des ministres ;

Ils ne leur ont pas non plus supposé de mauvaises intentions : — au contraire ;

Mais ils ont dit : « Il est impossible que, pour l'application de cette loi, et surtout dans les départemens, ces » ministres ne s'en reposent pas sur des subalternes. » Ils ont entrevu dès-lors que ces ministres, quels qu'ils fussent, pourraient être trompés ; et, dans cette hypothèse, bien loin de conseiller la résistance à leurs ordres, ou la désobéissance à la loi, les souscripteurs ont supposé qu'un citoyen serait de fait emprisonné, mais que cette arrestation pourrait bien n'être que l'effet de *dénonciations mensongères et précipitées*.

C'est alors, mais seulement alors (c'est-à-dire, lorsque la loi aura reçu sa pleine et entière exécution, par l'incarcération de fait d'un citoyen), que si les souscripteurs sont informés de son innocence, par ses parens ou amis, ils s'engagent à *faire valoir ses réclamations auprès de l'autorité*. Ils diront,

pour le détenu , ce que le détenu dirait lui-même , s'il était libre. — Dans un temps où l'on enhardit la délation , par la crainte que l'on a de *décourager le zèle* ; à combien de surprises l'autorité n'est-elle pas exposée ? Elle croit de son intérêt de dissimuler avec soin la source des avis qui lui parviennent ; tandis que , pour réfuter une dénonciation , il suffirait le plus souvent de nommer le dénonciateur. C'est un tel.... Eh ! quoi !.... précisément.... c'est son ennemi particulier qui l'a dénoncé ; il existait entre eux telle et telle cause de haine , tel ou tel conflit d'intérêt ; le détenu , par exemple , était acquéreur de biens qui avaient appartenu à son maire ou à son préfet ; il n'a pas voulu vendre ou céder ; .... *c'est sa belle maison d'Albe qui l'a perdu*.... etc.

Si le détenu (qu'il ait ou non mérité son arrestation) laisse une famille dans le besoin , on lui donnera des secours....

Quel que soit le parti auquel il appartienne , la bienfaisance et l'*opitulation* seront les mêmes....

Ainsi vous voyez , Messieurs , que la critique ne tombe ni sur la loi elle-même , ni sur les pouvoirs dont elle est émanée , ni sur les ministres chargés de son exécution.

Et si , du reste , on paraît craindre que cette exécution n'entraîne des malheurs particuliers , des inconvénients qu'on croit être inséparables de toute *législation arbitraire* , on ne dit rien , en cela , qui n'ait été répété cent fois contre les *lettres de cachet*.

Les lettres de cachet !... Oui , Messieurs , l'analogie est manifeste ; car un député du côté droit ( M. de la Bourdonnaie , si je ne me trompe ) a dit lui-même , que la seule différence entre la loi nouvelle et l'ancienne , c'est qu'au lieu d'un seul cachet , il y en aurait trois.

Voilà pourquoi les souscripteurs citent M. de Malesherbes , et s'appuient de son imposante autorité. Le passage qu'ils rapportent , bien que saillant , n'est rien en compa-



raison du discours entier dont il est extrait (1). Ils auraient dû le copier tout-à-fait sans citer, et, au grand étonnement des accusateurs, le procès se trouverait fait à M. de Malesherbes ! Pour se défendre, il suffirait de mettre des guillemets, et de nommer son auteur.

Dans cette harangue, en effet, ce vertueux magistrat, parlant au Roi lui-même, n'a pas craint de lui dire : « Ces » sortes d'arrestations sont la punition ordinaire des dis- » cours indiscrets dont on n'a jamais de preuves que la dé- » lation ; preuve toujours incertaine, puisqu'un *délateur* » *est toujours un témoin suspect*. . . Les ordres signés de V. M. » sont souvent remplis de noms obscurs, que V. M. *n'a ja-* » *mais pu connaître*. Ces ordres sont mis à la disposition de » *vos ministres*, et nécessairement de *leurs commis*. . . On » les confie aux administrateurs de la capitale et des pro- » vinces, qui ne peuvent les distribuer que sur le rapport » de leurs subdélégués ou autres *subalternes*. . . Il en ré- » sulte, Sire, qu'aucun citoyen, dans votre royaume, n'est » assuré de ne pas voir sa liberté *sacrifiée à une vengeance* ; » *car, personne n'est assez grand pour être à l'abri de la* » *haine d'un ministre, ni assez petit pour n'être pas digne* » *de celle d'un commis*.

» UN JOUR VIENDRA, Sire, que la multiplicité des abus dé- » terminera V. M. à proscrire *un usage si contraire à la* » *constitution du royaume*, et à la liberté dont vos sujets » ONT DROIT de *jouir*. »

Voilà, Messieurs, ce que disait, des *détentions arbitraires*, un magistrat de l'ancien régime, un premier président de Cour souveraine, un homme qui, après avoir eu le courage de dire la vérité à Louis XV, a eu le courage de mourir pour son successeur.

On projette d'élever un monument à M. de Malesherbes !

---

(1) Remontrances de la Cour des aides, du 14 août 1770, au sujet des lettres-de-cachet.

il en est digne sans doute ! Mais comment a-t-il mérité cet honneur insigne , si ce n'est par sa persévérance à dévoiler les abus et à dénoncer l'arbitraire ? Le premier monument qu'il importe d'élever à sa vertu , n'est-il pas de suivre son exemple , plutôt que d'accuser ceux dont les efforts n'ont tendu qu'à l'imiter !

Ainsi, en résumant ce que nous avons dit jusqu'ici , le *fait* de la souscription est louable en soi ; l'*intention* des souscripteurs a été pure ; les *moyens* qu'ils se sont proposés n'ont rien que de licite ; les *expressions* dont ils se sont servis , sont modérées ; elles ont pour type le plus glorieux des antécédens , la plus respectable des autorités , les remontrances d'une Cour souveraine , présidée par un sage tombé martyr de la fidélité ! Où peut donc être le délit ?

Car, enfin, n'est-il pas de principe que tout ce qui n'est pas défendu par la loi, est permis ?

Or, quelle est, je vous prie, la loi qui défend de souscrire pour le soulagement des détenus ! Y en eut-il jamais ?

Hélas ! oui, Messieurs, il faut le dire à la honte de l'humanité ; on a vu des lois qui ont proscrit la bienfaisance et défendu de s'intéresser au sort des prisonniers. Il en est jusqu'à deux que je puis vous citer. L'une appartient au régime de 1793, elle est ainsi conçue : « Les détenus comme » suspects *n'ont plus aucun besoin* : la république les nourrit » *frugalement* : partant, qu'on ne leur laisse passer aucun » secours, etc., etc. (1). » — Cette horrible mesure, l'indignation des contemporains l'a déjà jugée.

---

(1) Arrêté du représentant Joseph Lebon, du 18 ventose an 2, pendant sa mission à Arras. On sait que ces arrêtés avaient force de loi. Celui dont nous parlons se trouve notamment dans un écrit intitulé : *Atrocités commises envers les ci-devant détenus dans la maison d'arrêt, dite la Providence, à Arras, par Joseph Lebon, et ses adhérens, pour servir de suite aux angouisses de la mort, ou idées des horreurs des prisons d'Arras,*

L'autre loi se rattache à une époque plus reculée, mais non moins remarquable.

Dans les premiers temps du christianisme, les partisans de l'ancien culte des idoles présentaient sans cesse aux empereurs la nouvelle doctrine comme *perverse*, *séditieuse*, *subversive* de l'ancien ordre de choses, et comme appelant à une révolution générale les peuples qu'elle *instruisait* de leurs droits et de leurs devoirs (1).

De-là les persécutions, les rigueurs, les mesures arbitraires, les martyrs qui ont scellé la foi de leur sang...

L'empire venait d'être partagé entre Licinius et Constantin. Celui-ci protégeait les chrétiens ; mais par cette raison-là même, Licinius crut devoir les tenir pour *suspects*. « Il s'imaginait, dit Crévier, que ceux qu'il avait dans ses » États, étaient attachés de cœur à Constantin-le-Grand, » qu'ils faisaient des vœux pour lui, qu'ils désiraient de » l'avoir pour maître. Il ne pouvait pourtant leur repro- » cher ni sédition, ni révolte.... Mais, ce prince voulait se » persuader qu'ils le haïssaient dans l'ame ; et, en consé- » quence, il les haïssait lui-même, et il leur aurait déclaré » une guerre ouverte, si la crainte de Constantin ne l'eût » retenu. Ainsi, balancé entre deux sentimens qui se com- » battaient, il prit un parti mitoyen ; et n'osant pas en- » freindre la loi qu'il avait portée lui-même avec son col- » lègue, pour accorder aux chrétiens le libre exercice de » leur religion, il résolut, sans ordonner précisément une » persécution, de les fatiguer par des chicanes qui produi- » sissent le même effet.

» Dans cet esprit, il publia une loi par laquelle il inter- » disait aux évêques tout commerce entre eux, et leur dé-

---

par les cit. Poirier et Montgey de Dunkerque. Deuxième édition, ni-  
vose an 3, pièces justificatives, page 53.

(1) Hunc Jesum invenimus pervertentem gentem nostram. Luc. xxiii,  
§ 2. — Commovet populum docens per universam Judæam. Ibid., § 5.

» fendait de se visiter les uns aux autres, et surtout de tenir  
 » des assemblées et des conciles pour délibérer sur les af-  
 » faires communes de leurs églises. »

Ce n'est pas tout, Messieurs, Licinius porta une loi par laquelle il défendit expressément d'assister les prisonniers, de les excuser, de leur porter même des alimens, à peine d'être mis dans la même prison, et d'être traité comme eux : loi barbare, mais qui, du moins, par cette peine même, offrait aux malheureux le moyen de se réunir à leurs parens et à leurs amis !

Voilà, Messieurs, cette loi dont je vous parlais ! Mais aussi, quel jugement en a porté l'histoire ! — Écoutez.

M. de Tillemont, dans son *Histoire des Empereurs*, dit, en parlant de Licinius : « Il eut la dureté d'ordonner qu'on » n'assisterait point ceux qui étaient dans les prisons, sur » peine, à ceux qui le feraient, d'y être mis avec eux, et d'y » être traité comme eux : c'est-à-dire, que par la plus injuste, » la plus cruelle et la plus déraisonnable de toutes les lois, » il défendait d'avoir compassion des misérables ; il défendait de donner à manger à ceux qui meurent de faim ; il » défendait d'être bon ; et malgré tous les sentimens de la » nature, il faisait un crime des œuvres de miséricorde ! »

Le savant évêque de Césarée, qu'on a surnommé le Père de l'Histoire ecclésiastique ; Eusèbe qui, après la mort de son ami Pamphile, tombé sous le coup des proscriptions, ajouta son nom au sien, pour marquer le regret qu'il éprouvait de sa perte ; Eusèbe-Pamphile s'exprime en termes encore plus énergiques. Il n'appelle pas seulement cette loi arbitraire, mais il l'appelle loi illégitime, loi impudente, loi la plus féroce de toutes les lois : *Lex illegitima, lex palàm impudens, et omnium immanissima* (1).

---

(1) Quid autem attinet singula quæ iste Deo invisus (imperator Licinius) perpetravit, enumerando recencere : et quomodo *leges illegitimas*

Tel est, MM. les jurés, le jugement qu'a porté l'histoire, de la seule loi qui, avant 1793, ait défendu de venir au secours des prisonniers : tel serait ( n'en doutez pas ), le jugement que vos contemporains et la postérité porteraient de vous, si vous déclariez *coupables des citoyens dont tout le crime est d'avoir souscrit pour le soulagement des détenus !*

Et encore, Messieurs, remarquez cette différence. Du temps de Licinius au moins, il y avait une loi ; à la vérité, une loi despotique, arbitraire, injuste, *palàm impudens atque immanissima* ; mais enfin il y avait une loi : *dura lex, sed lex*. On était, par conséquent, averti qu'il n'était pas permis d'être bienfaisant envers les autres, sans péril pour soi-même. Mais de nos jours, mais en France, existe-t-il une loi semblable ? Voit-on dans la législation ce qu'on voudrait introduire dans la jurisprudence ? ce que quatre Cours souveraines ont déjà refusé d'admettre ! ce qui a soulevé, en

*ipse legum omnium violator excogitaverit ? Quippè lege latè prohibuit « ne quis miseris in carcere detentis alimenta humaniter subministraret, » neve quis homines in vinculis fame contabescentes miseratione prosequeretur. » Hoc est, ne quis omninò vir bonus existeret, neve ii qui ad proximorum miserationem naturà ipsà ducuntur, boni quidquam præstarent. Fuit hæc profectò LEX PALAM IMPUDENS ET OMNIUM IMMANISSIMA, quippè quæ omnem à naturâ insitam mansuetudinem excluderet. Quin et legi adjecta erat hæc pœna, ut qui reis stipem dedissent, pari cum reis ipsis supplicio plecterentur ; utpotè in carcerem et vincula coniecti, eandem cum noxiis hominibus pœnam subirent, qui humanitatis officia illis præstissent. Hujusmodi fuère constitutiones Licinii. ( Eusebii Pamphili, Ecclesiasticæ historiæ, lib. 10, cap. 8, p. 490, édit. de Cambridge. )*

Aussi, quel fut l'effet d'une telle législation ? — Le sage Fleury nous l'apprend : « Les fidèles, dit-il, recommandèrent à s'enfuir, comme dans les persécutions précédentes, et à se retirer dans les montagnes et les solitudes. Cependant, Licinius ne voulait pas que l'on parlât de persécution, et la désavouait de paroles, tandis qu'il l'exerçait si cruellement en effet. (*Hist. ecclési.* tom. 3, pag. 63. )

faveur des prévenus , l'opinion unanime des jurisconsultes de tous les pays et de tous les partis !

Excepté dans les temps de trouble et de persécution , jamais vous ne verrez le Pouvoir contrarier la bienfaisance envers les prisonniers , et s'en alarmer.

Ce sentiment de compassion pour le malheur de son semblable , est dans tous les cœurs ; la nature l'inspire (1) ; le droit des gens le recommande (2) ; la religion l'a mis au rang de ses préceptes (3).

Cette religion n'offre pas seulement des exemples particuliers d'une charité individuelle et isolée : c'est à elle aussi que l'on doit le modèle de ces *confréries* et de ces *associations*, qui ont pour objet de venir au secours de l'humanité souffrante (4).

- (1) En ce monde, il se faut l'un l'autre secourir ;  
Il se faut entr'aider ; c'est la loi de nature.

(Le bon LAFONTAINE.)

(2) Homo sum et nihil humani à me alienum puto. *Terent.* — Beneficio adfici hominem interest hominis. Loi 7, au digeste, de *serv. export.* — Ita placet Stoïcis..... Homines hominum causâ esse generatos, ut ipsi inter se, aliis aliâ prodesse possent..... Naturam debemus sequi ducem, communes utilitates in medium asferre ; mutatione officiorum, dando, accipiendo ; tum artibus, tum operâ, tum facultatibus, devincire hominum inter homines societatem. *Cic. de Officiis*, lib. 1, n° 22. — Voilà certainement une vaste souscription : elle comprend tout le genre humain.

(3) Esurivi et dedistis mihi manducare : infirmus fui, et visitastis me : IN CARCERE ERAM, ET VENISTIS AD ME. (Mathæus, xxv, 36 et 37.) Non desis plorantibus in consolatione, et cum lugentibus ambula. (*Ecclesiast.* vii, 38.) Flete cum flentibus. (*Ad Roman.* xii, 15.)

(4) John Howard, dans son ouvrage intitulé, *Etat des prisons en Europe*, traduit en français en 1788, dit, en parlant de celles d'Italie, qu'il n'est point de pays où l'humanité inspirée par la religion, prodigue autant de secours aux détenus et aux pauvres. Partout, dit-il, il s'est formé des *associations charitables* ; et dans la plupart des villes, des *confréries*

Entre toutes celles que je pourrais citer , qui ne connaît la société formée pour la *rédemption des captifs* ? Alger s'en est-il offensé ? En a-t-il pris ombrage ? Et jamais Cadi fut-il chargé de faire le procès aux frères de la rédemption , sous prétexte que leur institut avait pour objet de discréditer la doctrine de la servitude , et de provoquer à la désobéissance aux lois de l'esclavage ?

Comment donc pourrait-on voir un crime dans une association qui a pour objet la *rédemption des suspects* ? une association qui consiste uniquement à les *racheter de la délation*, s'ils ont été calomniés ; et à les secourir, s'ils sont dans le besoin.

Est-ce la forme de souscription qui déplaît ? Mais cette forme n'est pas nouvelle.

Déjà l'on vous a cité celle ouverte en 1777 , au profit de ces *trois braves gentilhommes* (1) qui avaient assassiné le malheureux Damade. Il est vrai que M. l'avocat-général n'excuse cette souscription , qu'en faisant observer qu'elle avait été annoncée et publiée en vertu d'un *privilege du roi* ; mais il est aisé de lui prouver qu'autrefois la bienfaisance pouvait s'exercer , même sans privilège.

Louis XIV , dans les malheureux démêlés qui divisaient le

*pieuses* sont uniquement occupées du *soulagement* des prisonniers. Je ne puis me dispenser de citer ici la *confrérie de la miséricorde*, appelée *di S. Giovanni dei fiorentini*. Il n'est point de ville un peu considérable qui n'ait la sienne. Cette confrérie soulage les prisonniers pendant leur vie , et leur prodigue ses secours jusqu'à ce qu'ils aient cessé de vivre ; elle adoucit pour eux l'amertume du trépas ; elle reçoit leurs derniers soupirs , et elle veille à leur inhumation : image de la Providence , dont la bonté adoucit les rigueurs de la justice humaine , et daigne accueillir dans son sein les hommes que la société a rejetés. — Une pargille confrérie est établie en Portugal , etc.

(1) Ce sont les propres expressions du prospectus de cette souscription.

clergé et la couronne, prit des mesures d'une extrême rigueur contre quatre évêques. Il alla même jusqu'à faire saisir leur temporel. Aussitôt de pieuses offrandes leur sont adressées de toutes les parties de la France.

Le plus vertueux de ces prélats, Caudet, évêque de Pamiers, étant réduit à l'état le plus fâcheux, un illustre solitaire, qui habitait l'abbaye de Saint-Cyran, fit parvenir à un banquier de Paris une lettre de change de deux mille écus pour la faire toucher à l'évêque ; mais elle fut interceptée et adressée au père Lachaise.

L'affaire portée au Conseil du roi, quelqu'un proposa d'enfermer M. Destouches à la Bastille, comme ayant prêté secours à un sujet rebelle ; mais Louis XIV ferma la bouche à cet imprudent conseiller, par cette réponse vraiment royale :

« Lorsque j'ai sévi contre l'évêque de Pamiers, je n'ai pas  
 » prétendu empêcher qu'on ne l'assistât dans son malheur :  
 » il ne sera pas dit que sous mon règne on aura puni quel-  
 » qu'un pour un acte de bienfaisance (1). »

Non, Messieurs, il ne sera pas dit non plus que sous le règne de notre roi, on aura puni quelqu'un pour un acte de bienfaisance. Si Sa Majesté savait que ses procureurs-généraux ont poussé le zèle jusqu'à faire le procès à ceux de ses sujets qui ont fait vœu de soulager l'infortune, on entendrait une seconde fois les mêmes paroles sortir de la bouche royale : « Lorsque j'ai cru devoir proposer une loi d'exception, je n'ai pas, pour cela, prétendu empêcher qu'on  
 » n'assistât les détenus dans leur malheur ; il ne sera pas dit  
 » que, sous mon règne, on aura puni quelqu'un pour un  
 » acte de bienfaisance. »

---

(1) Extrait de la vie des quatre évêques engagés dans la cause de Port-Royal.



Nos annales ne seront pas souillées d'un pareil arrêt !

Eh quoi ! jamais la bienfaisance ne fut portée plus loin : aux secours particuliers de tout genre , se joignent des associations de toute espèce , pour les malheureux de toutes les classes , pour les condamnés , et jusque pour les forçats ?

Il existe une société générale *pour l'amélioration des prisons* : elle est présidée par un prince de la famille royale , dont le nom se trouve si souvent mêlé aux actes de bienfaisance et de générosité. L'autorité a propagé cette société : elle l'a encouragée de toutes les manières ; les citoyens ont reçu leur *brevet d'associé* , à domicile , avant même qu'ils en eussent manifesté le désir , tant on s'est cru certain de leur adhésion à une si belle œuvre.

Et quand il s'agit , non plus de voleurs , d'assassins , de condamnés , de forçats ; quand il s'agit , non pas même d'accusés ou de prévenus , mais de simples suspects , détenus pour un trimestre , par mesure de pure précaution , il sera défendu de venir à leur secours !

Ainsi l'inhumanité n'a trouvé d'asile que dans le sein de la politique ! c'est là seulement qu'on se montre insensible au malheur d'autrui !

Le magistrat , après avoir condamné un coupable , le plaint , et quelquefois même le recommande à la clémence du prince. Il ne dit pas aux autres hommes : C'est un scélérat que j'ai condamné , je vous défends de demander grâce pour lui ou de soulager ses besoins : loin de-là , il lui fait souvent passer des secours. C'était la vertu des Angran , des Malaherbes et des Lamoignon ; c'est encore celle de plusieurs d'entre nos magistrats.

Et un ministre dirait : Que vous importe ? *c'est mon suspect* , ne vous en mêlez pas ! J'ai demandé l'arbitraire , je l'ai obtenu ; et néanmoins je ne veux pas que vous disiez que c'est de l'arbitraire : je l'exercerai , si bon me semble , et quelque rigoureux qu'il soit , je n'entends pas que vous y

portiez remède : si j'ai été trompé, tant pis, ne vous chargez pas de m'éclairer : s'ils sont dans la misère, tant mieux ; leur peine sera plus forte, restez en repos. — Mais ils sont innocens... — Taisez-vous.

Non, Messieurs, tant de barbarie n'entre point dans nos mœurs : un tel langage vous révolte ; vous êtes convaincus désormais qu'il n'y a pas ici matière à accusation.

Quelque tournure qu'on ait prise, c'est toujours le procès fait à la pitié. Je souhaite que ceux qui l'accusent n'aient jamais besoin de l'implorer !...

Pour vous, Messieurs, vous ne vous laisserez pas séduire par ce genre de concession qui permet d'être bienfaisant, mais pourvu que ce soit doucement, à petit bruit, et non par forme d'association.

Il est des gens qui permettent tout, mais avec des restrictions qui font qu'en effet rien n'est permis ; des hommes qui conçoivent la bienfaisance envers les détepus, à peu près comme la liberté de la presse avait été expliquée au confident du comte Almaviva.

Mais vous n'admettez point de semblables déceptions ; vous sentirez qu'ici la réunion de plusieurs était nécessaire pour que les secours fussent efficaces.

Il ne s'agissait pas seulement de secourir un seul malheureux, mais tous ceux qui le seraient, quelle que fût d'ailleurs leur opinion.

Il fallait correspondre pour connaître les faits justificatifs, il était besoin d'appui pour les faire valoir, une réunion d'efforts était nécessaire pour multiplier les secours en proportion du nombre de ceux qui en auraient besoin ; enfin, il était bon d'intéresser à la souscription des hommes de toutes les classes, parce qu'il s'agissait de rendre des services de tous les genres.

Et comment pourrait-on s'étonner d'y voir figurer des

avocats ? ne devrait-on pas plutôt être surpris s'il ne s'en trouvait aucun parmi les souscripteurs ?

Ici, Messieurs, la cause de M<sup>e</sup> Mérilhou prend un caractère particulier qui la différencie des autres.

En effet, ce qui n'est qu'un acte de bienfaisance, un trait d'humanité pour le commun des hommes, est un devoir de rigueur pour quiconque embrasse la noble profession d'avocat.

En revêtant la toge, un avocat fait serment, à la face de la justice, de se vouer à la défense de ses concitoyens, à la protection de tous les droits, au redressement de tous les griefs ; *il est l'organe de toutes les infortunes.*

Et qui donc défend les accusés ?

N'est-ce pas, vous le savez, Messieurs, au sein de notre Ordre que s'est formée cette généreuse résolution de nous partager, à tour de rôle, la défense d'office et gratuite de tous les accusés (1) ?

Tous, quels que soient leur misère et leur dénûment, trouvent en nous secours, zèle, protection.

Nous descendons dans leur prison, nous les consolons, nous soutenons leur espoir, nous sommes leurs confesseurs temporels ; et, dans ce combat généreux qui s'engage au profit de l'infortune, il n'est pas rare de voir d'anciens avocats et de jeunes stagiaires, après être ainsi venus, sur l'invitation de la justice, défendre un malheureux, joindre la bienfaisance au désintéressement, et délier leur bourse au profit d'un accusé pour lequel ils ont d'abord épuisé les trésors de leur éloquence.

Voilà, Messieurs, l'honorable ministère que nous rem-

---

(1) Délibération des avocats, portant qu'ils se chargeront à tour de rôle de la défense d'office et gratuite de tous les accusés.

plissons près de vous : c'est notre état ; notre devoir , notre serment , et je n'en tirerais pas vanité pour notre Ordre , si je ne voyais l'un de nous accusé pour avoir manifesté des sentimens qui jusqu'à présent ont fait le plus beau titre d'honneur du barreau français.

M<sup>r</sup> Mérilhou est accusé d'avoir fait partie d'une association dont le but était de *défendre les suspects , de faire valoir leurs réclamations auprès de l'autorité , et de leur procurer des secours* ; c'est-à-dire , qu'il est accusé d'avoir rempli le premier devoir de sa profession.

Sans avoir signé l'acte du 31 mars , il n'est pas un de nous , non , Messieurs , il n'est pas un de nous qui n'ait formé les mêmes résolutions.

Les engagemens qu'il a pris sont gravés dans nos cœurs : ce qu'il a promis de faire , chacun de nous a fait vœu de l'exécuter.

Du moment où nous avons vu rejeter l'amendement proposé par notre respectable doyen , le vertueux de Lacroix-Frainville , chacun de nous s'est dit au fond de son ame : « N'importe ; si les conseils leur manquent , la défense ne leur manquera pas. » De ce moment nous avons répété avec transport : « Oui , nous le jurons , par état , par amour , de l'humanité , par devoir , de nous vouer à la défense de nos concitoyens prévenus d'être suspects !

» Nous jurons d'éclairer l'autorité trompée ; d'écarter les préventions , de déjouer la calomnie , de déconcerter la délation !

» Nous jurons de pénétrer dans les cachots toutes les fois qu'on voudra nous y laisser descendre ; d'y porter des consolations , quand il ne nous sera pas interdit de les y faire entrer avec nous ; d'y joindre des secours pécuniaires quand il sera permis d'ajouter quelque chose aux six sous de la geôle !

» Nous jurons non-seulement d'aider le détenu , mais

» encore de secourir sa femme et ses enfans , de contribuer  
 » enfin de notre fortune et de toutes nos forces morales à  
 » la défense et au soutien des malheureux !

» Nous l'avons juré ! nous le jurons encore ! »

Et, en cela , qu'il me soit permis de le dire à la gloire de notre Ordre , nous ne faisons qu'imiter l'exemple de nos devanciers. Sous tous les régimes, en effet, il y a eu des avocats courageux qui ont mis de côté tout esprit de parti pour ne montrer que l'esprit de justice ; que la crainte n'a pu intimider, que l'ambition n'a pu séduire, et qui ont mieux aimé se mettre en opposition avec la faveur, qu'en contradiction avec leur devoir. Dans tous les temps, on les a vus, au risque de ce qui pourrait en arriver pour eux-mêmes, s'interposer au-devant des accusateurs, pour garantir les accusés ; défendant les malheureux de toutes les époques, les victimes de tous les partis ; se mettant sur la voie de tous les principes, combattant toutes les injustices, proclamant toutes les vérités utiles, et se déclarant les protecteurs-nés de tous les intérêts, de tous les droits, de toutes les libertés. Un de nos rois lui-même, quand ses gardes l'avaient abandonné ; quand ses serviteurs, pourtant si fidèles ! l'avaient déjà délaissé ; a trouvé parmi nous des défenseurs aussi courageux qu'éloquens. Voilà , Messieurs, voilà le barreau français tel qu'il fut dans tous les temps.

Là, Messieurs, finirait mon discours, si j'avais à me défendre moi-même : mais l'amitié toujours inquiète, alors même que tout paraît devoir la rassurer, l'amitié m'ordonne de vous adresser encore quelques mots.

( Ici M<sup>e</sup> Dupin se tourne vers la Cour. )

Ce n'est pas d'aujourd'hui, Messieurs, que nous nous enorgueillissons des rapports qui existent entre vous et un Ordre auquel d'Aguesseau donne une origine aussi ancienne que la Magistrature. Nous sommes accoutumés à vos égards,

j'ose même dire à vos bontés, comme vous l'êtes à notre déférence et à nos respects : que rien, en ce jour, ne vienne affliger le barreau, et troubler cette heureuse harmonie qui soutient nos pénibles travaux et adoucit la sévérité de vos éminentes fonctions.

M<sup>e</sup> Mérilhou se serait-il mépris? Aurait-il mal jugé du fond sur l'apparence? Le principe de cette illusion serait encore respectable : son erreur serait celle de la vertu ; il aurait toujours orné la face le bien : *docipimus specie recti*. Il aurait fait comme ce noble pair (1), qui n'aurait pas été au-devant de la souscription ; mais qui se la voyant proposer, n'a pas hésité à s'inscrire. « Je me serais cru déshonoré, dit-il, si j'avais refusé de signer. » Voilà ce que m'a chargé de vous déclarer en son nom, cet homme si rare, qui, pour rester toujours le même quand tout changeait autour de lui, n'a jamais eu d'autre politique, que de consulter sa conscience et d'obéir à ses seules impulsions.

Ainsi, pas de corps de délit ;

Intention évidemment pure :

Tout le mal vient de l'accusation qui a érigé en crime une action, dont le principe n'avait rien que de louable en soi.

Je puis donc le dire avec une entière confiance : non, je ne redoute rien pour mon client, mon confrère, mon ami. L'accusation a pu se déchaîner contre lui ; mais il est pleinement justifié. Les amis que le crime eût éloignés de sa personne, l'entourent en ce moment de plus près, attirés qu'ils sont par sa vertu. Les vœux de ses concitoyens l'accompagnent, ils voient en sa personne un de leurs plus ardens défenseurs ; et c'est peut-être là le plus fort grief de ses ennemis....

Mais que dis-je, ses ennemis? s'il en a, doit-il donc les

---

(1) M. le comte Lanjuinais.

craindre ? n'est-il pas en présence de la justice ? ne savons-nous pas que les passions haineuses n'approchent pas de son sanctuaire ? ignorons-nous que M<sup>e</sup> Mérilhou trouve dans cet imposant tribunal , et jusque dans la personne de son accusateur (1), d'anciens collègues, qui n'ont conservé que des souvenirs honorables de la manière dont il sut remplir avec eux les augustes fonctions de juge ? — Qu'à la tête de la Cour , il voit présider un magistrat (2) , qui , pendant vingt-cinq ans, a partagé les fatigues et les honneurs du barreau ! — Et qu'enfin , la décision de sa cause est remise à des jurés qui , indépendamment de toute opinion politique , sont animés , avant tout , d'un esprit de justice ; et qui ne voudraient pas , pour leur propre honneur comme pour celui de leurs familles , attacher leur nom à une condamnation qui flétrirait la vertu à l'égal du vice ; frapperait des citoyens fidèles , comme de misérables séditeux ; et ferait renaître parmi nous , l'odieuse législation de Licinius et de Joseph Lebon !

Que de motifs , en effet , MM. les jurés , se réunissent pour rassurer votre conscience et affermir votre conviction !

Je ne parle pas seulement de ces décisions antécédentes , par lesquelles plusieurs Cours souveraines ont jugé que le fait , dont l'appréciation vous est soumise , ne constitue ni crime ni délit ; — De ces consultations revêtues des signatures d'un si grand nombre d'avocats et de jurisconsultes (3), et qui forment un si honorable préjugé pour la cause !

Mais j'insiste principalement sur cette autre consultation (4) signée d'un petit nombre de nos anciens , de ceux-là

(1) Avant 1815, M<sup>e</sup> Mérilhou et M. de Broë, étaient, l'un et l'autre, conseillers-auditeurs à la Cour royale de Paris.

(2) M. Moreau.

(3) Au nombre de plus de trois cents !

(4) Rédigée par M<sup>e</sup> Bonnet, ancien bâtonnier, et signée par sept membres du conseil de discipline.

même qui, nommés membres du Conseil de discipline de notre Ordre, par *M. le procureur-général*, ont été préposés par lui pour nous donner l'exemple d'une exacte observation de toutes les bonnes règles, et pour ramener dans la route du devoir ceux qui seraient assez malheureux pour s'en écarter.

Eh bien ! ces hommes qu'on ne peut trop louer et estimer, dont la science égale la sagesse, dont la vertu surpasse encore la réputation ; ces hommes dont l'opinion politique bien connue, hautement professée, n'est pas la même que celle des signataires de la souscription, et lui est, on peut même dire, opposée ; ces hommes qui, dans la sincérité qui les distingue, n'ont pu taire qu'ils désapprouvaient en soi et à certains égards, la publication de la souscription ; ces mêmes hommes, dis-je, abordant la question de savoir si l'accusation est fondée, déclarent avec fermeté qu'elle ne l'est pas ; et, joignant à leur opinion sur le fond, l'expression de leurs sentimens personnels pour l'estimable confrère que je défends, ils rendent le témoignage le plus juste et le plus honorable à la droiture des intentions dont ils savent bien, disent-ils, qu'il est animé.

Admirable trait d'impartialité et de justice ! je dirais presque de générosité, tant il est rare aujourd'hui de voir les hommes d'une opinion, se montrer équitables envers ceux qui professent l'opinion contraire !

Honorable exemple d'union, qu'il était digne de nos anciens de donner à leurs jeunes confrères, comme il est digne de tout le barreau, de le donner à la France entière ;

Ah ! Messieurs, au lieu d'irriter les esprits, de refouler la pitié au fond des âmes, et de l'empêcher d'éclater au dehors, songez plutôt combien il importe de l'encourager à se produire, à se multiplier en proportion de nos malheurs !

Voyez ce qui se passe à côté de nous ; le peuple anglais, ce peuple dont la France a maintes fois accusé la barbarie,



en lui reprochant la rigueur avec laquelle il traitait nos braves marins prisonniers ; ce peuple, dis-je, est allé plus loin que nous dans la carrière de la bienfaisance.

Ainsi, tandis qu'il nous est interdit de souscrire pour le soulagement *de nos concitoyens* malheureux, une société vient de se former à Londres pour le soulagement de toutes les personnes qui, *dans quelque pays que ce soit*, seront poursuivies ou persécutées pour leurs écrits politiques (1). — Le gouvernement anglais, qui sait punir, cependant, aussi bien que le nôtre.... ; ce gouvernement a respecté la généreuse résolution sur laquelle le comité central de la souscription a appelé l'adhésion de tous les citoyens.

Il l'a respectée, parce que, quelque ennemi qu'il puisse être de la liberté des autres peuples, le ministère anglais a senti qu'il ne pouvait entreprendre de criminaliser une telle association, sans révolter la nation anglaise. Ce ministère n'est pas novice dans le maniement des affaires, au point d'ignorer le droit qu'ont les citoyens de contracter de pareilles associations. Convaincu que *la liberté de la presse est la condition la plus indispensable de l'existence d'un gouvernement représentatif*, il n'a pu voir un crime dans l'appel à une souscription, dont le but était de protéger l'exercice de ce droit, non-seulement en Angleterre, mais encore chez les autres peuples : il n'a pu se croire intéressé ou autorisé à poursuivre comme attentatoire aux lois constitutionnelles de l'État, un acte de pure bienfaisance, qui ne renferme que l'accomplissement du premier devoir de l'humanité : celui de secourir ses semblables et de les soulager dans leurs afflictions.

Et nous, Français, nous seuls, serions impitoyables ! Nous, si fiers jusqu'ici d'avoir marché à la tête de la civilisation

---

(1) Woolers British gazette, 21 mai 1820.

européenne, nous nous laisserions vaincre en générosité par des rivaux que nous croyions avoir laissés bien loin en arrière! Nous serions inexpérimentés dans la connaissance de notre gouvernement actuel, au point de regarder et de punir, comme contenant une attaque formelle contre l'autorité *constitutionnelle* du Roi et des Chambres, et une provocation à la désobéissance aux lois, une souscription du même genre, et seulement moins générale, que celle dont je viens de parler?....

Maïs non, Messieurs, j'espère trop de la sagesse d'un jury français, pour redouter que sa déclaration puisse venir attester à ce point notre décadence, et accuser notre inhumanité.

Occupons-nous plutôt à calmer les haines; apaisons la trop vive ardeur des vengeances; que l'esprit de concorde succède enfin à l'esprit de réaction. Loin de la punir comme un crime, honorons, encourageons la pitié: qu'elle soit, en ce moment surtout, la divinité tutélaire de la France: qu'elle ne cesse pas, du moins en présence de la justice, d'être considérée comme la plus douce et la plus touchante des vertus!

Ce plaidoyer de M<sup>e</sup> Dupin a excité, dans tout l'auditoire, une sorte d'enthousiasme, que le respect pour l'enceinte de la justice a seul empêché d'éclater autrement que par des murmures d'approbation souvent répétés. Chacun des nombreux avocats qui assistaient à l'audience faisait lire, sur sa figure, qu'il jurait, avec l'orateur, de secourir les malheureux, d'éclairer l'autorité et de déconcerter la délation. On a même remarqué qu'au moment où l'éloquent avocat parlait de l'humanité qui porte quelquefois les juges à demander la grâce des malheureux que la sévérité des lois les force à

condamner, des larmes sont tombées des yeux de M. Moreau, de ce magistrat qui a si dignement présidé la Cour d'assises pendant toute la session.

M. le président demande à chacun des prévenus s'il n'a rien à ajouter pour sa défense.

MM. Odillon-Barrot, Étienne et Mérilhou, qui avaient eu l'intention de prendre la parole, gardent le silence : les autres prévenus les imitent. M. Comte se dispose seul à prononcer un discours. Il renonce hientôt à son projet, par condescendance pour ses co-prévenus qui craignent que de plus longs développemens n'affaiblissent les impressions produites par les plaidoyers entendus.

M. le président annonce que, pour ne pas trop fatiguer MM. les jurés par la prolongation d'une séance qui dure depuis plus de sept heures, il va continuer la cause à demain.

Les jurés, les prévenus et leurs avocats expriment le désir que la séance continue, et que la cause n'éprouve plus aucun ajournement.

Cédant à ce désir, M. le président prononce la clôture des débats ; et aussitôt il fait le résumé du procès avec une clarté et une précision que l'on aurait pu supposer n'être que le fruit d'une longue préparation. Nous croyons inutile d'ajouter que ce résumé a été un modèle d'impartialité ; tous ceux qui ont été faits par M. Moreau pendant le cours de la session, auraient pu être l'objet de la même remarque. Ce magistrat ne se constitue ni l'accusateur ni le défenseur des accusés : il se borne à tenir la balance de la justice.

Les questions soumises aux jurés par M. le président sont très-nombreuses, parce qu'elles sont répétées pour

chaque prévenu. Elles se réduisent à celles de savoir,

Si MM. Comte, Dunoyer, Bidault, Legracieux, Gaubert, Bert, Voidet, Foulon, et Gosstûin se sont rendus coupables d'attaque formelle contre l'autorité constitutionnelle du Roi et des Chambres, et de provocation à la désobéissance aux lois, en publiant, dans les journaux dont ils sont ou étaient éditeurs responsables, l'article intitulé *Souscription nationale*;

Si MM. Gévaudan, Etienne, Odillon-Barrot, Mérilhou et Pajol se sont rendus complices de ces deux délits, en donnant des instructions pour les commettre.

Si M. Gossuin a commis ces deux délits, en publiant, dans la *Bibliothèque historique*, l'article sur le *despotisme ministériel*;

Et si MM. Gévaudan, Odillon-Barrot, Étienne, Mérilhou et Pajol se sont rendus coupables des deux mêmes délits, par la publication de l'écrit daté du 31 mars.

Il était cinq heures vingt minutes, lorsque les jurés sont entrés dans la chambre de leurs délibérations..

A sept heures et demie, ils sont rentrés dans la salle d'audience. La plupart des prévenus l'avaient quittée, pour se rendre dans celle d'un restaurateur du voisinage.

Il est donné lecture de la déclaration du jury. Elle porte

Que MM. Gévaudan, Odillon-Barrot, Étienne, Mérilhou, Pajol et Dunoyer ne sont coupables d'aucun des délits qui leur ont été imputés;

Que MM. Comte, Bidault, Legracieux, Bert, Gaubert, Voidet, Foulon et Gossuin, sont, à raison de l'article sur la *Souscription nationale*, coupables de provo-

*cation à la désobéissance aux lois*, mais *non coupables* d'attaque formelle contre l'autorité constitutionnelle du Roi et des Chambres ;

- Et qu'en raison de l'article sur le *despotisme ministériel*, M. Gossuin est coupable d'attaque formelle contre l'autorité constitutionnelle du Roi et des Chambres, et de provocation à la désobéissance aux lois.

M. le président prononce l'acquittement de MM. Gévaudan, Odillon-Barrot, Étienne, Mérilhou, Pajol et Dunoyer.

La Cour se retire dans la chambre du conseil, pour délibérer sur la peine à appliquer à ceux qui ont été déclarés coupables.

Après plus d'une heure de délibération, la Cour étant rentrée dans la salle d'audience, M. le président prononce l'arrêt.

M. Gossuin est condamné à une année d'emprisonnement et à 6000 fr. d'amende ;

M. Bidault, à huit mois d'emprisonnement et à 4000 fr. d'amende ;

Et MM. Comte, Legracieux, Bert, Gaubert, Voidet et Foulon, chacun à deux mois d'emprisonnement et à 2000 fr. d'amende.

AINSI s'est terminé ce mémorable procès, qui ne pourra pas être regardé comme l'un des moindres incidens de notre époque.

Nous ne ferons qu'une seule observation.

Dans son résumé, M. le président avait judicieusement fait observer que le procès présentait une première question qui était commune à tous les prévenus, celle

de savoir si le fait nu de l'annonce d'une souscription en faveur des personnes qui pourraient être détenues par suite de la loi du 26 mars, constituait un délit, ou était une action innocente.

En mettant une différence entre ceux qui avaient tous également annoncé, par un écrit publié, l'ouverture de la souscription ; en traitant si différemment les membres du comité de souscription, signataires de l'écrit daté du 31 mars, et les journalistes qui avaient publié l'article du 30, le jury a nécessairement jugé que ni le fait de la souscription, ni le fait de la simple annonce de cette souscription ne constituent un délit. Il a nécessairement décidé que le délit ne peut résulter que de la manière dont cette annonce est faite, des expressions dans lesquelles elle est conçue, et, en cela, il s'est conformé aux principes qui ont servi de base à l'arrêt rendu par la Cour de cassation dans l'affaire de la souscription ouverte et annoncée à Lyon par M. Meneu.

En fait, l'article qui a été publié par les journaux le 30 mars, et qui a motivé les condamnations prononcées contre MM. les éditeurs, contenait-il des expressions qui constituassent un délit, qui provoquassent à la désobéissance aux lois ? Le jury a prononcé ; et nous n'avons pas qualité pour réviser sa décision.